



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

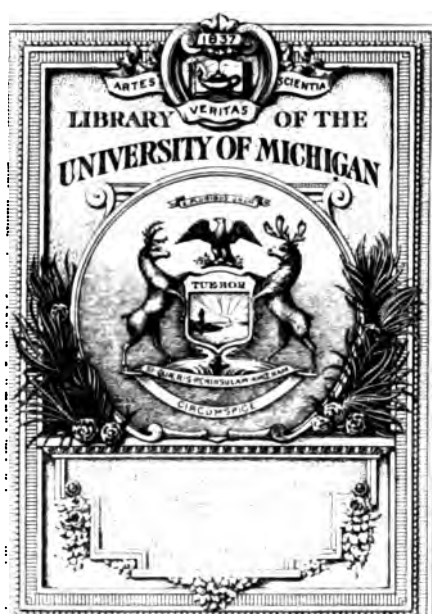
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

A 491240



2

3



MÉMOIRES

DE

L'ACADÉMIE D'AMIENS



MÉMOIRES

DE

L'ACADEMIE

DES SCIENCES, DES LETTRES ET DES ARTS

D'AMIENS

3^{me} SÉRIE.

VI.



AMIENS,
IMPRIMERIE H. YVERT

—
1840

*Les opinions émises par les auteurs des Mémoires
leur sont personnelles, et l'Académie
n'en est pas responsable.*



du 12. 10. 1879.
21. 10. 1879.
1879. 10. 21.
1879. 10. 21.

LE
CLUB DE L'ENTRESOL
(1723-1731)

DISCOURS DE RÉCEPTION

PAR M. L. LANIER

(Séance du 21 Février 1879.)

MESSIEURS,

Il me tardait de venir m'acquitter de la dette que j'ai contractée envers vous, le jour où vos suffrages m'ont appelé à l'honneur de prendre place dans votre Compagnie. Ma première parole doit être un hommage à l'Académie, et en particulier à ceux de ces membres qui, en me proposant à son choix, ont plus consulté leurs sympathies que mes titres. La seconde serait une parole de

regret, si je ne craignais d'encourir le reproche d'égoïsme. Naguère encore j'avais l'espoir de rencontrer à l'Académie l'homme excellent qui était pour vous un collègue aussi aimable que savant, pour moi un chef plein de cordialité et de bienveillance, et qui nous a quittés, laissant sa place vide. (1). Il est de fâcheuses coïncidences, Messieurs : un professeur entre dans vos rangs presque à l'heure où un professeur en sort ; je n'ai jamais mieux qu'en ce moment senti le danger des comparaisons.

Votre règlement, Messieurs, impose au récipiendaire l'honneur de prononcer devant vous un discours ; souffrez, qu'usant de la liberté qu'il me laisse dans le choix de mon sujet, j'appelle à mon aide l'histoire. J'ai pensé qu'à des académiciens il ne serait pas hors de propos de parler d'une Académie. Rassurez-vous, Messieurs : il ne s'agit pas d'une de ces Assemblées séculaires dont le passé, pour être retracé dignement, exige plus de temps que vous ne m'en accordez, et plus d'habileté que je n'en possède. L'Académie que je vous présente n'a fait que passer : ni le droit de libre discussion qui lui fut d'abord libéralement octroyé, ni l'illustration de son patronage, ni les précautions de ses membres ne purent la protéger contre les ombrages d'un pouvoir inquiet : elle succomba, à

(1) M. Leleu, censeur du lycée d'Amiens, nommé proviseur du lycée de Vesoul.

peine sortie du berceau, sans avoir jeté grand éclat, et le silence discret qui avait présidé à sa naissance, enveloppa sa chute. Elle n'est pas morte tout entière ; elle était l'application d'une idée féconde, un de ces essais prématurés, mais utiles, que la postérité recueille, développe et élève au rang des institutions qui ne périront plus.

Si courte qu'ait été son existence, elle a eu son histoire et son historien. Le marquis René-Louis d'Argenson, qui fut ministre des affaires étrangères de 1744 à 1747, écrivit presque jour par jour pendant près de trente années, le récit des événements dont il était le témoin, où il eut souvent une part, et qu'il appréciait en critique plus mordant que désintéressé. Le journal original et autographe du marquis était, lorsqu'éclata la Révolution, aux mains du duc de Luxembourg, son petit-fils. Saisi à cette époque dans le mobilier du duc, il devint la propriété du Conseil d'Etat, et passa ensuite dans la bibliothèque du Louvre. En 1857, la Société de l'Histoire de France confia à M. Rathery le soin de publier ces précieux manuscrits. Le marquis René d'Argenson, arrière-petit-neveu de l'auteur, la prévint en donnant au public, sous le titre de *Journal et Mémoires*, un travail hâtif, arrangé et incomplet. La Société ne renonça pas à son projet, et, dans une édition définitive, elle a rendu aux lettres, sur une période du dix-huitième siècle qui n'était guère connue que par la chronique bourgeoise et

parlementaire de l'avocat Barbier, des mémoires intimes et politiques, écrits sans art et sans fard, avec une brutale franchise qui jette sans pitié la lumière sur les hommes et les choses du siècle. Il était temps : le neuvième et dernier volume du Journal publié par M. Rathery paraissait en 1869 : deux ans plus tard, la bibliothèque du Louvre était livrée aux flammes par des mains criminelles : tous les papiers du marquis d'Argenson, encore inédits pour la plupart, furent anéantis dans ce désastre. Une partie de ce précieux trésor nous reste, sauvée par une idée généreuse : j'y puiserai, Messieurs, les premiers éléments du discours que vous me faites l'honneur d'écouter (1).

La conception première d'une Académie politique n'appartient pas au XVIII^e siècle : elle date du règne même de Louis XIV ; mais les circonstances ne la favorisaient pas, et le temps des libres discussions n'était pas encore venu. Parmi les Académies fondées à cette époque, celles-là seules durèrent qui tinrent leurs privilèges des ministres et conquirent par leur obéissance la faveur des rois.

Le cardinal de Richelieu qui mettait l'unité partout, dans le gouvernement, dans la politique extérieure, dans l'administration, et jusque dans la langue, avait élevé le petit cercle de Conrart à la

(1) « Journal et Mémoires du marquis d'Argenson. » 9 vol. in-8, publiés par M. Rathery, pour la Société de l'Histoire de France.

hauteur d'une institution royale. On sait quelle impérieuse protection fut celle de l'homme d'Etat qui n'admettait point d'autre volonté, même à l'Académie, que celle du roi, je veux dire la sienne. L'Académie s'en trouva quelquefois bien, lorsque par exemple Son Eminence pensionnait les académiciens ; plus souvent mal, comme le jour où le terrible parrain de Mirame, qui s'en croyait l'auteur, s'avisait, avec la jalousie fougueuse d'un Scudéry, d'appeler l'Académie au combat contre le Cid. Le cardinal Mazarin institua l'Académie de peinture et de sculpture ; Louis XIV et Colbert fondèrent celles des sciences, d'architecture, et cette Académie des inscriptions et médailles chargée de composer l'histoire métallique du règne de Louis-le-Grand, et à qui généraux et courtisans, dans ce siècle de conquêtes brillantes et d'adulations raffinées, fournissaient à l'envi de si beaux modèles d'apothéoses.

La littérature, l'archéologie, les arts avaient donc leur Aréopage : mais la diplomatie, la politique, le droit public, la philosophie, l'histoire, en un mot toutes les sciences morales étaient laissées dans l'oubli : oubli assurément explicable, Messieurs, dans un temps où un silence prudent sur certaines matières paraissait être la vertu des sages, et sous un régime où la liberté des opinions était tempérée par la Bastille. A la fin du XVII^e siècle, quelques esprits distingués s'enhardirent. Les papiers de l'abbé de Choisy conservés à la

bibliothèque de l'Arsenal nous apprennent qu'il s'était formé en 1692 une petite Académie dans le but de s'occuper de toutes les matières qui ne faisaient point l'objet du travail des sociétés savantes déjà fondées. Elle s'assemblait tous les mardis au Luxembourg, chez l'abbé de Choisy, qui en était le président, en sa qualité de maître de la maison. Elle se composait de treize membres, parmi lesquels on distinguait Dangeau, Perrault, Fontenelle et le président Cousin. On y passait le temps à des études très diverses, on y dissertait abondamment sur des sujets abondants, théologie, morale, politique, et d'autres sciences qui semblent toutes modernes, anthropologie, bibliographie, même sur des autographes. Les académiciens promettaient le secret sur tout ce qui se disait dans les conférences ; « comme on devait y parler politique, » écrit le marquis de Paulmy, « on pouvait y faire des réflexions qui n'auraient pas été bonnes à divulguer (1). » Au bout d'un an, l'Assemblée du Luxembourg ferma ses portes. Les questions proposées avaient été si délicates, que les académiciens n'avaient pu s'entendre ; les discussions étaient devenues plus vives et irritantes ; j'imagine que l'abbé de Dangeau, admirateur passionné du roi et des gens

(1) *Loisirs d'un ministre d'Etat, ou Essais dans le goût de Montaigne*, publ. par le marquis de Paulmy (1787).

en place ou en faveur (1), comme son frère le marquis, s'accommodait mal du scepticisme de Fontenelle qui, sans trop se compromettre, dérangeait ça et là l'ordonnance majestueuse des vérités officielles. Les polémistes du Luxembourg se séparèrent sans bruit, épargnant ainsi à Louis XIV la peine de les mettre d'accord par l'entremise de son lieutenant de police, Nicolas de la Reynie (2).

C'est le sort qui fut réservé à une autre réunion politique formée au Louvre sous le ministère de Torcy ; celle-là eut la vie plus courte, quoiqu'elle se montrât plus inoffensive ; mais elle eut le malheur d'être trop tôt découverte. D'Argenson nous la représente comme une Société de protection mutuelle pour se pousser aux faveurs de la cour : la science pure y tenait moins de place que la cabale et l'intrigue ; le roi la fit disperser (3).

Louis XIV mort, un autre monde se lève, indifférent ou hostile au souvenir des grandeurs de la veille si chèrement expiées. La Régence ouvre le XVIII^e siècle ; elle rompt brusquement avec un passé qui lui pèse, et s'abandonne sans réserve au mouvement capricieux qui l'emporte. C'est le temps des faiseurs de systèmes : politiques, admi-

(1) Mémoires de Saint-Simon, t. XVII, 136 ; t. XIX, 90 (éd. de MM. Cheruel et Régnier, en 20 vol. Hachette).

(2) Papiers de Choisy, Biblioth. de l'Arsenal ; 3 vol. in-4°. — V. t. I. Journal de l'Ass. du Luxembourg, Mss.

(3) D'Argenson, t. I.

nistratifs, financiers, religieux même, chacun propose le sien ; la France est pleine de réformateurs, la cour ne sait auquel entendre, et le royaume malade et épuisé n'a que la peine de choisir entre tant d'empiriques. Fatigué de l'étroite contrainte du régime précédent, le siècle se met à l'aise et sort des lisières ; il brise les idoles, bouleverse les traditions et renie ses dernières croyances, dans la crainte de se montrer encore crédule. Le gouvernement lui-même donne l'exemple des innovations téméraires, et se fait le protecteur de toutes les audaces. Quel stimulant pour le scepticisme frondeur qui fait alors explosion, que le spectacle d'une société où l'effronterie tient lieu de mérite, où le libertinage de l'esprit s'associe au cynisme des mœurs, où les vices honteux, masqués sous des dehors aimables, sont estimés à l'égal des qualités enviables, et comptés presque pour des vertus ! Quelle leçon pour les ducs et pairs et pour les nobles seigneurs, contemporains et flatteurs du Grand Roi, que la fortune inouïe d'un petit bourgeois de Brives-la-Gaillarde, moitié scribe et moitié valet, s'élevant à force de bassesses et d'hypocrisies du rôle de maître d'écriture et de correcteur gagé aux plus éclatantes dignités de l'État et de l'Eglise, tour à tour négociateur secret à la poursuite d'un souverain étranger qui voyage et d'une alliance qui se dérobe, puis ambassadeur en titre près d'une cour où il corrompt les ministres, et amuse les duchesses ; archevêque

d'un diocèse dont il déshonore le siège et n'administre que le temporel ; premier ministre enfin d'un roi mineurs sans conseil, et d'un régent débauché sans conscience !

Et que dire de cet autre, fils d'un orfèvre écossais, chassé de sa famille et banni de sa patrie, joueur intrépide et banquier complaisant, idole en France des financiers qu'il exploite et des seigneurs qu'il enrichit, surintendant du trésor public et monopoliseur du commerce des mers, faisant glisser entre ses mains souples toutes les fortunes de la France, en attendant qu'il laisse aux agioteurs insatiables des monceaux de papier sur des caisses vides ! Louis XV devient majeur, mais reste en tutelle ; une seconde Régence succède à la première, et la fait presque regretter : moins spirituelle, aussi perverse et plus impudente, elle porte à l'excès les vices et les hontes de l'autre, sans avoir pour elle, au dedans l'excuse d'un engouement irrésistible de l'opinion publique, au dehors le prétexte d'un plan résolûment conçu et habilement conduit (1). Cet écroulement des mœurs et des fortunes, ce renversement de traditions séculaires, ce mépris des principes n'étaient-ils pas faits pour inspirer des méditations aux philosophes, aux moralistes des remontrances, aux

(1) Saint-Simon, *passim*. — Chronique de l'avocat Barbier, t. I. — Mémoires secrets de Duclos. — Journal de Buvat. — Mémoires de Mathieu Marais. — Correspondance de la princesse Palatine, etc., etc.

historiens des enseignements, et d'inépuisables sujets de controverses aux théoriciens de tous les genres ? Voici, Messieurs, au début même du siècle, un nouvel effort collectif tenté par des penseurs pour ramasser et mettre en œuvre tous ces matériaux épars.

Vers l'année 1723, un jeune abbé d'une naissance obscure, d'un esprit vif et remuant, eut l'idée de fonder une espèce de « Société politique parfaitement libre, composée de gens qui aimaient à raisonner sur ce qui se passait (1). » C'était Pierre-Joseph Alary, prieur de Gournay-sur-Marne, élève et ami du savant abbé de Longuerue, qui avait fait de lui le plus mondain des érudits et le plus savant des hommes du monde. Souple, obséquieux, prévenant, Alary s'insinua dans les salons et dans les cercles, et sut, en dépit de son humble origine, en prendre les manières aisées et le grand ton. D'Argenson nous le montre « avec quelques bons airs de cour, la mine affairée et de la légèreté dans les démarches, ayant l'air de se mêler de beaucoup de choses, tandis qu'il ne se mêlait de rien (2). » Il faillit payer cher ces beaux dehors d'homme important. Lorsque la conspiration de Cellamare fut découverte en 1718, Alary fut dénoncé comme complice. Il se défendit, se justifia, et son juge devint son protecteur. « Vos

(1) D'Argenson, t. I.

(2) D'Argenson, id.

accusateurs, » lui dit le duc d'Orléans, « nous ont servis l'un et l'autre, en me procurant l'occasion de vous connaître (1). » Quelques jours après, Alary était attaché au service de Louis XV enfant, et le précepteur du roi, Fleury, le plaçait auprès de son élève pour l'aider dans sa tâche. Ce poste de confiance attira à l'abbé des amitiés illustres. Il put à loisir, et à l'abri de son titre même, mûrir ses plans d'Académie politique, recueillir sans bruit des sympathies, solliciter discrètement des adhésions, et se pousser lui-même à d'autres honneurs, en attendant l'heure favorable.

Le Journal du marquis d'Argenson ne mentionne la Société fondée par Alary qu'à partir de l'année 1726, époque où il y fut lui-même admis. D'autres documents nous permettent de restituer la date à peu près exacte de sa naissance. On lit en effet dans une lettre du 6 octobre 1723, adressée de Londres à l'abbé par un Anglais de ses amis : « Votre lettre du 30 septembre m'a fait un plaisir infini. Je n'ai pas douté un instant que vous ne fussiez élu, comme vous l'avez été.... Mille tendres compliments à notre petite Société. Ne nous méprisez pas ; nous valons bien votre Académie (2). »

(1) Biographies Michaud et Didot ; *Art. Alary*.

(2) « Lettres historiques, politiques, philosophiques et particulières de Henry St. John, lord vicomte Bolingbroke, » depuis 1710 jusqu'en 1736 ; 3 vol. (publ. par le général de Grimoard, en 1808). Voir lettr. des 2-13 juillet, 6 octobre 1723, adressées à Alary.

Cette « Académie, » c'est l'Académie française, où l'abbé vient d'être élu ; et la « petite Société » désigne le cercle politique dont Alary était le père, et dont l'Anglais, auteur de la lettre, était au moins le parrain.

Je veux parler, Messieurs, de lord Henri Saint-John, vicomte de Bolingbroke. L'ancien ministre de la reine Anne, l'heureux négociateur des traités d'Utrecht, précipité du pouvoir dans l'exil à l'avènement de Georges de Hanovre, cherchait des consolations à ses disgrâces dans l'étude des lettres et dans les distractions bruyantes de la société parisienne contemporaine. Ce proscrit, d'une beauté encore séduisante à 45 ans, élégant dans ses manières, doué d'une élocution facile et d'une imagination féconde, retrouvait dans ce monde de la Régence, léger, hardi et sceptique, comme une image vivante de la société spirituelle et vicieuse de l'Angleterre, où il avait brillé, railleur et libertin, parmi les roués. Pour calmer les agitations d'une âme ambitieuse, il lisait, discutait, composait des mémoires justificatifs et des réflexions sur l'exil ; il promenait son oisiveté de grand seigneur désœuvré et ses rêveries de secrétaire d'Etat sans portefeuille des salons brillants de Paris aux parcs de la Source, où il venait d'épouser la veuve du marquis de Vilette : c'est là qu'il recevait la visite des beaux esprits du temps, et qu'il étonnait et charmait à la fois Voltaire par les ressources de son érudition, la

politesse de ses mœurs et les grâces de son langage (1).

Bolingbroke s'était lié d'une amitié étroite avec Alary, dont l'esprit ouvert et novateur convenait au sien. Les deux amis s'entendirent à merveille sur le projet d'une Académie politique : ce n'est pas faire un paradoxe que d'en rapporter l'idée première au vicomte : à coup sûr, le nom de « club » qu'on donna à l'institution nouvelle était bien d'importation anglaise. Bolingbroke — et nous en avons des preuves nombreuses dans sa correspondance — lui conserva toujours un attachement singulier : de loin, comme de près, il en suivait la fortune ; plus tard, il eut son club, comme Alary avait le sien. En 1725, quand un bill le rappela enfin en Angleterre, sans lui rouvrir pourtant l'accès des charges publiques, il acheta une maison de campagne à Dawley, écrivit sur sa porte, avec plus de résignation que de sincérité, le vers d'Horace : « *Satis beatus ruris honoribus* » et réunissant autour de lui un groupe d'amis spirituels et élégants, Pope, Swift, Arbuthnot, Chesterfield et d'autres, forma une Académie politique semblable à celle de Paris ; l'auteur d'*Œdipe*, bâtonné par les laquais du chevalier de Rohan et banni de France au sortir de la Bastille, y trouva plus tard un asile sûr et un accueil empressé.

(1) Voltaire, Lettre à Thiriot, 2 janvier 1722. — V. Ch. de Rémusat, Etudes sur l'Angleterre au XVIII^e siècle.

L'abbé Alary habitait un appartement situé place Vendôme, à l'entresol de l'Hôtel du président Hénault. Les premières séances de la nouvelle Académie s'y tinrent, et elle en garda le nom de « Club de l'Entresol, » alors même que le siège eut été changé : Alary en fut le président. L'Entresol eut son règlement comme toutes les sociétés bien constituées. Les séances se tenaient une fois par semaine, le samedi, et duraient trois heures. On pense bien que sur ce point l'obéissance au règlement n'était pas rigoureuse. « On était, dit d'Argenson, ou on devait être en place à cinq heures, et on y restait jusqu'à huit (1). » L'hiver on se séparait, et chacun rentrait chez soi avec un nouveau goût pour l'Entresol. L'été, la séance était suivie d'une autre en plein air. Le président étant logé à deux pas des Tuileries, on allait se promener sur les terrasses, ou dans quelque allée, à l'ombre des arbres par les grandes chaleurs, et les discussions recommençaient sur de nouveaux frais, à la mode Péripatéticienne. A l'Entresol, nos Académiciens avaient plutôt l'air de disciples d'Epicure ; ils prenaient leurs aises, et se donnaient du confort, à la mode anglaise. L'Entresol était un lieu de délices, un cercle d'aristocrates délicats, aimant la philosophie, aimant aussi le bien être. Que pensent les trésoriers de nos Académies d'aujourd'hui à la lecture de ce passage du

(1) D'Argenson ; t. I, p. 91 et suiv.

marquis de Paulmy sur les douceurs de l'Entresol ? « Bons sièges, bon feu en hiver ; en été, des fenêtres ouvertes sur un joli jardin. On n'y dînait, ni on n'y soupait ; mais on y pouvait prendre du thé en hiver, et en été de la limonade et des liqueurs fraîches ; en tout temps, on y trouvait les gazettes de France, de Hollande, et même les papiers Anglais. En un mot, c'était un café d'honnêtes gens (1). »

On a dit avec raison, Messieurs, que c'était quelque chose de plus, un essai d'Académie des sciences morales et politiques, avec un programme moins vaste et mieux défini. Les séances de l'Entresol étaient divisées en trois parties ; à chaque heure devait correspondre un sujet différent ; en réalité, le plus souvent, de la première à la troisième heure inclusivement, le fond de la discussion ne changeait pas ; de 5 à 6 heures on lisait de la politique ; de 6 à 7, on faisait de la politique ; de 7 à 8, on lisait et on faisait de la politique ; j'ajoute, Messieurs, surtout de la politique contemporaine. C'est là un trait qui distingue le Club de l'Entresol de nos Académies actuelles d'où, comme chacun sait, la politique est sévèrement exclue. Les mémoires de d'Argenson laissent voir assez clairement comment les choses se passaient à l'Entresol.

Un membre du Club était chargé d'extraire dans

(1) Marquis de Paulmy, ouvr. cit.

les gazettes toutes les nouvelles importantes : chaque samedi, il apportait ces extraits et les lisait à l'ouverture de la séance, posant en même temps des questions, et soulignant au passage tout ce qui pouvait fournir matière à une conversation curieuse, à des raisonnements, à des conjectures, à des éclaircissements. Sur la table était toujours ouvert un grand atlas où l'on pouvait suivre la marche des événements, et les opérations militaires, quand on se battait. Outre l'atlas, on consultait aussi ceux des Entresolistes — et il n'en manquait pas à la conférence — qui étaient bien informés par leurs relations ou leurs charges, et ceux qui avaient occupé des ambassades, ou qui avaient beaucoup voyagé. (1)

On imagine aisément qu'au temps où fut fondé l'Entresol, les gazettes ne chômaient pas de nouvelles, et les ciseaux du chargé d'extraits y taillaient en pleines colonnes des sujets de conversation aussi variés que pittoresques. Questions graves ou incidents frivoles, études de mœurs privées ou de politique internationale, le choix était infini pour quiconque voulait exercer sa sagacité pénétrante ou sa malignité railleuse, réformer les états ou s'égayer de la sottise des peuples et des extravagances des princes. L'Europe donne alors le spectacle d'une « ample comédie à cent actes divers ; » par instants, le tableau s'assombrit, et

(1) D'Argenson, t. I, p. 100.

la scène tourne au tragique. Les diplomates et les historiens du club pouvaient dissenter à l'aise sur les vicissitudes de l'alliance franco-espagnole deux fois rompue en dix ans par des caprices d'intérêt personnel, et deux fois rétablie par des interventions étrangères ; — sur la singularité du mariage soudain du roi de France avec une princesse polonaise, fille d'un roi détrôné et oublié dans l'exil ; — sur les complications européennes dues à cette Pragmatique sanction que l'empereur Charles VI vivant fait signer aux chancelleries et qu'elles s'empresseront de déchirer au lendemain de sa mort ; — sur les progrès alarmants du colosse moscovite qui convoite Varsovie, Stockholm et Constantinople ; — sur les agrandissements calculés et sans retour de cet électeur de Brandebourg qui s'enrichit, comme son voisin Slave, des dépouilles de la Suède épuisée, et achète à l'imprudente maison d'Autriche le titre de roi de Prusse, en attendant que son fils lui ravisse ses provinces, et qu'un descendant des Hohenzollern, quelque cent ans plus tard, dépose sur son front la couronne impériale. Aux moralistes et aux philosophes réformateurs de l'Entresol les sujets ne manquaient pas. Sous leurs yeux, après les orgies du Palais-Royal, présidées par le Régent, n'avaient-ils pas les amusements libertins de Chantilly, organisés par la marquise de Prie, les mesures arbitraires, les impôts écrasants, les persécutions violentes, les concussions sans frein, les opérations

financières aboutissant à des banqueroutes successives ; et dans un autre genre, les querelles ardentes de l'Augustinus contre l'Unigenitus, du Parlement contre la Sorbonne, les miracles posthumes d'un diacre janséniste et les extases des convulsionnaires de Saint-Médard ?

Les correspondances de l'étranger, les libelles et les pamphlets qui se multipliaient sous les presses d'Amsterdam et de Cologne et se répandaient partout, fournissaient les éléments de tableaux de toute sorte, et les souverains régnants n'étaient pas les figures les moins curieuses à observer dans cette galerie de portraits contemporains. Au-delà de la Manche, s'étalait le matérialisme grossier de l'électeur Georges de Brunswick-Lunebourg, devenu roi d'Angleterre par le hasard d'un mariage, monarque resté Allemand et Hanovrien au milieu d'un peuple dont il ne sait pas la langue et qui raille ses mœurs germaniques ; rude et avare au sein d'une cour galante et prodigue ; taciturne et morose dans le conseil de ses ministres auxquels il abandonne les soucis d'une politique qu'il ne comprend pas, pour faire de fréquents voyages à son électorat, à la terre natale de Hanovre, aux jardins et aux pavillons d'Herrenhausen (1). Du côté du Nord apparaît l'étrange figure du czar Pierre, type de grandeur souveraine et de barbarie sauvage, qui pousse ses peuples

(1) Thackeray, les 4 Georges.

dans la civilisation avec la fureur du despotisme, livre au supplice du knout son fils rebelle à ses lois, étonne les hommes d'Etat par la vivacité de son esprit et la profondeur de ses vues, et épouvante les nations de l'Occident par la férocité des exécutions où son auguste main prend la hache du bourreau et se lasse à abattre des têtes (1). Plus rapproché de la France, mais encore perdu dans les brouillards de la Baltique, un autre personnage attire le regard par ses excentricités : c'est le roi-sergent, aussi ennemi de la guerre que grand ami des soldats, sorte de mécanicien militaire qui peuple Postdam de grenadiers géants, transforme Berlin en caserne et la Prusse en un camp, supprime le luxe, interdit les boutons d'or et les perruques, gouverne ses provinces du fond de son « Tabaks'Collegium », menace les érudits de son royaume des oubliettes de Spandau, et jette son fils Frédéric au cachot afin de le guérir de sa passion pour la flûte et de son admiration pour les philosophes Français (2). Combien d'autres épisodes et de faits divers curieux à découper dans les Gazettes, sans parler, Messieurs, de tous ceux qu'on se disait à l'oreille, qui s'écrivaient,

(1) Saint-Simon, t. xiv.

— Voltaire, Hist. de Russie sous Pierre-le-Grand.

— Rambaud, Histoire de la Russie.

(2) Souvenirs de 20 ans de séjour à Berlin. p. Dieudonné Thiébault, t. I.

— Lavisse, les Princes colonisateurs de la Prusse, Rev. des Deux-Mondes, 15 déc. 1876.

mais ne s'imprimaient pas, et qui franchissaient mystérieusement la frontière, bravant les déclarations royales, les sentences du Châtelet, et les ordonnances de M. le lieutenant de police (1).

S'il survenait par hasard une disette de nouvelles, et si la lecture des journaux ne suffisait point à remplir la première heure, la conversation y suppléait ; « on débitait en toute confiance tout ce qui se disait dans le monde sur les grandes et importantes affaires. » Et d'Argenson ajoute : « Cette conversation ne languissait certainement pas, étant fort animée par le train de curiosité où venait de nous mettre l'exercice précédent ; on avait de la peine à la finir pour donner place au troisième exercice. » (2)

Cet exercice, suivant les statuts, était la lecture de mémoires théoriques sur le droit public, l'histoire, l'économie politique. Les entresolistes lisaient à tour de rôle, ou à peu près ; le président laissait volontiers dormir le règlement ; tel académicien prenait la liberté « de sortir de son département » pour faire une petite dissertation particulière sur un sujet de son choix : d'Argenson avoue qu'il se donna plus d'une fois ce plaisir. On avait encore un moyen fort commode de tourner le règlement et de rentrer dans la politique active ; c'était de substituer à la lecture des mémoires

(1) Journal de Barbier, t. II, p. 19, 20, 24, 44, etc.

(2) D'Argenson, t. I, p. 100.

celles des pièces les plus nouvelles en politique, et que chacun des académiciens « s'ingéniait d'avoir des premiers. » On lisait aussi les lettres venues des pays étrangers où les membres du Club entretenaient autant de correspondances qu'ils le pouvaient. Cette préférence marquée pour toutes les nouvelles du jour n'a rien qui puisse nous étonner ; elle n'empêcha pas cependant l'Entresol de mettre au jour d'importants travaux : quelques-uns, en petit nombre il est vrai, sont parvenus jusqu'à nous, ébauches remarquables ou fragments précieux fondus au milieu d'ouvrages que la postérité a recueillis, et parmi lesquels se rencontre au moins un admirable chef-d'œuvre.

Les Entresolistes ne jouissent pas auprès de la postérité d'une égale réputation. Le plus grand nombre est aujourd'hui relégué dans l'oubli. Je voudrais essayer, Messieurs, de vous présenter les plus illustres en les replaçant dans leur milieu à cette époque précise de leur vie où ils firent en quelque sorte à l'Entresol leurs premières armes de philosophes et de publicistes. Le fondateur du club, Alary, les avait rencontrés pour la plupart dans les salons de Paris, et dans ceux-là surtout où s'étaient perpétuées les nobles traditions du grand siècle littéraire. Ces derniers étaient rares ; le plus fameux était celui de la marquise de Lambert. Alary dut à ses qualités insinuanes, bien plus qu'à sa place à la cour, l'honneur particulièrement recherché de son temps d'y être

admis. « C'était la seule maison, dit Fontenelle, à un petit nombre d'exceptions près, qui se fût préservée de la maladie épidémique du jeu ; la seule où l'on se trouvât pour parler raisonnablement les uns aux autres, et même avec esprit, selon l'occasion (1). » Rien n'était mieux fait pour piquer la curiosité des hommes de goût que cette maison d'où le jeu et le café étaient sévèrement bannis, alors que partout, à Paris, à Londres, à Vienne ou à Venise, le reversi et le brelan, le lansquenet et la bassette passionnaient la cour et la noblesse, que les dames remplaçaient les livres par les cartes, et que le premier ministre d'Angleterre, lord Walpole, proposait avec enthousiasme la création de l'ordre du Valet de trèfle (2). La compagnie d'élite qui était reçue chez la marquise avait d'autres passe-temps. Veuve d'un lieutenant-général des armées du roi, noble, riche, instruite, M^{me} de Lambert offrait l'hospitalité à la causerie bienséante, fine, ingénieuse, aux plaisirs honnêtes et délicats ; elle ne croyait pas, en opposition avec la plupart des femmes de son temps, que l'amitié fût incompatible avec la vertu, et le bel esprit avec la pudeur. On était d'ailleurs au large chez elle : la bru de

(1) D'Argenson écrit de son côté : « On y raisonnait sans qu'il fût question des cartes comme au fameux hôtel de Rambouillet, si célèbre par Voiture et Balzac, » (T. I, p. 163).

(2) Saint Simon, t. XVII, p. 135. — Thackeray, ouv. cit. — Addison, le Spectateur.

Bachaumont laissait aux opinions leur franchise, à l'esprit sa liberté, pourvu qu'elle se contînt dans les limites des bienséances, du bon sens et du bon goût. Elle-même, chez qui, suivant l'expression de Montaigne, la vieillesse avait attaché moins de rides à l'esprit qu'au visage, toujours aimable et enjouée, malgré ses 70 ans, tenait comme une autre Minerve, au dire de M^{me} Vatry, cette cour d'esprits divins dont elle était adorée (1).

Le salon de M^{me} de Lambert était en quelque sorte l'antichambre de l'Académie : « On n'y était guère reçu, nous dit d'Argenson, que l'on ne fût présenté chez elle et par elle ; il est certain qu'elle a bien fait la moitié de nos académiciens actuels (2). » Dans ce cénacle de beaux esprits qui exhalait comme un parfum d'Académie, Alary prépara adroitement sa candidature. A l'exemple de son maître, il n'avait rien écrit pour le public ; mais Longuerue lui avait dicté de mémoire ses savantes descriptions de la France, et si nous nous en rapportons au marquis de Paulmy, notre abbé laissa volontiers croire que, « comme à un autre Elisée, cet Elie moderne lui avait pour ainsi dire légué son manteau, son esprit et sa gloire (3). » Alary avait pour lui son crédit à la cour, et la faveur de

(1) V. une intéressante étude sur la marquise de Lambert, par M. de Lescure. (Corresp. du 25 août 1878).

(2) D'Argenson, t. I. p. 104. — V. Mém. du président Hénault, p. 103.

(3) Loisirs d'un ministre d'Etat.

la puissante marquise, sans compter les sympathies qui allaient d'elles-mêmes à ce causeur aimable, à cet épicurien délicat, bienvenu des dames avec lesquelles il était de la plus agréable coquetterie, ayant « beaucoup de probité dans le cœur, de douceur dans l'esprit, de politesse dans les manières, avec un grand fonds de savoir (1), et par surcroît, Messieurs, encore plus de savoir-faire que de savoir. Tant de qualités charmantes valaient bien un fauteuil : l'Académie n'en était pas encore, comme on le voit de nos jours, à regarder de trop près au mérite exclusivement littéraire de ceux qui briguaient ses suffrages ; elle comptait alors 2 cardinaux, 6 évêques, 8 abbés, 2 maréchaux, 6 ducs et pairs, 5 fonctionnaires, 3 magistrats et.... quelques gens de lettres. Combien, depuis Richelieu, ne s'en étaient-ils pas trouvés parmi les quarante, qui n'avaient rien écrit, pas même leur discours de réception, comme Dubois, qui avait fait écrire le sien par La Motte ; combien d'autres qui auraient pu se vanter, à l'exemple de Scudéry, d'avoir aligné plus de régiments que de

(1) Lettre de Bolingbroke à M^{me} de Ferriol, 5 août 1719. — Alary aimait les commodités de la vie et la bonne chère, mais sans s'écarter un instant de la mesure qui est entre le luxe et la simplicité. L'abbé Voisenon faisait dire son bréviaire par son laquais. Il n'en était pas de même de l'abbé Alary ; il avait sur sa table un bréviaire doré dont les feuillets étaient fort propres, quoiqu'il le possédât depuis longtemps, mais dont le sinet était toujours placé exactement à la date du jour. (Cité par M. Janet). V. Lettre de Bolingbroke, t. III.

périodes, et brûlé moins de mèches en chandelles qu'en arquebuses ? Le président de Mesmes mourut en 1723, fort à point pour céder à Alary le 21^e fauteuil occupé jadis par Saint-Amand et Cassagne, et où l'historien Gaillard, votre compatriote, Messieurs, devait s'asseoir après l'abbé (1).

La date de l'admission d'Alary parmi les quarante concorde presque avec celle de la fondation du Club dont il fut le président. On lit dans le journal de d'Argenson que l'abbé lut à l'Entresol des fragments d'une histoire Germanique, « excellent ouvrage aussi laborieusement recherché que magnifiquement écrit (2). » Nous sommes dans la nécessité de nous contenter de cette appréciation élogieuse, mais un peu vague, du marquis ; car l'histoire Germanique est perdue pour nous. Alary était d'ailleurs un président plein de complaisances, et jamais à court ; s'il arrivait que les académiciens du Club n'eussent pas assez travaillé en leur particulier pour occuper le temps des séances, il remplissait les vides en apportant à l'Entresol quelques manuscrits qu'il empruntait à la Bibliothèque royale, où il tenait l'emploi de garde. Il y lut à plusieurs reprises un manuscrit sur les Etats-Généraux. Mais à voir l'activité de quelques-uns de ses collaborateurs, on peut croire que ce rôle de lecteur suppléant ne fut qu'accidentel.

(1) V. Histoire de l'Académie Française, par Paul Mesnard.

(2) D'Argenson, t. I, p. 96.

Le marquis d'Argenson qui nous a révélé l'existence de l'Entresol en fut un des lecteurs les plus assidus, et on peut bien dire sans hésitation le causeur le plus caustique et le mieux informé. Il comptait parmi les hôtes et les commensaux bien venus de Madame de Lambert ; il fut quinze ans « de ses amis particuliers. » Il assistait à toutes ses réceptions, et allait régulièrement tous les mercredis dîner à l'ancien palais Mazarin où logeait la marquise (1). C'est lui qu'on avait chargé d'extraire des gazettes les passages intéressants pour en faire part à l'Entresol (2). Son esprit curieux et malin, hardi et enthousiaste, se prêtait à cette besogne délicate, et l'ennui ne fut jamais le défaut de ce lecteur. En 1726, lorsque d'Argenson entra à l'Entresol, il avait 32 ans. Conseiller au Parlement à 21 ans, conseiller d'Etat à 26, il avait été nommé, en 1721, intendant du Hainaut et du Cambrésis. Il fit dans cette province l'apprentissage de la vie politique et de l'administration, entêté du bien public, déclarant la guerre aux abus, sans les corriger pourtant — car il n'était pas le maître, et les abus avaient de fortes racines ! — tour-à-tour plein de vues pratiques et d'étonnantes chimères, manquant d'esprit de suite, et gâtant des conceptions fécondes par les bizarreries de son humeur capricieuse. Son père,

(1) D'Argenson, T. I, p. 163.

(2) D'Argenson, T. I, p. 95.

lieutenant de police sous Louis XIV, et garde des sceaux sous le Régent, ne l'aimait pas, le traitait avec mépris, et lui préférait son cadet, le comte d'Argenson, spirituel, aimable, prévenant, plus tard ministre de la guerre, et qui fut toute sa vie le plus fortuné des courtisans et le plus recherché des hommes d'Etat. A voir les portraits de l'un et de l'autre, on saisit la différence de leurs caractères. La gravure a multiplié ceux du comte : partout on le retrouve souriant, gracieux, le type du courtisan qui veut plaire, et qui sait composer son visage : il ne reste du marquis qu'un seul portrait ; mais qu'il ressemble peu au premier ! Ici les traits sont rudes, le front haut, les yeux grands et fixes, les lèvres minces, l'aspect sévère, c'est l'image d'un philosophe qui pense plus qu'il ne parle, et qui doit parler comme il pense. Les contemporains s'y trompèrent et les méconnurent. Saint-Simon dit du premier qu'il était « plein d'esprit et d'ambition, et de plus fort galant, » tandis que son aîné « était et fut toujours un balourd (1). » La société du XVIII^e siècle les jugeait de même : à Versailles, on appelait le marquis d'Argenson « la bête, » et le comte d'Argenson « la chèvre » (2), peut-être, suivant une hypothèse ingénieuse, parce qu'il sut longtemps se maintenir sur les pics aigus du pouvoir (3).

(1) Saint-Simon, t. xvi, 275 ; xvii, 112.

(2) Voltaire, lettre à Cideville, 9 février 1757.

(3) Cette souplesse manqua toujours au marquis. Alors

Après cinq ans d'intendance le marquis redevint conseiller d'Etat. Sa charge lui laissait beaucoup de loisirs ; sa vice-royauté de Hainaut lui manquait, et il s'ennuyait dans son métier de juge, « où l'on n'a guère, disait-il, qu'un suffrage pour la trentième partie d'un arrêt. » C'est alors qu'il apporta à l'Entresol la collaboration d'un esprit infatigable et audacieusement novateur. Il réservait au club la meilleure part de son temps, parlait ou écrivait sur tous les sujets de politique courante, composait des mémoires et multipliait les réformes sur le papier, maintenant qu'il ne pouvait plus réformer dans le gouvernement. Il attira ainsi sur lui l'attention et l'estime du premier ministre Fleury et du garde des sceaux Chauvelin. S'il s'élevait en politique quelque difficulté nouvelle, le roi demandait : « N'y a-t-il pas là-dessus un mémoire de M. d'Argenson ? » Le marquis fut chargé pour l'Entresol

même qu'il essaie de faire sa cour, il lui arrive de faire choix de moyens où le zèle éclate plus que l'à-propos, et qui sont de nature à justifier son surnom. Il conte lui-même avec une bonne grâce naïve un piquant incident de son intendance en Hainaut : un homme d'Avesnes s'étant fait toucher par le roi à Reims pour les écrouelles qu'il avait bel et bien, se trouva trois mois après absolument guéri. « Dès que j'appris cela, écrit notre intendant, je fis bien vite informer par enquêtes, certificats, etc., etc ; je n'épargnai pas les courriers et les lettres au subdélégué pour être promptement servi, et j'envoyai cela tout musqué au petit bonhomme La Vrillière, qui me répondit sèchement que voilà qui était bien, et que personne ne révoquait en doute le don qu'avaient nos rois d'opérer ces prodiges. »

d'une Histoire du droit public ; il la commença, mais le sujet lui parut trop vaste, il se contenta du droit ecclésiastique français. L'ouvrage ne fut publié qu'en 1737 ; depuis longtemps l'Entresol avait disparu. D'Argenson raconte qu'il en avait donné le plan, le commencement et les matériaux à son ancien préfet de collège, le P. de la Motte, jésuite, depuis réfugié en Hollande, qui le fit imprimer sous le nom de M. de la Hode. Son appréciation sur l'ouvrage est plaisante : » Tout ce qu'il y a de bon, dit-il, est de moi ; ce qu'il y a de hasardé et d'un style maussade est de cet auteur » (1).

Dans les autres mémoires qu'il lut à l'Entresol, il avait semé à pleines mains ces idées originales où le vrai et le faux, le possible, l'impossible et le contradictoire se mêlent et se heurtent. On les retrouve développées et coordonnées dans les *Mémoires*, et surtout dans les « *Considérations sur le gouvernement de la France* (2) » qui ne virent le jour qu'après sa mort (1764). Le marquis d'Argenson est un réformateur révolutionnaire : ancien intendant, il flétrit les vices du despotisme administratif, et préconise la décentralisation ; grand seigneur, il réclame l'égalité civile, l'abolition des privilèges ; magistrat, la suppression de

(1) D'Argenson, *Journal*, t. 1, p. 96. L'anecdote est citée par M. Rathery, d'après les Remarques en lisant, manusc. de l'anc. Bibl. du Louvre.

(2) Publiées à Amsterdam en 1764.

la vénalité et la réforme des tribunaux (1). Il imagine une France divisée en une centaine de « départements, » ceux-ci en « districts, » les districts en arrondissements, villes et bourgs, ayant à leur tête des administrateurs nommés parmi les habitants du lieu « par voie de scrutin » ; il place dans chaque district une assemblée des délégués d'arrondissements ; dans chaque département des Etats provinciaux, un intendant de police et finances, un évêque, un commandant militaire, un parlement composé de juges inamovibles, recevant un traitement et rendant gratuitement la justice ; c'est-à-dire, Messieurs, que plus de cinquante ans avant la Révolution, ce gentilhomme esquisse l'œuvre de l'Assemblée constituante, et donne la vie communale comme fondement à la liberté politique. Ailleurs il propose à Chauvelin un plan de confédération Italienne ou « d'équilibre Italique » suivant son expression ; il reprend le vœu du pape Jules II « chasser d'Italie les barbares » c'est-à-dire les Allemands. Il prédit qu'un jour les colonies Américaines pourront « se séparer de l'Angleterre, se soulever et s'ériger en République indépendante, comme les Etats-Généraux ont fait à l'égard de l'Espagne. » Il annonce qu'on ira quelque jour « dans une ville peuplée et policée de Californie, comme on va par le coche de Meaux, » ou que Paris agrandi aura « le bois de Boulogne

(1) *Considérations*, p. 236, 270.

pour campagne. » Il exprime encore cette pensée prophétique : « Comptera-t-on pour rien les précieux avantages qu'il y aurait à faire un beau canal de communication de la mer du Levant avec la mer Rouge, et que ce canal appartînt en commun à tout le monde chrétien ? Quelle épargne pour les marchands et quel bon marché pour les marchandises, si l'on ne faisait plus le tour de l'Afrique avec tant de périls et de dépenses ! » (1).

A côté de ces divinations du bon sens et de ces éclairs de génie, d'Argenson se laisse aller à d'étranges aberrations : il appelle le mariage « un droit furieux qui passera de mode, » et propose néanmoins de frapper d'un impôt spécial les célibataires. Voici une autre fantaisie de son imagination : « Le prince devrait faire un beau matin, après avoir consulté l'Académie des sciences, une loi qui réglerait la distribution de la journée entre tous les sujets. Il y aurait une heure pour les visites, une autre pour le travail, une autre pour le délassement. Les cloches des églises sonneraient les fonctions principales, de même que celles d'un couvent, ce qui serait admirable pour l'effet dans une ville comme Paris (2). » Au club de l'Entresol on était tolérant ; on accueillait tous les rêves, surtout ceux qui portaient la marque d'un cœur généreux : à la cour, quand ils transpirèrent, on

(1) *Considérations*, p. 199, 201, 203, 211 ; — *Pensées*, n° 395, 363, 345, 155, 366. — *Mém.*, introd. I, 6.

(2) *Pensées*, n° 429.

les railla. Le duc de Richelieu appelait d'Argenson le « Secrétaire d'Etat de la République de Platon. » Le mot était juste peut-être. Messieurs, si on l'entendait de la bizarrerie de certaines conceptions : mais Platon n'aurait pas admis à son Banquet ce gentilhomme qui donnait à ses pensées une forme trop souvent incorrecte et grossière, et sur les lèvres duquel les abeilles de l'Hymette n'avaient pas déposé leur miel. Le marquis ne se piquait ni de grâce dans son style, ni d'atticisme dans son langage ; il manquait souvent à parler Vaugelas ; plus tard, en 1748, quand il ira s'asseoir à l'Académie française, à côté d'Alary, la même année que Gresset, il continuera de prendre avec la langue de singulières privautés, en grand seigneur qui fait bon marché des exigences de la grammaire et des règles du bon goût (1). A Versailles, il qualifiera les courtisans vieillis et toujours légers qui y donnent le ton, de « vieux papillons enfarinés de politique ; il effarouchera la politesse des diplomates par la trivialité de sa conversation ; et le duc de Luynes indigné denoncera dans ses Mémoires la déplorable éducation littéraire de ce ministre des affaires étrangères qui traite les questions européennes dans le jargon des halles (2). Dans la forme comme dans le fond, d'Argenson « la bête » a de terribles instincts ; et

(1) Voir le Journal, *passim*.

(2) Mémoires du duc de Luynes, publiés par MM. Soulié et Dussieux. Didot, 17 vol. in-8, t. VII, p. 338.

pour emprunter une métaphore heureuse à un célèbre critique, la bête à tout moment « fait des trouées, tête baissée, dans l'avenir (1). »

Emule du marquis d'Argenson par l'activité brouillonne de son esprit et les écarts de son imagination aventureuse, un autre théoricien universel se fait à l'Entresol la plus large place. C'est Charles Irénée Castel, abbé de Saint-Pierre, le plus fécond et le mieux intentionné des hommes de lettres de son temps : il en eût été le plus grand, si la grandeur de l'écrivain se mesurait à l'excellence des sentiments plutôt qu'à la puissance de la raison ; à l'abondance et à la variété des idées émises, et non à leur opportunité et à leur justesse. Par la première moitié de sa longue vie, l'abbé de Saint-Pierre appartient à l'âge précédent ; par la seconde, il est le contemporain de d'Argenson et de Voltaire : son œuvre le rattache à la fois aux deux époques, à la seconde surtout ; en maint endroit de ses livres, on sent passer comme un souffle de révolte ; il a la naïveté et l'audace des enfants terribles. Ses écrits sont comme le miroir où se réfléchit l'image du XVIII^e siècle à son aurore, inquiet et maladif, tourmenté de désirs nouveaux et d'impérieux besoins, avide de réformes, mais incapable de faire un choix dans ce pêle-mêle de théories où le vrai et le faux sont intrépidement confondus.

(1) Sainte-Beuve, *Causeries du Lundi*, t. XIV, p. 241.

L'abbé de Saint-Pierre avait assisté à la décadence du règne du Grand Roi ; il avait vu l'astre radieux s'envelopper de nuages, et le soleil de Louis pencher vers son déclin. Lorsqu'il entra au Club de l'Entresol, il avait déjà conquis la célébrité. On avait pu le reconnaître dans une page mordante des *Caractères*, où La Bruyère avait tracé de lui, sous le nom de Mopse, un portrait cruel et un peu injuste (1). Il avait eu l'honneur d'être élu à l'Académie française (1695), et vingt-trois ans plus tard, le malheur d'en être exclus. L'honneur, il le devait surtout à la protection de Fontenelle, son ami et son compatriote, qui l'avait introduit dans les salons à la mode, et principalement dans la maison de M^{me} de Lambert, où l'abbé avait aussi fait son stage. L'exclusion, il l'avait provoquée, en écrivant contre Louis XIV défunt la plus violente philippique. « Dans cette forte plate chose qui fit un furieux bruit, écrivait Saint-Simon, ... l'abbé s'espaçait avec plus de vérité que de prudence (2). » Fleury et Polignac la dénoncèrent à l'Académie, et l'expulsion du coupable fut prononcée à l'unanimité, moins une voix, celle de Fontenelle. Le plus étonné fut encore le bon abbé, qui avait eu la témérité de faire le procès d'un roi devant les admirateurs passionnés de sa gloire, et surtout le tort de n'avoir su ni choisir le lieu, ni

(1) La Bruyère, *Caractères*, chap. du Mérite Personnel.

(2) Saint-Simon, t. XIV, p. 389.

garder la mesure. Peut-être aussi l'Académie saisit-elle l'occasion de se débarrasser d'un collègue importun qui proposait de commencer ses Réformes par celle de l'illustre compagnie elle-même, et qui avait osé lui communiquer un projet « pour rendre l'Académie des bons écrivains plus utile à l'Etat. » Certes l'abbé n'y avait mis aucune malice ; mais les Académiciens y virent une épigramme ; et l'arrêt sévère rendu par eux vengea du même coup l'outrage fait à une auguste mémoire et les tendances impertinentes d'un réformateur malencontreux.

L'Entresol parut créé tout exprès pour servir de refuge à l'Académicien proscrit. D'Argenson l'y fit admettre, malgré l'opposition de l'abbé de Pomponne, qui nourrissait contre Saint-Pierre je ne sais quelle implacable rancune. L'Académie l'avait jadis élu de confiance, sur le crédit de ses amis, avant qu'il eût rien produit : au Club, il prit sa revanche, il écrivit sans relâche, et les cinq années qu'il y passa furent les plus remplies de sa vie. Parmi les systèmes et les opuscules sans nombre de l'abbé, il en est peu qui n'aient vu le jour à l'Entresol, et essuyé les objections de d'Argenson, qui ne les ménageait guère (1). On connaît

(1) « L'abbé de Saint-Pierre est celui qui nous fournissait le plus de lectures de son crû, tout son temps et ses forces dans un âge avancé étant dévoués aux systèmes politiques qu'il invente et découvre sur toutes les parties du gouvernement. Il désirait que plusieurs de nous emportassent ses

généralement Saint-Pierre par le Projet de paix perpétuelle, qu'il adressait sous toutes les formes et dans toutes les éditions aux souverains, aux ministres et aux philosophes de tous les pays (1), et aussi par le système de la « Polysynodie, » dont il démontra la nécessité, juste au moment où

Mémoires pour écrire des réflexions et objections sur ses systèmes, auxquelles il répliquait avec autant d'exactitude que de persévérance dans ses idées, quoiqu'il se pique de ne pas abonder dans son sens. » (D'Argenson, t. I, p. 97).

(1) Le Projet de paix perpétuelle était intitulé : « Projet de Henri-le-Grand pour rendre la paix perpétuelle, éclairci par M. l'abbé de Saint-Pierre ; » titre non moins habile que modeste. Si Henri IV avait conçu l'idée première de l'ouvrage, l'abbé l'avait revue, corrigée, augmentée et « perfectionnée » à sa manière, si bien qu'on ne le reconnaissait plus. — Saint-Pierre adressa son projet à Leibnitz qui exerçait alors sur l'Europe une sorte de dictature intellectuelle. Le grand philosophe lui écrivit pour le remercier : ses félicitations sont tempérées par quelques traits de fine ironie : « J'ai lu votre excellent ouvrage avec soin, j'y ai trouvé le solide et l'agréable, et après avoir compris votre système, j'ai pris un plaisir particulier à la variété des objections et à votre manière nette et ronde d'y répondre. Il n'y a que la volonté qui manque aux hommes pour se délivrer d'une infinité de maux. » La lettre se terminait ainsi : « Je vous souhaite, Monsieur, autant de vie qu'il en faut pour goûter les fruits de vos travaux, et je suis avec zèle, Monsieur, votre, etc. (Leibnitz à l'abbé de Saint-Pierre, 7 février 1715).

Dans une autre lettre, adressée à Grimarest, Leibnitz jugeait plus librement « la fiction » de l'abbé : « Je me souviens de la devise d'un cimetière, avec ce mot : *pax perpetua* ; car les morts ne se battent point ; mais les vivants sont d'une autre humeur, et les plus puissants ne respectent guère les tribunaux. » (Leibnitz à Grimarest, 4 juin 1712).

Philippe d'Orléans abandonnait cet essai malheureux. Mais il a inventé bien d'autres théories dont le Club eut la première lecture. Toutes ont pour objet, suivant le mot qui revient sans cesse sous sa plume, le « perfectionnement » des institutions, des mœurs, du gouvernement, de l'homme lui-même. « On ne connaît pas, écrit d'Argenson, non sans une pointe de raillerie, ce digne citoyen, et il ne se connaît pas lui-même. Il vise à un bien trop éloigné de nous ; il arrive de là qu'il se répète, reste toujours sur le même axe, et n'est point goûté. Cependant il a beaucoup d'esprit et s'est adonné à un genre de philosophie profonde, qui est la vraie politique destinée à procurer le plus grand bonheur des hommes (1).

L'abbé les avait étudiés de près ; devenu en 1695 aumônier de Madame, mère du futur régent — charge qui était, dit-il lui même, et nous n'avons pas de peine à le croire, une véritable sinécure — il voyait « de sa petite loge » à la cour, « jouer tout à son aise les premiers rôles sur le théâtre du monde, » il observait le gouvernement « dans sa source, » et rêvait déjà de le rendre « plus honorable pour le roi, plus commode pour ses ministres, plus utile pour ses peuples. » (2) On sent qu'il a hâte d'employer les matériaux amassés et de bâtir l'édifice ; de son cerveau

(1) D'Argenson, journal, t. I, p. 185.

(2) Lett. de Saint-Pierre à la marquise de Lambert, 4 janvier 1697.

jaillissent les recettes, les remèdes, les plans. Il a un projet de « scrutin perfectionné » pour donner le gouvernement « aux meilleurs ; » ce sera, assure-t-il, un excellent *anthropomètre* et un non moins excellent *basilimètre*, qui ramènera l'âge d'or. — Il en a un pour diminuer le nombre des procès, et il demande à Louis XV d'instituer une « Compagnie perpétuelle destinée à perfectionner perpétuellement le droit Français. » — Il en a un contre les duels, qui envoie les duellistes aux Petites-Maisons, interdit les maîtres d'armes, et défend aux officiers de porter l'épée en dehors de leur service. — Il en a un pour « perfectionner l'éducation, » et son programme d'études met sur la même ligne le jeu de volant et les Pères de l'Eglise, l'arithmétique et le blason, la déclamation et la jurisprudence, la médecine, les langues vivantes, la danse et la calligraphie, l'orthographe, les herborisations et la lecture des gazettes, la morale, la politesse et la chimie, le dessin, l'astronomie, le violon, l'anatomie, la géométrie et la justesse dans les jugements, etc... tout cela réparti entre les sept jours de la semaine ; car l'abbé supprime sans merci tous les jours de congé (1).

L'étude de la politique est recommandée avant toutes les autres : on ne saurait trop en faire au collège, ni la commencer trop tôt. Et l'excellent

(1) V. sur la vie et les écrits de l'abbé de Saint-Pierre, la très-complète et intéressante étude de M. Ed. Goumy. (Hachette, 1859).

abbé offre généreusement au petit collège « pour en faire un livre classique politique (1) » deux exemplaires de ses ouvrages. — Il a un autre projet pour réformer la littérature qui ne comprendra plus que deux catégories d'écrivains : les *discoureurs*, ceux qui parlent beaucoup pour ne prouver rien, les *démontreurs*, ceux qui ne parlent jamais sans prouver. Les premiers sont innombrables, presque tout le monde ; les seconds sont les géomètres... et l'abbé de Saint-Pierre. Quant aux livres dits d'amusements, poésies, romans, comédies, il les met tous, « avec les pyramides d'Egypte, au rang des bagatelles coûteuses (2). » A quoi bon les arts, l'érudition, les travaux sur les généalogies des Grecs et des Romains, leurs costumes, leurs inscriptions, leurs médailles ? L'abbé les proscriit sans pitié, comme des choses qui « prouvent le nombre des fainéants (3). » Ne lui parlez pas du beau style, il vous répondra qu'il n'est point d'humeur à persuader les ignorants « par des galimatias bien arrangés (4). » On ne s'en aperçoit que trop en le lisant, et on comprend sans peine qu'ayant passé quatre heures à écrire son discours de réception à l'Académie, il s'étonnât

(1) Saint-Pierre, *Projet pour perfectionner l'éducation*.

(2) Saint-Pierre, *Projet pour rendre les livres plus honnêtes pour leurs auteurs et plus utiles pour la postérité*.

(3) Saint-Pierre, *Annales politiques*.

(4) Saint-Pierre, *Recueil de vérités morales et politiques*.

lui-même d'y avoir mis tant de façon (1). Rien de ce qui existait ne trouvait grâce devant ce réformateur universel : politique, philosophie, administration, statistique, jurisprudence, guerre, marine, finances, éducation, morale, sermons, théâtre, agriculture, commerce, travaux publics, par tout et sur tout il révisait, supprimait, ajoutait, perfectionnait, perfectionnait, perfectionnait !! Les mauvais plaisants du Club répétaient qu'il avait composé des projets pour rendre utiles les traitants et les artistes, les sermonnaires et les médecins, les journaux et les marrons d'Inde, les ducs et pairs et les toiles d'araignée ! Parmi tant de projets puérils, burlesques ou chimériques, il en est, Messieurs, de fort sensés : mais le voisinage les gâte. Il n'en est pas un qui ne fasse honneur au grand cœur de l'abbé de Saint-Pierre ; et quand on réfléchit au sentiment de bonté sincère qui animait « ce solliciteur pour le bien public, » on est tenté de lui pardonner bien des spéculations rendues inoffensives par leur extravagance même. N'est-ce pas sous sa plume, dans l'opuscule sur les sermons, que s'est rencontré pour la première fois le beau nom de

(1) « Ces sortes de discours, disait-il, ne méritent pas pour l'utilité dont ils sont à l'Etat plus de deux heures de temps ; j'y en ai mis quatre, et cela est fort honnête. » Fontenelle l'engageait à le retoucher ; il s'y refusa en lui disant avec une bonhomie charmante, mais peu académique : « Mon discours est médiocre, tant mieux ; il m'en ressemblera davantage. »

« bienfaisance » (1), et cette heureuse trouvaille ne rachète-t-elle pas bien des erreurs. ? (2)

(1) L'abbé avait aussi inventé cette formule : « Paradis aux bienfaisants, » qu'il proposait de substituer au mot « adieu. » « Il consacrait, écrit Jules Barni, une bonne part de son revenu au soulagement des malheureux, et faisait élever à ses frais des enfants abandonnés, ayant soin de leur faire apprendre les métiers les plus utiles. Il s'est peint lui-même en prenant pour devise ces deux mots qu'adopta après lui Madame Geoffrin : « Donner et pardonner » (Histoire des idées morales et politiques en France au XVIII^e siècle), leçon IV, p. 68. — Voir les trois leçons du remarquable ouvrage de J. Barni, consacrées à l'abbé de Saint-Pierre.

On lit dans une lettre de Madame Geoffrin, du 17 mai 1743 :

« Nous venons de perdre un de nos philosophes, pour lequel j'avais la plus tendre estime, et dont j'avais la plus haute opinion ; c'est l'abbé de Saint-Pierre. Personne ne l'a connu mieux que moi, je me plaisais à le faire parler, et à connaître sa parfaite et sublime philosophie ; enfin j'en tirais un si grand parti, et il le sentait si bien, qu'il me dit un jour qu'il était un instrument et que j'en jouais bien. C'était un homme unique, et je me trouve d'autant plus heureuse d'avoir vécu de son temps, que je ne crois pas possible qu'il en puisse naître un pareil de plusieurs siècles. » (Le Cabinet historique, sous ce titre : *Epaves du XVIII^e siècle*, n^o de Janvier et Février 1879).

(2) Voltaire lui en attribue la paternité, comme le prouvent les vers suivants :

« Certain législateur dont la plume féconde
Fit tant de vains projets pour le bien de ce monde,
Et qui, depuis trente ans, écrit pour des ingrats,
Vient de créer un mot qui manque à Vaugelas.
Ce mot est « bienfaisance » : il me plaît, il rassemble,
Si le cœur en est cru, bien des vertus ensemble.
Petits grammairiens, grands précepteurs des sots,
Qui pesez la parole et mesurez les mots,
Pareille expression vous semble hasardée :
Mais l'univers entier en doit chérir l'idée. »

(Voltaire, 7^e discours sur l'homme, *sur la vraie vertu*.)

Entre tous les Entresolistes, Messieurs, il en est un qui se distingue par la supériorité incontestée du génie et par la majesté d'un grand nom. Le marquis d'Argenson ne l'a pas inscrit dans sa liste ; mais les recherches infatigables et heureuses d'un érudit (1) nous ont récemment révélé sa présence au Club. Il n'y séjourna guère que deux ou trois ans, et y fit peu parler de lui, mais son esprit s'y orna de connaissances nouvelles, et son expérience s'y fortifia au spectacle même des sottises d'autrui. Il fut un des oracles de son siècle, écrivain plein de finesse, philosophe profond, historien incomparable : alors il venait de quitter la province, mais déjà entouré d'une popularité immense auprès d'un public qui ignorait presque son nom : il arrivait de Bordeaux, il avait écrit les *Lettres Persanes*, il se nommait Montesquieu. L'Académie des sciences, lettres et arts de Bordeaux avait eu en lui un collaborateur actif ; il avait composé pour elle, de 1714 à 1725, de nombreux mémoires d'histoire politique, de philosophie, d'histoire naturelle, de médecine même ; président à mortier au Parlement, il trouvait le temps de rendre des arrêts, d'étudier les sciences, d'entretenir une vaste correspondance, de réunir les éléments de ses futurs ouvrages, et tantôt à Paris, tantôt à Bordeaux, de fréquenter les salons,

(1) Louis Vian, Histoire de Montesquieu, sa vie et ses œuvres.

où il parut toujours comme un causeur charmant, et à un certain moment de sa vie, comme un galant en train de bonnes fortunes (1).

(1) C'est à cette époque que Montesquieu fréquentait la société littéraire fondée à Paris, dans l'hôtel de Soubise, par l'abbé Oliva, bibliothécaire du cardinal de Rohan. Là s'assemblaient, un jour de la semaine, plusieurs gens de lettres, pour converser sur des sujets littéraires. Mais Montesquieu, trouvant que le Père Tournemine y voulait dominer, et obliger tout le monde à se plier à ses opinions, s'en retira peu à peu, et n'en cacha pas la raison. Depuis lors, le P. Tournemine commença à lui faire des tracasseries dans l'esprit du cardinal de Fleury, au sujets des Lettres Persanes. On a entendu conter à Montesquieu que pour s'en venger, il ne fit jamais autre chose que de demander à ceux qui lui en parlaient : « Qu'est-ce que le P. Tournemine ? Je n'en ai jamais entendu parler ; » ce qui piquait beaucoup ce jésuite qui aimait passionnément la célébrité.

On lit dans une lettre de Montesquieu à l'abbé comte de Guasco, datée de Paris, le 5 décembre 1750 :

« Je suis très-flatté du souvenir de M. l'abbé Oliva. Je me rappelle toujours avec délices les moments que je passai dans la société littéraire de cet italien éclairé, qui a su s'élever au-dessus des préjugés de sa nation. Il ne fallut pas moins que le despotisme et les tracasseries d'un P. Tournemine pour me faire quitter une société dont j'aurais voulu profiter. C'est une vraie perte pour les gens de lettres que la dissolution de ces sortes de petites académies libres, et il est fâcheux pour vous que celle du Père Desmolets soit aussi culbutée....., »

On a plusieurs volumes de fort bons mémoires littéraires lus dans cette dernière société, recueillis par ce bibliothécaire de l'Oratoire, chez qui s'assemblaient ceux qui en sont les auteurs. Les Jésuites, ennemis des PP. de l'Oratoire, ayant peint ces assemblées, quoique simplement littéraires, comme dangereuses, à cause des disputes théologiques du temps,

La première Lettre Persane avait paru en 1721, sous l'anonyme, avec un nom d'éditeur étranger. On sait quel prodigieux succès eut le livre ; il eut quatre éditions la même année : les libraires mettaient tout en œuvre pour en avoir des imitations et des suites ; ils allaient, raconte Montesquieu, tirer par la manche tous ceux qu'ils rencontraient : « Monsieur, disaient-ils d'un ton suppliant, faites-moi des Lettres Persanes. » On ne tarda pas à deviner l'auteur, et lui-même s'en défendit mollement. Mais il paya sa gloire ; durant plusieurs années, l'ouvrage fut interdit. C'est Dubois qui signa l'ordre d'interdiction ; on le suppose du moins (1) : nommé à cette époque cardinal et premier ministre, il crut devoir à sa double dignité de supprimer un livre où la religion et la monarchie étaient insultées : « Lorsque par le succès des Lettres Persanes, écrit Montesquieu dans ses Pensées, j'eus peut-être prouvé que j'avais de l'esprit, et que j'eus obtenu quelque estime de la part du public, celle des gens en place se refroidit : j'essuyai mille dégoûts » (2).

C'est alors qu'il vendit sa charge, malgré les

elles furent dissoutes, non sans un préjudice réel pour les progrès de la littérature.

(*Note de la 1^{re} édition des œuvres de Montesquieu*).

V. Œuvres complètes de Montesquieu, éd. de M. Ed. Laboulaye, t. VII, p. 361. — Paris, Garnier).

(1) Louis Vian, ouvrag. cité.

(2) Montesquieu, œuvres complètes, éd. de M. Laboulaye, t. VII, p. 155.

instances du Parlement et de l'Académie de Bordeaux, et vint habiter Paris. Il voulait, disait-il, donner tout son temps à un grand ouvrage sur la législation. Cette résolution lui attira une épigramme. « Il quitte son métier, dit quelqu'un, pour aller l'apprendre. » Le Parlement et l'Académie de Gascogne y perdirent, mais l'esprit humain y gagna.

A Paris, Montesquieu subit l'influence de la Régence. On le vit à Chantilly faire sa cour à M. le Duc, rimer des madrigaux pour la marquise de Prie, et écrire deux poèmes en prose pour la sœur du premier ministre, M^{lle} de Clermont. C'était une erreur de goût et une méprise de talent (1). Sa nature délicate se fatigua vite dans ce monde sceptique où tout était raffinement et artifice. « J'aime les maisons, disait-il, où je puis me tirer d'affaire avec mon esprit de tous les jours » (2).

Le salon de M^{me} de Lambert était une de celles-là. Il y fut accueilli avec délices par la marquise qui l'aimait avant de le connaître, lisait tout ce qui sortait de sa plume, et en faisait même des extraits; si bien que la postérité n'a pas toujours su distinguer dans leurs écrits la propriété littéraire (3). Montesquieu rencontra la plupart des Entresolistes

(1) Sainte-Beuve, *Causeries du lundi*, t. VII, p. 57.

(2) Montesquieu, *Pensées*. (T. VIII, p. 152, éd. de M. Laboulaye.

(3) On a longtemps attribué à M^{me} de Lambert, qui avait des

chez M^{me} de Lambert, et le Club le compta bientôt parmi ses membres. Il est permis de croire qu'il y fit la connaissance de Bolingbroke, et surtout de cet autre grand seigneur anglais, mylord Chesterfield, qui s'y montra quelquefois, et qui fut un peu plus tard son compagnon de voyage en Italie, et son introducteur en Angleterre. Le Club était d'ailleurs tout pénétré de l'esprit anglais : les libres discussions qu'on y soulevait sur les institutions politiques des différentes nations, sur les meilleurs systèmes de gouvernement, et sur les réformes nécessaires, exercèrent sur l'esprit de Montesquieu une sérieuse influence, et ne furent pas indifférentes à la direction de ses idées, ni inutiles à ses projets d'avenir. Dès cette époque il mettait la première main au grand ouvrage de l'Esprit des Lois, qui fut l'œuvre de sa vie entière, et ne vit le jour qu'en 1748, après 23 ans de méditations poursuivies sans relâche à travers les salons de Paris, les voyages à l'étranger et les solitudes de la Brède.

Comme tribut d'entrée, Montesquieu apporta au Club de l'Entresol le *Dialogue de Sylla et d'Eucrate*, morceau de rhétorique brillante et nerveuse, conçu

réminiscences de Montesquieu, un mémoire intitulé : *Réflexions sur la Considération et la Réputation*). Sur cette question de propriété littéraire, voir une très intéressante étude de M. Edm. Cougny insérée dans les Mémoires de la Société des sciences morales, lettres et arts de Seine-et-Oise (Année 1877.

dans le goût du jour, sur le modèle de ceux que Fontenelle, Fénelon et le président Hénault avaient mis à la mode. Toutefois l'Entresol n'en eut pas la primeur : il avait été lu déjà devant l'Académie de Bordeaux. On suppose que Montesquieu se fit connaître du Club par d'autres travaux inédits et en particulier par un mémoire d'une quarantaine de pages « sur les finances de l'Espagne, » qu'il a fondu dans un chapitre de l'Esprit des Lois. On trouve dans certains passages de notables différences entre les deux éditions : la pensée est restée la même, mais elle n'a trouvé qu'à la fin son entier développement, sa maturité, son expression parfaite.

Il est difficile, Messieurs, de déterminer exactement la part qui revient au grand écrivain dans l'œuvre du Club ; il paraît surtout avoir été auditeur plutôt que lecteur. « Comme il a infiniment d'esprit, » écrira de lui d'Argenson à une autre date, « il fait un usage charmant de ce qu'il sait ; mais il met plus d'esprit dans ses livres que dans sa conversation, parce qu'il ne cherche pas à briller, et ne s'en donne pas la peine (1). » A la même époque

(1) On lit dans les Pensées diverses de Montesquieu :

« Je suis, je crois, le seul homme qui ait mis des livres au jour sans être touché de la réputation de bel esprit. Ceux qui m'ont connu savent que dans mes conversations, je ne cherchais point trop à le paraître, et que j'avais le talent de prendre la langue de ceux avec lesquels je vivais. »

(Portrait de Montesquieu par lui-même).

(Œuvres compl. de Montesquieu éd. de M. Laboulaye, t. VII, p. 154).

il entra à l'Académie française. Il avait comme titres principaux, outre les Lettres Persanes, la protection de M^{me} de Lambert, et les amitiés de poids conquises à l'Entresol. Il n'y fut pas élu sans peine, grâce au P. Tournemine, son ennemi, qui avait su tourner contre lui Fleury en mettant sous les yeux du cardinal-ministre un extrait perfide des passages les plus licencieux des Lettres Persanes (1). Un subterfuge analogue, dont s'avisèrent les amis du candidat, leva l'opposition du cardinal, qui ne demandait pas mieux que de se laisser convaincre. Montesquieu n'assista qu'à trois séances de la Compagnie ; trois mois après son élection, prenant congé des Entresolistes et des académiciens, il partait pour Vienne avec le comte de Waldegrave. Il commençait ce long voyage qu'il regardait comme le complément de ses études politiques et sociales, « renonçant aux douceurs d'une vie tranquille pour aller chercher laborieusement la sagesse (2). »

Je craindrais, Messieurs, de lasser votre attention en vous parlant avec détail des autres membres du Club de l'Entresol. D'Argenson en cite une vingtaine, tous moins connus que ceux dont j'ai fait mention. On y voyait l'Ecossais Ramsai, disciple et ami de Fénelon qui l'avait converti à la foi catholique, et le comte de Plélo qui fut plus tard

(1) V. la note de la page 43.

(2) Montesquieu, Lett. Persanes ; Lett. I^{re}, Usbeck à Rustan.

ambassadeur de France à Copenhague et se fit héroïquement, mais inutilement, tuer devant Dantzig pour venger l'honneur de son pays (1). Le premier lut à l'Entresol des fragments d'un Essai sur le gouvernement civil, et du Cyrus, livre demi-érudit et demi-romanesque, imité de la Cyropédie et du Télémaque ; le second, des dissertations sur les diverses formes de gouvernement. Après eux venaient MM. de Coigny, de Matignon, de Balleroy, de Lassay, de Noirmoutiers, de Saint Contest, de Camilly, de la Fautrière, etc., tous ceux que d'Argenson appelle malicieusement « des espèces d'honéraires, » et l'abbé de Saint-Pierre le comité des « écouteurs » ; heureux abbé, qui eut cette bonne fortune de rencontrer dans son entourage des oreilles si bien dressées à la patience ! Tous les Entresolistes ne se bornèrent pas à ce rôle passif : ainsi, M. de Champeaux faisait l'Histoire-Anecdote des traités de paix ; M. de Vertillac la Description des gouvernements mixtes ; M. d'Autry, celle des gouvernements d'Italie ; M. d'Oby, l'Histoire des Etats généraux et des Parlements ; M. Pallu, celle des finances ; M. l'abbé de Bragelonne, l'Histoire généalogique des maisons souveraines ; il n'était pas jusqu'à M. de de Caraman qui ne prétendît écrire l'Histoire du commerce, « à quoi, écrit d'Argenson, il avait du

(1) Rathery, le comte de Plélo, un gentilhomme français au XVIII^e siècle.

penchant à cause de son canal du Languedoc, où il est le principal actionnaire, mais qu'il ferait mieux de réparer. Nous avons eu de lui quelques lectures de morceaux, qu'il avait, selon les apparences, trouvés tout faits (1). »

Il me reste maintenant, Messieurs, à vous raconter comment finit l'Entresol. Le duc de Bourbon en avait ignoré ou avait feint d'en ignorer l'existence. Le cardinal de Fleury lui témoigna d'abord une sympathie peu déguisée : il se faisait rendre compte de tous les travaux, et y applaudissait. L'Entresol eut quelque temps l'air d'une véritable académie royale. « Je disais toujours, rapporte d'Argenson, qu'il était réservé à M. le cardinal de Fleury d'imiter et surpasser M. le cardinal de Richelieu en nous régularisant, comme lorsqu'on avait tiré l'Académie française de son âge d'or (2). » Les étrangers attachaient un haut prix à l'honneur d'être admis aux séances de l'Entresol, et les Anglais le tenaient pour un vrai club, dans le fond comme dans la forme. Un jour l'ambassadeur d'Angleterre, Horace Walpole, étant venu en France pour négocier une alliance, se fit présenter à l'Entresol, et y « harangua plus de deux heures (3), » espérant ainsi gagner l'opinion du Club, et par le Club l'opinion publique et le ministère. Il se laissait tromper aux appar-

(1) D'Argenson, t. I, p. 94.

(2) D'Argenson, t. I, p. 101.

(3) D'Argenson, p. 96.

ences ; le gouvernement ne tarda pas à le faire sentir aux Entresolistes eux-mêmes.

Ceux-ci s'étaient peu à peu départis de l'attitude discrète qui avait protégé la petite Société. L'abbé Alary se vantait partout d'en être le fondateur et le président ; tout le monde savait son jour, et le samedi soir, dans les bonnes maisons de Paris où les Entresolistes allaient souper, on leur demandait : « Quelle nouvelle ? Car vous venez de l'Entresol. »

D'Argenson « enrageait de voir qu'on les donnait pour un bureau de nouvellistes. » Il tremblait chaque matin de recevoir pour lui et pour ses amis une provision de *brevets*, comme c'était l'usage alors d'en envoyer à quiconque avait la tête légère, et méritait d'être enrôlé dans le *Régiment de la Calotte* (1). Il se tuait de répéter sans cesse à ses amis : « Contentons-nous de nos plaisirs pour nous mêmes ; faisons nous oublier. » Mais on se riait de ses sages avis : on continua de parler à tort et à travers hors du Club ; et dans le Club, la plupart frondèrent « tout leur saoul (2). » La Fautrière s'étant vu refuser en cour une grâce légère, « se mutina extrêmement » contre les ministres ; l'abbé de Saint-Pierre renversait chaque semaine le gouvernement pour le « perfectionner ; » l'abbé de Pomponne, « qui n'était pas le maître de ses idées, et n'avait pas plus de

(1) Chronique de Barbier, t. II, p. 23, 71 et *passim*.

(2) D'Argenson, id.

tête qu'une linotte, se lâcha, écrit d'Argenson, surtout bien ouvertement contre la Pragmatique de l'empereur, et débita toute sa fougue sur cela contre les étrangers. » Le malheur était que cet abbé « inconstant » redisait à tout le monde ce qu'il avait dit ou entendu au Club et ne se cachait de rien devant son Eminence, « qui avait avec lui une vieille connaissance de cour. » (1). Fleury trouva à la longue que l'Entresol gouvernait trop, et se mêlait de choses qui ne le regardaient pas. Le garde des sceaux Chauvelin, « être malfaisant naturellement et rempli de petitesse, » si l'on en croit son ami d'Argenson, irrité de l'échec d'un candidat qu'il avait présenté au Club, s'en vengea sournoisement, et tout en ayant l'air de dire du bien de l'Entresol, lui « trama le coup de Jarnac » (2).

(1) L'abbé de Pomponne, conseiller d'état d'Eglise, et membre de l'Académie des inscriptions, était petit-neveu du grand Arnauld, et fils du marquis de Pomponne, successeur d'Hugues de Lionne aux affaires étrangères. Louis XIV l'avait nommé ambassadeur à Venise en 1704 ; mais il refusa toujours, malgré les instances du ministre d'Etat Torcy, son beau-frère, d'en faire un évêque ; « le roi, dit Saint-Simon (IV, 191, IX, 131), ne cachait point son invincible répugnance à placer le nom d'Arnauld dans un siège épiscopal. » — Le Journal de Barbier (t. II, p. 326) nous fournit un témoignage de l'indépendance de caractère de l'abbé de Pomponne dans le récit piquant d'une scène qui éclata en présence de Fleury entre Chauvelin et lui, et où l'abbé « se lâcha très-ouvertement » contre M. le garde des sceaux. »

(2) D'Argenson, id., id.

Pendant l'automne de 1731, l'abbé Alary dit un soir à ses collègues du Club : « J'ai le poignard dans le cœur. M. le cardinal m'a dit hier que l'on se mêlait de trop de choses à l'Entresol, que les étrangers même s'en étaient plaints. » Ce fut le signal de la déroute. On jugea bon de suspendre les conférences, et on prit le prétexte des vacances pour se séparer et « voir venir le vent. » Le mois d'octobre arriva : juste à ce moment, l'abbé Alary se brouilla avec M^{me} de Lambert : on lui fit à la cour « de nouvelles piques, dit d'Argenson, et même par rapport à l'Entresol, de sorte qu'il résolut de rompre tout à fait à son égard. »

Mais l'abbé de Saint-Pierre ne se tint pas pour battu. Il crut avoir trouvé un excellent moyen de sauver le Club, et il lui porta le coup de grâce. Il écrivit à Fleury pour lui annoncer la restauration d'un nouvel Entresol, d'où l'on bannirait scrupuleusement la politique contemporaine. Désormais on n'y traiterait que des questions générales par éclaircissements, objections et réponses. Le cardinal avait pour l'abbé une estime médiocre ; il avait dit un jour à Alary : « Vous avez là à votre conférence un politique triste et désastreux, qui est l'abbé de Saint-Pierre. » Peut-être l'ennui et l'impatience éprouvés par Fleury à la lecture des mémoires dont l'abbé l'accablait, avaient-ils rejailli sur l'Entresol. Son Eminence répondit par le billet suivant :

« Je vois, Monsieur, par votre lettre d'hier,

que vous vous proposiez, dans vos assemblées, de traiter des ouvrages de politique. Comme ces sortes de matières conduisent ordinairement plus loin qu'on ne voudrait, il ne convient pas qu'elles en fassent le sujet. Il y en a beaucoup d'autres qui ne peuvent avoir les mêmes conséquences, et qui ne sont pas moins dignes d'attention. Ainsi, supposé que vous jugiez à propos de continuer vos assemblées, je vous prie d'avoir attention à ce qu'il n'y soit point parlé de choses dont on puisse avoir sujet de se plaindre. »

Cette fois, l'abbé n'insista plus. D'Argenson et quelques autres ne se soumirent pas tout de suite ; ils changèrent le jour de leurs réunions, et s'assemblèrent les uns chez les autres à tour de rôle, et « sans sonner mot ». Mais les espions de Chauvelin les dénoncèrent. Un jour que d'Argenson se trouvait dans le cabinet du garde des sceaux, celui-ci l'interpella sur l'Entresol qui durait encore, malgré la défense : le marquis garda le silence. « Est-il bien certain, monsieur, que cela est fini, reprit Chauvelin ; me le promettez-vous ? » D'Argenson pris au dépourvu fut contraint de donner sa parole, et dès lors, il fallut renoncer à l'Entresol « pour jusqu'à des temps meilleurs » (1).

Ces temps-là ne vinrent jamais pour les Entresolistes. Tous avaient disparu, lorsque l'idée d'Alary reprise et modifiée revêtit enfin la forme

(1) D'Argenson, t. I, p. 109.

précise et le caractère rigoureusement scientifique qui ont donné naissance à une des plus utiles et des plus nobles institutions de l'âge contemporain. En 1795, au lendemain de la tourmente révolutionnaire, l'Institut national fut restauré par un décret de la Convention : le rapport de Daunou y avait fait une place à une section nouvelle, celle des Sciences morales et politiques, dont le Club de l'Entresol peut être considéré comme le berceau.

La petite société de l'abbé Alary qui a eu une existence si courte et une histoire si longtemps ignorée, a été signalée avec raison comme le premier symptôme de l'éveil de l'opinion publique et de son intervention dans les choses du gouvernement (1). L'esprit de libre examen qui l'animait ne l'entraîna pas hors des limites d'une opposition circonspecte : dans ses manifestations les plus hardies, elle resta toujours en deçà de l'esprit de révolte. Il est vrai qu'elle agita de nombreuses questions sans en résoudre aucune ; qu'elle proposa maintes réformes, et ne reforma rien. Mais elle prépara les solutions en faisant parfois jaillir la lumière ; elle servit de lien entre les théories de Fénelon et de Vauban, de la petite cour du duc de Bourgogne et des économistes du

(1) M. Janet, Une Académie politique sous le cardinal Fleury, lecture faite à la séance des cinq Académies (août 1865).

XVII^e siècle, et les doctrines audacieuses de l'Encyclopédie et de l'Ecole philosophique du XVIII^e. Le plus grand service qu'elle ait rendu est d'avoir fourni à quelques grands esprits un théâtre où ils essayèrent devant des juges compétents leurs réflexions avant de leur donner un corps et de les organiser en théories. Plus d'un s'y réforma lui-même, apprit à s'y dépouiller de ses préjugés, à y démêler la vérité de l'erreur, et s'y apprêta pour de plus grandes carrières. Quel que soit le jugement qu'on porte sur les personnages qui le composèrent, le Club de l'Entresol a sa place marquée dans l'histoire des idées au siècle de Louis XV ; son nom restera célèbre tant que ceux de Montesquieu et de d'Argenson ne seront pas tombés dans l'oubli : c'est assez vous dire, Messieurs, que son souvenir est immortel.

RÉPONSE

AU DISCOURS DE RÉCEPTION DE M. LANIER

PAR M. LENOEL

(Séance du 21 Février 1879.)

MONSIEUR,

Oui, ces hommes seront immortels et leur renom rejaillira sur le Club de l'Entresol, qui n'a pas été inutile sans doute au développement de leurs génies, et où ils ont certainement puisé au contact d'hommes, que la liberté anglaise avait éclairés, les idées qu'ils émirent ; ils ont entrevu la voie dans laquelle la Providence allait diriger l'humanité ; ils sont les précurseurs des hommes de notre temps.

« Excepté les partisans du despotisme, dit un
« historien contemporain, tous les partis depuis
« un siècle, démocrates et aristocrates, républi-

« cains et monarchistes constitutionnels et socialistes, ont procédé de Montesquieu. »

Le marquis d'Argenson, ce grand seigneur de race féodale, ce ministre d'État, a indiqué cinquante ans d'avance la nuit du 4 août, en répondant à Bou-lainvillers qui l'interrogeait, « que le principe de son traité sur la démocratie allait à la destruction de la noblesse. » Ce fut le père du comte d'Argenson qui soutint l'entreprise de Didot et de d'Alembert, l'Encyclopédie.

Quant à l'abbé de Saint-Pierre, si son invention *la Diète Européenne*, destinée à prévenir les guerres, n'est encore qu'une utopie, beaucoup d'esprits sérieux pensent qu'un temps viendra où cette idée trouvera son application.

L'histoire nous montre déjà même dans le xvii^e siècle des hommes de génie s'attendant au bouleversement de la Société, au renversement des idées régnantes sur le gouvernement, et y contribuant, d'une manière inconsciente souvent, mais efficacement, par leurs discours et leurs écrits.

Leibnitz et Spinoza avaient été considérés comme des utopistes, quand le premier posa le dogme des temps modernes, le dogme du progrès, et prédit la révolution qui allait venir ; quand le second écrivait ces lignes : « La démocratie où « nul ne transfère son droit naturel à un autre, « mais seulement à la majorité, est la forme du « gouvernement la plus naturelle, » et quand il posait nettement la République du vote universel.

Que d'autres je pourrais citer, si je ne craignais abuser de votre temps et entrer dans le domaine de l'histoire que vous connaissez mieux que moi.

Pourtant je ne puis résister au désir de vous rappeler Fénelon flétrissant, dans ses dialogues des morts, le despotisme oriental où il n'y a de loi que la volonté d'un homme ; condamnant les conquêtes, regardant toutes les guerres d'Europe comme des guerres civiles ; enfin, dans sa lettre à Louis XIV, si belle et si hardie, déclarant injustes les traités de paix signés par les vaincus : « on signe, dit-il, « comme on donne sa bourse, quand il la faut « donner ou mourir. » Fénelon était un utopiste ! Si l'abbé de Saint-Pierre a trouvé le mot *bienfaisance* lui, il a inventé le mot *Philantropie*.

Mais, monsieur, je ne veux pas, moi qui n'ai pas votre talent de lecteur et d'écrivain, je ne veux pas, en revenant sur votre beau travail, affaiblir la bonne impression qu'il a faite sur l'Académie.

Ce n'est pas la première fois qu'il m'a été donné de vous apprécier : il y a 18 mois, en août 1877, à la distribution des prix du Lycée, dans un discours rempli de faits, aussi bien écrit que bien lu, vous avez montré à vos jeunes auditeurs et à l'assemblée d'élite qui vous écoutait, la condition des élèves de l'université du Moyen Age, et « vous « nous avez amenés à faire sur le temps présent « un salutaire retour, et à ne plus croire, avec le « poète, que dans le monde scolaire, l'âge d'or « n'est pas le dernier des quatre. »

Dernièrement, dans une séance de la Société industrielle d'Amiens, vous nous avez fait l'histoire d'une colonisation française, au sud de l'Asie, à Déli, dans l'île de Sumatra, tentée par des hommes intrépides que guide la science et qui vont déployer dans ces lointaines contrées le drapeau de la France.

L'histoire n'est pas la seule science que vous aimez : dans trois articles que nous avons lus dans le *Journal d'Amiens*, à propos d'un livre nouvellement paru de M. Bainier, vous nous avez initiés aux progrès incessants de la géographie. Pour vous, cette science n'est plus une sèche nomenclature des fleuves, des montagnes, et un exposé succinct des formes du littoral, c'est un tableau général du sol, des colonies qui l'ont peuplé, des religions, des langues, du caractère et des mœurs des habitants.

Ce qui distingue vos travaux, monsieur, et nous avons pu le constater encore aujourd'hui, c'est la concision, la sobriété du style : vous avez le goût du faits, le besoin des constatations exactes, la méthode et la précision.

Vous êtes, monsieur, de cette phalange de travailleurs qui renouvellent l'histoire, abordant l'étude sans préjugé, sans parti-pris. Pourtant vous ne vous bornez pas toujours à recueillir et à grouper les faits, vous faites entrevoir leurs conséquences et vous cherchez à prévoir les résultats, comme dans votre étude sur la colonisation de

Déli, et dans vos articles sur l'ouvrage de M. Bainier.

L'étude de l'histoire et de la géographie, entendue ainsi, donnera des résultats inattendus ; et cette enquête scientifique, conduite par un grand nombre de chercheurs, disséminés partout dans le pays, inconnus souvent les uns aux autres, occupés de travaux d'histoire de nature diverse, est appelée à rendre de grands services et fera progresser la science.

Mais ce ne sont pas là vos seuls titres pour entrer dans notre Académie : Professeur successivement aux Lycées de Mont-de-Marsan, de Macon, et de Saint-Quentin, vous avez laissé dans ces villes des regrets qui sont venus jusqu'à nous. Reçu agrégé d'histoire et de géographie, le second, au concours de 1875, vous avez été envoyé au Lycée d'Amiens où vous avez su, en les instruisant, vous acquérir la sympathie des élèves. Vos cours publics à l'hôtel-de-Ville d'Amiens, et ceux que vous avez professés à la Société Industrielle ont eu de grands succès.

Aussi suis-je-heureux d'être aujourd'hui le Directeur de l'Académie pour vous recevoir en son nom. Il ne me reste plus, monsieur, qu'à vous demander de faire la promesse d'observer nos statuts et de concourir à nos travaux, et je vous déclare membre de l'Académie d'Amiens.

DISCOURS DE RÉCEPTION

PAR M. A. JANVIER

(Séance du 8 Novembre 1878.)

MESSIEURS,

Louis XIV, alors à l'apogée de sa puissance, fit un jour, ce sont là jeux de prince, bombarder Gênes la Superbe. Après que la plupart des palais de la ville de marbre se furent effondrés sous les projectiles de Duquesne, il fallut encore pour éteindre l'ire du Grand Roi, qu'au mépris des lois qui lui interdisaient de mettre les pieds hors de la cité, le Doge Maria Francesco Imperiali vint lui-même, exprimer au vainqueur l'extrême regret

que la République avait eu, d'avoir déplu à Sa Majesté Très - Chrétienne. Après cette réparation, dont une toile d'un artiste non sans mérite, Claude Gui Hallé, a reproduit le principal épisode, comme on le promenait dans les jardins et les appartements de Versailles, dont on lui faisait remarquer les magnificences, Seignelai lui ayant demandé ce qu'il y trouvait de plus extraordinaire. « C'est de m'y voir, » répondit l'illustre patricien.

Si cette anecdote me revient à la mémoire, Messieurs, c'est qu'en ce moment j'éprouve moi-même, bien qu'il dérive d'une toute autre cause, un sentiment d'étonnement analogue à celui qu'il devait ressentir. En me voyant ouvrir si libéralement les rangs de votre savante compagnie, je me demande quels titres ont pu m'en mériter l'accès ? L'honneur que votre bienveillance m'a conféré et auquel je n'aurai osé espérer, ne me révèle que trop la situation délicate qu'il me crée. Le cadre si vaste des études variées, auxquelles vous vous consacrez, m'inspire certaines craintes trop légittimes sur la tâche qu'il me sera donné de remplir. Lorsque je jette les yeux sur mes nouveaux collègues, je ne vois autour de moi que médecins, avocats, professeurs, littérateurs, artistes, tous passés maîtres dans leur art, et surtout dans l'art si difficile d'écrire. N'en déplaise à Boileau, il n'est pas toujours aisé d'exprimer clairement et surtout élégamment même ce que l'on conçoit bien. Je ne me suis jamais occupé que de quelques recherches

sur l'histoire de notre province. Les formes barbares des chartes ou des chroniques latines du moyen âge, et les vieux mots des glossaires de cette basse latinité ont effacé de ma mémoire l'oublieuse les vers les plus harmonieux de Virgile ou d'Horace, les soupirs les plus tendres de Tibulle, les accents indignés de Juvénal, et l'idiome de Villehardoin et de Joinville m'est peut-être devenu plus familier que les bienséances du style, la pureté et le bon goût des belles époques de la langue française. Lors donc que viendra mon tour d'apporter ma part de collaboration à votre œuvre commune, je solliciterai de vous d'acquitter mon faible tribut par quelques simples notices historiques sur les hommes célèbres ou les monuments de notre antique Picardie. Ce sont des études qui, non-seulement, ont pour moi un attrait, de préférence à toutes autres, à cause de l'intérêt puissant des faits et des événements qu'elles enregistrent, mais peut-être encore parce que ces investigations dans le sein du passé consolent souvent des défaillances et des déceptions du temps présent.

Il y a relativement peu d'années que l'étude de l'histoire de France, jusque-là demeurée le partage de quelques rares érudits, est devenue populaire chez nous, et il ne faut pas remonter plus haut que la Révolution pour montrer le peu d'intérêt, sinon le mépris, qu'on y attachait avant cette époque. L'antiquité était l'unique flambeau destiné à éclairer le monde. L'on connaissait mieux

les fastes ou les revers des Républiques de la Grèce et de Rome, que l'enfance, les développements et les progrès de la nation à laquelle on appartenait. C'était dans les annales des peuplades des péninsules italiques ou helléniques, si différentes de nous, par les divergences des origines de races, par l'influence du climat, la nature des mœurs, les dogmes des croyances religieuses, que l'on allait chercher les modèles offerts à l'instruction de la jeunesse. Voulait-on lui citer en exemple, un grand orateur ? c'était invariablement Démosthènes ou Cicéron. Un héros ? Décius, Horatius Coclès, Epaminondas. Une assemblée délibérante ? le conseil des Amphictyons. Les modèles manquaient ils cependant dans nos traditions nationales ? Quand on lui rappelait le dévouement des Sagontins, que ne lui parlait-on du siège de Saint-Jean de Losne, si bien défendu par ses habitants contre les quatre-vingt mille soldats de Galas ; lorsqu'on lui prônait l'héroïsme de Régulus, que ne mettait-on plutôt sous ses yeux celui d'Eustache de Saint-Pierre et des bourgeois de Calais, du Rouennais Alain Blanchard, de Ringois d'Abbeville et de tant d'autres martyrs du patriotisme et de l'indépendance ? Rollin, il est vrai, dans son *Traité des Etudes*, voulait que les filles, après l'histoire ancienne, apprissent celle de leur pays qui devait les intéresser davantage, et qu'il est honteux, disait-il, à tout bon Français d'ignorer. Le judicieux esprit du savant et honnête recteur de

l'Université de Paris n'admettait pas que l'enthousiasme pour l'Antiquité dût nous rendre indifférents pour nos propres annales. Il laissait même entendre que les fastes du moyen âge, sous la main du talent, pouvaient balancer les plus brillants souvenirs de la Grèce et de l'Ausonie, et revendiquait ainsi pour l'histoire nationale le rang qui lui appartient aujourd'hui dans notre système d'éducation. Mais cette opinion était loin d'être celle de tout le monde. Un littérateur dont les théories scientifiques se sont sur leurs bases fragiles, écroulées depuis longtemps devant les irréfutables arguments de l'école expérimentale, mais dont un style toujours aimable et séduisant conservera le nom dans la postérité, l'auteur de *Paul et Virginie* et de la *Chaumière Indienne*, ne craint pas d'émettre dans ses *Etudes sur la Nature* cette assertion au moins singulière. C'est que de Jules César à Richelieu, notre histoire n'offre qu'une suite de dissensions, de guerres civiles, de mauvaises mœurs, d'assassinats, de lois gothiques, de coutumes barbares, et qu'elle est en somme très-peu intéressante, quoi qu'en dise le Président Hénault, qui la compare à l'histoire romaine. Puis quelques pages plus loin, par une flagrante contradiction avec le jugement sévère qu'il vient de rendre, Bernardin de Saint-Pierre se plaint qu'il n'y ait pas un seul écolier qui sache seulement ce que sont les lois de son pays, tandis qu'il y en a quelques-uns qui ont entendu parler de celles des Douze

Tables. Aucun d'eux ne sait comment se conduisent nos guerres, mais il en est qui raconteront quelques traits de celles des Grecs et des Romains. Quelle éducation historique recevait donc à cette époque, je ne dirai pas la majorité de ces écoliers, mais ceux-là particulièrement qui, par le rang de la naissance et la brillante situation de leurs familles auprès de la cour, avaient seuls le noble privilège de porter l'épée, et se destinaient à la carrière des armes, qui leur réservait, à l'exclusion de la roture, les grades et les honneurs. Écoutons les souvenirs du comte de Vaublanc ; ils fournissent une anecdote bien caractéristique sur le collège de la Flèche, où pour expier le tort de *s'être amusé à draper quelques nonnes*, votre illustre fondateur dut faire ce voyage qu'il a raconté lui-même avec tant d'enjouement. « La statue de Charlemagne, rap-
« porte Vaublanc, était dans l'église, à gauche du
« chœur. Elle appelait naturellement notre atten-
« tion sur la vie de cet homme si étonnant, mais
« nous ne la connaissions que par lambeaux et par
« les choses que nous racontaient nos professeurs,
« car il n'y avait pas dans le collège une seule
« histoire de France. » Une seule histoire de France, et la Flèche était cependant une des écoles préparatoires de la grande école militaire de Paris. Voilà où en était, en 1766, la diffusion de notre histoire nationale, après une époque qui avait cependant vu se produire les prodigieux travaux d'érudition des Bénédictins, des Oratoriens

et de notre immortel Ducange. En entendant cet aveu, quoi qu'extraordinaire de J.-J. Rousseau n'envisageât pas comme institution publique ces risibles établissements appelés collèges.

Mais après nos luttes politiques et les longues années de guerre de l'Empire, une nouvelle génération scientifique, mûrie par le spectacle des événements qui s'étaient déroulés sous ses yeux, avait grandi et elle allait bientôt rompre avec les errements du passé. *Le qui nous délivrera des Grecs et des Romains* ne fut plus une vaine espérance. L'on s'était enfin aperçu qu'il y avait une France, et que le bon Rollin pouvait bien avoir raison. Laissant de côté les belles harangues à la Thucydide et à la Tite Live, souvent écloses dans l'imagination de leurs auteurs, et ces récits épiques, comme le soi-disant discours de Philippe-Auguste à ses barons, avant la bataille de Bouvines, l'on recourut, pour raconter et expliquer les faits, aux sources originales, et l'on commença ainsi à l'aide d'une critique mieux éclairée, à reconstituer sur des bases plus solides et sous une forme moins pédantesque notre histoire de France. L'école descriptive, s'appuyant sur les textes authentiques des chroniqueurs du temps qui, s'ils avaient ses passions et ses travers, avaient aussi son caractère réel, et s'efforçant de restituer à chaque âge sa physionomie propre, de la peindre avec sa couleur locale, succéda à l'école philosophique du dernier siècle, trop préoccupée de faire concorder les faits

avec ses systèmes préconçus. Elle affirmait sa vitalité par les œuvres magistrales des Guizot, des Sismondi, des Barante et des Thierry. Peut-être, dans son respect pour la vérité historique, nous a-t-elle dépouillé de notre vénération pour quelques vieilles traditions religieusement transmises de génération en génération. Il est sans doute fâcheux que la ville d'Amiens ne puisse plus compter sur le dévouement de Catherine de Lice avec autant de certitude que Beauvais sur celui de sa Jeanne Hachette, et que les libéralités de M^{lle} de la Hotoie donnant si généreusement *les verdoyantes prairies qu'elle hantoit à la jeunesse d'Amiens pour s'y égaudir*, soient aujourd'hui reléguées au rang des légendes poétiques ou des contes bleus.

Les lettres sur l'histoire de France, le récit de de la conquête de l'Angleterre, l'Histoire des ducs de Bourgogne de la maison de Valois, la Civilisation en France, furent le flambeau auquel se ralluma le feu presque éteint des études historiques en province. Autour des quelques fervents, *rari nantes in gurgite vasto*, qui s'en occupaient encore au milieu de l'indifférence publique, vinrent se joindre de nouveaux adeptes, et leur nombre s'accroissant, amena la création de ces sociétés d'antiquaires et d'archéologues qui, dans toutes les régions, fouillent patiemment le sol pour lui arracher les secrets qu'il peut cacher encore et interrogent chaque jour les trésors de nos archives et de nos bibliothèques. La Picardie possède

aujourd'hui bon nombre de ces associations, pieusement vouées à la reconstitution de son passé, et Soissons, Laon, Château-Thierry et Vervins, Beauvais, Senlis et Compiègne, Noyon, Abbeville, Amiens, sont des centres historiques, d'où sont éclos d'intéressants travaux, dont plusieurs ont mérité l'approbation du monde savant. Les monographies de nos monuments, les histoires de nos villes, de nos principales communes, les biographies de nos hommes célèbres, se comptent déjà par centaines. Ce ne sont là cependant que les matériaux épars d'un grand monument qui attend encore son architecte. L'Académie des inscriptions et belles lettres, remettant sous les yeux des concurrents au prix Gobert les intentions de ce généreux donateur, leur rappelait qu'ils devraient faire choix de sujets qui n'eussent point encore été suffisamment éclaircis ou approfondis, tels que serait l'histoire d'une province. L'Île de France, la Picardie, leur disait-elle, attendent encore un travail savant et profond. Mais quelle serait la plume assez osée pour réaliser le plan, que malgré leurs labeurs, n'ont pu qu'ébaucher Du Cange et Dom Grenier. S'il ne nous sera sans doute pas donné, d'ici à longtemps, de posséder ce gigantesque édifice d'érudition, ne serait-il pas désirable de voir nos sociétés savantes entrer en communication plus intime avec la masse du public, par une publicité plus vaste de leurs travaux, soit par l'ouverture de cours spéciaux sur les branches des

sciences dont elles s'occupent, soit par la publication dans des volumes courts et substantiels, mis à la portée de tous, de l'histoire, par exemple, d'une ville et d'une province. En 1870, la Société Dunkerquoise, entrant dans cette voie nouvelle digne d'encouragement, décernait à M. Mordacq, inspecteur de l'instruction primaire, une médaille d'or pour son excellente histoire de Dunkerque, racontée à la jeunesse des écoles et aux élèves des cours d'adultes. Cette année la Société académique de Saint-Quentin, celle des Antiquaires de Picardie pourront, il faut l'espérer, accorder la même récompense aux auteurs de l'histoire populaire de Saint-Quentin et de l'histoire de Picardie, proposées comme sujets de prix de leurs concours.

Il y a quelques semaines, en remuant de vieilles paperasses reléguées sans ordre au fond d'un carton oublié, c'est d'ordinaire l'occupation et la joie de l'antiquaire, je tombai par hasard sur un programme de la 22^e session du congrès scientifique de France, réuni vers 1855 au Puy-en-Velay. Au nombre des questions qu'il contenait figurait celle-ci : de l'utilité qu'il pourrait y avoir à introduire dans l'enseignement public l'étude de l'histoire locale. J'ignore qu'elle réponse y fut faite, vraisemblablement quelque vœu platonique, timidement adressé au gouvernement qui, comme chacun sait, possède chez nous le monopole de pourvoir à tous nos besoins matériels ou moraux, et qui aura fait du vœu ce que j'avais fait du

programme, puisque rien n'indique que cet enseignement soit pratiqué quelque part. Vous me pardonnerez, Messieurs, d'abuser de votre patience en vous soumettant humblement et en quelques traits largement ébauchés, les courtes réflexions que cette proposition avortée m'a suggérées.

C'est un droit et un devoir pour tout Français de savoir l'histoire de sa patrie, a dit en tête du beau livre, dans lequel il a élevé l'un des plus intéressants monuments consacrés à la gloire nationale, un de nos historiens modernes, que la Picardie est fière de compter parmi ses enfants. Si la Révolution, brisant sous sa main puissante les barrières séculaires qui séparaient encore nos antiques provinces, a formé de tous les éléments qui composent le peuple français, un corps unique, ayant les mêmes aspirations et le même amour de son unité, il n'en existe pas moins au fond de ces éléments, un reste vital de leurs origines primordiales, le sentiment du patriotisme local, sorte de nationalité de clocher qui peut produire d'heureux fruits à l'ombre du drapeau commun de la mère-patrie. Pourquoi alors ne serait-ce point également un droit et un devoir, pour le Lorrain, le Provençal, le Picard, le Bourguignon, de savoir l'histoire de la Lorraine, de la Provence, de la Picardie ou de la Bourgogne ? Mais qu'arrive-t-il souvent ? Un étranger visite une ville, il s'arrête devant un monument, devant une ruine ; quelles étaient autrefois leur destination ? quel souvenir se rattache

.

à leur passé ? Ou sa mémoire rebelle lui refuse toute explication, ou bien il n'a pas sous la main le *Vade Mecum* du touriste, le livre par excellence, qui enseigne tout, le guide Joanne, ce savant et précieux compagnon de voyage. Il interrogera un passant, un voisin. Combien de fois sa curiosité sera-t-elle satisfaite ? Le passant, le voisin rougit peut-être de son ignorance, il regrette tout bas d'être resté muet ou d'avoir quelquefois donné une fausse explication par amour propre ; il se promet de s'instruire à la première occasion. Quelques semaines, quelques jours après, un nouvel étranger repasse, il pose la même question sans plus de succès. C'est que pour lui répondre il aurait fallu savoir, que pour savoir il faut apprendre, et que la science qu'il faut apprendre seul, demande du temps et des livres. Le temps est un capital trop précieux pour celui dont les occupations professionnelles doivent passer avant les satisfactions de l'esprit. Les livres et surtout les bons livres coûtent malheureusement trop cher, et souvent encore faut-il en feuilleter deux, quatre, six peut-être, avant de rencontrer la solution du problème cherché. Voilà donc les deux écueils contre lesquels viennent bien souvent se briser la meilleure volonté, les désirs les plus sincères. Si l'on pouvait apprendre vite et sans livres, sans perte de temps, sans dépenses d'argent, si la science tombait du haut d'une chaire, s'il ne fallait consacrer qu'une heure par semaine pour venir écouter un professeur

instruit, à la parole facile et sobre, les auditeurs manqueraient-ils ? les bancs de l'amphithéâtre resteraient-ils vacants ? Il est permis d'en douter, du moins à Amiens, en songeant à cette foule empressée qui remplissait la salle de l'Hôtel-de-Ville, lors des conférences publiques organisées il y a quelques années, et qu'il est regrettable de n'avoir pas vu se renouveler.

Quand l'enseignement de l'histoire locale n'aurait que cette seule utilité, d'offrir aux hommes de bonne volonté la facilité de s'instruire, c'est toujours un bienfait indéniable que d'allumer la torche qui dissipe l'obscurité, que de mettre le flambeau dans la main de celui qui réclame la lumière. Mais d'autres considérations plus graves militent en faveur de cette innovation. Un cours d'histoire locale ferait plus pour la sauvegarde des monuments publics que les plus rigoureuses prescriptions des arrêtés administratifs, trop souvent laissées à l'état de lettre morte. L'on jette une pierre contre une statue, on mutile bien souvent un bas-relief, une œuvre d'art, faute d'apprécier la valeur de l'objet, victime de cet acte de vandalisme. On respecte généralement ce que l'on a appris à connaître ; leurs souvenirs historiques sont d'ordinaire les meilleurs gardiens des monuments. Populariser les traditions qui s'y rattachent serait peut-être jeter sur eux une égide protectrice, en diminuant ainsi leurs chances de destruction.

Cet enseignement n'aurait-il point encore l'avant-

tage d'ouvrir un nouveau débouché aux productions de l'art ? pour la peinture que d'actions glorieuses, que de souvenir mémorables à fixer sur la toile, pour le sculpteur que d'images d'hommes célèbres ou mieux d'hommes utiles à reproduire par le marbre ou le bronze ! Quel noble et intelligent parti n'ont pas tiré des idées émises dans les *Entretiens du Village* du vicomte de Cormenin, les villes de Montargis, du Havre et tant d'autres cités intelligentes qui ont consacré les plus belles salles de leurs palais municipaux à la glorification de leurs illustrations locales, préférant avec raison ce genre de décoration patriotique, aux statues ou aux toiles banales qu'aurait pu leur accorder la munificence de l'Etat ! N'est-ce point aussi un enseignement moral et salutaire que de rappeler aux contemporains les péripéties douloureuses et les amères épreuves des temps de troubles qu'ont traversé leurs pères ? Car s'il est un reproche à faire à notre époque, c'est de se montrer parfois trop oublieuse de leurs longues luttes pour arriver à cette unité qui constitue notre force, et de faire trop bon marché des vertus civiques qu'ils savaient déployer lorsque sonnait l'heure du devoir et du péril.

Si je ne m'abuse, la cause que j'essaie de plaider devant vous sommairement, me paraît un procès déjà gagné en principe. Quel est donc le moyen le plus sûr et le plus simple de passer des régions éthérées de la théorie, dans le domaine moins

élevé, mais plus réel du fait accompli ? Car toute théorie, si séduisante qu'elle puisse paraître n'est, faute d'application pratique, que trompeux mirage et décevante utopie.

Songer à introduire cet enseignement dans les lycées ou dans les autres établissements universitaires, sous la direction de l'Etat, est un rêve irréalisable ; leur programme est déjà assez chargé pour ne pas l'encombrer de nouvelles matières, et des difficultés de toute nature se dresseraient contre cette prétention, si elle avait la témérité de se produire.

Pour ne citer qu'un seul exemple, tel professeur d'histoire, à Toulouse si l'on veut, fort apte à satisfaire à toutes les exigences de cette nouvelle mission, profondément versé dans la connaissance des antiquités et des monuments de l'Aquitaine, dans les beautés de la littérature des troubadours, ne peut-il pas être appelé, par avancement ou par toute autre considération hiérarchique ou administrative (et les mutations sont fréquentes dans l'Université) à exercer ses fonctions dans quelque établissement d'une région du Nord de la France ? Lui faudra-t-il donc étudier à nouveau, pour connaître ensuite le passé de la nouvelle contrée qu'il se trouvera contraint d'habiter ? Ces cours d'ailleurs seraient-ils véritablement utiles, et répondraient-ils au résultat qu'on chercherait à obtenir, puisque dans la plupart de nos lycées, une partie des élèves appartient souvent à des départements,

quelquefois même à des pays étrangers? Une seule voie praticable et peu dispendieuse se présente : la création de cours municipaux. La plupart de nos villes possèdent de ces cours libres et gratuits, où l'étudiant, l'ouvrier, l'employé, peuvent après leur journée de travail, venir étudier le perfectionnement de leur art, l'esprit de la législation qui régit et réglemente leur profession, s'initier aux découvertes dont chaque jour les progrès de la science enrichissent le domaine des connaissances humaines, où le désœuvré lui-même, las de fatiguer la poussière des promenades, rencontre encore un repos instructif. Voilà déjà des locaux tout trouvés, sans augmentation pour les budgets des communes, que quelques menus frais d'éclairage et de chauffage dans les longues soirées d'hiver. Les professeurs, on doit l'espérer, ne manqueraient pas non plus. Il se rencontrerait sans doute, au sein des sociétés savantes, des hommes assez dévoués pour ne pas décliner l'honorable tâche qui leur serait confiée. Ce serait pour ces sociétés l'occasion d'acquérir des titres nouveaux à l'appréciation des esprits éclairés et aux encouragements du gouvernement. Un cours, ou même de simples conférences, sous leur patronage, augmenteraient la valeur de leurs pacifiques conquêtes en les mettant à la portée de tous, et réaliseraient un programme dont un des derniers ministres de l'Instruction publique a déjà dicté la formule : « *Votre rôle à vous*, disait-il, le 20 avril

« 1870, aux délégués des sociétés savantes réunis
« dans l'Amphithéâtre de la Sorbonne, *c'est de*
« *faire aimer vos provinces, d'y relever le sentiment*
« *individuel, d'entretenir l'esprit du foyer natal, et*
« *de contribuer ainsi, en servant avec sollicitude la*
« *petite patrie, à fortifier la grande.* »

Puissent ces paroles trouver un écho dans tous les cœurs, et puisse cette idée germer et fructifier, comme le grain de sénevé de la Parabole de l'Evangile.

RÉPONSE

AU DISCOURS DE RÉCEPTION DE M. -A. JANVIER

PAR M. G. DUBOIS.

(Séance du 8 Novembre 1878.)

MONSIEUR,

L'Académie ne saurait prendre au pied de la lettre l'allusion historique sous laquelle vous placez votre salut d'entrée parmi nous. L'étonnement du Doge Lescaro porteur des soumissions de sa République au Grand Monarque trouvait sa naturelle explication dans le contraste des événements qui, l'enlevant à sa ville en ruines, lui imposaient le spectacle du vainqueur au sein de ses royales magnificences. Le faste de l'audience à laquelle le visiteur involontaire était appelé semblait accroître l'humiliation de sa démarche, et le patriote répu-

blicain, le cœur gonflé sans doute, se courbait devant l'orgueilleux éclat de la force.

La courtoisie ne saurait à aucun point de vue justifier en votre personne le sentiment exprimé par le Génois. Outre que votre présence ici ne vous expose à aucun abaissement, l'assemblée qui est heureuse de vous recevoir ne saurait vous éblouir par l'étalage d'un luxe absent de ce modeste abri.

C'est que nos richesses, Monsieur, n'ont rien de matériel ; elles demandent leur éclat à la seule intelligence, à l'étude des Lettres, des Sciences et des Beaux-Arts. Le grand roi n'y est pourtant pas étranger ; s'il n'a pu nous transmettre des pompes éphémères de son règne autre chose que le récit conservé par l'histoire, il nous a légué un bien plus précieux. N'est-ce pas Louis XIV qui, continuant la grande œuvre littéraire de Richelieu, se déclare le protecteur de l'Académie Française et favorise l'élan intellectuel de la nation.

Sous sa maîtresse impulsion les lettres montent en crédit et dignité, jusqu'au jour où, revendiquant le rang que leur appartient elles obtiendront le premier rôle dans le mouvement des idées, le progrès des institutions, dans la civilisation dont elles sont les plus sûres initiatrices. Ainsi justifient elles leur appellation gouvernementale et constituent-elles une République plus durable que toutes les Républiques, les Royautés et les Empires, l'impérissable République des Lettres.

Je ne saurais donc être surpris que le penchant de vos goûts ait tout d'abord amené sous votre plume de nouvel académicien le rappel anecdotique du grand règne. Sur quelque terrain que vous aient conduit les sollicitations de votre curiosité littéraire vous ne sauriez oublier les enseignements des écrivains qui ont fait l'objet de vos études favorites. Vous vous en défendriez vainement, votre langage proteste contre les accusations imméritées que seul vous portiez sur vous même.

Si les grâces candides de Joinville ont su vous attirer et retenir davantage en donnant à votre esprit de recherche une plus ample satisfaction, la pureté, la convenance du style de votre introduction parmi nous révèlent clairement votre commerce avec les grands lettrés qui, recevant des siècles antérieurs un idiôme en cours de haute éducation, lui ont donné le sceau définitif de l'appropriation aux sentiments chevaleresques, aux idées généreuses dont notre langue est ainsi devenue la plus naturelle expression.

Vous les connaissez, Monsieur, et vous avez interrogé notre littérature Française avec trop d'exactitude pour ignorer la parenté qui relie nos maîtres dans l'art de parler et d'écrire à ceux de la Grèce et de l'Ausonie.

Mais n'avez vous pas cédé au courant qui vous entraîne vers l'histoire nationale et l'histoire de notre province, lorsque, voulant assurer leur place légitime dans l'instruction universitaire aussi bien

que dans l'éducation populaire, vous paraissez appeler leur domination à travers les ruines des Grecs et des Latins ?

Cette tendance, je dois le dire, malgré l'autorité de ses adhérents n'a pas encore vaincu la tradition ; ne le regrettez pas, Monsieur ; les Grecs et les Latins ont rendu à notre littérature française des services écrits dans les œuvres de nos grands auteurs, et, de même que les Romains allaient demander à Athènes ces hautes leçons du goût et de l'élégance domiciliés chez elle, nous avons emprunté à Horace, à Virgile à Cicéron, les principes nourriciers de leur force et de leur charme et, aujourd'hui encore, nous recevons d'eux les instructions de la sagesse antique. Les études qui leur sont consacrées n'ont, croyez le bien, porté aucune atteinte au culte de l'histoire nationale. S'il n'a pas toujours obtenu les honneurs qui lui sont dus, si le comte de Vauxblanc pouvait justement déplorer en 1766 l'état d'enfance où semblait être demeuré l'enseignement de notre histoire, n'est-il pas vrai de dire que les matériaux qui devaient en constituer l'imposant édifice demeurèrent longtemps confondus dans la carrière où les laborieux efforts des Bénédictins et des Oratoriens les avaient amassés ? C'est seulement peu à peu que des mains savantes les ont progressivement triés, contrôlés, et, après que des recherches mieux ordonnées par la science grandissante de la critique eurent consolidé les bases définitives de notre histoire, le

monument a été élevé. Nous pouvons aujourd'hui, Monsieur, en visiter les innombrables galeries dans lesquelles vous avez avec raison remarqué les travaux de ces infatigables et illustres ouvriers de la dernière heure, les de Sismondi, les Guizot, les de Barante, les Thierry, ceux là les serviteurs de la vérité, non d'un parti dans l'histoire. Il leur suffit de la raconter. Ils n'enseignent pas ce que dans une chaire, montée par la passion du moment, des éclaireurs improvisés du peuple apprennent à une foule crédule ; à savoir qu'avant la révolution de 1789 il n'y avait pas de France et que la patrie n'était qu'un vain mot. Rien n'excuse d'aussi grossiers outrages à l'esprit national antérieur aux grandes rénovations du siècle dernier. Il est bon de penser que nos jeunes générations universitaires trouveront dans des œuvres magistrales une sauvegarde contre ces aberrations et qu'elles pourront continuer à honorer leur pays dans le voisinage des Grecs et des Latins.

Les richesses d'héroïsme de leur histoire ne sauraient exciter en nous le sentiment de l'envie. La comparaison avec la nôtre ne nous prépare aucun regret, mais elle ne saurait amoindrir notre admiration pour les grands hommes de l'antiquité. Proposés en exemple à nos aïeux, ils ont, n'en doutez pas, contribué à la grandeur morale de notre pays. Nos meilleurs écrivains n'ont ils pas rendu un persévérant hommage à la Grèce et à l'Ausonie ? Remontant aux origines de notre langue, n'ont ils

pas, pour le mieux connaître, étudié le génie des langues grecque et latine ?

Ils avaient conscience du puissant secours que, tout en gardant son originalité française, leur plume rencontrait dans cette noble fréquentation. Aussi leur gratitude se révèle dans les citations appropriées dont ils aiment à parsemer leurs ouvrages.

De nos jours les écrivains, les orateurs sont plus sobres de ces emprunts ; nos grands maîtres au palais y ont rarement recours ; la parole religieuse semble s'en être réservé le monopole. Je ne saurais reconnaître à ces signes la déchéance des Grecs et des Latins dans l'enseignement universitaire.

Le progrès n'est pas toujours dans le nouveau ; ne souhaitons pas, Monsieur, l'abandon de l'antique.

Les lettres, pas plus que l'art moderne, ne sauraient s'en réjouir. Pas n'est besoin d'ailleurs de cette transformation dans l'éducation classique pour augmenter l'essor des études historiques.

Elles ont obtenu vos plus chères préférences ; faisant le plus noble emploi de vos loisirs, vous les avez consacrés à la constitution de notre histoire locale.

Votre étude sur la commune de Boves a sa place retenue dans ce grand ouvrage qui sollicite les patientes investigations de nos érudits non moins que leur discernement dans le choix de narrations

relevant plus souvent de la légende que de l'histoire.

Vous leur aviez montré un courageux exemple. Ne craignant pas de vous engager dans les épaisses ténèbres du moyen âge, vous amenez à la lumière historique cette haute et puissante seigneurie commençant vers le x^e siècle pour aller de Dreux de Boves, à Hue de Rumigny, puis entrant par le mariage d'Isabeau de Rumigny dans cette grande maison de Lorraine qu'elle ne quittera plus qu'à la mort de Charles de Moy en 1678. A partir de cette époque, la terre de Boves passe entre les mains de divers grands propriétaires par voie d'achat, de succession, de saisie et nous la retrouvons en 1789 en la possession de la Maréchale de Biron.

En vous lisant, Monsieur, on oublie que le château de Boves, ses dépendances, les deux prieurés, les abbayes de Saint-Fuscien au Bois, du Paraclet des Champs ont disparu dans la poussière des siècles, et que deux grands fantômes de pierre fermement demeurés sur les hauteurs du village sont parmi nous les deux seuls revenants de l'époque féodale.

Vous réédifiez le passé ; votre étude n'est pas une sèche énumération de combats heureux ou malheureux livrés en dehors ou en dedans des gigantesques murailles. Elle contient une narration pleine de vie et de chaleur de toutes les luttes de puissance et de suprématie entre Seigneurs, Prieurs, Moines et Abbesses.

Soit que vous nous emmeniez en Palestine avec

les seigneurs appelés par les malheurs des chrétiens d'Orient, soit que vous nous conduisiez dans le midi de la France pour nous faire témoins de la sanglante participation d'Enguerrand dans la guerre des Albigeois, vous savez, dans l'ordre de vos récits, ménager au lecteur le plaisir de suivre sans fatigue la précipitation des dates et des événements.

Ceux du XIV^e siècle vous font entrer forcément dans l'histoire générale du Pays par la porte de la maison de Lorraine dont les ducs sont devenus seigneurs de Boves.

Me trompè-je en pensant que vous eussiez préféré conserver les limites plus circonscrites de l'histoire locale proprement dite, puisque cette excursion va nous faire assister aux ravages de l'Anglais dans nos contrées, à ces guerres désastreuses où tant de sang répandu n'achète pas la victoire, à ces luttes terribles entre le Roi de France et les ducs de Bourgogne, aux meurtrières dissensions de la Ligue, aux combats livrés par Henri IV aux Espagnols dans les rangs desquels l'œil attristé rencontre les seigneurs de Boves.

Vous préludiez à ce travail de l'histoire locale par les récits Picards ; c'est l'appellation que vous donnez à votre si intéressante narration des procès célèbres suivis d'exécution capitales dans notre Province, notamment de 1600 à 1665. La vie et la mort de Saint-Preuil méritaient surtout d'exercer votre plume. Vous le faites justement

remarquer, Monsieur, la période de temps qui s'écoule entre l'assassinat de Henri IV et la majorité de Louis XIV est sans contredit l'une des plus attachantes de notre histoire de France, et les années qui virent se dérouler les intrigues des Princes, les dernières guerres de Religion, l'abaissement des grands, l'agrandissement de l'omnipotence royale et les deux ministères de Richelieu et de Mazarin, nous offrent une succession aussi féconde que variée de guerriers, de diplomates d'hommes politiques, de littérateurs, d'artistes, de beautés célèbres dignes d'inspirer à tant de titres différents le pinceau de l'artiste peintre ou la plume du biographe.

François de Jussac d'Ambleville, sieur de Saint-Preuil, Mareschal des camps et des armées du Roi Louis XIII, appartient par sa naissance à la Province d'Angoumois, mais sa vie guerrière et sa fin chevaleresque ont fait de la Picardie sa patrie d'adoption.

Après avoir dans le régiment des gardes-françaises concouru puissamment à la belle défense de l'Ile-de-Rhé, vaincu le duc de Savoie et enlevé sous les regards de Louis XIII les retranchements qui défendaient le pas de Suze, fait la campagne des Cévennes sous le commandement du duc de Rohan, triomphé de la rébellion de Gaston d'Orléans et du duc de Montmorency dans le Languedoc, il combat en Picardie les Allemands et l'Espagnols, se signale devant

Corbie, Clermont, Fougères, devient gouverneur de la ville de Doullens d'où il ravitailla la place d'Arras, grâce à lui reprise sur l'ennemi. C'est ici, à Amiens, que tant de beaux services si salutaires au Pays reçurent de la main du Cardinal lui-même une récompense singulièrement accrue par les paroles dont elle fut accompagnée :

« M. de Saint-Preuil, le Roi vous donne le gouvernement d'Arras et moi cette bague, et lui passant au doigt un diamant d'un fort grand prix : si je n'étais le Cardinal de Richelieu, je voudrais être Saint-Preuil. »

La jalousie et la haine faisaient le guet : un an plus tard, après la capitulation de Bapaume, par suite d'une méprise résultat d'imprévoyances auxquelles il était étranger, Saint-Preuil chargea la garnison espagnole sortant de la ville. Le Maréchal de la Meilleraye fit de cette erreur traîtreusement exploitée contre son glorieux frère d'armes, le thème de l'accusation qui conduisit Saint-Preuil au bourreau. Dans cette ville d'Amiens, théâtre des honneurs qu'au nom de la France lui décernait le Cardinal, s'éleva l'instrument de son supplice.

Il faut suivre à travers le drame de votre récit les péripéties de ce procès qui n'eut pas de juges. A ceux qui en simulèrent l'office, il adressa des adieux emprunts d'une ironie relevée par la grandeur chrétienne.

« J'ai bien plus offensé Dieu que les hommes. Je vous remercie, Messieurs, de m'avoir donné une si douce sentence, je prierai Dieu pour vous. »

Tracé par vous, le portrait de Saint-Preuil accuse bien ses linéaments d'un relief hardi et séduisant. Ses vaillantes qualités laissaient apparaître à côté d'elles certaine facilité de mœurs dont ses détracteurs prétendirent trouver la source dans un cœur corrompu. Ces inflexibles moralistes ne veulent pas se souvenir que le pieux chevalier, ça et là entraîné par un sourire féminin, ne leur fit jamais l'offrande d'instantanés réclamés par le service du Pays. Si caressante que fût la voix qui murmurait harmonieusement à l'oreille du guerrier, la grande voix de la France dominait les plus tendres appels, les plus discrètes promesses ; il est vraiment de haute lignée dans cette noblesse du XVII^m siècle qui sut deux grandes choses : aimer et mourir. Mais elle a beau verser son sang sur les champs de bataille, ce qui lui en reste sera répandu par l'exécuteur des hautes œuvres... Ainsi le veulent les considérations d'Etat qui sont la justice du Cardinal.

En lisant cette belle vie et cette grande mort de Saint-Preuil, je comprends mieux encore Monsieur, votre plaidoyer pour l'histoire locale, La nôtre offre quelques belles pages et nous vous devons la bonne fortune de les feuilleter.

Vous voudriez, Monsieur, continuer l'œuvre dans laquelle vous vous êtes essayé avec bonheur.

Elle est utile et répond à ce sentiment par vous justement dénommé de patriotisme local, sorte de nationalité de clocher, ajoutez-vous, qui peut produire d'heureux fruits.

Si les barrières qui séparaient nos Provinces se sont abaissées devant la révolution de l'unité qui est l'âme de nos institutions modernes, nous pouvons encore sans infidélité à la grande Patrie conserver au pays de naissance l'élection du cœur, et de notre affection lui offrir des démonstrations moins éclatantes que durables.

Chacun n'est pas destiné à l'honneur de verser son sang pour le Pays, et notre dévouement envers lui peut, grâce à Dieu, se manifester autrement que sous la forme suprême du sacrifice absolu.

Beaucoup moins méritant, moins notoire, l'hommage à la cité d'un travail indépendant et désintéressé ne saurait cependant être écarté que par des mains ignorantes. Savoir admirer, et faire connaître les grands hommes de notre contrée, les célébrer en donnant à leurs noms dans l'histoire locale l'abri du souvenir reconnaissant auquel ils ont droit, c'est répandre parmi nous la semence qui peut en faire lever d'autres, c'est féconder le sol de notre Picardie au profit de la mère patrie.

La nationalité du clocher, expression heureuse, est le symbole abrégé, mais non rapetissé, des aspirations civiques que fait surgir en nos âmes le

beau nom de Patrie. Il nous la représente sous des formes plus sensibles, sollicite le cœur par de touchantes affinités, par ces multiples souvenirs, les premiers inscrits dans la fraîcheur de notre mémoire, et incessamment entretenus par la vue des murs, des maisons, des palais, de tous les lieux en un mot témoins de nos premiers pas dans la vie.

Le toit paternel, le collège, l'église sont autant d'étapes où nous prenons et laissons une partie de nous mêmes... *vivimus, movemur et sumus*, autant d'attaches dans le lien chéri desquelles nous sentons plus remuant en nous le désir d'être serviables à ce pays qui nous entoure, qui nous presse, quelque fois nous aime, à cette ville, à cette patrie qui nous apparaît sous les traits de la Famille elle-même.

La nationalité du clocher provoque en les contenant près de lui les expansions de l'amour natal, elle suscite des ambitions sereines, qui modestes et utiles comme la vôtre, Monsieur, trouvent leur aliment en elles-mêmes, et leur honneur dans la haute estime des Sociétés savantes.

CORRESPONDANCE

DE LA

MUNICIPALITÉ D'AMIENS

Pendant l'année 1792.

DISCOURS DE RÉCEPTION

DE M. RÉNÉ GOBLET

(Séance du 11 Avril 1879.)

MESSIEURS,

C'est par des excuses que doit commencer ce discours.

Vous m'avez fait, en m'accueillant dans votre Compagnie, d'autant plus d'honneur que j'avais moins sujet d'y prétendre. J'aurais dû vous en remercier sans retard, et, je n'ose dire combien de temps j'ai laissé votre règlement en souffrance,

en vous demandant d'ajourner jusqu'aujourd'hui cette séance de réception.

Ne m'accusez pourtant, je vous prie, ni de mauvaise volonté ni d'indifférence pour un titre dont je sens tout le prix. Ce long atermoiement prouve simplement combien j'étais peu préparé à le recevoir ; et c'est ce dont personne n'est plus convaincu que moi-même, je le dis en toute sincérité.

Vous avez cru sans doute, Messieurs, que le barreau d'Amiens était inépuisable. Combien de collègues éminents ne vous a-t-il pas fournis, parmi lesquels vous me permettrez de citer au premier rang et l'ancien confrère toujours si cher à notre ordre, qui a bien voulu me servir de caution, et celui dont la bienveillante amitié a si gracieusement revendiqué la tâche de m'introduire aujourd'hui parmi vous. Mais ils sont rares, les hommes qui savent, comme lui, réunir des qualités si diverses et par certains côtés si difficiles à concilier.

Tout avocat sait parler, plus ou moins ; c'est autre chose de savoir écrire, et c'est autre chose surtout qui ne s'improvise pas.

J'oserai invoquer une autre circonstance atténuante. Pour la plupart des hommes voués aux professions libérales, il y a deux périodes dans la vie : celle de l'étude qui est au commencement et à la fin ; celle de l'action, au milieu. Quand l'heure du repos a sonné, rien ne sied mieux que de revenir aux études de la jeunesse, d'y appliquer l'expérience acquise et de se réunir, comme vous le faites,

sans autre souci que celui d'un délassement intelligent et utile, pour cultiver en commun les diverses branches des connaissances humaines. Mais la période de l'action où je me trouve encore, laisse, vous l'avouerez, moins de loisirs pour ces travaux. Parler c'est encore agir ; on parle comme on agit, au jour le jour, suivant le besoin du moment, sous l'impulsion des circonstances qui vous fournissent la matière du discours. Ecrire, surtout écrire pour des lettrés, pour des académiciens, demande du temps, de l'étude, et d'abord un sujet.

J'aurais aimé, Messieurs, si j'avais eu le temps, à m'acquitter de mes obligations en étudiant, pour la faire vivre devant vous, quelque période ou quelque physionomie de notre histoire locale. Je ne sais si je me trompe, il me semble que nous ne sommes pas très-riches en documents de ce genre. Nous avons bien pour les temps anciens la savante histoire du père Daire, et pour l'époque moderne celle de M. Dusevel. Mais ces histoires d'Amiens sont, si vous me permettez de le dire, un peu sommaires, étant trop générales, et plus d'une époque de notre vie locale, plus d'une personnalité qui y a marqué sa place, mériterait d'être connue avec quelque détail. Il y a certainement dans nos archives un vaste champ pour des recherches intéressantes.

Un de nos concitoyens, membre de la Société des Antiquaires de Picardie, exprimait tout récemment la même pensée, en publiant un travail

consacré à l'histoire de la ville d'Amiens et du département de la Somme pendant la Révolution. Cet ouvrage écrit dans un esprit que je n'ai pas à apprécier, contient un certain nombre de documents précieux empruntés aux archives du Département. Celles de la Municipalité ne sont assurément pas moins abondantes en renseignements dignes d'être recueillis. Je tâcherai de m'en souvenir un jour, et peut-être pourrai-je alors mériter un peu mieux un honneur qu'aujourd'hui je dois à votre seule bienveillance.

En attendant je voudrais, sans prétention, à titre d'exemple pour ainsi dire, vous faire parcourir avec moi un document des plus curieux pour les annales de notre ville, un gros in-folio que j'ai eu occasion de feuilleter dans ces dernières années. Il s'agit du registre de Correspondance de la Municipalité d'Amiens pendant les années 1792 et 1793.

On trouve de tout dans ce registre, détails d'administration, renseignements sur les monnaies, sur le prix de la viande, sur la halle aux grains, « qui était sur le point d'être parachevée et mise à sa destination, » renseignements sur les anciens noms de rues et places de la ville, sur un certain nombre d'églises aujourd'hui détruites, et sur les couvents alors presque aussi nombreux qu'aujourd'hui ; sur l'esprit de la population qui ne souffrait pas « que l'officier commandant le poste de la garde nationale au théâtre se montrât dans la

loge de fond ou dans la première à droite ou à gauche en uniforme et chapeau sur la tête, » enfin sur les fêtes et réjouissances publiques.


J'y ai appris, par exemple, que la foire de la Saint-Jean se tenait à cette époque à l'intérieur de la halle disparue il y a peu d'années, lorsqu'on a commencé la reconstruction de l'Hôtel-de-Ville. Un certain nombre de forains se plaignaient au Directoire du Département de cet emplacement trop restreint et la Municipalité dans une lettre du 10 juin répondait qu'on y joindrait la place de la Maison commune et celle du Marché au Fil, pour-
« vu que le milieu de la place commune restât libre pour les évolutions de la garde nationale, mais que l'emplacement *du Mail*, réclamé par les forains sans doute, ne réunissait pas à beaucoup près tous les avantages du champ de foire actuel ; « que les forains n'y trouveraient ni les mêmes commodités, ni la même sûreté » et qu'au surplus les loges établies au Mail ne produiraient presque aucun revenu à la commune. C'est en 1845 seulement que la foire de la Saint-Jean, après avoir été pendant quelques années installée sur l'emplacement de l'ancien cimetière Saint-Denis, fut transportée au Mail et les prévisions de l'Administration de 1792 ne se sont pas réalisées, hâtons-nous de le reconnaître, tant au point de vue de la fréquentation des loges que des finances de la Ville. La foire d'Amiens sera longtemps encore une institution

aussi chère à la population que profitable à la Caisse municipale.

La fête « des fabricants et ouvriers de la fabrique » durait alors plus de huit jours et occasionnait des rassemblements nombreux dans les cabarets, ainsi que nous l'apprend une lettre du 7 juillet au commandant militaire pour lui prescrire de faire faire à cette occasion de fréquentes patrouilles. Enfin une autre fête avait lieu au mois d'août, qui a complètement disparu, celle de la « Chasse aux Cygnes. » « Cette fête, dit une lettre du 7 août, « au même commandant militaire entraîne la nuit « une grande affluence de peuple et souvent les « esprits échauffés par la boisson excitent des « querelles. Les différences d'opinion sont un « nouveau surcroît pour les esprits échauffés. »

Aussi prescrivait-on d'établir des gardes « à la porte de Noyon qui correspond avec la Voirie » où avait lieu cette chasse singulière.

Ces détails peuvent ne pas manquer d'intérêt, mais ce n'est, vous le comprenez, que la moindre partie de la correspondance que j'ai entrepris de vous faire connaître. Ce qu'il est vraiment intéressant d'y chercher et d'y lire, c'est le contre-coup des événements publics. Chaque jour, à chaque heure pour ainsi dire, on peut saisir l'effet produit sur la ville et la population d'Amiens. Disons-le tout de suite, il n'y a rien dans ce volume qui ne soit à l'honneur de cette population et de l'administration qu'elle avait à sa tête. En même temps



que nous voyons la ville d'Amiens s'associer de tout cœur au développement logique et nécessaire de la Révolution, nous pouvons constater la modération de ses habitants et de ses autorités envers les partis hostiles et leur patriotisme en face de l'étranger,

Parmi les noms des officiers municipaux qui administraient Amiens à cette époque, j'en trouve plusieurs qui se sont perpétués parmi nous, ou dont nous avons voulu consacrer le souvenir par des témoignages publics ; je citerai ceux de MM. Desjardins, Berthe, de La Morlière, Laurendeau. Il en est un surtout qui mérite d'être signalé, celui du maire, M. Ch.-Florimond Le Roux, dont le nom a été donné, comme celui de M. Laurendeau, à une de nos rues.

J'aurais voulu, Messieurs, pouvoir vous apporter quelques détails biographiques sur cet honnête homme qui paraît avoir, dans ces temps difficiles, exercé la plus heureuse influence sur ses concitoyens et dignement rempli la magistrature populaire qui lui avait été confiée. Je n'ai malheureusement trouvé que des renseignements bien sommaires et j'ai le regret de ne pouvoir lui rendre l'hommage qui lui est dû,

M. Le Roux était négociant à Amiens. Il avait été maire une première fois de 1779 à 1782. Dans des notes biographiques recueillies par M. François Guérard pour servir à l'histoire de la Picardie, simples bouts de papiers informes et sans liaison,

que notre collègue, M. Garnier, l'habile conservateur de notre bibliothèque, a eu la patience de collectionner et de classer, le nom de M. Le Roux figure avec la mention suivante :

« 1779. — Connue par sa fermeté pour la défense des droits de sa place et de ceux de ses concitoyens. » Les mêmes notes font mention de deux anciens maieurs du même nom : en 1229 un sieur Firmin Leroux, qui a évidemment laissé son nom à une de nos vieilles rues ; en 1261 un sieur Jean Prieur Le Roux. — Étaient-ce des ancêtres du maire de 1779 et de 1792 ? C'est ce qu'il m'a été impossible de savoir.

Toujours est-il que M. Florimond Le Roux, après avoir rempli les fonctions de maire d'Amiens de 1779 à 1782, avait été nommé par le bailliage d'Amiens député aux États Généraux en 1789. Voici la note que contient à ce sujet l'histoire de M. Dusevel : « Le patriotisme de l'assemblée bailliagère la détermina à n'honorer du titre de député que des citoyens dignes par leur dévouement et leurs lumières d'une aussi noble mission. Quatre d'entre eux furent choisis parmi les citoyens d'Amiens : c'étaient l'Evêque pour l'ordre du clergé, le duc d'Havré pour celui de la noblesse, MM. Le Roux, ancien maire, et Laurendeau, avocat, pour celui du Tiers-Etat. »

Enfin, je vois encore le nom de notre concitoyen cité dans les Mémoires de Malouet. La note qui le concerne est trop à son éloge pour que je ne la

mette pas sous vos yeux : « M. Le Roux, y est-il
« dit, ancien maire d'Amiens, député du Tiers
« pour les bailliages d'Amiens et de Ham, avait
« présidé comme doyen d'âge la première séance
« des Communes le 6 mai 1789. Cet homme
« excellent devait à l'estime de ses concitoyens
« une influence dont il fit dans ces temps désas-
« treux le plus noble usage. Il a signé le 18 sep-
« tembre 92, en qualité de chef de la Municipalité,
« le passeport de Malouët pour l'Angleterre. »

Nous ne pouvons qu'applaudir à ce témoignage ;
mais quand l'auteur ajoute « que le département
de la Somme fut un de ceux qui protestèrent contre
le 10 août, et que son conseil général avait déclaré
le 12 qu'il ne reconnaissait aucun caractère officiel
aux actes envoyés au nom du président de l'As-
semblée, » il se tromperait assurément s'il voulait
faire considérer M. Le Roux comme s'étant asso-
cié à cette protestation. Nous verrons comment la
chute de la Royauté fut accueillie par la Muni-
cipalité d'Amiens. L'ancien maire de 1792, celui qui
avait eu l'honneur de présider la première Assem-
blée de la Révolution française, est un de ces
ancêtres libéraux que leurs successeurs revendi-
quent avec fierté. En évoquant ces souvenirs, je
songeais tout naturellement à un autre glorieux
parlementaire qui, après avoir pendant bien des
années et sous des régimes divers, représenté ce
département, présidait aussi il y a trois ans comme
doyen d'âge la première séance du Sénat de la

nouvelle République. Ainsi, à plus de quatre-vingts ans de distance, le même honneur est échu à notre Picardie. Vous me pardonnerez cette digression : il y a là deux noms qu'il était juste de rapprocher et la mémoire de M. Le Roux doit être conservée parmi nous comme le sera celle de M. Gauthier de Rumilly.

Il ne paraît pas que, comme député, M. Le Roux ait eu un rôle marquant. Nous savons seulement par l'histoire de M. Dusevel qu'à l'expiration de son mandat, il en rendit compte à ses commettants avec son collègue, M. Laurendeau. M. Le Roux ne fut pas renommé à l'Assemblée législative, mais, comme maire d'Amiens, en 1792, il prit une part active aux événements ; c'est ici que je reviens à mon volume.

Ce volume commence au mois d'avril 1792, et tout de suite nous pouvons apprécier dans la conduite de la municipalité d'Amiens ce double caractère de modération et de fermeté que j'annonçais tout à l'heure. A ce moment, la monarchie était encore debout, bien que fort ébranlée ; on n'avait pas perdu l'espoir de la réconcilier avec la Constitution et les libertés publiques.

Le même esprit de confiance et de justice animait les autorités dans leurs rapports avec les membres du clergé et de la noblesse qui n'avaient pas jeté le défi à la Révolution.

Ecoutez le langage qu'adresse la municipalité à M. La Rochefoucauld-Liancourt lieutenant-géné-

ral commandant la troisième division de Rouen, à l'occasion de son intervention bienveillante dans une affaire concernant la garde nationale d'Amiens. Le maire et les officiers municipaux lui écrivent le 30 mai une lettre de remerciements qui se termine ainsi :

« C'est avec cette même sincérité que nous nous
« réjouissons de ce que Sa Majesté conserve à
« notre ville et à tout le département un digne
« descendant du grand La Rochefoucauld, l'illustre
« auteur des *Réflexions et Maximes*, l'ami de son
« roi, du grand Condé et de tout ce qu'il y avait de
« Français célèbres ; nous regarderons toujours
« comme un avantage tout ce qui rendra plus
« durable le lien hiérarchique qui nous attache, et
« que la franchise, l'amitié réciproque, l'amour
« de la Patrie, le respect pour la loi ne peuvent
« que renforcer. »

A la même date, au mois de mai, nous voyons la Municipalité repousser avec calme et réduire à leur juste valeur les dénonciations téméraires dont le clergé peut être l'objet. On avait signalé un prétendu rassemblement de prêtres munis d'armes dans le séminaire. La Municipalité fait faire une perquisition dont elle rend compte au Directoire du département et à M. Morgan commandant en chef de la garde nationale. Les commissaires n'ont trouvé : « que les individus qui habitaient
« ordinairement cette maison, et pour toutes
« armes un vieux fusil dans la chambre du

« portier. » « Il est bien important, dit la lettre
« à M. Morgan, que le défaut de réalité du bruit
« soit aussi répandu que l'avait été le mensonge.
« Nous jouissons de la tranquillité intérieure, ne
« perdons pas ce précieux avantage, concourons
« tous à le conserver. »

Plus tard, la Municipalité poussera même la sollicitude jusqu'à signaler aux membres du district qu'au cours de visites semblables dans les couvents, on a constaté dans certaines de ces maisons la présence d'amas de grains considérables qu'on avait forcé les religieuses de recevoir et qui surchargent les planchers au point de causer du danger. « La justice due aux personnes qui habitent ces maisons, et l'intérêt de la nation exigent tout à la fois qu'il soit pourvu très-incessamment à cet objet. »

Diverses lettres des mois de mai et juin nous montrent encore la municipalité prenant les mesures nécessaires pour réprimer « des mutilations commises sur les monuments étant dans la Cathédrale » par des volontaires des Côtes-du-Nord en passage dans la ville ; invitant toutes les autorités civiles et militaires à assister, le 16 mai, à la plantation de l'arbre de la liberté sur la place de la Maison commune, et le 5 juin, demandant « que les troupes prennent les armes à l'effet d'assister à la procession générale du Saint-Sacrement, et pour les honneurs à rendre sur les deux faces de la Place-aux-Herbes. »

Bien mieux, l'Assemblée ayant appelé tous les citoyens aux armes en face de la coalition menaçante des puissances étrangères, voici la lettre que la municipalité écrit le 14 juin à M. Brandicourt, premier vicaire épiscopal :

« Nous nous proposons de rassembler dimanche
« prochain, à quatre heures d'après-midi, dans
« l'église Cathédrale, tous nos concitoyens pour
« les y inviter, en exécution de la loi du 6 mai
« dernier, à voler au secours de la Patrie. Nous
« ne pouvons choisir pour une si sainte exhorta-
« tion un endroit plus convenable que le temple
« consacré à honorer la divinité. C'est en pré-
« sence du dieu des armées que nous exciterons
« nos concitoyens à combattre pour conserver ce
« qui les rend plus semblables à la divinité, la
« liberté.

« Nous savons combien vous chérissez ce rayon
« de la Divinité, et nous sommes bien assurés que
« vous vous empresserez de concourir au rassem-
« blement annoncé. Dans cette confiance nous
« n'hésitons pas à vous prier d'avancer pour ce
« jour l'heure de l'office de l'après-midi, afin que
« la célébration ne soit pas troublée par l'Assem-
« blée. Nous vous prions aussi d'annoncer ce ras-
« semblement à votre prône de dimanche prochain.
« Nous adressons la même prière à tous les curés
« des paroisses et vicaires des succursales de la
« ville et banlieue. »

Voulez-vous savoir maintenant quelle est à ce

moment l'attitude de la Municipalité vis-à-vis du Roi. Le 20 juin, les pétitionnaires des faubourgs de Paris sous la conduite de Santerre ont envahi l'Assemblée et, après plusieurs heures de scènes odieuses, ont forcé les portes des Tuileries et contraint le roi de se montrer au peuple pour protester de son attachement à la Constitution.

La Municipalité d'Amiens s'émeut à la nouvelle de cette entreprise coupable que l'Assemblée nationale s'est empressée de dénoncer à la nation. Elle rédige deux adresses, l'une à l'Assemblée nationale, l'autre au Roi, qu'elle envoie aux députés du département avec la lettre suivante :

« L'événement du 20 de ce mois nous affecte
« vivement. Les insultes faites au Roi et à
« l'Assemblée nationale retombent sur la Nation.
« Les citoyens de la capitale doivent être bien
« affligés, mais nous ne sommes pas assez injustes
« pour les confondre avec de vils séditeux. Nous
« avons cru qu'il était de notre honneur de témoi-
« gner en cette occasion à l'Assemblée nationale
« et au Roi les sentiments qu'excitent en nous et
« les sollicitudes des représentants de la Nation,
« et l'étonnante fermeté du Roi juste et honnête
« homme. Nous vous confions les adresses que
« nous leurs présentons. Qu'ils les reçoivent par
« vous, Messieurs, et ajoutez-y de vive voix tout
« ce que le véritable patriotisme vous inspire. »

Voici maintenant les deux adresses du Conseil municipal d'Amiens :

A l'Assemblée nationale.

« Représentants, législateurs de la Nation.

« Une troupe de factieux rassemblés malgré la
« défense des corps administratifs, a investi le lieu
« de vos séances et vous a arraché la permission
« de s'y introduire ; elle s'est ensuite portée avec
« irrévérence dans l'asile du chef supérieur de
« l'administration.

« Il n'est aucun citoyen des 83 départements du
« royaume qui ne doive prendre part à ces événe-
« ments ; ils intéressent la tranquillité, la sûreté,
« la dignité de la Nation entière. Si la patience
« courageuse du monarque en a imposé à ces
« séditeux, si la sollicitude de plusieurs d'entre
« vous est venue seconder sa fermeté, l'attentat
« commis envers sa personne sacrée n'en est pas
« moins criminel.

« Et ce n'est pas seulement la majesté du Roi et
« la majesté du Corps législatif qui ont été violées,
« c'est la majesté nationale elle-même.

« Quelque nombreux qu'aient été les factieux
« qui ressuscitent dans Paris les *Maillotins* les
« *Marcel*, les *Caboche*, les *Jean de Troyes*, ils ne
« composent certainement pas la capitale et encore
« moins le corps de la nation, et cependant ceux
« qui étaient à la tête de l'attroupement ont osé
« parler au nom du peuple souverain.

« La souveraineté est une, indivisible, elle
« appartient à la Nation ; aucune section du peuple,
« aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice ;
« les représentants constitutionnels de la Nation
« sont le Corps législatif et le Roi ; c'est la Cons-
« titution qui le dit.

« Les séditeux qui se sont arrogé le droit de
« parler au Corps législatif et au Roi au nom de
« la souveraineté de la Nation, ont donc attenté à
« cette souveraineté et violé la Constitution. Après
« de pareils excès, il serait peut-être opportun de
« rappeler à vos méditations les vues profondes
« exposées dans le 13^e chapitre du 3^e livre du
« *Contrat social*.

« Mais nous nous reposons avec sécurité sur
« votre sagesse toujours active, et nous nous bor-
« nons à vous présenter l'hommage de notre
« reconnaissance sincère, de nos sentiments d'ad-
« miration pour la confiance, le courage et le
« dévouement avec lesquels vous vous êtes réunis
« au Roi dans ces moments dangereux, et c'est de
« cette réunion de votre confiance réciproque que
« dépend le salut de la Patrie. »

L'Adresse au Roi et ainsi conçue :

« Sire, ce sont encore les fidèles habitants de la
« capitale des bords de la Somme, qui viennent
« vous exprimer les sentiments de douleur et
« d'admiration dont les pénètre l'outrage fait à
« votre personne sacrée dans la journée du 20 de

« ce mois, et la courageuse fermeté que vous avez
« déployée à cette occasion.

« Vous vous êtes déjà montré plus clément que
« Louis XII, vous venez de surpasser le courage
« de Henri IV. Il n'avait que des ennemis à vain-
« cre les armes à la main. Vous avez vaincu les
« factieux par votre présence, votre douceur, votre
« inviolable attachement à la Constitution.

« Que les lâches et féroces instigateurs de ces
« odieux complots ont dû être consternés à l'as-
« pect de votre étonnante fermeté ; ils ne croyaient
« pas, les âmes viles, trouver en vous le véritable
« homme juste, inébranlable dans ses principes au
« milieu des fureurs populaires, impassible au
« milieu même des ruines de l'univers s'écroulant
« autour de lui.

« Recevez nos félicitations, oui Sire, nos félici-
« tations sur ce courage vertueux et respectable
« que vous venez de montrer à toute la France et
« que nous regardons comme la preuve la plus
« frappante de votre véritable attachement à la
« Constitution.

« Recevez la nouvelle expression de nos senti-
« ments de respect, d'amour et de reconnaissance.

• LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL D'AMIENS. »

N'est-ce pas, Messieurs, que ces deux morceaux
méritaient d'être cités tout entiers ?

Vous avez pu sourire à certains passages, qui
sentent sans doute un peu trop la rhétorique.

Nos anciens administrateurs, en rédigeant ces adresses, n'avaient pas écrit sans quelque préoccupation littéraire, préoccupation qui se trahit dans une lettre du 30 juin adressée à M. Massey, député d'Amiens, pour le remercier, ainsi que son collègue M. Nobécourt, d'avoir remis leur adresse pour le Roi au Ministre de l'intérieur.

« Nous désirerions, lui écrivent ils, que le ministre accusât directement réception de cette adresse à la Municipalité; ce ne serait pas intervertir la hiérarchie; l'effusion de nos sentiments n'est pas du genre administratif. » — Ce trait n'est-il pas charmant !

« A l'égard de notre adresse à l'Assemblée nationale, la nation elle-même et l'incorruptible postérité lui accorderont cette mention honorable dont nous avons la conscience qu'elle est digne. Nous avons proposé de vous autoriser à céder aux instances qui vous étaient faites pour l'impression, la pluralité a décidé pour la négative. »

Et en post scriptum : « Le *Logographe* annonce que la mention honorable a été accordée à l'Adresse d'Amiens sur la motion de M. Chéron. Est-ce une erreur, ou M. Massey se serait-il trompé ? »

Ce post-scriptum, signé seulement de M. Brunel, pourrait bien nous révéler le véritable auteur de la rédaction. Quoi d'étonnant qu'il porte cet intérêt

à son œuvre ? C'est une petite faiblesse que des académiciens ne peuvent manquer de pardonner.

Mais laissons ce qu'il peut y avoir d'exagéré dans la forme. Aussi bien, si l'on voulait faire des comparaisons, peut-être ne faudrait-il pas remonter très haut dans nos archives pour y trouver des adresses où se rencontrerait un peu plus de mauvais goût avec moins de dignité. Dans celle de la Municipalité de 1792, nous retrouvons le langage et les sentiments de cette étonnante et admirable époque. Au milieu de ces figures un peu emphatiques et de ces invocations aux doctrines des philosophes, comme on sent bien l'élévation des cœurs animés des plus généreuses espérances et de la foi civique la plus sincère. Mais aussi avec quelle rectitude s'y trouve défini le principe de la représentation nationale et comme on voit que ces citoyens ennemis des factieux, mais dévoués à la Révolution, en défendant le Roi, en louant ses vertus, cherchent avant tout dans sa conduite la preuve de sa fidélité à la Constitution ! Ils ne l'aiment et ne le soutiennent qu'à ce prix.

Aussi, lorsqu'enfin le doute n'est plus possible sur les complots de la contre-révolution, et que les intrigues de la cour, dont la faiblesse du roi tout au moins le rend complice, vont attirer sur nous les armées de l'Europe, c'en est bientôt fait de cette confiance respectueuse dont vous venez de lire la dernière expression. Il ne reste plus de place que pour la haine de cette royauté qui trahit, et

pour l'amour de la patrie qu'il faut défendre contre l'étranger.

Plus de 100,000 Prussiens, Autrichiens et Sardes s'avançaient sur nos frontières. Le 11 juillet, l'Assemblée avait déclaré la patrie en danger. Le Conseil général de la commune d'Amiens se constitue en permanence et prend les mesures nécessaires pour mettre la garde nationale en activité permanente.

Cette garde nationale composée de plus de 3,000 hommes et commandée, nous l'avons vu, par M. Morgan était animée du meilleur esprit. Mais il lui manquait des armes et des habits. Au mois de mai, la Municipalité avait écrit au président de l'Assemblée nationale et aux députés de la ville pour réclamer des armes. « Nous pouvons assurer, » disait-elle, que la bonne discipline de notre garde « nationale, son attachement à la loi et à la « liberté lui méritent le témoignage de confiance « que nous sollicitons depuis si longtemps. »

Le 26 juillet suivant, la Municipalité rendait compte au Directoire du département de ses démarches infructueuses pour obtenir des canons. Le ministre n'ayant pas pu en accorder, on avait décidé d'en commander quatre aux ateliers de Chaillot ; mais chaque canon aurait coûté 1,800 fr. et l'affût autant ; « puis il avait y encore une « condition bien autrement importante : c'était « celle de payer à l'instant de la livraison. » L'impossibilité d'exécuter cette dernière condition avait

fait ajourner la question. On avait fini par essayer trois petits canons de bronze provenant du château d'Heilly qui avaient été reconnus en bon état, et « des citoyens bien intentionnés se proposaient « d'ouvrir une souscription pour les faire monter « sur affût. »

La garde nationale, ainsi armée tant bien que mal, devait assister à la fête civique de la fédération le 14 juillet, « mais elle ne pouvait y paraître « avec la dignité convenable, dit une lettre du 4 « de ce mois, si les tambours des cinquante compagnies n'étaient habillés, ainsi que le tambour « major. » Aussi écrivait-on au receveur municipal pour lui demander des fonds : « Pouvons-nous « disposer des fonds qui proviennent de la foire de « la Saint-Jean-Baptiste ? A quoi en est le recouvrement des arbres ? »

On faisait flèche de tout bois, comme vous voyez. Au surplus un fait révèle l'état de détresse de la caisse municipale : On avait dû supprimer l'éclairage de la ville, ce que la correspondance appelle « l'illumination publique ; » et la municipalité en était réduite à solliciter du gouvernement un secours de 50,000 fr. à prendre sur partie des biens nationaux aliénés, « les circonstances actuelles « du danger de la patrie exigeant la reprise de ce « service que les entrepreneurs ne voulaient pas « reprendre si on ne leur payait leur arriéré. »

Mais si l'argent fait défaut, les cœurs sont à la hauteur de la situation. A peine saisit on la trace

de quelques désordres parmi la multitude qui se presse sur la place du Marché-au-Blé, auparavant et depuis la place Périgord, « pour se faire délivrer le bled du gouvernement exposé en vente. »

Cette garde nationale si insuffisamment armée a déjà donné des preuves de sa valeur en envoyant dans le Nord un bataillon de volontaires à qui la Municipalité adresse, le 24 juillet, la lettre suivante :

« Concitoyens, frères d'armes, la fidèle renommée nous a appris comment vous vous étiez comportés à Orchies. Vous avez défendu ce poste avec toute la bravoure, le courage, le sangfroid et la constance la plus admirable ; vous vous êtes montrés dignes de cet ancien nom qui rappelait tout à la fois des idées de franchise, de valeur et de loyauté. Recevez les félicitations, les éloges, les remerciements de vos concitoyens et de vos frères d'armes. »

Ce nom si glorieusement soutenu, si je ne me trompe, Messieurs, c'est le nom Picard ; il n'a rien perdu de son antique signification.

Le 7 août, la Municipalité reçoit du Directoire du Département une Adresse qui soulève l'enthousiasme, « Votre Adresse du 3 de ce mois nous a été adressée officiellement hier mardi 7 après-midi. Nous en avons fait faire la lecture au Conseil municipal ; elle a enlevé les applaudissements de tous les membres de la séance. Recevez l'expression sincère de nos sentiments

« d'admiration et de reconnaissance. Vous faites
« éclore dans tous les cœurs la noble ardeur de la
« défense de la Patrie, l'amour des lois, le respect
« pour les autorités constituées. Nous concourrons
« de tout notre pouvoir à réaliser toutes les idées
« du bien public que vous inspirez et nous sommes
« bien assurés que c'est la récompense la plus
« digne qui puisse vous être offerte. »

Le lendemain, on publie avec le concours de toutes les Autorités, sur la grande place du Marché-aux-Herbes, la proclamation annonçant que la Patrie est en danger. Le dévouement des citoyens répond à cet appel, et l'on s'enrôle en masse, si nous en jugeons par une lettre du 9 au commandant en chef de la garde nationale, demandant qu'on donne des ordres à la garde nationale qui fait le service près le bureau d'enrôlement, pour qu'il n'y ait jamais sur l'estrade du bureau que les seules sentinelles de faction, « afin d'éviter l'embarras qui obstrue la circulation de ceux qui montent et qui descendent. »

C'est au milieu de cet élan patriotique que survient la journée du 10 août. L'assemblée nationale décrète la suspension provisoire du roi et la réunion d'une Convention nationale.

Cette mise en interdit, prélude de l'abolition de la royauté, est bientôt connue en province. A Amiens comme partout, la nouvelle, si préparée qu'y fussent les esprits, n'en cause pas moins une émotion profonde. Les notables composant, avec

la municipalité, le Conseil général de la commune, sont convoqués d'urgence le 14 ; parmi eux figurent : M. Le Roux, fils du maire, et M. Laurendeau. On décide, pour répondre à l'impatience populaire, de publier la loi du 10 août, et le lendemain la municipalité, répondant à des observations du Directoire du district que cette publication lui avait attirées, lui écrit :

« Nous avons cru devoir faire publier hier la
« loi du 10 août relative à la suspension du pouvoir
« exécutif. Nous l'avons fait pour satisfaire aux
« désirs impatients du peuple, sur un exemplaire
« que le Département avait remis aux députés
« que nous lui avons envoyés pour lui exprimer
« la nécessité de cette publication : il y avait
« autorisé la Municipalité. »

Quelques jours après, le Directoire du département était suspendu, puis destitué, et le maire d'Amiens, M. Le Roux, était chargé de la notification de ces deux arrêtés.

Vous voyez, Messieurs, que, si le Conseil général du département a protesté contre le 10 Août, l'attitude de la Municipalité a été toute différente et qu'en ceci encore elle s'est trouvée d'accord avec les vœux de la population.

Voici au surplus l'Adresse qu'elle envoyait le jour même à l'Assemblée nationale et qui ne peut laisser de doute sur ses propres sentiments.

« Législateurs, le despotisme osa soulever
« encore sa tête hideuse ! La Liberté a donné le

« signal d'une lutte nouvelle et les Français, pour
« la seconde fois, ont terrassé le monstre. Grâces
« immortelles aux invincibles enfants de la
« Liberté, grâces aux courageux représentants
« d'une nation qui veut à tout prix être libre.
« Nous adhérons à la Convention nationale et ce
« sera le vœu de tout l'Empire, car il n'y a plus
« d'esclaves. Nous jurons avec vous de maintenir
« à jamais la Liberté, l'Egalité, ou de mourir en
« les défendant. »

Quelques semaines après, quand la Convention nationale proclama l'abolition de la royauté, le conseil général de la commune s'empressa de s'associer à cet acte en lui envoyant une nouvelle adresse et en faisant publier officiellement, avec l'assistance de toutes les autorités civiles et militaires, le procès-verbal de la Convention. Pour tous les patriotes, la royauté était condamnée. Lorsqu'un membre de la Convention avait voulu réclamer une discussion solennelle pour une motion de cette importance. — « Qu'est-il besoin
« de discuter, avait-on répondu, quand tout le
« monde est d'accord ? » — Et l'abolition avait été votée aux applaudissements de l'Assemblée tout entière et des tribunes. « La royauté n'est
« plus ; Vive la République ! répondait le conseil
« général de la commune d'Amiens. Vivent les
« hommes énergiques de 1792, qui font à la France
« un si beau présent ! Oui, les Français fiers de ce
« nom superbe de républicains sauront le mériter ! »

Cependant cette attitude décidée de la Municipalité ne suffisait pas à prévenir toutes les défiances.

Comme il arrive toujours dans de semblables moments de crise, quelques agitateurs, plus ardents que les administrateurs investis de l'autorité officielle, cherchaient à exciter la population. Des conciliabules secrets se tenaient notamment à l'église Saint-Leu. Déjà dans les premiers jours de juillet, la Municipalité avait écrit à M. Galand, fils aîné de M. Galand, ancien maire, pour lui reprocher « la tenue d'une assemblée irrégulière dite Assemblée de Commune. » Le curé de Saint-Leu lui-même favorisait ces menées, bien qu'il fit partie du Conseil général de la Commune.

Le 16 août, le Conseil général de la Commune lui écrivait qu'il se voyait avec peine privé de sa présence et de ses lumières. « Cette privation lui
• a paru d'autant plus remarquable, disait-il, qu'il
• a lu votre nom dans le nombre des citoyens qui
« étaient assemblés mardi dernier dans l'église
« Saint-Leu. Il nous a chargés de vous inviter à
« être plus assidu à ses séances. Il y en a une
« indiquée à aujourd'hui 16, à cinq heures précises
« après-midi ; nous vous recommandons de ne
« point y manquer. »

Le 23, nouvelle lettre par laquelle on réitère au curé de Saint-Leu l'invitation de se rendre aux séances du Conseil.

« Quand la patrie est en danger, lui écrit on,
• chaque citoyen doit-être à son poste, et d'après

« les suffrages dont vos concitoyens vous ont
« honoré, votre poste est au Conseil général de
« la Commune. »

Il est probable que le curé de Saint-Leu n'obéissait pas à ces injonctions, mais, au contraire, ces dissidences avaient pour résultat de désorganiser le pouvoir régulier en écartant du Conseil général de la commune certains de ses membres qui se croyaient plus particulièrement suspectés. Je veux citer ici tout entière une fort belle lettre écrite à ce sujet le 1^{er} septembre à MM. Brunel et Laurendeau :

« Nous vous requérons en vertu de l'article 9
« de la loi du 10 août dernier, et au nom du salut
« de la Patrie, de venir remplir vos fonctions
« d'officier municipal en vous rendant aujourd'hui,
« onze heures du matin, à la maison commune
« pour y assister au Conseil général. L'opinion
« des citoyens qui s'assemblent à Saint-Leu n'a
« jamais pu vous ravir la confiance ni l'estime de
« la cité entière. C'est de la cité que vous tenez
« vos fonctions ; cette opinion partielle improuvée
« authentiquement par le Conseil général peut
« encore moins vous relever du serment que vous
« avez prêté de remplir vos fonctions. C'est donc
« au nom de la Cité, de la Loi, de la Patrie et du
« Salut public, que nous vous sommons de venir
« à votre poste. Vous y trouverez des collègues
« qui vous chérissent et qui vous rendent la jus-

« tice de vous trouver dignes de les seconder
« dans ces moments critiques. »

On ne pouvait mieux dire, mais on fit mieux encore, et, sentant bien qu'au milieu de semblables événements, les administrateurs de la Cité ne pouvaient utilement conserver leurs fonctions qu'à la condition d'être assurés de la confiance de leurs concitoyens, les membres de la Municipalité crurent devoir les convoquer pour les inviter à manifester leur opinion.

Ils rendaient compte de cette convocation au ministre de l'intérieur dans une lettre du 4 septembre « à l'égard de la confiance, disaient-ils, « nous avons le sentiment intime que nous la « méritons, mais nous ne sommes pas sûrs qu'elle « nous soit universellement accordée à tous et par « tous, et nous avons voulu interroger nos concitoyens à ce sujet en convoquant les dix sections « de la commune. Nous joignons ici un exemplaire « de la convocation. »

Le 9 septembre, les commissaires des sections s'assemblèrent à la Maison commune, pour procéder au recensement du scrutin. Par un scrupule des plus honorables, les membres du Conseil général de la Commune ne voulurent prendre aucune part à cette opération, et ils écrivirent au Directoire du district pour le prier de nommer parmi les membres un ou plusieurs commissaires pour assister au recensement et en constater le résultat. Ce que ce scrutin a produit, je ne puis

vous le dire exactement. Le 14, je trouve une lettre de la Municipalité à Messieurs du Département, pour demander qu'on fasse connaître le résultat du vote qui a eu lieu par suite de la

« motion des citoyens qui s'assemblent à Saint-
« Leu, tendant à mettre en doute la confiance du
« peuple envers le Conseil général de la Com-
« mune. »

Mais il paraît probable que la réponse n'avait pas été complètement satisfaisante si l'on en juge par une nouvelle lettre du 26, à MM. du Conseil général du département : « Nous vous adressons,

« écrit la Municipalité, un acte du Conseil général
« d'hier, qui contient des représentations et des
« considérations bien importantes au maintien de
« la tranquillité intérieure. Il s'agit de savoir si le
« Conseil général de la commune ne doit pas être
« renouvelé en entier pour assurer la paix de la
« cité. Nous sommes également prêts à faire le
» sacrifice de notre délicatesse au maintien de
« cette paix, et de notre désir de retraite si la loi
« ne l'autorisait pas. » .

En dépit de ces tiraillements et de ces difficultés, les membres de la Municipalité restés à leur poste continuaient à remplir leurs devoirs jusqu'à ce qu'ils en fussent relevés, sans se départir un instant de la règle de conduite qu'ils s'étaient tracée.

La loi ayant confisqué les biens des communautés religieuses, un décret du 7 août avait prescrit l'évacuation de toutes les maisons encore

occupées pour être mises en vente le 1^{er} octobre.

La Municipalité en informe les nombreux couvents de femmes existant à Amiens, Ursulines, des Moreaucourt, de la Providence, de la Visitation, Saintes-Claire, Carmélites, Sœurs-Grises. Là encore elle sait allier à la fermeté nécessaire la modération et les égards dus aux personnes. On devine même un certain regret de la mesure qu'il s'agit de faire exécuter.

« Mesdames, écrit-on le 12 septembre à la
« supérieure et aux religieuses des Saintes-Claire,
« personne ne respecte plus que nous vos vertus
« et votre exemplaire piété, et nous compatissons
« bien sincèrement à la peine que vous ressentez.
« Mais vous savez que nous ne sommes que les
« organes de la loi et qu'il n'est pas en notre pouvoir
« de la modifier. En vous résignant à son exécution,
« vous mériterez encore devant Dieu et vous
« continuerez à maintenir la paix parmi nous. »

L'exercice du culte par les prêtres constitutionnels rencontre des obstacles. A l'Hôpital, ni les religieuses, ni les pauvres n'ont assisté à la messe dite le dimanche par un chapelain assermenté. Le peuple en est informé, on craint du trouble à l'Hôpital le dimanche suivant. C'est à M. Laurendeau que le Conseil fait appel pour tâcher de prévenir une agitation dangereuse.

« La première mesure à tenter serait de décider
« les religieuses à mener les pauvres à la messe
« du prêtre constitutionnel et pour y exhorter ces

« Dames le Conseil a fait choix de vous. Il a pensé
« que vous pourriez les amener à cet acte de paix
« et de charité qui assurerait la tranquillité de
« toute la Ville et leur propre sûreté. Nous vous
« prions donc de vous y rendre sur-le-champ avec
« Monsieur Baron administrateur, d'exhorter, de
« presser ; si vous réussissez tout sera dit. Mais si
« vous trouviez de l'opiniâtreté, il y aurait d'au-
« tres mesures de sûreté à prendre. »

De même, le 31 octobre, on écrira aux « citoyen-
« nes connues sous le nom de sœurs de la
« Providence, qu'elles ne peuvent continuer
« l'enseignement public qu'à titre individuel et
« non plus sous la forme d'association, que dès
« lors elles sont astreintes à prêter le serment
« civique » et on leur enjoindra de venir prêter
ce serment à l'audience de la Municipalité, dans
la salle de la Maison commune, en leur rappelant
« que tous costumes religieux sont abolis et
« prohibés. »

De même encore, le 7 novembre on avertira les
religieuses de l'Hôtel-Dieu « de ne plus affecter de
« fuir, lorsqu'un prêtre constitutionnel vient
« administrer un malade. Vous concurrez par
« ces mesures, ajoute la lettre, au maintien de la
« paix. »

Mais du moment où les membres du clergé se
conforment à la loi, la Municipalité se montre
prête à leur donner son concours dans tout ce
qu'ils peuvent réclamer de juste. C'est ainsi qu'à

la demande du citoyen Brandicourt, premier vicaire épiscopal, elle écrit le 16 octobre au commissaire à la formation des bataillons de volontaires, pour l'inviter à ne plus réunir ses bataillons dans l'église Notre-Dame : « Il n'est pas dans l'ordre de la loi, dit-elle, que les édifices consacrés au culte religieux servent à d'autres usages qui n'y ont point d'analogues ; » et l'on indique en conséquence comme lieu de rassemblement le bâtiment vacant qui était ci-devant l'église Saint-Michel.

Mêmes tempéraments en ce qui regarde les émigrés et l'application des lois les concernant. Au mois d'avril se trouve une lettre à M. Morgan commandant en chef la légion de la garde nationale, pour lui demander des documents établissant que son fils ne doit pas figurer sur la liste des émigrés. « Nous sommes bien loin, y est-il dit, de chercher à grossir cette liste. » Une loi du 15 août avait prescrit que les parents d'émigrés ne pourraient s'absenter sans permission, et devraient se présenter à la municipalité à toute réquisition. Nous avons les noms des personnes à qui la municipalité donne cet avertissement le 26 septembre. On les avait d'abord astreintes à se présenter tous les dimanches à la municipalité ; mais le 27 octobre, une lettre les informe que « sur des représentations faites au Conseil général de la commune, elles seront tenues de se représenter seulement une

« fois par semaine, devant le Comité permanent,
« à la Maison commune, au jour et à l'heure qui
« leur seront commodes. »

J'ai tenu, Messieurs, à vous montrer par ces exemples la modération dont avait constamment fait preuve la Municipalité, tout en veillant à la stricte exécution des lois de la Révolution, même de celles au sujet desquelles elle pouvait éprouver des scrupules d'ailleurs respectables. Je veux vous faire juger maintenant, de l'énergie qu'elle sut déployer pour l'armement des citoyens et la résistance à l'ennemi.

Vous avez déjà vu ses efforts pour armer la garde nationale. L'ennemi maintenant foule notre territoire. La Municipalité va redoubler de zèle et s'adresser à la fois au ministre de la guerre et au ministre de l'intérieur de qui elle a particulièrement sujet d'espérer un accueil favorable.

Ce ministre était M. Roland qui avait fait déjà partie du ministère Girondin, congédié par le roi au mois de juin, à la suite de la fameuse lettre attribuée à M^{me} Roland et que son mari avait lue en conseil des ministres devant le roi lui-même. Vous savez tous les liens qui rattachaient M. Roland à notre ville par les fonctions qu'il y avait exercées d'abord, et surtout par son mariage avec l'amie des demoiselles Cannet. Qui de nous n'a lu ou parcouru du moins, cette correspondance recueillie et publiée par un de vos anciens collègues M. Aug. Breuil, dans laquelle M^{lle} Philpon s'épan-

chant librement avec ses anciennes compagnes de pension, leur raconte avec autant de sincérité que de grâce et souvent d'éloquence, ses impressions de jeune fille, ses enthousiasmes, ses études, la transformation de ses sentiments et de ses convictions qui devaient faire d'elle un jour la digne et forte compagne du ministre républicain et l'une des plus nobles figures de la Révolution.

Lorsque M. Roland, après le 10 août, était rappelé au ministère de l'intérieur, il était naturel que la Municipalité d'Amiens saluât son retour aux affaires. C'est ce qu'elle fit par la lettre suivante, datée du 16 août :

« A M. Roland, ministre de l'intérieur,

« Les regrets de toute la France vous ont
« accompagné dans votre éloignement du minis-
« tère. Son intérêt et ses vœux vous y rappelaient
« et jamais vos talents et vos vertus civiques ne
« lui furent plus nécessaires que dans ce moment.
« Les magistrats d'une ville qui vous a possédé
« autrefois dans son sein, et qui vous a connu sous
« les rapports de l'homme estimable et utile, ne
« vous féliciteront point d'une élévation qui ne
« peut vous flatter que parce qu'elle vous met en
« mesure de réaliser les vues de bien public que
« vous aviez conçues sans pouvoir les exécuter.
« Ils s'empressent seulement de vous témoigner
« les hautes espérances qu'ils conçoivent pour
« leurs concitoyens et la patrie entière, de votre

- nouvel avènement au ministère sous l'empire
- nouveau de la Liberté et de l'Egalité. •

La municipalité avait témoigné de sa confiance dans les vertus civiques du ministre. Le 5 septembre elle lui écrit en même temps qu'au ministre de la guerre pour réclamer huit pièces de canon. Le même jour, elle adresse la même demande au président de l'Assemblée. Après avoir constaté les dispositions énergiques des habitants d'Amiens, la lettre poursuit ainsi :

« Messieurs les commissaires de l'Assemblée
« nationale que nous avons eu le bonheur de
« posséder, ont électrisé tous les cœurs. Des
« enrôlements nombreux, des souscriptions abon-
« dantes pour l'armement des généreux défen-
« seurs de la patrie et pour secourir les épouses
« et les enfants qu'ils abandonnent, ont été les
« fruits de l'éloquence patriotique de ces législa-
« teurs. Mais le zèle, le patriotisme, la bravoure
« ne suffisent pas s'ils ne sont pas secondés puis-
« samment par l'artillerie. »

En attendant l'artillerie, on fabrique des piques. Le 7, la municipalité envoie au district le procès-verbal d'adjudication de 3,000 piques. Le même jour, elle adresse un nouvel appel aux officiers et gardes nationaux.

« Vous avez offert de l'argent, des armes, des
« secours aux épouses et aux enfants des citoyens
« dévoués à la défense de la patrie. Il ne vous
« reste plus qu'à vous dépouiller pour les vêtir.

« Nous vous conjurons de donner encore une
« preuve extrême de dévouement. Otez vos
« uniformes, couvrez-en nos frères qui en man-
« quent et que nous ne retenons que par ce défaut
« d'habits ; ils voleront sur le champ sous les
« drapeaux de la Liberté. »

Le 9, lettre aux vicaires des faubourgs et de la banlieue pour qu'ils excitent les habitants à concourir avec ceux de la ville à la défense de la Liberté et de l'Egalité. « Ils ne peuvent mieux y être invités, dit la lettre, que par votre voix pastorale. »

Le 10, on a obtenu du ministre de la guerre l'autorisation de se faire délivrer par le commandant d'artillerie à Boulogne, « deux pièces de canon du calibre de quatre avec leurs affûts et ustensiles. »

On en avise l'officier, et on écrit à la municipalité de Boulogne pour la prier de veiller à la délivrance de ces pièces.

Deux pièces de canon ! C'est bien peu pour mettre ces citoyens dévoués en mesure de faire face au danger qui s'approche ; il ne s'agit pas seulement d'attendre l'ennemi, mais d'aller à sa rencontre, et si insuffisamment armée que fût la garde nationale, on lui a enlevé une partie de ses canons pour équiper des bataillons de volontaires.

« Le danger de la Patrie et les progrès des
« Prussiens sur le territoire français ont excité
« l'ardeur de nos jeunes concitoyens. Tous se sont

« empressés d'offrir leurs bras ou leur fortune à la
« défense générale. Ce même zèle s'est manifesté
« dans toutes les communes de notre département.

« De tous côtés, une jeunesse active et pleine
« de courage est venue abonder dans nos murs,
« mais la plupart des citoyens étrangers à notre
« ville manquaient d'armes et nous nous sommes
« occupés de leur en fournir en retirant, confor-
« mément à la loi, les armes de notre garde
« nationale....

« Depuis que l'armée prussienne est entrée en
« France, des dangers plus voisins de nous se sont
« manifestés : Lille est menacée, les généraux et
« les commissaires de l'Assemblée nationale nous
« ont requis et invités de leur faire passer des
« gardes nationaux.... »

On ne peut envoyer des gardes nationaux sans
armes, poursuit la lettre, et d'un autre côté, on
destine les volontaires à être envoyés sur Reims,
tandis qu'ils ne seraient pas moins utiles du côté
du Nord. « Nous vous demandons, citoyen, de
« vouloir bien destiner pour le Nord les volon-
« taires de notre Département qui sont dans nos
« murs et qui doivent être armés avec des fusils
« de notre garde nationale, et même d'étendre
« cette disposition à tous les volontaires qui s'or-
« ganisent dans les autres villes du département
« de la Somme. Il serait peu naturel que nos
« concitoyens portassent leurs armes vers le
« centre, tandis que le Nord réclame leurs secours.

« Veuillez, citoyen, répondre à notre vue dans le
« plus bref délai. »

En attendant ce qui sera décidé pour les volontaires, la municipalité convoque les citoyens de la garde nationale dans l'église Cathédrale, « à l'effet
« de les inviter de voler au secours de leurs frères
« de Lille bombardée par l'armée autrichienne. » Elle invite les membres du Conseil du département et ceux du district « à venir exciter leur zèle par leur présence. »

L'appel a été entendu. Le 3 octobre la Municipalité adresse la circulaire suivante aux huit commandants de bataillons de la garde nationale dont voici les noms : Galland l'aîné, Poullain, Cotte, Lefebvre, Grandin, Le Roux fils, Dorsemieux, Croquoison, Falise :

« Nous vous prions de vouloir bien veiller au
« complément des différentes compagnies de votre
« bataillon qui se dévouent à la défense de nos
« frères de Lille, d'en faire dresser les états....
« de recevoir tous les habits et autres vêtements
« que les citoyens domiciliés dans votre arrondissement donneront pour l'habillement, et de
« requérir de ceux qui ne se destinent point à
« marcher, la remise des fusils appartenant à la
« Nation, pour en armer ceux qui doivent partir...
« Nous vous observons que les compagnies ne
« doivent pas recevoir dans leur sein des citoyens
« qui ont déjà contracté des engagements, tels

• que les volontaires, parce qu'ils ont une destination particulière.

Le 4, on invite les administrateurs du district et du département à assister à la revue, qui aura lieu le lendemain, à huit heures du matin, sur la place de la Maison commune, « des citoyens qui partent pour Lille, et à la conduite que la Municipalité s'est engagée d'en faire jusqu'au dehors des portes. »

Ce détachement, au moment où il quittait Amiens pour se rendre à Arras, où il devait recevoir des ordres, se composait d'un peu plus de 400 hommes. Mais les partants voulaient, paraît-il, contraindre un certain nombre de leurs concitoyens, plus hésitants, à se joindre à eux. La Municipalité intervient. Le 5 octobre elle adresse au citoyen Grandin, commandant le 4^e bataillon, les observations que voici :

« Nous sommes informés que des gardes nationaux qui ont conçu le dessein généreux de se porter à la défense de Lille, veulent contraindre d'autres citoyens de les suivre, et que même, il a été usé de menaces contre quelques-uns d'entre eux. Nous vous prions de vouloir bien rappeler aux compagnies que toutes menaces et toutes violences les rendraient infiniment coupables, et nous vous requérons même de mettre sous votre sauvegarde ceux qui pourraient en être l'objet. »

Mais, si l'on ne peut forcer à partir ceux qui ne

s'offrent pas d'eux-mêmes, il n'est pas juste du moins de leur laisser des armes nécessaires aux hommes de bonne volonté ; aussi la municipalité invite-t-elle les commandants des huit bataillons à rassembler les fusils, les gibernes et les sabres appartenant à la nation, « qu'ils sont en droit de
« retirer des mains des citoyens qui ne veulent
« pas marcher à la défense de leurs frères de Lille.
« Le détachement parti manque de quelques-uns
« de ces objets, et il en sera besoin encore pour
« d'autres citoyens qui se disposent à partir. »

Le détachement paraît s'être élevé en effet au chiffre de 800 hommes, c'est ce qui résulte des documents suivants.

Il ne fut pas appelé à dépasser Arras ; grâce à l'attitude héroïque de la ville de Lille, l'ennemi se retirait. Le 7, la Municipalité adresse cette lettre aux citoyens frères et amis, officiers municipaux de la ville de Lille.

« Citoyens, frères et amis, les dangers qui vous
« ont menacés et qui semblent s'éloigner de vous,
« ont excité la plus grande sollicitude de la part
« de nos concitoyens et de la nôtre. Nous nous
« sommes occupés de vous envoyer des forces ;
« huit cents hommes, l'élite de notre garde nationale, s'est mise en marche le vendredi cinq de
« ce mois, pour vous porter le secours de leurs
« bras, et nous comptions que leur prompt arri-
« vée dans vos murs vous apprendrait cette
« disposition ; mais nous sommes informés que le

« général de l'armée du Nord leur a donné l'ordre
« de s'arrêter à Arras, en attendant qu'il leur
« désignât le lieu où ils doivent se rendre pour
« former son escorte, à l'instant où il fera lui-
« même son entrée à Lille. Des nouvelles plus
« heureuses, et notamment celle qu'on nous a
« donnée de la retraite de l'ennemi de dessous
« vos murs, nous fournissent l'occasion de vous
« féliciter et de vous payer le tribut d'éloges que
« votre courage et celui de tous nos frères de
« Lille vous ont mérité. Nous vous informons que
« nous ne nous étions pas bornés à une stérile
« admiration ; nous eussions désiré partager vos
« dangers et vous aider à repousser les vils
« esclaves qui ont prétendu vous faire subir le
« joug des despotes. Puissent nos concitoyens vous
« accompagner dans la poursuite de ces brigands,
« et cueillir avec vous les lauriers qui vous atten-
« dent sur leur territoire ! »

La Municipalité informe le ministre de la guerre de l'envoi de ce détachement de la garde nationale au secours de Lille. Elle en fait part également au président de la Convention nationale dans une lettre qui se termine ainsi :

« Si nous vous en informons, citoyen, ce n'est
« que pour vous donner occasion d'apprendre à
« toutes les nations que tous les Français ne for-
« ment qu'une grande famille de frères, tous dis-
« posés à s'entre-secourir, à partager tous les
« dangers, tous fermement résolus à verser la

« dernière goutte de leur sang, plutôt que de subir
« le joug d'un despote. »

Si cet effort s'est trouvé pour cette fois sans objet, il faut du moins qu'il profite à la Ville pour obtenir les secours en argent qu'elle attend depuis si longtemps. La Municipalité s'adresse à cet effet, le 8 octobre au général La Bourdonnaye, commandant à Arras, qui a pu juger de l'élan du détachement qui lui a été envoyé. Elle demande qu'on lui confie un certain nombre de vieux fusils de réforme existant dans « les magasins d'artillerie
« de Hesdin, Arras et autres villes des départements du Nord et du Pas-de-Calais, » et « que
« l'on négligeait, parce qu'on pensait qu'ils n'é-
« taient pas susceptibles de réparations, ou par le
« défaut d'armuriers... Nous vous proposons d'en
« envoyer dans cette ville la plus grande quantité
« qu'il sera possible ; nous avons des armuriers
« qui les répareraient et les mettraient en état de
« service...

« Il y a actuellement dans notre ville 1,700 hommes tout habillés qui n'attendent que des fusils,
« et ces hommes, arrivés de toutes les communes
« du département, accoutumés aux travaux de
« l'agriculture, à une vie sobre, simple et réglée,
« seraient d'excellents défenseurs de la patrie, de
« bons grenadiers. L'on y attend encore dans peu,
« 1,200 autres venant aussi des campagnes. »

Après un tel déploiement d'activité, on comprend que la Municipalité se soit émue de se voir

contraindre par les administrateurs du département à dépouiller les gardes nationaux armés d'une partie de leurs fusils, pour les remettre à une compagnie de volontaires étrangers. Elle cède à l'injonction qui lui est faite par ce Directoire nouvellement nommé, mais non sans plaintes.

« Nous avons déféré, dit-elle, malgré l'inopportunité du temps, malgré les motifs puissants qui militaient contre cette remise. La hiérarchie du pouvoir que nous respecterons toujours nous en faisait un devoir. Nous l'avons rempli, mais un autre devoir, aussi sacré, nous impose l'obligation de remettre sous vos yeux les mêmes motifs nonobstant lesquels vous avez déployé toute la suprématie d'autorité. »

Suit une longue protestation dans laquelle on rappelle les efforts faits pour armer la garde nationale qui aurait pu être de 4,000 hommes et en compte à peine 2,400, dont les trois quarts ne sont pas armés. On rappelle également l'envoi du détachement à Lille d'où il n'est pas encore revenu, les services ordinaires et extraordinaires faits par la garde nationale.

« Et c'est dans ces circonstances, c'est après l'exposé que nous avons fait, que vous avez persisté à les dépouiller encore d'une partie du peu qui leur restait, et dont ils font un usage si louable. Nous vous le dirons avec cette franchise qui nous caractérise et qui sied à des hommes libres, vous compromettez la sûreté

« intérieure de la Cité, la vôtre personnellement,
« celle du dépôt de nos archives, celle entière du
« département. S'il survenait une insurrection,
« avec quelle force serait-il possible de la répri-
« mer ? Comment avec le peu d'armes qui reste à
« notre garde nationale, pourrait-elle espérer d'aller
« rétablir l'ordre dans les campagnes ? Une cen-
« taine de piques confiées à cette garde nationale
« peuvent-elles lui tenir lieu de ces fusils ? Serait-ce
« avec cette arme qu'elle en imposerait à des per-
« turbateurs munis d'armes à feu ?

« Nous avons déféré à votre arrêté d'hier, mais
« ce n'a été que par respect, que pour donner
« l'exemple de la soumission ; ce n'a été qu'à
« regret et nous vous le déclarons, que sous votre
« responsabilité ! »

Et la lettre se termine en invitant les adminis-
trateurs à joindre leurs instances à celles du
Conseil de la commune pour lui faire obtenir des
fusils du gouvernement.

Messieurs, cette lettre est un modèle. Elle a dû
être écrite par M. Le Roux et je comprends pour-
quoi M. Guérard a pu dire de lui « qu'il était connu
par sa fermeté pour la défense des droits de sa
place et de ceux de ses concitoyens. »

Mais la Municipalité ne se contente pas de pro-
tester. Elle envoie la copie de cette protestation
au ministre de la guerre par l'intermédiaire du
citoyen député, M. Saladin : « Vous verrez, lui
« dit-elle, que le Directoire du département, encore

« tout neuf, a déployé sur nous toute son autorité,
« pour dépouiller notre garde nationale d'une
« partie du peu d'armes qui lui restent. »

Cependant le siège de Lille était décidément levé. Le 15 octobre, la Municipalité en félicite le Conseil général de la Commune de cette ville.

« Citoyens, vous êtes enfin délivrés des enne-
« mis féroces qui incendiaient vos foyers et vos
« temples. Recevez-en les sincères félicitations de
« vos frères. Nous avons reçu un exemplaire du
« journal du bombardement ; nous le déposons
« dans nos archives comme un monument glo-
« rieux de votre constance inébranlable et du
« courage héroïque qui honore à jamais la cité de
« Lille, qui lui méritera la reconnaissance de la
« Nation, l'estime des peuples et les éloges de la
« postérité. Recevez aussi l'assurance du tendre
« attachement qui nous rendait communs tous vos
« dangers, et qui nous fait partager avec joie la
« satisfaction de votre heureuse délivrance. »

Le détachement qui était parti d'Amiens à la défense de Lille, revient alors dans nos murs. La Municipalité écrit au citoyen Crépin Boury qui le commandait pour connaître l'heure de l'arrivée, afin que le Conseil général de la commune puisse se porter à sa rencontre ; et le 22, elle invite les administrateurs du Département et du District à se joindre à elle, « si leurs occupations leur per-
« mettent de jouir de ce plaisir. »

La garde nationale partie avec tant d'empresse-

ment au premier appel méritait ces honneurs. Nous savons par sa conduite à Orchies que s'il l'avait fallu, elle aurait aussi dans cette circonstance fait noblement son devoir. Cet épisode si honorable pour nos concitoyens et pour la municipalité, termine l'administration de M. Le Roux et de ses collègues.

Vous vous rappelez, Messieurs, comment à la suite de la consultation provoquée par les dissidents de Saint-Leu, le Conseil général de la commune avait exprimé le désir d'être soumis à un renouvellement. Un décret du 22 septembre avait donné satisfaction à ce désir en prescrivant le renouvellement de tous les corps administratifs municipaux et judiciaires. De nouvelles élections devaient donc avoir lieu ; on s'y préparait, et je ne puis résister au plaisir de citer à ce sujet un détail qui me paraît aussi tout à l'honneur des hommes de cette époque.

Un citoyen Gauthier, directeur de la poste aux lettres, candidat à ces élections, sollicitait de la Municipalité une attestation favorable. La Municipalité lui répond par une lettre du 16 octobre : « Nous n'osons, par délicatesse, vous
• accorder le certificat de gestion que vous nous
• demandez. Ce serait concourir de notre part à
• une sorte de captation auprès des électeurs qui
• doivent se décider par leurs propres lumières.
• Dans toute autre circonstance et pour tout autre
• destination, nous nous ferions un plaisir de rendre
• justice à votre gestion exacte. »

Voilà des scrupules dont riraient bien certains hommes de notre temps. Vous penserez avec moi, Messieurs, que cette manière d'entendre la liberté du suffrage universel est des plus louables et qu'il y a là une excellente tradition qu'on ne saurait trop encourager.

Mais les élections ne se faisaient pas. Chose étonnante, le Directoire du département, ce Directoire encore tout neuf, n'était pas pressé d'y faire procéder ; et c'étaient les administrateurs en fonctions qui hâtaient le moment de déposer leur mandat.

Le 15 octobre, ils écrivent au représentant Saladin et au ministre de l'intérieur Roland, pour lui faire part des difficultés qu'ils rencontrent pour parvenir au renouvellement du Conseil.

« Le Directoire du département y apporte des entraves, il a sursis par son arrêté du 13 à la convocation que nous avons faite des dix sections de la Commune pour procéder à ce renouvellement. »

Ils donnent le même avis à la Convention nationale, et par un sentiment de loyauté que vous apprécierez également, ils informent les membres du Directoire de ces démarches. « Nous faisons imprimer et publier votre arrêté du 13, lui écrivent-ils le 15 ; après avoir ainsi déféré à votre arrêté, nous vous adressons la délibération par laquelle nous avons cru devoir soumettre la difficulté au ministre de l'intérieur et à la

- Convention nationale elle-même ; c'est ainsi que
- nous concilions toujours la subordination légale
- avec la liberté du citoyen. •

Le 23, ils priaient les administrateurs du district et du département de nommer des commissaires à l'effet de vérifier l'état de situation de la caisse patriotique que la municipalité avait établie pour recevoir les dons et souscriptions des citoyens.

- Nous vous prions, disaient-ils, de ne point différer à faire cette nomination, afin que nous
- soyons en état de terminer cette partie de notre
- tableau de situation, avant la cessation de nos
- fonctions qui ne peut plus être bien éloignée. •

Bientôt après en effet, M. Leroux et ses collègues étaient remplacés dans l'Administration municipale d'Amiens.

Le 26 décembre, les dix sections de la Commune étaient convoquées à l'effet de procéder au renouvellement du Conseil municipal, et le 28 une lettre du Conseil général de la Commune informait le citoyen Lescouvé qu'il venait d'être nommé maire. M. Le Roux, qui avait repris la Mairie en 1792 à l'âge de 75 ans, mourait l'année suivante, le 16 décembre 1793, dans sa maison de la rue des Capucins à Amiens.

Permettez-moi cependant, avant de le quitter, une dernière citation qui vous donnera la juste mesure de ses sentiments et de ses opinions.

A la fin du mois d'octobre un de ses collègues, nommé Jérosme, avait reçu par la poste un écrit

intitulé « Journal de la République française, par Marat, l'ami du peuple, député à l'Assemblée nationale. » Il s'était empressé de le communiquer à la Municipalité qui adresse à ce sujet la lettre suivante au président de la Convention :

« Après en avoir entendu lecture, nous avons
« trouvé que le titre de cet écrit, non plus que
« ceux que s'attribue le prétendu auteur, ne con-
« venaient ni à l'un ni à l'autre. Ce n'est point-là
« un journal de République, et encore moins de
« la République française, c'est un écrit propre à
« produire l'anarchie et la subversion de toute
« société. L'auteur ne peut jamais être regardé
« comme l'ami du peuple qu'il cherche à plonger
« dans les plus grands désordres, il ne mérite
« point non plus celui de député à la Convention
« nationale, et quand il serait vrai qu'il le fut
« effectivement, ce serait un motif de plus pour le
« dénoncer à la Nation entière. »

Je ne puis mieux faire que de m'arrêter sur ce jugement et de clore ici un travail beaucoup trop long. Aussi bien nous sommes parvenus à une heure redoutable. L'année qui va s'ouvrir restera la plus terrible de notre histoire et sera longtemps encore un sujet de controverses passionnées.

Je n'aborderai pas ce terrain. Certes, en m'admettant parmi vous, Messieurs, vous avez montré que, loin de céder à cet esprit particulier qu'on impute volontiers aux sociétés comme la vôtre, et qui leur est si funeste, vous saviez ouvrir largement

vos rangs à toutes les opinions. Ce serait mal reconnaître votre libéralisme que d'en abuser pour introduire ici des polémiques irritantes.

Mais j'ai cru que je pouvais sans froisser aucune susceptibilité, ouvrir librement devant vous ces quelques pages de notre histoire locale pendant l'année 1792. Il n'est pas, selon moi, dans notre vie nationale, d'époque dont nous ayons plus le droit de nous enorgueillir. Sans doute elle ne fut pas pure de toutes violences ; des crimes furent commis que personne ne voudrait justifier. Mais si vous considérez l'ensemble de la Nation, quel feu sacré l'anime tout entière !

Ce qui domine dans le peuple et chez ses représentants à tous les degrés, c'est, avec l'ardent amour de la liberté et de l'humanité qui a fait la Révolution française, l'énergie du patriotisme triomphant de tous les ennemis ligués contre elle.

Tel est le spectacle que donne la France transformée, et dont vous retrouverez les principaux traits à Amiens, sans aucun excès qui les dépare. Il me paraît difficile de lire la correspondance que je viens de parcourir avec vous, sans se sentir pénétré d'affection et d'estime pour les hommes qu'elle nous fait connaître, pour ces administrateurs honnêtes, désintéressés, patriotes, en qui l'on ne peut surprendre d'autres mobiles que le respect de la loi et l'amour du bien public,

J'ai pensé, Messieurs, qu'il ne serait pas non plus sans intérêt pour vous de trouver dans ces

souvenirs la preuve que, durant cette période de périls, notre population avait su se montrer digne par sa fermeté et son dévouement de l'ancien renom que sa Municipalité lui rappelait avec un légitime orgueil, et dont elle n'a pas dégénéré depuis.

Loin de moi l'espérance d'avoir par cette étude hâtive justifié le long crédit que vous aviez bien voulu m'accorder. Peut-être cependant ne serait-elle pas tout à fait inutile si j'avais réussi à exciter votre curiosité en vous indiquant une source d'informations où d'autres pourront puiser avec plus de profit que je n'ai su le faire pour l'honneur de cette Académie et de notre ville d'Amiens.

RÉPONSE

AU DISCOURS DE RÉCEPTION DE M. RÈNÉ GOBLET

PAR M. G. DUBOIS.

(Séance du 11 Avril 1879.)

MONSIEUR,

Ne vous excusez pas de la tardiveté de votre entrée parmi nous ; le vrai coupable n'est-il pas celui qui a l'honneur de vous présenter le salut de bien-venue ? J'étais déchu du droit de vous répondre par l'expiration du temps pendant lequel l'Académie m'avait appelé à présider ses travaux, et je ne dois le privilège de vous recevoir qu'à une délégation momentanée des attributions de notre directeur. Cette sorte de résurrection transitoire de ma fonction disparue m'impose un devoir dont l'accomplissement m'apparaît en même temps doux et difficile, prêtant à ma parole l'autorité de l'Académie elle-même, au nom de laquelle j'élève ici la voix.

Lorsque abusé par l'excès de votre modestie vous paraissent chercher les titres de votre naturalisation parmi nous, j'éprouve l'embarras du choix entre ceux qui vous désignaient aux suffrages de cette Assemblée.

Le beau langage n'a pas besoin d'être domicilié dans le livre pour créer des droits à l'attention de l'Académie.

L'écrit est-il donc l'unique manifestation sous laquelle les productions de l'esprit prennent droit de cité dans les lettres ? Elles seraient ingrates si elles excluaient de leur empire ceux qui, comme vous, Monsieur, estiment que l'art de persuader emprunte une partie de ses forces au respect de la forme, et que la grammaire des écrivains doit gouverner la parole appelée aux échos de la publicité. Il n'est point d'ailleurs indispensable, votre discours l'apprendrait à ceux qui l'ignorent, d'avoir été un disciple assidu de l'art d'écrire pour être initié à ses plus charmants secrets.

C'est vers un art voisin du culte des lettres que la profession d'avocat tout d'abord a incliné vos plus chères préférences. Armé pour la lutte devant la Justice, votre langage ne dédaigna jamais le secours d'une correction d'où le naturel exclut le sentiment de l'apprêt, et votre discussion juridique se déploie tour à tour dans l'élégance ou la finesse de développements contenus par le dessin ferme et délicat de vos plaidoiries. Ces rares avantages, dus sans doute non moins au travail qu'à vos aptitudes

natives, viennent de vous inspirer une réflexion où la malice semble côtoyer la vérité :

Tout avocat suivant vous, Monsieur, sait parler ; vous vous empressez justement d'ajouter : plus ou moins. De cette déclaration ingénieuse quel confrère pourrait s'émouvoir ? Beaucoup, j'en suis sûr, useront du libéralisme de votre appréciation, et grâce à l'indépendance, je ne dis pas au désintéressement de leur option, dans la réticence du plus ou moins, s'arrêteront au premier des deux adverbes Hélas ! vous avez raison, Monsieur, si nous savons parler, pour la plupart, c'est plus ou moins ; c'est que, comme vous le dites, la parole est l'acte de l'avocat au jour le jour, elle est la traduction extérieure de cette muette activité qui, retenue dans le labeur du cabinet, se venge des longs silences en répandant sous le regard du juge les flots plus ou moins tumultueux d'un verbe abondant.

Chez vous, Monsieur, la fécondité chaleureuse surgit sous une forme qui semble une nouvelle marque de votre déférence pour vos auditeurs. Votre parole n'emprunte point sa pureté à la recherche, et cependant elle apparaît constamment, si je puis ainsi dire, en tenue de visite, digne de l'accueil que lui réservent les hôtes de la Justice. Elle est vraiment belle et enviable, n'est-il pas vrai ? Monsieur, cette profession qui nous permet d'apporter dans les méditations de la magistrature le poids de nos efforts indépendants à l'égal des arrêts qui les consacrent ou les repoussent. Ce

permanent exercice des facultés de l'esprit, cette mise en œuvre quotidienne des ressources de l'expression au service des intérêts privés en guerre dans le Prétoire, prédisposent plus particulièrement les élus à l'examen de questions plus élevées par leur généralité comme par la grandeur du but. Les habitudes contractées dans la vie militante du barreau, ses penchants à l'interrogation, à la controverse, à la critique, l'avocat les transporte dans les graves intérêts qui sollicitent sa réflexion. Quel empire exerça sur vous dès votre naissance à la vie de discussion la mobilité des destinées du pays ? Alors qu'elles reposaient sur un trône où le principe d'une autorité restauratrice s'était installé souverainement, vous leur souhaitiez d'autres assises.

La vivacité de vos fermes impressions apparaissait dans un langage que colorait la flamme de vos brûlantes aspirations. Vous appeliez de tous les vœux d'une âme éprise la large intervention de la liberté dans l'organisme constitutionnel, et vous pensiez dès lors que les forces motrices du progrès civilisateur, loin d'en être diminuées, recevraient un nouvel accroissement de l'adjonction plus puissante du souffle démocratique.

D'immenses infortunes ont hâté l'avènement du régime de vos espérances. Oh ! je le sais, Monsieur, ce n'était pas dans un pareil berceau que vous attendiez l'apparition du nouveau-né, enveloppé de langes couverts du sang de la Patrie vaincue, non

encore diminuée. Cet enfantement prématuré coûtait à la pureté de votre patriotisme.

Au renouvellement de nos institutions il fallait des serviteurs nouveaux ; vous fûtes enlevé à la barre. La dignité des hautes fonctions qui venaient vous trouver en vous plaçant à la tête du Parquet de la Cour d'Amiens, ne compensait pas le deuil qu'elle répandait sur la confraternité de l'ordre, mais, en montant au siège de Procureur général, vous pressentiez le terme prochain de votre infidélité. Vous adressant aux magistrats : « Une pensée, disiez-vous, domine même mon dévouement à la République, c'est la ferme volonté de ne laisser de mon passage à ce parquet que des souvenirs dont la magistrature ait droit de s'honorer », et, vous tournant vers vos confrères de la veille : « C'est parmi vous que l'on acquiert le plus précieux des biens, l'esprit d'indépendance, et je sens bien aujourd'hui que rien ne fortifie dans une élévation soudaine comme de se sentir prêt à y renoncer sans faiblesse et sans hésitation. Vous le voyez, je ne vous quitte pas sans esprit de retour. Conservez moi une place dans vos rangs et sachez que si les circonstances m'y ramènent, c'est avec bonheur que je retrouverai ma vieille robe d'avocat. »

Vous avez tenu parole à la magistrature et vous en avez reçu un précieux témoignage ; il vous venait d'un haut esprit vivifié par un grand cœur.

Vous nous fûtes rendu, mais partiellement. A vrai dire, vous aviez quitté votre poste de procu-

reur général pour celui que vous assignait le suffrage populaire dans l'Assemblée chargée de construire le nouvel édifice constitutionnel ; si la direction de l'action publique vous offrait dans le service des lois les moyens de seconder les tendances, de fortifier les essais, d'accentuer les efforts du gouvernement nouveau, la réserve inhérente aux fonctions magistrales imposait son frein modérateur à l'élan de vos désirs vers une association plus active à la gestion des grands intérêts nationaux.

Vous entrâtes dans l'arène politique à l'heure tristement solennelle où, sur un sol mouvementé dans ses entrailles, vous aviez le mandat d'asseoir les sécurités de l'avenir. L'œuvre des Constitutions est familière, hélas ! à notre pays ; la rapide succession de ces établissements qui, tour à tour, se promettent la vie, n'est trop souvent que la démonstration de leur ruineuse précarité. Qui donc y déposera enfin le germe de la durée ? Au monument que vous alliez élever, la sincérité de votre caractère, la probité de vos déclarations, indiquaient la pierre que vous apporteriez. Différentes cependant étaient les carrières d'où furent extraits les éléments coopératifs de cette nationale entreprise. Aussi, au cours de l'édification, des dissentiments naquirent sur l'inscription caractéristique de sa forme et sur l'appellation que comportait son ordonnance.

L'émotion fut grande. Ce n'était point là en effet,

monsieur, une vaine querelle de mots ; le nom baptismal révélerait avec clarté les voies désormais tracées aux destinées politiques du pays ; l'adage judiciaire « la forme emporte le fond » transportait sa puissance dans la solennelle délibération de l'assemblée nationale ; le nom de la République en sortit et la France fut placée sous son gouvernement.

Si les changements à introduire dans les lois et les institutions pour les mettre en harmonie avec la nouvelle forme constitutionnelle, devenaient le labeur redoutable assigné aux efforts de la majorité, les difficultés de cette œuvre novatrice vous trouvaient muni de l'énergie et du zèle dont nous fûmes les témoins non indifférents. La foi en la cause que l'on défend, l'équité des moyens hardis pour assurer son triomphe, le courage de placer au-dessus des sympathies de l'amitié le principe de ses croyances, voilà de grandes forces, monsieur ; elles ont été les vôtres ; orateur, vous y avez joint une parole élégante sans coquetterie, vigoureuse sans emportement, sarcastique sans méchanceté. Aussi ses premiers accents dans l'Assemblée surent commander la curieuse attention, non-seulement de la fraction dont vous êtes un des échos les plus autorisés, mais encore de tous les collègues auxquels les pénétrantes ardeurs de votre parole n'inspiraient qu'un regret, celui de les voir dirigées contre les hauts et résistants remparts du passé.

L'élection de la magistrature consulaire fut le point de mire de vos débuts à la tribune. Dès les commencements de la juridiction commerciale, les nécessités de son fonctionnement, la composition du tribunal, l'entente de lois spéciales, les tempéraments de leur application élevant souvent les usages à la hauteur de commandements législatifs, d'autres considérations encore firent naître l'idée de poser l'élection à la base de son organisation. Mais le droit d'élire conféré aux commerçants ne l'était pas à tous indistinctement ; les seuls commerçants notables en jouissaient, et la reconnaissance de cette notabilité qui créait comme une autre noblesse au sein du Tiers-Etat des marchands, était confiée à l'administration. Un projet de loi soumis à l'Assemblée remit à une commission spéciale la mission antérieurement dévolue au pouvoir préfectoral. Vous vous demandâtes, Monsieur, de quelles garanties indispensables pour exercer ce choix se trouvaient dépourvus les citoyens à qui le suffrage universel conférait le droit plus considérable de désigner les législateurs eux-mêmes, et l'élection par le suffrage à deux degrés fut la seule concession au moyen de laquelle l'amendement que vous vous chargiez de soutenir tentait de rapprocher les dissidents.

« La notabilité, disiez-vous, ne peut émaner que du libre témoignage de l'opinion publique, seule compétente à cet effet, et doit sortir de l'élection elle-même. » La réforme que vous réclamiez se

cantonnait, il est vrai, dans la juridiction consulaire, mais son triomphe n'était-il point par la nouveauté de vos aperçus et en dépit des conditions exceptionnelles des tribunaux de commerce, une sorte de jour de souffrance ouvert sur l'édifice de la Justice française, et l'annonce indirecte de l'avènement de l'élection dans la constitution de notre grand corps judiciaire ? Je ne saurais commettre l'imprudence de prolonger ce point d'interrogation ; il sied mieux à l'honneur de ma fonction de la renfermer dans les horizons plus modestes de la narration, de constater la franchise des allures de votre harangue, l'ingénieuse justesse de vos remarques sur le droit du commerçant à la notabilité et l'enchaînement logique de vos déductions dans la voie de votre amendement. Si le vote l'a repoussé, il n'a pas détruit la vigueur de votre argumentation ; l'entrée de l'orateur dans la lice parlementaire a tenu les promesses de l'avocat.

Votre traversée dans les premiers rangs de la magistrature avait provoqué vos réflexions sur son organisation ; aussi lorsque l'Assemblée, sans vouloir en ébranler les fondements, tenta d'y introduire certaines réformes concernant la nomination et le mode d'avancement des magistrats, vous avez jeté dans ce grand débat les combinaisons d'un système qui, restreignant les entières prérogatives du Pouvoir exécutif, ne le laissait plus seul maître du décret de nomination. Vous demandiez que le gouvernement n'exerçât désor-

mais son choix que dans le cercle tracé par les désignations préalables de deux commissions prenant leurs éléments, l'une dans les représentants les plus élevés de la magistrature, l'autre dans les chefs des Facultés de droit et du barreau et parmi les présidents de Chambres des avoués et des notaires siégeant au chef-lieu de la Cour. Les limites de cette réponse m'enlèvent la liberté de rappeler le développement des détails soigneusement agencés dans votre amendement, dont cependant je puis dégager l'esprit. Ce qui vous touche, monsieur, c'est l'élévation pressentie du corps judiciaire lui-même dans des garanties plus amples encore à donner aux justiciables. Le désintéressement et la hauteur du but que vous poursuivez vous font insensible aux représentations des magistrats, si les sacrifices réclamés doivent être le prix d'améliorations à introduire dans l'administration de la Justice. Votre discours atteste à nouveau comment les plus hautes questions se maintiennent sous votre parole dans la sphère sereine des principes que vous défendez, soutenu par une conviction indépendante qui vous garde de toute défaillance et des écarts de la personnalité.

Depuis l'âge où pour la première fois j'entendis prononcer le mot de Politique, sous les régimes si différents acclamés, choisis ou subis par la France, au milieu des aspirations de la bourgeoisie, de la démocratie, j'ai toujours distingué celle qui se for-

mulait en ces termes : le gouvernement à bon marché. Je ne sache pas de plus louable dessein que celui de transformer en une réalité populaire le rêve des travailleurs obligés de prélever sur leur épargne les frais d'entretien de l'autorité publique qui veille sur eux. Inutile de chercher ailleurs le mobile de votre présence à la tribune dans le débat sur la révision des pensions civiles accordées à d'anciens fonctionnaires politiques.

Il s'agissait de la régularisation des crédits supplémentaires ouverts à cet effet par des décrets pendant la prorogation de l'Assemblée nationale.

Les pensions soumises à la révision avaient-elles le caractère d'une véritable dette de l'Etat? Étaient-elles protégées par l'autorité de la chose jugée?

La solution négative à donner à cette double question fut la thèse sur laquelle vous avez répandu les provisions juridiques d'une argumentation non moins souple que vigoureuse. Vous rappelez que l'économie de nos lois comporte deux catégories de pensions parfaitement distinctes ; dans la première sont rangées celles qui constituent un véritable droit, concédées à la généralité des fonctionnaires de l'Etat en vertu des dispositions de la loi du 9 juin 1853 et payées par leurs bénéficiaires au moyen d'une retenue opérée sur leur traitement ; dans la seconde, celles qui ne constituent pas de droit, accordées aux fonctionnaires de l'ordre politique et ne subissant pas de retenue.

Le besoin éprouvé, telle est pour vous, Monsieur, a première condition de la réclamation du fonctionnaire politique ; que si le décret d'octroi d'une pension vous est opposé sous l'autorité de la chose jugée, vous élevez le droit de révision au dessus du décret auquel vous refusez cette autorité ; le ministre, dites-vous, n'a pas statué sur un litige en matière contentieuse, et en l'absence du litige vous cherchez vainement le juge. Il faut entendre le fouet de votre satire ; comme il éclate sur ces infirmités pensionnées qui permettent à leurs bénéficiaires de redevenir des préfets valides, sauf, au cas de nouvelle infidélité de l'administration, à reprendre les consolations accordées par l'Etat aux maux qu'ils avaient oubliés. Dispensateur des ressources du budget, vous êtes impitoyable envers ceux qui cherchent leurs inscriptions au Grand-Livre dans les mensongères infortunes de leur santé, non épuisée d'ailleurs au service de l'intérêt public. Votre succès fut grand et légitime, Monsieur ; deux voix lui manquèrent pour qu'il obtint la consécration du vote ; deux voix en moins c'est beaucoup il est vrai, quand une en plus suffit à assurer la domination des plus décisifs événements. Ainsi le veut la loi du nombre ; aussi, dans un pays soumis aux arrêts de la majorité, importe t-il tout d'abord d'écarter du suffrage les causes de corruptibilité qui pourraient en vicier la source.

Une élection dans la Nièvre, soumise au contrôle de l'Assemblée, y provoqua la nomination d'une commission d'enquête concluant à l'invalidation. Cette commission, dont vous faisiez partie, ne pouvait confier à une parole plus sûre dans ses attaques le soin de dévoiler les équivoques à l'aide desquelles des électeurs avaient cru obéir à l'appel même du chef de l'Etat, quand ils écoutaient la voix de l'Appel au peuple. Sur ce terrain de la moralité de l'élection et du respect dû à la liberté du verdict, vous aviez le droit, Monsieur, de vous montrer sévère ; aussi le blâme que vous infligiez à l'élu provisoire, tout en empruntant un regain d'énergie à l'opinion de celui que vous combattiez, puisait sa force victorieuse dans cette chaleur d'âme que communique à l'orateur la pratique des principes dont il poursuit les contempteurs.

Les honneurs judiciaires, politiques, administratifs, devaient tour à tour réclamer, sans jamais les appauvrir, les ressources de votre activité. Ils vous sont toujours apparus escortés des devoirs qu'ils créaient à cette sereine ambition de l'utilité publique non altérée chez vous par l'alliage du sentiment personnel.

Malgré l'indépendance des intérêts municipaux considérés dans leur propre domaine au regard de la direction politique du pays, ils y touchent par de certains et grands côtés ; d'ailleurs l'esprit d'unité qui étend son empire sur l'administration générale, départementale, communale, tend à

rapprocher les éléments qui appartiennent plus spécialement à chacune d'elles. Quoi d'étonnant que les électeurs qui vous envoyaient à l'Assemblée aient compté sur les libéralités de votre dévouement et que le pouvoir vous ait investi de la première dignité municipale !

Les sollicitations de diverse nature qui assiègent le gérant de la cité au milieu de ses conseils, peuvent le rendre quelquefois incertain sur la mesure de la satisfaction à donner aux questions remises à sa tutelle. Un discernement que ne saurait troubler aucune vue mesquine, une ferme droiture non exclusive de la conciliation étaient les gages de la lumière que vous apporteriez dans cette grande administration. Je ne saurais vous y suivre. Ce n'est pas, Monsieur, qu'aucun de vos honneurs soit étranger à l'Académie sur laquelle au contraire ils projettent quelque chose de leur éclat ; mais la nature même de ces fonctions surtout délibératives laisse dans l'ombre les aspects de vos facultés littéraires. Cependant, c'est pour ainsi dire à l'exercice de ces fonctions que nous devons l'étude historique qui forme la trame de votre discours. Répondant aux interrogations de votre esprit de recherche, les archives de la Mairie vous ont offert des pages à la lecture desquelles votre civisme s'est ému, retrouvant en elles le dépôt originnaire des idées rénovatrices qui, à peine sorties des spéculations de la philosophie, préparaient leur empire au sein même de nos institutions.

Les feuilles que votre discours détache de ce registre de correspondance de 1792 appartiennent à l'histoire du pays lui-même, et le motif qui vous a invité à les découvrir devant nous est trop honorable pour que vous en enveloppiez l'expression dans une sorte de précaution oratoire.

Qui donc dans cette enceinte n'accueillerait avec une fierté reconnaissante ces expansions de l'amour du pays et de la haine de l'étranger, débordant des cœurs qu'ils remplissaient dans des adresses dont le caractère officiel ne diminue point la spontanéité, sentiments sacrés que le génie de la France maintient vivaces au milieu des divisions de ses fils, dans les manifestations et les modes de leur dévouement à la Patrie. Vous le dites d'ailleurs avec une haute raison, Monsieur, l'Académie ouvre ses rangs à toutes les opinions ; me sera-t-il permis d'ajouter : parce qu'elle ne les connaît pas. Toutes d'ailleurs n'ont-elles pas droit aux mêmes égards lorsque, sortant d'une âme française, elles s'appuient sur la liberté fondamentale, celle des consciences diversement guidées par les clartés que la nature elle même nous envoie, sauf à la culture intellectuelle et morale, ou au jeu de la passion ; à en mesurer l'étendue ? Loin donc de pouvoir froisser aucune susceptibilité, votre tribut d'entrée nous apporte un contingent de connaissances que personne ici ne saurait dédaigner sans encourir le reproche d'ingratitude.

Comment demeurer indifférents à la participation

de notre cité, aux péripéties à jamais mémorables qui marquèrent l'année 1792 ? Comment ne pas écouter au milieu des mâles satisfactions de son être le récit de tant de vertus civiques ligüées contre les entreprises de hordes étrangères ? Comment ne pas s'indigner avec vos ancêtres, lorsqu'ils envoient au monarque la protestation de leur respect, j'allais dire de leur amour, envers celui qui a vaincu les factieux par sa douceur et son inviolable attachement à la Constitution ? Ils n'évoquent la mémoire de Louis XII et de Henri IV que pour placer au-dessus de leur légendaire popularité l'impassibilité de Louis XVI aux prises avec l'insolence démagogique transportant l'emblème de son affreuse souveraineté sur la tête d'un roi de France !

Quelle respiration de la franchise picarde dans ce langage de nos anciens Ediles ! J'aime ses allures jusque dans leur exagération un peu naïve ; j'y vois la confession plus entière de leur culte pour les libertés publiques ; combien ils sentent le danger dont les menace l'outrage à la personne du souverain en qui elles s'incarnent sous la sauvegarde de leur alliance avec l'autorité royale ! Je connaîtrais mal la droiture et la largeur de vos appréciations, si le respect des sentiments qui les inspire pouvait retenir sur mes lèvres l'expression de ma préférence pour cette adresse à l'encontre de celle qui fut envoyée depuis au président de la Convention.

Dans celle-ci vos ancêtres se disent fermement résolus à verser la dernière goutte de leur sang plutôt que de subir le joug d'un despote.

Cette transformation si rapide, vous nous l'expliquez, Monsieur, en disant que les intrigues de la Cour, dont la faiblesse du Roi tout au moins le rendait complice, allaient attirer sur nous les armées de l'Europe.

Les plus sévères en leur sincérité contre Louis XVI n'ont pas été au-delà ; mais dans ce pacifique asile de toutes les opinions, n'est-il plus permis de se demander si l'attitude du souverain fut celle d'un despote ? Depuis le jour où, reconnaissant solennellement le pouvoir de l'Assemblée des représentants, Louis XVI avait paru dans son sein, déclarant qu'il venait se fier à elle, ses concessions successives n'apportaient que les successifs démembrements de son autorité. Le silence des Peuples est la leçon des Rois, avait dit Mirabeau, préparant ainsi la réception de la première visite royale ; mais depuis la mort de Mirabeau, la leçon venait non plus du silence, mais le plus souvent de vociférations extérieures qui faussèrent, quand elles ne l'étouffèrent point, l'expression des délibérations nationales.

L'offense dont au 20 juin l'Assemblée n'avait su préserver le Roi, était le trop humiliant présage de la journée du 10 août. S'attaquant d'ailleurs au principe d'autorité qu'ils avaient cependant défendu d'abord contre leurs propres empiète-

ments, les représentants livraient un perpétuel assaut à la Constitution monarchique. N'avait-elle donc reçu aucune consécration nouvelle des libertés au-devant desquelles elle s'était avancée ?

Non, ce n'était point le despotisme qui inspira les timides résolutions de Louis XVI, et si, autour de lui le principe de son pouvoir violemment ébranlé chercha des défenseurs au dehors, le roi de France n'avait-il donc pas, lui aussi, une liberté à défendre, liberté constitutionnelle, liberté publique, liberté française en un mot, placée par l'histoire à l'avant-garde de toutes les autres, celle du prince ne courbant point devant les sommations de la violence une tête qu'on ne put abaisser qu'en la faisant tomber.

Mais, si convaincu que l'on puisse être de l'intérêt gouvernemental qui s'attachait au maintien du pouvoir de la royauté, du jour où l'étranger avait l'insolente prétention de s'interposer dans le règlement de nos destinées, sa présence sur nos frontières devait rencontrer confondue dans les mêmes rangs toute notre population picarde, républicaine de la veille ou royaliste du lendemain. Chez elle la cité d'Amiens peut avoir plusieurs bannières ; contre l'étranger elle n'en a qu'une.

Un mouvement électrique armant notre cité fit de presque tous ses enfants autant de défenseurs du pays ; à près d'un siècle de distance, il anime le beau récit que nous venons d'entendre et nous communique les pratriotiques impressions fami-

lières à votre âme. Il est bien à vous, Monsieur, de placer sous nos yeux ces précieux documents qui élèvent dans nos cœurs la mémoire de nos anciens magistrats municipaux.

La protestation de M. Le Roux contre l'enlèvement des armes des gardes nationaux pour les remettre à une compagnie de volontaires étrangers, méritait par la virile assurance de ses représentations les honneurs du rappel qu'elle obtient dans votre discours ; elle concilie suivant sa correcte expression « la subordination légale avec la liberté du citoyen, » belle définition de nos devoirs ; il convenait à M. Le Roux de nous la donner, sachant si noblement les remplir.

Parmi toutes les prescriptions révolutionnaires dont il fut l'intermédiaire légal, combien soulevèrent les résistances intérieures de cet esprit si ferme, mais en même temps si humain ! Lorsque le décret du 7 août commanda l'évacuation de toutes les maisons occupées par les communautés religieuses, son langage à la supérieure des Saintes-Claire laisse assez entendre quels regrets assiégeaient l'agent obligé d'une semblable expulsion ; la modération de M. Le Roux apportait à l'inflexibilité de ces mesures des tempéraments qui, dans l'application des ordres reçus, épargnaient à ceux ou celles qu'ils frappaient les inutiles rigueurs d'une brutale exécution.

« Rien ne fortifie dans une élévation soudaine comme de se sentir prêt à y renoncer sans fai-

blesse et sans hésitation ; » la pensée qui vous dictait ce noble langage habitait aussi en votre ancien prédécesseur. Soumis au décret prescrivant le renouvellement de tous les corps administratifs, municipaux et judiciaires, loin de briguer les suffrages pour la continuation de son mandat, M. Le Roux eut un seul souci, celui de sauvegarder l'indépendance des électeurs, en écartant des urnes les ombres de la captation. Ses concitoyens avaient le devoir de respecter les fatigues de ce vaillant administrateur et de ne pas épuiser une vie qui s'était consacrée à leur utilité. Lui-même, j'en suis sûr, a béni sa retraite, elle lui a permis de voir de moins près le spectacle offert par l'année funèbre.

Vous aussi, monsieur, vous préférez vous arrêter à ce feuillet du registre de la correspondance de 1792 ; en le tournant vous rencontreriez des taches de sang. Ce volume, dont nous vous devons la connaissance, ouvre à l'histoire locale une source nouvelle. Heureuse fut l'idée d'y aller puiser pour en faire couler devant nous les ondes agitées. Elles ne sont pourtant pas pas tellement troublées qu'en se penchant sur elles, plus d'un n'y suive sa propre image, croyant retrouver celle d'un ancêtre. La figure de M. Le Roux avait pour vous, Monsieur, d'invincibles attraits ; le premier avènement de l'ère républicaine rencontrait en lui un de ces administrateurs dont la semence levant parmi nous produit ici l'un de ses

plus dignes successeurs. Sans doute, la conviction républicaine ne fut pas la compagne de ses premiers pas dans la carrière publique ; c'est au déclin de ses jours qu'elle s'implanta dans son âme, mais avec une vigueur telle qu'il semblait qu'une autre n'y eût jamais régné. L'invasion détacha son cœur de ses affections royalistes et l'amour de la République se confondit en lui avec la haine de l'étranger... Cette haine nous réunit tous, Monsieur, de récents et cruels souvenirs l'attestent ; elle enfantait le même accord chez nos pères, conservateurs ou progressistes de 1792 ; car les mots seuls sont nouveaux ; ils recouvrent l'antique, l'éternelle opposition inhérente aux facultés morales et affectives de l'esprit humain lui-même.

Les Lettres, la Philosophie, les Arts, la Politique, dans les temps anciens comme de nos jours, offrent au regard attentif la grande lignée des conservateurs et celle des progressistes ; leur étude comparative laisse l'esprit flottant sur la primauté des services rendus par les uns et les autres à la cause de l'humanité, au culte du beau, du vrai et du bien. Ils ont reçu dans les diverses branches des connaissances humaines et à différentes époques de l'histoire générale des appellations variées sous lesquelles s'accuse avec évidence la direction des esprits dans les voies de la conservation ou du progrès.

A Athènes ils se nommaient les stoïciens et les

péripatéticiens ; à Rome, les proculéiens et les sabinien, en France, les idéalistes et les sensualistes, les classiques et les romantiques, les doctrinaires et les libéraux ; en Angleterre, les torys et les wighs.

Partout où la contradiction des doctrines a pu s'élever, la lutte des systèmes se produire, conservateurs et progressistes ont à l'envi contribué à la diffusion de la lumière, à la vulgarisation de la vérité.

Nous avons, Monsieur, grandi, vécu dans ces contrastes, parmi ces oppositions, et suivant les tendances de notre nature, nous avons pris parti et porté nos préférences dans un camp ou dans l'autre. Au lycée, sur les bancs de l'école, au théâtre, toujours et partout des conservateurs et des progressistes, et les plus beaux esprits, les grands éclaircisseurs de la pensée doivent leur rayon le plus pur à l'indissoluble alliance de la conservation et du progrès dans les âmes où la fécondité de leur union a engendré ces fils aînés de l'intelligence humaine, Pascal, Corneille, Montesquieu, Bossuet, Molière, et cette nombreuse descendance jalouse de justifier mon dire, gloire éternelle du génie national.

Conservation, progrès ; opposition plus apparente que réelle, les mots diffèrent bien plus que les idées qu'ils revêtent ; ils dénoncent la prédominance, non l'exclusion de l'une ou de l'autre ; sinon, c'en est fait de toutes deux ; la conserva-

tion n'est plus que l'immobilité dans l'impuissance; le progrès, l'avancement dans le vide au milieu des ruines que, malgré le faste de son titre, il ne saurait relever.

Le lien qui rapproche ces deux éléments vitaux de toute civilisation, grâce à Dieu, ne se rompt point ; il peut, sous les passagères excitations des circonstances, se détendre dans les crises que fait naître le penchant plus incliné vers celui-ci ou celui-là ; l'instinct de la vie sociale et politique, les nécessités primordiales de son fonctionnement et de son amélioration, gouvernent nos destinées. Elles ne sauraient périlcliter malgré l'émotion créée dans le pays par l'accentuation plus vive de cette grande dualité.

Vous la retrouverez ici, Monsieur, dans des luttes beaucoup plus modestes et plus paisibles, n'inquiétant aucun intérêt national ; est-ce l'orgueil qui nous porte à croire que si, elles sont inoffensives, elles ne sont cependant pas dépourvues d'utilité ? Elles seront vraiment profitables, si vous leur apportez votre désirable participation.

En nous accordant le tribut de cette activité d'esprit qui sait se répandre sans se perdre, vous entrerez davantage dans la sphère d'attraction de vos goûts délicats.

Momentanément enlevé au service de la République, vous nous visiterez quelquefois, c'est notre espérance, ce sera notre honneur ; vous rencontrerez ici au nombre de vos collègues ceux que

les liens d'une ancienne confraternité autorisent à vous donner une dénomination plus cordiale encore ; et parmi eux, celui qui voudrait vous exprimer sa fière joie de vous introduire dans une des résidences de la République une et indivisible, l'immortelle République des Lettres.

UNE

RELACHE A MANILLE

PAR M. A. DE PUYRAIMOND.

(Séance du 24 Janvier et du 14 Mars 1879.)

Le 17 Janvier 1861, le transport à vapeur la *Saône* s'apprêtait à quitter la rade de la colonie anglaise de Hong-Kong. Le commandant avait l'ordre de se rendre à Manille pour y rapatrier des matelots tagals dont l'engagement venait d'expirer et d'y prendre un chargement de chevaux et de nouveaux engagés indiens qu'il devait conduire à Saïgon pour renforcer le corps expéditionnaire placé sous les ordres de l'amiral Charner.

A neuf heures du matin, la pression de la vapeur étant suffisante, l'ancre est dérapée et le

transport prend la haute mer où une jolie brise de Nord-Est lui permet d'éteindre les feux et de se diriger à la voile vers le lieu de sa destination. Poussée par le vent qui reste régulier en force et en direction pendant les journées des 18, 19 et 20 Janvier, la *Saône* se trouve le soir de ce dernier jour en vue des côtes de l'île de Luçon. Là le voisinage de la terre fait tomber le vent ; les feux sont allumés au milieu de la nuit, et le 21 Janvier à 7 heures du matin, le navire passait près du Corrégidor, jolie île verdoyante placée au milieu de la passe qui donne accès à l'immense rade de Manille. Le Corrégidor dépassé, la baie se présente dans sa vaste étendue, avec de hautes montagnes dans le lointain et les rives ornées de la plus luxuriante végétation ; la petite ville de Cavite qui renferme l'arsenal de la marine Espagnole dans les Philippines est laissée sur la droite, et à onze heures quarante-cinq minutes la *Saône* jette l'ancre en face du port à environ deux milles de la plage.

De nombreux navires de commerce mouillés, entre la *Saône* et la terre, à moins d'un mille des jetées entre lesquelles coule le Passig, sont immobiles sur leurs ancres ; les pavillons que nul souffle de vent ne soulève, tombent enroulés le long des drisses ; au large une immense nappe d'eau qu'aucune ride n'effleure semble infinie dans son étendue ; de chaque côté les rives ornées d'arbres verdoyants qui laissent paraître au dessus

de leurs cimes les clochers des villages, bâtis dans les enfoncements de la côte, vont en se perdant insensiblement se confondre à l'horizon dans la couleur indécise de l'eau ; en face, s'élève Manille entourée de murailles dominées par le dôme de sa cathédrale et les toits rougeâtres de ses principaux édifices. On dirait que la ville emprisonnée dans son enceinte bastionnée essaie de se dresser pour aspirer la brise du large qui vient régulièrement vers le milieu de la journée rafraîchir l'atmosphère. Sur la rive droite du Passig, le faubourg de Binondo, qu'aucune enceinte ne gêne dans son développement, montre ses nombreuses habitations.

D'après l'amiral Jurien de la Gravière, les premiers habitants de l'archipel Indien ont dû être les hideuses peuplades aux teint d'ébène et aux cheveux laineux qui occupent encore sans partage les îles de la Papouasie. La lente succession des siècles dispersa la famille Indo-Chinoise sur les bords du continent asiatique ; puis, par suite de convulsions intérieures, ces tribus sémitiques furent obligées de franchir la mer de Formose et le détroit de Malacca. Les peuplades noires reculèrent devant ce torrent. Dans l'île de Luçon, dans celle de Mindanao, dans le groupe d'îles intermédiaires appelées Bisayas par les Espagnols, l'invasion arriva affaiblie par la distance trop considérable du continent asiatique ; aussi retrouve-t-on dans cette partie de l'archipel les débris des

tribus primitives errant encore au milieu des forêts qui leur servirent de refuge. Les migrations conquérantes apportaient certainement avec elles plus d'hommes que de femmes, ce qui força les deux races à se mélanger. De l'union des vainqueurs avec les femmes des vaincus est sortie cette race qui sous les noms de Tagals, à Manille, d'Illanos à Mindanao, de Javanais et de Sonda-nais dans les parties Ouest et Est de Java, de Bouguis et de Macassars dans la mer de Célèbes, peuple toutes les îles de l'Archipel Indien. Du détroit de la Sonde aux rivages de Formose, ces divers peuples présentent les marques plus ou moins altérées d'un type primitif, et semblent les rejetons d'une même souche et les variétés d'un même peuple.

Quand les Espagnols prirent possession des Philippines, la population était idolâtre et sortait à peine de la vie sauvage.

Deux races distinctes peuplaient l'archipel, les noirs et les tagals.

Dans les montagnes, au milieu des rochers et des bois épais dont l'île de Manille est remplie, vivaient les noirs, derniers débris des premiers habitants. C'étaient des barbares se nourrissant des fruits et des racines qu'ils trouvaient dans leurs montagnes et des animaux qu'ils prenaient à la chasse, de singes, de serpents et de rats. Leur unique vêtement était un morceau d'écorce d'arbre au milieu du corps; celui de leurs

femmes une toile tissée de fils d'arbres, avec quelques bracelets de jonc et de cannes. Cette race de sauvages n'avait ni lois, ni lettres, et ne reconnaissait comme gouvernement que l'autorité du chef de famille. Les femmes portaient leurs enfants dans des besaces d'écorces d'arbres ou liés autour d'elles. Ils dormaient partout où la nuit les surprenait, soit dans le creux d'un arbre, soit dans des nattes d'écorce qu'ils disposaient en forme de huttes. Chaque tribu défendait avec énergie le terrain qu'elle occupait, ce qui amenait entre elles des luttes continuelles.

Ces peuples ont conservé une haine mortelle pour les Espagnols ; quand ils parviennent à en tuer, ils célèbrent leur joie par une fête pendant laquelle ils boivent dans le crâne de leurs ennemis ; leurs armes sont l'arc et les flèches, dont ils empoisonnent la pointe et qu'ils percent à l'extrémité, afin qu'elles se rompent dans le corps de leurs adversaires ; ils ont en outre un petit poignard attaché à la ceinture et un bouclier. L'épaisseur des bois où ils habitent les défend contre les meilleures armées et empêche les Espagnols de se rendre maîtres de cette race sauvage et cruelle qui reste rebelle à toute espèce de civilisation.

Les Tagals étaient divisés en plusieurs petits états qui portaient le nom général de *barangé*, mot qui dans leur idiôme signifiait barque. Dans toutes ces diverses peuplades le respect et l'obéissance aux auteurs de leur naissance était une loi

universellement suivie. Les contestations étaient jugées par le chef du *barangé* assisté d'un conseil des anciens. Si, dans les causes criminelles, le coupable manquait d'argent pour satisfaire la partie offensée, le chef et les notables lui ôtaient la vie à coups de lances. Quand un vol avait été commis, si le coupable n'était pas connu, on obligeait toutes les personnes suspectes à mettre quelque chose sous un drap dans l'espérance que le voleur profiterait de cette occasion de restituer l'objet sans honte ; mais, si rien ne se retrouvait ainsi, il y avait deux moyens employés pour se décharger de l'accusation. Les personnes soupçonnées se rangeaient sur le bord d'une profonde rivière, une pique à la main et étaient obligées de s'y jeter. Celle qui sortait la première était déclarée coupable ; ou bien on devait prendre une pierre au fond d'un bassin d'eau bouillante, et celui qui refusait de le faire payait l'équivalent du vol.

L'adultère était puni par une amende ; après le paiement qui était réglé par la sentence des anciens, l'honneur était rendu à l'offensé qui était obligé de reprendre sa femme. Dans les mariages, l'homme promettait de payer une dot et était obligé à certaines clauses pénales dans le cas d'une répudiation qui n'était pas blâmée, lorsque l'on se soumettait aux conditions réglées. Les frais de la noce étaient excessifs ; le mari était obligé de payer l'entrée de la maison, la liberté de parler

à sa femme, celle de boire et de manger avec elle et enfin il payait aux parents un droit proportionné à leur condition pour pouvoir accomplir le mariage.

La noblesse n'était pas héréditaire ; elle s'obtenait par des actes de courage ou par une supériorité déployée dans une profession. Jamais ils ne mangeaient seuls. Après la mort de sa femme, le mari était servi pendant trois jours par des hommes veufs ; la femme qui perdait son mari, l'était de même par trois veuves. A côté du cercueil, on plaçait un coffre contenant les armes et les habits du mort, si c'était un homme, ou ses instruments de travail, si c'était une femme ; quelquefois on tuait l'esclave favori pour tenir compagnie au défunt, ce qui était considéré comme le plus grand honneur que l'on put faire à sa mémoire. Si le mort avait été tué par trahison, tous les habitants de son *barangé* attendaient pour quitter le deuil et rompre le silence, que ses parents en eussent tiré vengeance, non-seulement contre les meurtriers, mais contre tous les étrangers qu'ils regardaient comme ennemis.

Quand des étrangers arrivaient dans l'île, les insulaires se rendaient à bord du navire qui les amenait, les invitaient à descendre, et leur demandaient s'ils voulaient un camarade, ou bien une *pugaly*, c'est-à-dire une intime amie. On était obligé d'accepter cette politesse, de la reconnaître par un présent et de la cultiver par le même

moyen. Chaque fois que l'étranger descendait à terre, il était bien reçu chez son camarade ou chez sa *pagaly* ; il y mangeait et y couchait pour son argent, et l'unique faveur qu'on lui accordait gratis était le tabac et le bétel.

La religion et l'ancien gouvernement des Tagals sont restés presque entièrement inconnus ; on sait seulement, d'après ce qu'ils rapportent suivant d'anciennes traditions, qu'ils adoraient un Dieu créateur, le soleil et la lune ; certains arbres dans lesquels ils étaient persuadés que les âmes de leurs ancêtres avaient leur résidence, étaient sacrés pour eux.

Telles étaient les coutumes et les idées des peuplades que les Espagnols trouvèrent dans les Philippines quand ils prirent possession de l'archipel, peuplades qu'ils ont converties au christianisme et qui leur doivent d'être entrées actuellement dans les voies de la civilisation.

Quelques instants après avoir jeté l'ancre, la *Saône* reçut la visite des autorités sanitaires ; là, comme dans tous les pays Espagnols, les médecins se montrèrent d'une sévérité exagérée et n'accordèrent la libre pratique qu'après s'être assurés que le navire ne contenait dans ses flancs aucun germe d'épidémie, précaution qu'il est permis de trouver un peu dérisoire, puisqu'à Manille règnent à l'état endémique le choléra, la dysenterie, des fièvres de toute nature et qu'il ne s'écoule jamais un an sans que la petite vérole n'y

fasse de nombreuses victimes. Il semble difficile que, dans de telles conditions, un navire puisse empirer un état sanitaire en général aussi peu satisfaisant.

A peine la *falua* qui avait amené les autorités Espagnoles eut-elle quitté le bord, que le pont du navire fut pris d'assaut par les parents, femmes et enfants des Tagals que nous rapatriions ; mais si presque tous eurent la joie et le bonheur de retrouver ceux qu'ils avaient quittés depuis près de trois ans, quelques-uns virent leur espérances trompées ; des Tagals avaient pris de nouveaux engagements sur les bâtiments de l'escadre, d'autres avaient trouvé la mort sur les champs de bataille de Chine et de Cochinchine ou dans les hôpitaux.

Aussitôt que nos passagers se furent dirigés vers la terre, nous nous mîmes en mesure de suivre leur exemple.

L'entrée du Passig vers laquelle le canot se dirige pour arriver au quai qui nous permettra de mettre pied à terre, est étroite et encombrée par des navires qui manœuvrent, soit pour s'amarrer à la rive, soit pour se diriger vers la rade. Deux longues jetées en pierres, dont l'une est terminée par un phare et l'autre par une batterie circulaire, guident son cours vers la mer. Un fort courant, causé par l'écoulement des eaux du lac de Bay, immense réservoir qui a près de cent milles de tour, retarde la marche de l'embarcation. A

chaque instant on croise de légères *bancas*, creusées dans un seul tronc d'arbre et recouvertes d'un toit en bambou, des pirogues qui cinglent vers le large, enlevées par leurs énormes voiles et maintenues en équilibre par leur double balancier et les lourds *cascos* dont le choc précipiterait le canot au fond de l'eau, si par accident une rencontre avait lieu. Destinés à transporter à bord des navires mouillés sur rade les produits de la colonie, leur solide membrure défie l'abordage des plus grands bâtiments de commerce ; les hommes qui les montent les font avancer avec peine au moyen de longues perches qui portent d'un côté au fond de la rivière et s'appuient de l'autre sur leurs épaules.

Entre les arches du pont de pierres qui relie le faubourg de Binondo à la ville fortifiée apparaissent quelques touffes de verdure et des gronpes de maisons qui se perdent dans le lointain. En avant du pont sont amarrés les navires à qui leur faible tirant d'eau a permis l'entrée de la rivière ; une forêt de mâts, un mélange confus de cordages cachent presque complètement la vue des maisons du faubourg de Binondo ; une grande activité règne dans cet amas de bâtiments dont les équipages sont occupés à embarquer les produits de la colonie ou à débarquer les marchandises venues de l'étranger.

Arrivé au *Muelle del Bey*, nous subissons la

visite de la douane et nous pouvons enfin débarquer sur le sol des Philippines.

Le Passig divise la ville de Manille en deux parties distinctes ; la ville officielle et militaire sur la rive gauche et les faubourg sur la rive droite.

La ville militaire est protégée par de belles fortifications entourées de fossés profonds qui ont un périmètre d'environ 3500 mètres. Deux de ses côtés, dont l'un touche à la plage et l'autre à la rivière, forment un angle aigu dans lequel est bâtie la citadelle de Santiago, qui forme à elle seule une place forte ; dix mille habitants sont renfermés dans cette enceinte. La ville est coupée par de larges rues non pavées qui se rencontrent à angle droit et qui sont bordées de maisons auxquelles des façades grisâtres donnent une apparence sombre. Tous les rez-de-chaussée sont voutés afin que la construction puisse résister aux tremblements de terre si fréquents dans l'île de Luçon ; le premier étage, généralement construit en bois, comprend une vaste galerie qui surplombe et qui fait le tour des appartements du côté de la rue ; séparée des chambres par une cloison percées de portes, elle est fermée à l'extérieur par des châssis à coulisses, encadrant mille petits carreaux ou lames de coquilles qui laissent passer une lumière tempérée ; c'est sur cette galerie que les habitants viennent respirer le soir. Au milieu de la ville se trouve une vaste place

plantée d'arbres, sur laquelle sont construits la Cathédrale, l'*ayuntamiento* ou hôtel-de-ville, et le palais du gouverneur général, édifices d'aspect grandioses, mais d'architecture d'un goût médiocre. Dans l'enceinte fortifiée se trouvent de nombreux couvents, entre autres ceux des Dominicains et de Saint-Jean de Latran.

Le jour, la ville offre un aspect morne ; les hommes sont dans leurs bureaux ou à leurs affaires ; les femmes font la sieste. Au coucher du soleil, les rues prennent un peu d'animation, car c'est à ce moment que les habitants sortent pour aller respirer, soit dans la campagne, soit sur le bord de la mer.

En quittant l'enceinte, on suit une promenade sur laquelle est élevé un monument à la mémoire de Magellan ; on traverse le Passig sur un pont en pierres ou sur un magnifique pont suspendu et on arrive dans les faubourgs.

C'est à *Binondo* qu'est concentré tout le commerce de la colonie. Dans les rues de la *Escolta* et *del Rosario*, les plus larges du faubourg, circule une foule compacte de piétons et de voitures. Ces deux voies sont bordées de nombreuses boutiques et remplies d'étalages en plein vent ; dans les autres rues les cases tagales, construites en bambous et recouvertes des feuilles du *Nipa* (espèce de palmier), alternent avec les maisons de pierres, et les jardins qui les entourent égaient l'aspect si triste que présentent dans les pays intertropicaux

les rangées non interrompues de maisons construites à l'européenne.

De nombreux petits ruisseaux sillonnent les faubourgs ; des pirogues indiennes apportent de la campagne de l'eau, des fruits et des cargaisons de noix d'arek que les Tagals mâchent sans interruption, après les avoir enveloppées dans des feuilles de bétel enduites de chaux. Les larges trottoirs de la rue de la *Escolta*, sont bordés d'arcades que des stores mobiles protègent contre les rayons brûlants du soleil et qui abritent les boutiques des indigènes et des Chinois. Les Tagals vendent des nattes, des chapeaux de paille et des étoffes du pays ; ils se lèvent tard, laissent leur boutique pour le plus futile prétexte, ne résistent jamais à la séduction d'un amusement, font une longue sieste pendant laquelle ils ferment leurs magasins et ne l'ouvrent de nouveau que quelques instants le soir jusqu'à ce que le théâtre, la musique ou bien l'attrait d'une procession ou d'une cérémonie quelconque les attirent de nouveau hors de chez eux. Les Chinois, après au travail, s'occupent constamment de leur négoce ; aussi leur intelligence commerciale et l'ardeur qu'ils mettent à courir après la fortune, qu'ils sont venus chercher aux Philippines, ont mis dans leurs mains presque tout le commerce de Manille. Quand les premiers Chinois s'établirent dans l'île, les Espagnols les forcèrent à embrasser la religion catholique ; quand ils les virent se multiplier avec

rapidité, ils craignirent pour leur domination et voulurent les chasser. Cette détermination amena des révoltes qui ne furent comprimées qu'avec peine. Actuellement ils ont à supporter des impôts très forts, du paiement desquels les négociants chinois les plus riches sont responsables ; et ils ont, en outre, quelquefois à payer un impôt supplémentaire qu'une menace d'expulsion leur arrache toujours. Anciennement, ne pouvant s'établir définitivement dans la colonie, ils gagnaient le plus vite possible quelque argent qu'ils allaient manger dans les *Sin-Soon* et sur les bateaux fleurs du céleste Empire ; actuellement, surs de ne plus être chassés de l'île, quelques-uns contractent des alliances avec les femmes tagales et restent dans l'archipel.

Les Européens qui habitent Manille sont ou négociants ou fonctionnaires du gouvernement ; presque tous n'y sont que temporairement, les uns pour y faire fortune, les autres pour y accomplir un temps de service qui leur donne des droits à l'avancement. Les négociants s'allient rarement avec la population indigène : de ces unions sortent les métis dont la renommée de beauté est méritée. Les fonctionnaires Espagnols venant à Manille pour quatre ou cinq ans y amènent leurs familles ; rarement on en voit épouser les filles des riches Indiens.

La paresse est le défaut dominant des Tagals, mais en revanche ils sont extrêmement sobres.

Du riz, du poisson sec avec une sauce très épicée forment la *morisqueta*, nourriture qui suffit aussi bien aux Indiens les plus opulents qu'aux plus pauvres ; leur seule boisson est l'eau. Les marchés où ils s'approvisionnent sont surtout fréquentés le soir, et les torches de bois résineux odorant qui les éclairent leur donnent un aspect des plus curieux.

Les Tagals sont généralement petits, mais robustes, musculeux, bien faits, coquets et soigneux de leur personne ; ils sont joueurs, amateurs de plaisirs, hospitaliers et bienveillants. Ils fréquentent avec assiduité les églises, et les cierges qui brûlent continuellement devant les autels et les statues des saints indiquent leur piété. Ils tiennent à honneur d'avoir une église bien ornée et font les plus grands sacrifices pécuniaires pour que la statue du patron du village soit en or massif et parée de pierres rares et précieuses.

Dès que le soleil est près de descendre sous l'horizon, toutes les calèches, tous les *birlochos* s'ébranlent pour mener la population respirer la brise de mer sur la promenade de la Calzada.

On compte à Manille plus de deux mille voitures pour une population de moins de deux cent mille âmes ; les Indiens seuls osent se montrer à pied ; les métis eux-mêmes ont leur *birlocho* ; les élégantes calèches que l'on rencontre viennent de Java ; les poneys pleins de feu qui les traînent sont élevés dans la colonie.

La promenade de la *Calzada* contourne les glacis de la ville et se prolonge jusqu'à la plage ; elle se compose d'une longue allée plantée d'arbres que les voitures parcourent plusieurs fois pour venir enfin s'arrêter sur le bord de la mer où les derniers souffles de la brise du large se font sentir. Les femmes vêtues d'étoffes légères, la tête nue, causent en faisant manœuvrer l'éventail, comme seules les Espagnoles savent le faire ; les hommes, en costume blanc, la cigarette aux lèvres, se promènent ou entourent les voitures ; quelques Indiennes et des métisses viennent y faire admirer leurs somptueuses toilettes et leurs équipages ; car un préjugé invincible les repousse de la société Espagnole et la promenade de la *Calzada* est le seul terrain neutre où elles puissent se procurer le plaisir d'éclipser par leur luxe et leur beauté leurs rivales européennes ; aucun Chinois n'ose s'y aventurer.

Les musiques des régiments tagals, musiques excellentes à cause du goût inné qu'ont ces populations pour cet art, s'y font entendre plusieurs jours de la semaine. Des gendarmes à cheval maintiennent l'ordre dans la foule des promeneurs et s'assurent que le milieu de la chaussée reste libre pour les équipages du gouverneur général et de l'Archevêque. Après l'*Angelus*, toutes les voitures retournent dans la ville dont les portes restent fermées pendant la nuit. Il faut avoir passé aux Philippines les journées brûlantes qui y

règnent, pour comprendre le plaisir que l'on peut éprouver le soir à venir sur le bord de la mer, respirant enfin un air qui n'est plus embrasé, se trouver au milieu de cette riante campagne, les oreilles charmées par les délicieuses mélodies des chefs-d'œuvres des opéras des maîtres, entouré de ces femmes espagnoles dont l'auteur Gadalso a dit dans ses lettres Marocaines : « Je t'assure « qu'il suffirait d'une d'elles pour remplir de « troubles l'empire du Maroc, de sorte que nous « nous tuerions tous les uns les autres ; » et respirer est un bonheur réel, chèrement acheté, il est vrai, par les moments de souffrance que cause la chaleur torride du jour. Comme dit l'amiral Jurien la Gravière ; « Là, chacun la bouche « béante, jouit en silence de son bonheur, on « rêve, on s'égare au delà des mers, on respire ! »

Les routes de l'île de Luçon sont plantées de cocotiers, de *Nipa*, d'aréquier, de bananiers et d'autres essences des tropiques ; des deux côtés sont des plaines fertiles couvertes de belles moissons ; des champs de riz et de cannes à sucres s'étendent à perte de vue jusqu'au pied des montagnes qui portent d'épaisses forêts ; des gazons de sensitives bordent une partie des chemins ; on n'ose marcher sur ces tapis de *mimosa pudica*, qui replient leurs feuilles avant que les pieds les aient foulées, semblables à ces âmes d'élite qui, ne vivant que pour la charité, se renferment en elles-mêmes au contact des sentiments

égoïstes et intéressés des êtres qui les entourent, dont la pureté est telle qu'une mauvaise pensée n'y peut pénétrer et que le contact du mal les fait d'abord se voiler, pour amener enfin la mort si la souffrance qu'il leur cause se prolonge trop longtemps.

Le jour, la plaine semble déserte : de grands troupeaux de buffles errent ça et là conduits par un enfant tagal ; les laboureurs à l'ombre d'un arbre font la sieste ou fument la cigarette. Quand la chaleur diminue, la vie reprend partout. Des groupes d'Indiens, couverts de vêtements aux couleurs éclatantes, la coiffure ornée de fleurs, se dirigent joyeusement vers la ville, où les attire l'attrait du plaisir ; des sérénades et des chants d'amour se font entendre dans le village que traverse la route ; puis, tout-à-coup, au bruit des cloches, sonnant l'*Angelus*, amoureux et cultivateurs, piétons et cavaliers se découvrent pieusement et se mettent à genoux jusqu'à ce que le dernier son se soit envolé dans l'air ; les causeries cessent, les voitures s'arrêtent, les personnes qui s'y trouvent en descendent, les cavaliers mettent pied à terre, tout travail est arrêté ; puis, la prière finie, chacun reprend son occupation interrompue.

Quand la nuit s'étend sur la campagne, nuit lumineuse où un ciel toujours pur se montre sans aucun nuage tout constellé d'étoiles, des milliers de lucioles brillent dans la verdure ; l'air s'embaume des parfums pénétrants de la végétation,

la nature en s'endormant fait taire tous les bruits; seul, un sourd murmure venant de la ville, dont la silhouette se détache en sombre sur le clair du ciel, se fait entendre.

Il tombe tous les jours dans l'Archipel une rosée abondante; en toute saison l'herbe croît, les arbres fleurissent; dans les montagnes comme dans les jardins, les fruits accompagnent les fleurs; nulle part on ne trouve de campagne plus verdoyante, de bois si épais, ni remplis de plus beaux arbres; nul pays n'offre autant de ressources pour assurer la subsistance des hommes et satisfaire leurs besoins.

Cette splendide nature a enflammé l'imagination des premiers voyageurs qui ont abordé aux Philippines, et leur a fait rapporter comme authentiques les faits les plus fabuleux. Ainsi, d'après Villalobos, Dampier et Carreri, on trouve aux Philippines des arbres qui n'arrivent à leur maturité que pour se transformer en animaux vivants, lesquels se détachent des branches et volent en l'air sans perdre la couleur de feuilles. Leur corps se forme des fibres les plus dures; la tête est à l'endroit par où la feuille tenait à l'arbre et la queue à l'autre extrémité; les fibres des côtés forment les pieds, et le reste se change en ailes.

Une herbe que les Tagals nomment *Careglong* est si puissante pour réunir les parties séparées d'un corps vivant qu'un serpent coupé en deux

se rétablit par l'usage qu'on en fait ; un bois nommé *doctan* a la même vertu. Un arbre, nommé *Camandag*, est si venimeux que ses feuilles mêmes sont mortelles ; la liqueur qui sort de son tronc sert aux insulaires pour empoisonner la pointe de leurs flèches ; son ombre fait périr l'herbe aux environs ; s'il est transporté, il détruit tous les arbres voisins à l'exception d'un arbrisseau qui est son contre-poison et qui l'accompagne toujours. Ceux qui voyagent dans les endroits déserts portent dans la bouche un petit morceau de bois ou une feuille de cet arbrisseau, pour se garantir de la pernicieuse vertu du camandag.

Une plante sensitive, ressemblant à un chou, se met à fuir, lorsque l'on veut la prendre et se retire sous l'eau de la mer.

Les singes y sont d'une grandeur monstrueuse et d'une hardiesse qui les rend capables de se défendre contre les hommes. Lorsqu'ils ne trouvent plus de fruits dans leurs retraites, ils descendent sur le rivage de la mer pour s'y nourrir d'huîtres et de crabes. Entre plusieurs espèces d'huîtres, il s'en trouve une qui pèse plusieurs livres. Les singes qui les trouvent ouvertes et qui craignent qu'en se fermant elles ne leur arrachent la patte, commencent par y jeter une pierre qui les empêchent de se fermer, et la mangent alors sans crainte. Pour prendre les crabes, ils placent la queue entre leurs pinces et les enlèvent tout d'un coup lorsqu'ils viennent à la serrer.

Les chats ont la grandeur des lièvres et la couleur des renards ; ils ont des ailes comme les chauve-souris, mais couvertes de poil, dont ils se servent pour sauter d'un arbre sur un autre à des distances considérables. Certains serpents se tiennent pendus par la queue aux troncs des arbres pour attendre qu'il passe des cerfs des sangliers et même des hommes ; ils sont si gros et si longs qu'ils les dévorent tout entiers, puis ils se serrent contre les arbres pour les digérer. Un certain oiseau de mer pond ses œufs dans les terres sablonneuses ; quand les petits sont éclos, on y trouve le jaune sans aucun blanc et ils sont aussi bons à manger qu'auparavant. Un autre oiseau nage sous l'eau avec autant de vitesse qu'il vole dans l'air, et ses plumes deviennent sèches aussitôt qu'il les a secouées hors de l'eau, il est de couleur noire, plus petit que l'aigle et a un bec très long d'une force telle qu'il prend et enlève toute sorte de poissons.

Voici quelques-uns des faits, mélange de fables et de vérités, que les premiers voyageurs qui abordèrent aux Philippines ont racontés sur les productions de ces contrées.

Nous nous promenions un jour dans un des faubourgs qui entourent Manille, quand nous rencontrâmes un de nos passagers tagals, nommé Lorenzo. A peine nous eut-il aperçus, qu'il nous invita à visiter sa case voulant nous faire connaître sa femme Juana et sa fille Isabella,

Dans une des affaires qui avaient eu lieu à Touranne une des années précédentes, Lorenzo vit l'officier sous les ordres duquel il servait, renversé par un biscaïen ; la plaie était telle que le blessé ne pouvait s'étendre sans ressentir des souffrances atroces, et, d'un autre côté, les forces lui manquaient pour qu'il put se tenir sur son séant. Lorenzo, avec un dévouement admirable, l'avait soigné jour et nuit, le soutenant sans se laisser un instant, et faisant tout ce qu'il était possible pour soulager ses souffrances. Son admirable conduite l'avait fait connaître de tous les membres du corps expéditionnaire et pendant la traversée il avait été de notre part l'objet de prévenances qui nous avaient fait aimer de lui.

Notre passager avait quitté ses vêtements d'uni-forme, et portait alors son costume national. Les pieds nus, la tête couverte d'un *Salacot* à larges bords, espèce de chapeau conique surmonté d'une plaque et d'une tige ornée d'argent, il avait un pantalon de coton rayé et une chemise en *pina*, ornée de délicates borderies et d'une agrafe dorée, chemise qu'il laissait flotter en dehors du pantalon.

Nous suivîmes Lorenzo qui nous montrait à moitié cachée au milieu des arbres sa demeure située à une centaine de mètres de là. Quatre piliers de palmier sauvage soutenaient sa modeste habitation ; des lattes en bambou, supportées par quelques traverses à cinq ou six pieds de terre,

formaient un parquet brillant ; le toit terminé en pointe s'abaissait comme un auvent sous lequel s'étendait une galerie ; un petit escalier en bois donnait accès à la pièce principale, dont les parois blanchis à la chaux étaient ornées d'images de saints. Quelques bancs, une table en bois, des nattes, deux ou trois jarres en terre, des tronçons de bambou, des morceaux de noix de coco, un mortier et des pilons destinés à dépouiller le riz de son enveloppe composaient le mobilier de la case.

A notre arrivée, la femme de Lorenzo se berçait mollement étendue dans un hamac, la cigarette aux lèvres, pendant que sa fille, charmante enfant de six à sept ans, s'occupait à tresser une couronne de fleurs. La beauté de la jeune femme répandait autour d'elle un charme séducteur. Avec ses formes voluptueuses et accusées, sa gorge bien modelée, ses yeux magnifiques humides sous leurs longs cils, sa chevelure d'un noir d'ébène longue et brillante, sa bouche souriante, ses attaches fines et ses mains d'une petitesse remarquable, elle offrait le type le plus parfait de ces créatures admirables que dore le soleil des Tropiques. Elle était vêtue d'une fine chemise brodée et transparente descendant jusqu'aux hanches, laissant voir librement la beauté de la poitrine, tout en en voilant la nudité, et d'un léger corsage en soie de couleur éclatante maintenu entrouvert. Par dessus la *Saya*, étroit jupon

de coton rayé, s'enroulait le *tapis* qu'un pli négligent fixait autour de la taille et qui semblait ne servir qu'à mieux dessiner la parfaite symétrie des formes ; les pieds étaient chaussés de *chinellas*, sandales de cuir rouge brodées d'or, laissant le petit doigt en dehors ; les cheveux étaient retenus sur le derrière de la tête par un peigne d'écaille et de longues épingles d'or ; des boucles d'oreilles, des colliers et des bracelets d'or et de corail, un rosaire et deux ou trois scapulaires complétaient ce vêtement qu'elle portait avec une rare modestie ; l'innocence de son regard et la réserve de ses manières formaient un frappant contraste avec ce costume lascif et voluptueux, costume que portent toutes les jeunes filles à Manille et dont elles sauvent la désinvolture par leur démarche simple et sans prétention.

Lorenzo était fier et orgueilleux de posséder cette magnifique créature ; on voyait qu'il l'aimait de toutes les forces de son âme, qu'il l'aimait dans ses qualités et dans ses défauts, qu'il ferait tout au monde pour satisfaire son caprice quelque déraisonnable qu'il fût, et qu'un mot d'elle suffirait pour que, quand elle le voudrait, le faux devienne le vrai pour lui et le vrai le faux.

Grâce au dévouement des prêtres Espagnols, les insulaires de Luçon ne s'abandonnent plus sans résistance, comme autrefois, aux instincts matériels auxquelles les pousse leur nature ; les enseignements de la religion catholique ont fini

par triompher de leur indifférence et les croyances chrétiennes leur ont fait comprendre la beauté des sentiments de l'âme ; mais, insoucians et paresseux, insconstants dans leurs affections, vaniteux dans leurs goûts, il reste toujours au fond d'eux un souvenir des instincts primitifs qu'il suffit souvent d'une occasion pour réveiller. La femme tagale est capable d'une affection réelle ; elle aimera avec ardeur et sincèrement, mais la coquetterie et la vanité qu'elle possède développées à un très haut degré, mettent continuellement ses bonnes résolutions à l'épreuve ; le pays dans lequel elle est née, le climat brûlant au milieu duquel elle vit, cette nature puissante faisant sans interruption œuvre de reproduction, tout ce qui l'entoure lui donne une exubérance de vie qui a besoin de se manifester au dehors. On dit qu'anciennement les populations des Philippines avaient des mœurs très relâchées ; actuellement la généralité des insulaires tient une conduite assez régulière. Mais, résistant avec peine aux impulsions des sens, ne s'inquiétant pas du respect de l'opinion, et ne connaissant pas le cri de la conscience, beaucoup d'entre eux succombent aux désirs qui les assiègent.

Ne comprenant encore que bien peu la beauté des vérités morales de la religion qui les a conquis surtout à cause de ses cérémonies imposantes, leur esprit ajoute foi à de nombreuses idées superstitieuses, mélange de leurs anciennes

croyances et des pratiques mal entendues de leur nouvelle religion. Mais, si l'on pense que cette nation était, il y a environ deux siècles, dans un état complet de barbarie, qu'elle accepte maintenant sans murmures la nécessité du travail, qu'elle est devenue douce et soumise, et que ses sentiments s'ennoblissent journellement, on doit admirer la patience des missionnaires espagnols que la légèreté des Indiens n'a pas rebutés dans leur tâche et qui, au lieu d'exploiter ces races primitives dans un but de lucre et d'intérêt matériel, leur ont fait connaître et apprécier les plus beaux sentiments de l'humanité. La solennité du Dimanche est célébrée avec une foi naïve dans tout l'Archipel ; des processions magnifiques ont lieu les jours de fête des saints, patrons des villages. Les cérémonies religieuses se mêlent à tous les actes de la vie des Indigènes ; aucun Tagal ne demeurerait dans une maison qui ne contiendrait l'image de ses saints préférés et ne resterait sans un scapulaire ou des médailles sur lui ; en un mot, nul d'entre eux ne se dispenserait des pratiques extérieures, mais bien peu comprennent entièrement le côté moral de la religion.

Et cependant, grâce à leur croyance naïve et complète, le lien religieux est encore aujourd'hui le seul lien social et politique des Philippines ; c'est cette communauté de religion qui attache les Tagals aux Espagnols et qui fait d'eux des sujets fidèles de la couronne d'Espagne ; aussi, dans les

Philippines le pouvoir le plus respecté, celui qui dans l'esprit des Indigènes a droit à l'obéissance la plus complète, est le clergé ; le prêtre du *Pueblo* est toujours pour eux la première autorité de l'endroit qu'ils habitent.

L'hospitalité que nous reçûmes de Lorenzo et de Juana fut si affable et si cordiale que nous ne pûmes résister à l'offre qu'ils nous firent de prendre avec eux la *morisqueta*.

Pendant que notre dîner se préparait, nous tachions de nous rendre compte du motif qui avait pu décider Lorenzo marié avec une femme aussi jolie, ayant une fille encore enfant, à s'engager pour faire les expéditions de Chine et de Cochinchine et comment il avait pu consentir à rester trois ans absent. La première explication qui nous vint à l'esprit, fut que notre Tagal devait avoir eu des dettes de jeu qui l'avaient forcé à chercher au loin les ressources qui lui étaient nécessaires. Nous avons vu, en effet, pendant la campagne, les Tagals se livrer avec frénésie à cette passion et plusieurs d'entre eux avaient renouvelé leur engagement afin de pouvoir s'acquitter, au moyen des avances qu'ils recevaient, des dettes qu'ils avaient contractées. Les Indiens des Philippines ont le goût du jeu et des combats de coqs tellement développé que le gouvernement espagnol a été forcé de conserver des arènes pour ces joutes et d'autoriser de véritables tripots dont, du reste, il tire de forts profits et qui ont l'avan-

tage indirect de forcer les Tagals à travailler pour se procurer l'argent nécessaire à la satisfaction de leur passion.

La nature aux Philippines est si généreuse qu'elle assure sans travail la vie des habitants, et ce que le besoin ne peut leur faire accomplir, la coquetterie chez les femmes et l'amour du jeu chez les hommes parviennent à l'obtenir. Mais Lorenzo nous était trop connu pour que nous puissions longtemps nous arrêter à cette idée. Nous nous décidâmes donc à lui demander les motifs qui l'avaient poussé à s'éloigner de Manille.

« Seigneurs capitaines, nous répondit-il, je ne
« possédais rien ; Juana travaillait dans la fabri-
« que de cigares ; elle ne pouvait avoir ni bijoux
« ni vêtements dignes d'elle ; j'ai voulu qu'elle ne
« fut plus forcée d'obéir aux surveillants de la fa-
« brique et la mettre à même de satisfaire ses
« goûts. »

La morisqueta prise, nous nous dirigeâmes vers le théâtre de *Quapo*.

Le théâtre, construit en bambous, est disposé d'une façon commode, et installé de manière que l'air y circule librement, précaution indispensable dans un climat aussi brûlant. Les pièces que l'on y représente sont des drames remplis de duels et de meurtres ; au théâtre Espagnol on joue cependant aussi quelques pièces du répertoire français et nous y entendîmes ce jour-là *le Médecin malgré lui* de Molière. On a essayé d'y aborder .

l'Opéra-Comique ; les Indiens ont, il est vrai, un grand instinct musical, mais leurs voix grêles, perçantes et sans étendue, n'ont jamais permis d'arriver à de bons résultats. Les ballets et les danses ont le privilège d'attirer les applaudissements unanimes de la foule. Les danses des Tagals paraissent empruntées au *fandango* espagnol ; elles sont lentes et voluptueuses ; ce sont plutôt des attitudes gracieuses et langoureuses que des danses proprement dites. Elles représentent presque toujours un poème d'amour. Le danseur, par ses gestes et ses attitudes, indique qu'il désire plaire à sa partenaire ; celle-ci d'abord le repousse, puis peu à peu la passion de l'homme se communique à la danseuse qui tourne vers lui un regard plus doux, ses refus sont moins fermes, sa pose devient pleine d'abandon, et ses gestes et son attitude laissant comprendre au danseur que sa passion est enfin partagée, celui-ci finit par la serrer dans ses bras. Quelquefois ces danses ont un caractère guerrier ; elles sont alors vives, bruyantes et animées.

Nous nous rappellerons toujours l'impression que nous fit une enfant d'une dizaine d'années que nous vîmes danser en compagnie d'un partenaire de son âge. Le garçon dansait comme un gamin qui s'amuse, mais la jeune fille semblait déjà comprendre les passions qui, dans un âge plus avancé, agitent si violemment ces natures ardentes des tropiques. Quand les figures de la dan-

se l'amenaient près du bambin et que d'un air dédaigneux, elle lui lançait entre une œillade et un éclat de rire, en le menaçant par un geste mutin, ces mots : « *Yo te digo que no* » sa figure exprimait simplement le désir d'une enfant qui ne veut pas partager les jeux de son camarade. Mais quand, séduite par les sollicitations muettes de son partenaire, son regard se voila et sa voix murmura : « *Yo te digo que si* » l'enfant disparut et la façon dont elle se laissa tomber dans les bras de son danseur, indiquait la passion de la femme vaincue par l'amour et qui se donne à celui qu'elle aime.

L'aspect du théâtre était plein d'originalité ; le public se composait presque entièrement d'Indiens ; les peignes dorés et garnis de perles des femmes jetaient des étincelles sous l'éclat des lumières ; le jeu continuel des éventails, les regards étincelants se croisant d'un côté à l'autre, les couleurs voyantes des costumes, et l'enthousiasme qui s'emparait aisément des spectateurs donnaient à la salle une grande animation. Au milieu des spectatrices, en général jolies, se faisait remarquer par sa beauté la femme de Lorenzo dont la figure exprimait naïvement la joie que lui procuraient sa coquetterie et sa vanité satisfaites.

Le spectacle fini, nous reconduisimes nos hôtes ; de temps en temps nous passions à côté d'un Indien chantant quelque ode d'amour en s'accompagnant sur la guitare. Cette coutume empruntée

par les Tagals aux Espagnols répand dans les rues de Manille un charme extraordinaire. Entendue à une certaine distance, accompagnée par les sons de la harpe et de la guitare, la voix des Indigènes s'adoucit et le but de plaire auquel ils visent est réellement obtenu grâce à l'éloignement.

Le lendemain nous allâmes avec Lorenzo visiter la fabrique de cigares de *Tondo*, dans laquelle avait travaillé Juana.

La fabrique emploie six mille femmes et quelques centaines d'hommes. Les ouvrières sont réunies dans de vastes salles pouvant contenir environ deux cents personnes ; elles se tiennent accroupies sur le plancher autour de grandes tables de travail. Des jeunes filles dépouillent les feuilles de tabac de leurs plus grosses nervures, les coupent en parties égales et les portent dans de grandes corbeilles aux ateliers de manipulation. On commence par trier les plus belles feuilles qui doivent servir d'enveloppe au cigare et on les aplatit. On emploie pour cela des cailloux lisses avec lesquels on les bat sur la table. Les feuilles ainsi préparées sont humectées et passent entre les mains de nouvelles ouvrières qui les garnissent de feuilles plus petites. Une d'entre elles les roule, comme on le fait pour une cigarette ; une autre les colle et les fait passer à la coupeuse qui, armée de forts ciseaux, leur donne une longueur uniforme. De petites filles portent les cigares ainsi fabriqués dans la salle de pesage ; d'autres les réunissent

par paquets de dix, les mettent en boîtes et les emmagasinent dans de vastes salles bien aérées.

En voyant la façon bienveillante dont les surveillants agissaient vis-à-vis les ouvrières, nous comprenions difficilement le grand désir qu'avait eu Lorenzo de ne plus voir sa femme travailler dans la fabrique.

Au sortir de la manufacture, nous nous rendons au couvent des Dominicains voir un membre de cet ordre qui avait été aumônier du corps Espagnol en Cochinchine et que nous avions connu à Touranne. Aussitôt que nous arrivâmes en présence du moine, Lorenzo se mit à genoux pour embrasser l'anneau que le Dominicain portait au doigt et lui demanda sa bénédiction ; puis nous allâmes visiter le collège de Saint-Jean-de-Latran dont le Père avait la direction.

Les murailles des longs corridors sur lesquels s'ouvrent les appartements des moines, sont ornées des portraits de leurs devanciers dans la colonie et principalement de ceux qui sont tombés victimes de leur foi pendant les persécutions qui eurent lieu en Cochinchine et dans le Tonkin. La bibliothèque renferme environ quinze mille volumes, et la chapelle est ornée avec une grande richesse. Tous les élèves s'arrêtaient sur le passage du Dominicain, se mettaient à genoux et baisaient son anneau,

« Dans ce collège, nous dit le Père, on n'accepte que des jeunes gens Espagnols qui re-

« goivent en sortant les grades universitaires.
« Dans le collège de Saint-Thomas, que dirige
« aussi notre ordre, des Indiens et des Métis ob-
« tiennent la même instruction que les élèves Es-
« pagnols ; beaucoup d'entre eux entrent dans les
« ordres ; les autres remplissent des emplois in-
« férieurs dans les administrations de la Colonie.

« Jusqu'à présent des préjugés invincibles em-
« pêchent de mettre les deux races en contact
« dans nos collèges. Lorenzo a été un de nos
« bons élèves ; nous comptions beaucoup sur lui,
« quand tout-à-coup il nous a quittés pour se ma-
« rier. Plaise à Dieu qu'il ait choisi la bonne
« voie !

« Je suis heureux, mon père, répondit Lorenzo,
« car ma femme m'aime autant que je l'aime. »

« Et cependant, répliqua le Père, elle a con-
« senti, si elle n'y a pas poussé, à ce que vous
« vous éloigniez trois ans et risquiez votre vie dans
« des combats et à la mer pour que vous lui don-
« niez les moyens de satisfaire sa vanité et sa
« coquetterie, mais puisque vous êtes heureux,
« Lorenzo, que Dieu vous garde votre bonheur ! »

La fête de Saint-Sébastien qui eut lieu peu de
temps après cette visite, mit toute la population
en fête. Il est d'usage que dans les jours de ré-
jouissance, les maisons soient ouvertes à tous ve-
nants, et les Espagnols qui, en toute autre circons-
tance, montrent pour les Indiens un profond dé-
dain, viennent sans scrupule s'asseoir à la table

des Tagals et des Métis. Le bétel et les cigares sont offerts aux Indigènes ; des mets Européens, et des vins d'Espagne sont servis par les femmes de la case à leurs hôtes d'un moment. Les étrangers sont entourés de prévenances, et l'hospitalité qu'ils reçoivent est pleine de cordialité. Mais c'est surtout chez l'ordonnateur de la fête que le banquet et le bal se déploient dans toute sa splendeur ; les plus riches habitants du quartier briguent l'honneur de présider la cérémonie, et il arrive souvent que l'orgueil d'éclipser les prodigalités de ses prédécesseurs et le plaisir de recevoir des éloges pour sa magnificence ébrèche fortement la fortune de l'heureux élu. Tous les habitants du quartier coopèrent aux frais que ces fêtes occasionnent ; chaque *Pueblo* tient à honneur de surpasser la procession du faubourg voisin, et tel Indien qui refuserait de travailler pour acquérir un objet qui lui est indispensable, se mettra de bon cœur à la besogne pour apporter son obole à la cérémonie qui doit fêter le patron de son village.

Quand la nuit tomba, les rues du faubourg de Saint-Sébastien regorgeaient de piétons et de voitures ; les Européens qui avaient abandonné la ville officielle, les Chinois, les Métis et les Tagals de tous les villages environnants étaient accourus en foule. Les cloches sonnaient à toute volée, les rues étaient couvertes de feuillages, les maisons tendues de riches étoffes, de nombreux arcs de triomphe étaient éclairées par des milliers de lu-

mières. A huit heures, la procession sortait ; des fusées, des salves d'artillerie et des feux de Bengale saluaient sa venue.

Un détachement de cavalerie tagale la précédait et la musique du faubourg jouant de bruyantes fanfares ouvrait la marche. La statue du Saint était portée sur un char recouvert de draperies ; de nombreux Tagals, que les étoffes qui tombaient de la plate-forme jusqu'à terre rendaient invisibles, le mettaient en mouvement. Une multitude de lumières faisaient ressortir les ornements de soie et d'or dont il était orné. Des détachements d'infanterie indigène, des cierges à la main, faisaient la haie ou suivaient le cortège. Le char était entouré d'enfants portant de riches bannières et suivie d'une seconde musique fournie par un des dix régiments de la colonie. Derrière cette musique venait le *governadillo* avec les membres du conseil ; tous portaient une longue canne à pomme d'argent, signe de leur autorité, et avaient des cierges à la main. La statue de la Vierge, entourée des plus jolies jeunes filles indiennes revêtues de leurs plus brillants costumes, fermait la marche, précédée et suivie d'autres musiciens. Une multitude d'enfants habillés en moines, en religieuses, en Saint-Jean-Baptiste, etc., se glissaient partout où ils pouvaient trouver passage. Un seul prêtre tagal présidait à la cérémonie. Quand la procession passait devant les maisons des personnes aisées, des feux de bengale aux

mille couleurs éclairaient de leurs reflets les statues des Saints et, de tous les côtés, des fusées lançaient dans l'air leurs étoiles qui retombaient en pluie d'étincelles. Après une promenade qui dura trois heures, la procession rentra à l'église, et un magnifique feu d'artifice annonça la fin de la cérémonie.

En pénétrant dans une maison, nous rencontrâmes Lorenzo, sa femme et sa fille, attablés en nombreuse compagnie. Juana avait un costume magnifiquement brodé et portait des bijoux qui nous semblèrent d'une valeur telle que nous doutions que tout l'argent épargné par Lorenzo eût jamais pu suffire à les acquérir. A peine avions-nous pris place à leur côté, qu'un négociant européen entra dans la salle. En apercevant Juana, il s'avança vers elle et se disposait à lui serrer la main, quand d'un regard rapide elle lui montra Lorenzo, et, se rejetant brusquement en arrière, l'arrêta par un geste expressif. Au même instant la petite Isabella se levait de sa place et allait se précipiter dans les bras de l'étranger si Juana ne l'eût arrêtée ; puis, tout en lui disant quelques mots à voix basse, elle attira près d'elle la pauvre enfant dont la paleur envahit le visage et dont les yeux égarés s'arrêtèrent avec crainte sur le visage de sa mère. L'Européen resta un instant immobile et interdit, et se retira. Lorenzo, surpris de ce qui venait de se passer, demanda à Juana quel était cet homme qui semblait si bien les connaître et qu'elle recevait si mal.

« C'est, répondit-il, un négociant chez qui j'ai
« été acheter des étoffes, qui me poursuit et que
« je veux fuir. »

Isabella, interrogée par son père, prononça quelques paroles inintelligibles. Lorenzo insista, mais l'enfant, dominée par le regard de Juana fixé durement sur elle, refusant de répondre, garda un silence farouche, jusqu'au moment où fondant en larmes, Juana la prit dans ses bras et l'emporta, suivie aussitôt par son mari.

Les jours suivants, quand les hasards de la promenade nous conduisaient près des maisons de jeux ou dans les arènes des combats de coqs, nous y rencontrions souvent Lorenzo jouant ou pariant pour l'un des combattants.

Dans chaque faubourg se trouve une arène pour ces joutes. Devant chaque habitation on voit des coqs que les Indiens élèvent avec le plus grand soin et qu'ils exercent chaque jour pour leur apprendre à combattre et jouer ensuite, quand ils les ont bien exercés, sur leur ardeur et leur adresse à se battre, des sommes considérables. Dans chaque arène, une loge est réservée pour les Européens et les autorités du quartier ; le sol est garni de sable fin et l'enceinte protégée par des balustrades en bambou contre l'envahissement de la foule ; seuls les juges du combat et les propriétaires des animaux qui doivent lutter ont droit d'y pénétrer. Les femmes se rendent en foule à ce cruel spectacle qui est de tous les plaisirs celui pour lequel les

habitants des Philippines ont le plus de goût ; jeunes et vieux, riches et pauvres, tout le monde s'y passionne. Les champions sont assortis par les jurés et les paris s'établissent. Les combattants s'avancent armés d'un éperon en acier et commencent la lutte. Si le combat est vaillamment soutenu, si la victoire est longtemps disputée, les applaudissements enthousiastes de la foule saluent le vainqueur ; si, au contraire, l'un des champions prend honteusement la fuite, il est accompagné des huées des assistants et son maître lui fait souvent expier sous le couteau sa défaite et sa ruine.

Partout où il y avait un combat, Lorenzo s'y trouvait, pariant avec acharnement ; partout où une partie de jeu était engagée on le voyait, l'air sombre et égaré, jouant comme quelqu'un qui veut s'étourdir pour fuir sa pensée. Ce fut en vain que nous essayâmes plusieurs fois de nous approcher de lui ; notre présence semblait lui être devenue aussi à charge qu'elle paraissait lui être agréable auparavant ; il apportait à nous éviter autant de soin qu'il en avait mis jadis à nous rencontrer, et nous étions réduits aux conjectures sur les suites de l'épisode auquel nous avions assisté le jour de la Saint-Sébastien.

Depuis plus d'un mois le nouveau gouverneur général des Philippines était attendu, et de nombreux préparatifs avaient été faits pour le recevoir, quand enfin la frégate qui était allée le chercher à Singapoor, fut signalée par la vigie placée sur

l'îlot du Corrégidor. Quelques heures après, le navire jetait l'ancre devant la ville.

Suivant l'usage, le haut dignitaire débarqua incognito et fut conduit à la villa de *San Miguel* qu'il devait habiter jusqu'à l'époque fixée pour sa réception officielle. Pendant les quelques jours qui s'écoulèrent entre son arrivée dans la colonie et la cérémonie de son installation, les magnifiques jardins de sa résidence furent ouverts tous les soirs au public ; les habitants s'y portaient en foule pour y entendre les musiques des régiments qui y jouaient concurremment avec celles des *pueblos* voisins.

Cependant, on terminait les dernières installations ; des arcs de triomphe, ornés de feuillages et de drapeaux et chargés d'inscriptions en l'honneur de la reine et de souhaits de bienvenue au gouverneur, s'élevaient à *San Miguel*, dans la rue de *la Escolta* et à l'entrée de la ville de guerre ; les ponts du Passig étaient couverts de banderoles et de verdure ; des écussons surmontés du pavillon espagnol rappelaient à l'admiration publique les endroits illustrés par les exploits de l'armée espagnole pendant la dernière guerre du Maroc, dans laquelle le nouveau capitaine général avait cueilli de nombreux lauriers. Toutes les maisons étaient pavoisées et le sol était couvert de feuillage.

Le jour de la cérémonie arrivé, une foule bruyante où se confondaient les trois races diverses qui habitent la colonie envahit les jardins de

la villa et s'échelonna sur la route de la ville. Des détachements de cavalerie, malgré tous leurs efforts, parvenaient à peine à maintenir libre le passage que devait parcourir le cortège ; des députations de notables de tous les villages de la province, musique en tête et drapeaux déployés, et les principaux Chinois de la ville, vêtus de blanc et précédés de *gongs* et de *tamtams*, attendaient l'heure du départ.

Enfin, le cortège se mit en marche. L'avant-garde se composait de Tagals portant des armures de guerriers du moyen-âge, armés de haches d'armes et de lances. Venaient ensuite les députations des *Pueblos* et des Chinois ; une escorte de lanciers de cavalerie indigène entourait la calèche du capitaine général, suivi de toutes les autorités de la colonie. Devant les remparts de Manille, se tenait la garnison sous les armes ; à la porte de l'enceinte se trouvait le gouverneur civil, entouré des *alcades* de toutes les provinces de l'île, chargé de remettre au nom de la reine les clefs de la ville au nouveau gouverneur. Lorsque celui-ci franchit les fortifications, les cloches des églises sonnèrent à toute volée et le bruit du canon des forts et des bâtiments de guerre mouillés sur rade annonça à la foule que le nouveau capitaine-général venait de prendre possession de son commandement. La première visite du haut fonctionnaire fut pour la cathédrale où l'attendait l'archevêque à la tête de son clergé ; une multitude de

Dominicains, d'Augustins et de prêtres indigènes remplissait l'église dont les autels étincelaient d'or et de lumières. Après le *Te Deum* et la revue qui le suivit, le gouverneur prit possession de son palais.

Le soir la ville entière fut illuminée et les musiques jouèrent sur les places de Manille et des divers faubourgs. Le portrait de la reine, brillamment éclairé et gardé par des gardes du corps revêtus d'un brillant uniforme et ayant l'immobilité complète des statues, fut exposé sur le balcon du palais ; les théâtres donnèrent des représentations de gala et toute la nuit eurent lieu des jeux et des réjouissances publiques.

Le lendemain, un bal offert dans les salons de l'hôtel-de-ville par la municipalité au capitaine général, réunit l'élite de la Société européenne.

Malgré l'aspect féerique de cette réunion où la vue était éblouie par une décoration composée de faisceaux d'armes de guerre se détachant sur un fond de riches draperies et par les brillants uniformes resplendissants d'or et de croix des officiers espagnols, nous quittâmes bientôt les salons de l'ayuntamiento, chassés par la chaleur étouffante qui y régnait. Le hasard, ou plutôt l'habitude, conduisirent nos pas vers la demeure de Lorenzo.

La maison semblait en fête ; de nombreuses lumières envoyaient leur lueur au dehors et on entendait s'élever des chants joyeux. Nous entrons. L'assistance était nombreuse ; sur un lit, au fond

de la salle, était étendu le corps d'Isabella vêtue de ses plus beaux habits ; une couronne ornait sa tête, des fleurs étaient répandues autour d'elle. Au chevet du lit, Juana pâle et morne, les yeux fixes et brillants, la contemplait immobile. Lorenzo, en nous voyant, se précipite à notre rencontre.

« Vous avez l'air étonné, seigneurs, nous dit-il, que la maison soit en fête, mais n'est-ce donc pas un jour heureux ; un ange vient de monter au Ciel, » et de la main, il nous désignait l'enfant étendu sur sa couche funèbre.

Puis, après s'être tu un instant, il ajouta en prenant la main de Juana :

« Dieu m'a puni, seigneurs, de l'avoir soupçonnée ; pendant que j'allais jouer pour m'étourdir et tâcher de l'oublier, elle passait ses jours et ses nuits à soigner notre pauvre enfant brûlée par la fièvre depuis le jour de Saint-Sébastien. Au lieu de lui venir en aide, je n'entrais ici que pour l'accuser ; mais la mort de notre enfant m'a rendu la raison et Juana me pardonne ma folie. »

A ces derniers mots, la pauvre femme leva sur nous un regard où se lisaient à la fois le remords, la honte et la douleur, puis elle retomba dans l'immobilité qu'elle avait à notre arrivée et dont tous les efforts de Lorenzo furent impuissants à l'arracher. Nous nous retirâmes l'âme navrée.

Huit jours après, nous entrions dans l'église de Binondo ; auprès de la porte se trouvaient les

corps de cinq jeunes enfants, exposés le visage découvert, que l'on s'apprêtait à conduire ainsi au cimetière, suivant la coutume du pays, puis plus loin un cercueil près duquel se trouvait un Tagal la figure cachée dans les mains, absorbé dans sa douleur. Le bruit de nos pas lui fit lever un instant la tête ; nous reconnaissons Lorenzo. Un de ceux qui l'accompagnaient s'approche de nous et nous apprend que depuis l'enterrement d'Isabella, Juana avait toujours gardé un morne silence, que la vue de son mari et ses témoignages d'affection semblaient la faire souffrir et que l'avant-veille un accès de fièvre pernicieuse l'avait enlevée en quelques instants.

Qu'advint-il de Lorenzo ? nous l'ignorons, car quelques heures plus tard la *Saône* était en pleine mer se dirigeant sur Saïgon.

M^E GILLE CRESSANT

PRÊTRE—CURÉ DE LA PAROISSE D'ALBERT

(1717-1727)

PAR M. H. DAUSSY.

(Séances du 11 et du 25 Juillet 1879.)

En 1717, M^e Gille Cressant était, depuis quatre ans, curé de la paroisse d'Albert. Il avait 58 ans, mais l'âge n'avait aucunement altéré l'énergie de son caractère.

C'était un homme fort absolu dans ses idées. Un petit procès ne l'effrayait point ; un gros ne le faisait même pas reculer ; il le poursuivait avec acharnement devant toutes les juridictions ; et battu, condamné par décision définitive et souveraine, ne se rendant pas pour cela, continuait la lutte par tous les moyens.

Son idée dominante était d'être maître chez lui, c'est-à-dire dans son presbytère, dans son église, dans sa fabrique ; son rêve eut été d'opérer ce que nous appellerions peut être aujourd'hui la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Il se refusait à admettre l'intervention du pouvoir civil dans toutes les affaires qui touchaient aux choses de la religion. On lui doit cette justice qu'il ne paraît pas avoir cherché à empiéter sur ce que nous considérons comme le domaine purement civil. Mais, à l'époque dont nous parlons, il s'en fallait de beaucoup que la distinction fût clairement établie entre les affaires de la Commune et celles de la Paroisse. Aux yeux des autorités d'alors, et notamment du Corps de ville, le curé commettait chaque jour les plus condamnables usurpations sur les prérogatives de l'Echevinage et les droits de la Commune.

C'est ainsi qu'au sujet d'un changement apporté par le curé dans la manière de sonner les cloches, le Corps de ville, soutenu du reste par l'opinion publique, protesta avec indignation contre cette nouveauté, et assigna devant l'Officialité d'Amiens le curé, qui se permettait de changer les anciens usages, et le bedeau qui avait cru pouvoir exécuter de pareils ordres. A la messe du dimanche, Fournet, le bedeau, avait fait sonner une seule cloche pendant la procession, au lieu que de tout temps et d'usage immémorial on sonnait toutes

les cloches. Les paroissiens avaient cru qu'on sonnait au sermon ou pour un enterrement. De là procès, arrêté et résolu en assemblée générale de la commune, par une délibération où l'on voit des gens signer : « un tel, qui a perdu la messe à cause du changement de sonnerie. »

Le procès fut gagné par la ville. Dans sa sentence du 11 août 1717, l'Official condamna formellement les innovations de M. le curé. Sa décision était exécutoire nonobstant appel « attendu qu'il s'agissait d'un règlement touchant le service divin et de police ecclésiastique. » Mais M. Cressent n'en tint compte, non plus que Nicolas Fournet le bedeau. Celui-ci était tout dévoué à son curé. Vainement M. Hazin, le marguillier en charge, le fit venir, le chapitra comme il convenait, et lui enjoignit d'exécuter la décision des juges ecclésiastiques ; Nicolas ne connaissait que son curé, et docile à ses ordres il fit, le dimanche 22 août, sonner la procession avec une seule cloche.

Grande rumeur dans la ville : on convoque immédiatement une assemblée générale des maire et échevins, tant en charge qu'anciens, des principaux habitants et paroissiens ; on se réunit le jour même, à l'issue des vêpres, et on délibère. Contre le curé l'assemblée était impuissante, car il n'était aucunement dans sa dépendance. Mais elle tourne sa colère contre le malheureux bedeau, qu'elle pouvait révoquer à son gré puisque c'était la Communauté qui le payait. Elle prononce sa destitution,

ordonne qu'on lui retirera « la robe violette et le « bâton qu'il a, appartenant à la fabrique » et nomme, séance tenante, un autre bedeau qui promet de se bien comporter dans ses fonctions « et « de sonner selon l'ancien usage. »

Ce n'était là qu'un des incidents de la lutte qui s'était engagée entre M. Cressent et la Communauté, et qui portait sur d'autres objets encore plus intéressants que le changement de sonnerie. M. Cressent avait entrepris d'introduire un nouveau tarif pour son casuel et de régler, d'une manière plus avantageuse pour lui, les honoraires et droits qui lui appartenaient pour les services, obits, enterrements, mariages et baptêmes. Les paroissiens avaient été fort irrités de cette innovation, qui non seulement dérangeait leurs anciennes habitudes, mais s'attaquait à leur bourse. La Communauté avait donc intenté au curé un procès devant l'Official d'Amiens qui, le 20 du mois d'août, deux jours avant la révocation du bedeau Fournet, lui donna encore gain de cause et condamna les prétentions excessives de M. Cressent.

Mais cette fois la décision était susceptible d'appel, et le curé ne manqua pas d'user de son droit. Le 20 septembre 1717, le Corps de ville fut intimé par lui devant l'Officialité de Reims à qui était déférée la connaissance des appels relevés contre les sentences de l'Official d'Amiens. L'af-

faire fut menée avec la plus grande vigueur par M^r Delaistre qui était à Reims le procureur de la ville, car moins de trois ans plus tard elle était terminée par une sentence, en date du 16 mars 1720, qui, en consacrant la décision de l'Official d'Amiens, confirmait définitivement les droits de la Ville.

Nous disons les droits de la Ville, car c'était la Communauté qui avait, à ses risques et périls, soutenu ce procès bien qu'il n'intéressât les habitants qu'en leur qualité de paroissiens. Mais à cette époque, comme nous l'avons dit, la Paroisse et la Communauté se confondent. On voit pourtant dans la délibération prise au sujet de l'appel du curé, le 29 septembre 1717, que l'idée de la distinction entre les deux points de vue était venue à certains esprits. Le Procureur de la ville, c'est-à-dire le magistrat chargé de remplir auprès de l'échevinage les fonctions du ministère public, M^c Jean Debrye, qui était grand ami du curé, disait dans ses conclusions « qu'il n'avait moyen d'empêcher
« qu'on soutienne l'instance à l'encontre du curé
« pour raison de ses honoraires, mais que les frais
« et débours ne devaient pas être faits aux dépens
« de la Ville. » La distinction dut paraître bien subtile ; et d'ailleurs elle était captieuse, car si ce n'était pas la Ville qui soutenait le procès, qui donc eût défendu les droits des habitants et fait maintenir la sentence de l'Official d'Amiens ? Pratique-

ment, ne pas plaider au nom de la Communauté c'était laisser violer par le curé les droits reconnus par justice au profit des paroissiens. Aussi les conclusions de M^e Jean Debrye furent repoussées par toute l'assemblée, qui résolut, conformément aux propositions du maire, de défendre au nom et aux dépens de la Communauté sur l'appel de M. Cressent.

Le maire d'alors était M^e Adrien Drouart, procureur au marquisat ; nous le retrouverons un peu plus tard et nous pourrions apprécier l'énergie de son caractère. Il était en état de guerre ouverte avec le curé. De ces deux ennemis irréconciliables on ne saurait dire lequel était le plus intraitable.

Mais, en vertu des règlements de l'échevinage, les administrateurs municipaux étaient nécessairement changés après un certain temps d'exercice, et dès l'année 1718, M^e Drouart cessait de faire partie de l'échevinage. Dans la nouvelle administration, qui avait pour maire M. Delachenet, entraient comme échevin M. Jean Decalogne qui, deux ans après, à l'âge de 33 ans, devint maire à son tour (1720). M. le curé était en fort bons termes avec M. Decalogne. De sorte que, pendant plusieurs années, c'est-à-dire tant que M. Decalogne fut dans l'échevinage, non seulement la lutte cessa entre la Ville et le curé, mais celui-ci obtint même toutes sortes de concessions dont quelques-unes étaient réellement préjudiciables à la Communauté.

C'est avec la connivence de M. Decalogne que M. Cressent, en 1722, supprima, pour agrandir son presbytère, la ruelle qui, du haut de la rue du Coubrehaut, descendait à la rivière et permettait aux habitants du quartier d'aller y puiser de l'eau ; ressource précieuse en cas d'incendie. Cela se fit sur simple autorisation verbale, sans délibération, par conséquent sans approbation de l'autorité seigneuriale, en un mot de la façon la plus irrégulière. Ni le curé ni M. Decalogne n'étaient d'humeur à s'embarrasser de formalités gênantes. Les questions de légalité n'étaient point faites pour les arrêter.

On le vit bien lorsque vint le moment pour M. Decalogne de sortir à son tour de l'administration.

Aux élections d'avril 1723 les suffrages des électeurs avaient porté à la mairie, par 66 voix sur 96 votants, M. Guilain Gelée, seigneur de Boulant. C'était un jeune homme de 26 ans à peine, qui ne savait rien, tout au plus signer son nom, d'une écriture d'écolier, mais qui appartenait à une famille des plus anciennes et des plus considérables. On trouve des Gelée dès 1421 dans la liste des bourgeois d'Albert. Le père de Guilain Gelée avait été un des maires les plus capables de la ville. Procureur au marquisat, puis Lieutenant du bailli d'Albert, il avait amassé une fortune importante et vers la fin du xvii^e siècle avait acheté la terre et seigneurie de Boulant.

Son fils était loin de le valoir ; mais ,héritier d'un nom estimé, riche, libéral, d'un caractère facile, il jouissait d'une grande popularité. Le choix de ce jeune homme pouvait être regrettable à beaucoup d'égards, mais en définitive il était parfaitement régulier. Seulement il déplaisait à M. Decalogne. Celui-ci avait été le régisseur de l'oncle du jeune Guilain, M. Adrien Gelée, curé de Cléry, qui, en société avec MM. Guyon et Gonnet, beaux-frères de Guilain, était fermier général du marquisat. Mais, après avoir été très lié avec les Gelée, Decalogne s'était brouillé avec eux. Il employa tout son crédit auprès du comte de Toulouse pour faire annuler la nomination du jeune Guilain.

C'était un fort habile homme que M. Jean Decalogne. Déjà en 1722, il était parvenu à faire approuver sa réélection comme maire, bien qu'elle fût contraire aux règlements de la ville, car son temps d'exercice était révolu ; comme il était fort bien en cour, il avait obtenu l'agrément de S. A. S. qui avait approuvé sa nomination « sans toutefois tirer à conséquence pour l'avenir. » Plein d'entregent, souple, actif, joignant à une très-réelle capacité d'homme d'affaires un remarquable esprit d'intrigue, il avait su s'attirer les bonnes grâces de tous ceux qui représentaient Mgr le comte de Toulouse dans l'administration du marquisat ; de M. d'Aigreville, capitaine et gouverneur des ville et château d'Albert ; du bailli, M. Vaillant de Bouent, qui habitait Péronne où il était Conseiller

du Roi au baillage ; de M. d'Héricourt, qui était à Paris le Président du Conseil privé de Son Altesse Sérénissime. Grâce à ses relations il fit accueillir par le Conseil la réclamation qu'il avait fait rédiger contre la nomination de Gelée et qui était fondée sur l'incapacité notoire de ce jeune homme ; S. A. S. ordonna que les élections seraient recommencées.

Une nouvelle assemblée eut donc lieu le 9 mai 1723. M. d'Aigreville, le gouverneur, vint à la maison de ville présider aux opérations, afin de mieux assurer le résultat qu'on en voulait faire sortir. Mais, malgré la pression exercée sur eux, les maires de métiers persistèrent à placer Gelée au nombre de leurs candidats, disant « que c'était « l'intention de toute la Communauté d'avoir le « sieur Gelée pour maire, qu'il en était capable. » Vainement M. d'Aigreville répliqua que « ce « n'était point l'intention de S. A. S. qui ordon- « nait expressément de nommer un autre sujet « que ledit sieur Gelée ; » les maires de métiers furent inébranlables. Ce que voyant, Decalogne fit clore le procès-verbal, disant qu'il n'y avait lieu de passer outre à l'élection et qu'il fallait en référer à S. A. S. La solution était facile à prévoir : tout le monde savait que le Conseil de S. A. S. n'avait point un fort grand respect pour la liberté électorale des sujets du marquisat. On ne se donna même point la peine de les convoquer à nouveau ; et par le fait Decalogne resta maire encore un an,

à la grande satisfaction, est-il besoin de le dire, de M. le curé Cressent, et de son fidèle Nicolas, à qui Decalogne avait rendu sa robe violette et son bâton de bedeau.

L'influence de Decalogne était alors à son apogée. La place de Procureur fiscal du Marquisat étant vacante par suite du décès de M. Adrien Latiffy, il la sollicita : les concurrents étaient fort nombreux ; M. Latiffy le jeune, M^e Cinet notaire, son fils M. Jacques Cinet, M^e Claude Debrye le greffier de la ville, M. Jean-Baptiste Arrachart, procureur, étaient sur les rangs, tous plus ou moins recommandés. M. d'Estourmel et Madame de Mailly notamment agissaient en faveur de M. Latiffy le jeune ; et il faut avouer que celui-ci avait bien quelques titres à faire valoir, puisqu'il s'agissait de succéder à son père. « La place de Procureur « général du Parlement ne serait pas plus recherchée » écrivait de Paris Jean Decalogne, qui avait couru voir M. d'Héricourt, et qui, suivant son affaire avec une ardeur extrême, obtenait l'appui du marquis de Lameth, se faisait recommander par Madame d'Aigreville, régalaient MM. du Conseil, en un mot faisait jouer tous les ressorts.

Decalogne l'emporta ; il réussit à enlever sa nomination de Procureur fiscal et en même temps de notaire seigneurial. Le 4 juillet 1723 il écrivait dans la joie de son âme pour donner à son père

cette grande nouvelle : « M. d'Héricourt m'a fait la
« grâce de me présenter à S. A. S. qui a bien
« voulu m'agréer hier pour Procureur fiscal au
« marquisat d'Albert... Je vous prie de bien faire
« mes compliments à M. et M^{me} d'Aigreville et de
« lui dire que je m'acquitterai des commissions
« qu'il m'a mandez de lui faire ; ayez la bonté de
« lui faire remettre par mon frère le papier de
« musique ci-inclus... »

Il est permis de supposer d'après ce dernier détail qu'il y avait au château quelque clavecin sur lequel Mesdemoiselles d'Aigreville exerçaient l'habileté de leurs doigts de jeunes filles.

Le nouveau succès qu'il venait ainsi d'obtenir augmentait encore la prépondérance de M. Jean Decalogne dans la ville d'Albert. Le curé pensa que l'occasion était favorable pour revenir, avec l'aide d'un maire si puissant et si bien vu en haut lieu, sur une question qui lui tenait au cœur, celle du tarif de ses honoraires. Elle avait été, nous l'avons dit, jugée en première instance et en appel, à Amiens et à Reims, définitivement jugée. Pour tout autre c'eût été une affaire terminée ; mais pour M. Cressent la question du tarif restait toujours une question, et il s'était obstinément refusé au paiement des exécutoires de dépens pris par la ville les 4 janvier et 30 juillet 1721, à raison des frais du procès. Ce n'était point l'administration de M. Decalogne qui pouvait se montrer

disposée à le poursuivre rigoureusement. Les exécutoires demeuraient donc impayés.

Mais était-il possible de mettre à néant les décisions judiciaires rendues au profit de la Communauté des habitants ? On imagina un biais. C'était de prier Mgr le comte de Toulouse de régler comme arbitre cette question qui continuait à agiter les esprits et entretenait le trouble dans le chef-lieu du Marquisat. L'honneur de cette combinaison ne peut être attribué à M. Cressent. Ses principes bien arrêtés ne devaient point le conduire à faire intervenir l'autorité civile dans le règlement d'une affaire ecclésiastique. Il faut reporter le mérite de cet ingénieux expédient à M. Jean Decalogne, dont l'esprit bien autrement souple ne s'embarrassait guère de principes et de distinctions, et qui ne connaissait rien de tel qu'une intrigue habilement conduite.

Ce n'était évidemment pas Mgr le comte de Toulouse qui devait examiner par lui-même une affaire semblable, peu digne de son attention. C'était le Conseil privé de S. A. S. et surtout M. d'Héricourt le Président de ce conseil. Or Decalogne se croyait sûr de M. d'Héricourt avec lequel il était en fort bons termes. Leurs relations s'étaient resserrées dans le voyage qu'il avait fait à Paris au mois de juin. Decalogne savait d'ailleurs les entretenir ; il n'ignorait point l'influence des petits

cadeaux ; il faisait partie de l'échevinage qui, le 4 janvier 1719, par une délibération en forme, arrêtait qu'on enverrait à M. d'Héricourt un pâté de six canards et un dindon « pour le bien de la ville », ce qui prouve, entr'autres choses, que dès cette époque les pâtés de canards de notre pays avaient une certaine réputation. Dès que l'arbitrage proposé serait accepté par les deux parties, M. Cressent devait avoir gain de cause.

La grande difficulté était de faire consentir la Ville à cet arbitrage. Il ne suffisait point d'une délibération de l'échevinage pour obliger la Communauté dans une matière de cette importance et lui faire abandonner le bénéfice des sentences qu'elle avait obtenues. C'était une de ces « grosses besognes », comme on disait dans la langue du vieux droit municipal, pour lesquelles il était nécessaire de convoquer l'assemblée générale de la Communauté, c'est-à-dire les anciens maïeurs et échevins, les maires de métiers, les principaux habitants, en un mot « la plus saine partie de la population. » Cette assemblée serait-elle docile aux inspirations de M. Decalogne ? Là était le point douteux. Cependant il y avait tout lieu de penser que, travaillée déjà par la double influence du curé et du maire, elle ne résisterait pas à la crainte de déplaire à Mgr le comte de Toulouse, qui voulait bien se porter, dans l'intérêt de la paix et de la bonne

harmonie entre ses sujet^s, le médiateur et l'arbitre de leurs différends.

Pour les sujets du marquisat le Seigneur était tout. Ils n'avaient de rapports avec l'autorité royale qu'au sujet des impôts et de la milice ; le lien qui les rattachait au reste du royaume était presque simplement fédératif. Aussi ne verra-t-on dans tout le cours de ce récit nulle trace de l'influence du pouvoir central. C'est du Seigneur que tout dépendait, à lui que tout se rapportait ; c'est de lui qu'on pouvait tout craindre comme tout espérer, même la violation des droits les plus certains : nous l'avons vu plus haut à propos des élections de 1723. Résister à son Seigneur, répondre par un refus à la grâce qu'il faisait, témoigner une irrévérencieuse défiance en son équité, c'était chose impossible. D'autant plus que le Seigneur d'Albert n'était rien moins que S. A. S. Mgr le comte de Toulouse, fils légitimé du Grand Roi, duc de Damville, de Penthièvre, de Chateaufvillain et de Rambouillet, amiral de France, gouverneur et lieutenant-général pour le Roi en sa province de Bretagne, un des premiers personnages du royaume. Evidemment l'assemblée devait céder.

Par un hasard assez étrange, si toutefois le fait est dû au hasard, on ne trouve point aux registres de l'échevinage le procès-verbal de la délibération qui fut prise pour répondre aux ouvertures conte-

nues dans une lettre que M. d'Héricourt avait écrite à la date du 8 décembre 1723.

Mais si nous en ignorons les détails nous en connaissons le résultat. L'assemblée céda et ne pouvait faire autrement. Toutefois elle déconcerta la savante combinaison de M. Decalogne en nommant un syndic spécial chargé de suivre l'affaire et de défendre devant le Conseil de S. A. S. les droits de la Communauté. En choisissant ainsi une autre personne que le maire pour soutenir la cause des habitants elle voulait s'assurer que leurs intérêts ne seraient pas trahis. Qui pouvait présenter à cet égard plus de garanties que M^e Adrien Drouart, le maire de 1717, celui qui avait si vaillamment soutenu devant les tribunaux ecclésiastiques le procès contre M. le curé ? Ce fut donc à lui que l'on confia cette mission. Le jour même, 27 décembre 1723, pouvoir lui fut donné à cet effet par acte devant son frère, M^e Claude Drouart, notaire à Albert.

Le coup était manqué.

D'autant plus que l'année suivante Decalogne devait forcément quitter l'Echevinage, et que la nouvelle administration pourrait ne pas être favorable au curé.

En effet, aux élections du 30 avril 1724, l'Echevinage fut complètement changé. Il suffisait qu'on eût voulu violenter les habitants dans l'exercice

de leurs droits et qu'on leur eût enjoint, l'année précédente, de nommer un autre maire que M. Guilain Gelée pour que l'élection de ce jeune homme fût assurée. Sur 95 votants il eut 71 voix. Les trois échevins nommés en même temps étaient M. Jean-Baptiste Arrachart, procureur, et MM. Jean-Baptiste Duchaussoy et Marc Danicourt.

Comme il n'était pas possible de lutter contre la volonté si énergiquement exprimée du corps électoral, à moins de supprimer positivement son droit reconnu par les anciennes chartes, les élections reçurent l'approbation de Mgr le comte de Toulouse.

En conséquence, le 4 juin suivant, le nouveau maire, M. Gelée de Boulant, fut installé par M. Nicaise Jollyet, lieutenant du Bailliage, en présence de M. d'Aigreville, gouverneur de la ville et de M. Jean Decalogne qui, comme procureur fiscal, fut obligé d'assister à la prise de possession de Guilain Gelée. Celui-ci désigna, suivant l'usage, un quatrième échevin, pour compléter au nombre de cinq personnes, le Corps de Ville, et le même jour les quatre échevins prêtèrent serment entre ses mains. Ce fut un jour de triomphe pour le jeune seigneur de Boulant, et de deuil pour M. le curé Cressent qui, s'il fut convié au diner d'installation du nouveau maire, dut certainement refuser l'honneur de cette invitation.

C'est que le quatrième échevin appelé par le

maire, ou, comme on le disait quelquefois, son lieutenant, n'était autre que M^e Adrien Drouart, le maire de 1717, l'ennemi déclaré du curé, le syndic de la Communauté dans la grande affaire du tarif. S'il n'y eût eu dans le Corps de ville que des personnages insignifiants comme les Duchaussoy et les Danicourt, une tête assez pauvre et un caractère très-faible comme Guilain Gelée, le curé n'eût fait que sourire de la révolution municipale qui venait de s'accomplir. Il ne lui eût pas été bien difficile de s'emparer de l'esprit du jeune maire en flattant sa vanité, et de le tourner à ses intérêts. Le seul adversaire sérieux qu'il eût pu trouver en face de lui eût été M^e Jean-Baptiste Arrachart, le procureur, homme de 40 ans, capable, instruit et ferme. Mais d'un seul adversaire on peut triompher. Arrachart, après tout, ne comptait que pour une voix dans les délibérations. Ce qui était grave, très-grave, c'était l'introduction d'Adrien Drouart dans l'Echevinage. Arrachart et Drouart ne pouvaient manquer d'avoir, par leurs lumières, et par l'ascendant de leur caractère, une prépondérance décisive dans les délibérations. L'incapacité du jeune maire les rendait maîtres de la situation. En définitive M. Gelée n'était maire que pour se prévaloir des honneurs de sa charge et pour traiter magnifiquement ses convives ; le vrai maire devait être ce Dronart, qu'il avait pris pour lieutenant, et qui devait en effet en son lieu et place diriger le Corps de ville. Or, avec Adrien

Drouart au pouvoir, il n'y avait pour M. le curé qu'une longue suite de procès en perspective.

Telles étaient les réflexions qui certainement assiégèrent ce jour-là l'esprit de M^e Gille Cressent lorsqu'il rentra chez lui triste et pensif. En parcourant les cinquante mètres qui séparent l'église du presbytère, à chaque pas, de chaque pavé pour ainsi dire, il dut voir surgir un procès.

Pouvait-il voir son fidèle Nicolas fermer les portes du lieu saint sans songer que le pauvre bedeau allait être de nouveau inquiété au sujet de la sonnerie des cloches ? privé peut-être une seconde fois de la robe et du bâton ?

Pouvait-il descendre les marches de l'église sans penser à certains grès qu'il en avait détachés pour améliorer l'entrée du presbytère, et que Drouart ne manquerait pas de revendiquer au nom de la Ville ?

Vraisemblablement il dut s'arrêter un instant devant la boutique de Jean-Baptiste Crépin, le menuisier. Crépin, en 1720, s'était rendu adjudicataire d'une place entre les piliers de l'église et y avait construit, depuis le grand portail jusqu'au couloir ou processonnaire qui longe le côté Nord de l'édifice, une petite logette naturellement très-exigüe. Comme il s'y trouvait fort à l'étroit et ne pouvait s'agrandir en largeur à cause des piliers, ni en profondeur à moins d'anticiper sur la rue, Crépin avait songé à surelever son échoppe d'un

étage. Il en avait parlé à M. le curé qui ne s'était point montré défavorable à ce projet. Cependant il y avait une difficulté, c'est que la surélévation devait masquer une des fenêtres qui éclairait l'église, au-dessus des fonts baptismaux. Rien n'avait été encore résolu. Qu'allait devenir l'affaire de Crépin ? Drouart voudrait y intervenir sous prétexte qu'on ne pouvait toucher à l'église sans la permission de l'Echevinage. A cette pensée M. Cressent sentait grandir son irritation contre le lieutenant du maire.

Et quand, franchissant le seuil de sa demeure, il pensait à cette petite ruelle qui naguères séparait son presbytère du cabaret de Jean Bertrand, et qu'il avait récemment annexée pour améliorer son logement, l'idée de Drouart lui revenait plus vive encore à l'esprit. Drouart allait réclamer contre la suppression de la ruelle. Drouart allait lui intenter encore un procès.

Et pourtant qu'était-ce après tout que Drouart ? De qui tenait-il le droit d'agir au nom de la Communauté, de gouverner, comme par le fait, il allait gouverner les intérêts de la Ville ? Voilà ce que, rentré chez lui, et poursuivant le cours de ses pensées, se disait M^e Gille Cressent. Que Drouart représentât la Ville dans l'affaire du tarif, cela était légitime puisqu'enfin la Communauté l'avait nommé et lui avait donné pouvoir pour cela. Mais qu'était-ce qu'un échevin qui ne

devait qu'à la volonté du maire (et de quel pauvre maire !) les fonctions dont il était investi ?

L'une des particularités de la composition de l'échevinage était en effet que la nomination de l'un des échevins appartenait au maire tout seul. Le suffrage universel désignait le maire parmi quatre candidats présentés, deux par l'Echevinage sortant et les deux autres par les maires de métiers. Les trois autres candidats étaient échevins de droit. Ils étaient donc, comme le maire, les élus de la Communauté et leur nomination était comme celle du maire soumise à l'approbation du Seigneur. Mais quant à la cinquième personne nécessaire pour compléter l'Echevinage elle était au choix du maire seul, sans que la Communauté ni le Seigneur eussent à intervenir. M^e Gille Cressent, sous l'empire des sentiments qui l'animaient, trouva cela monstrueux ; son esprit se révolta à la pensée que la Ville avait un administrateur et un juge à la nomination duquel elle ne prenait pour ainsi dire aucune part et qui surtout ne recevait aucune investiture de Son Altesse Sérénissime. Il est probable que cela ne lui paraissait aussi intolérable que par ce que cet intrus s'appelait M^e Adrien Drouart.

L'aversion que celui-ci inspirait à M. Cressent ne tenait pas seulement à des faits de la vie publique. Drouart ne s'était marié que depuis quelques années. Il avait, à l'âge de 56 ans, épousé à Arras, en octobre 1720, une demoiselle Hénin, dont il

avait eu, longtemps auparavant, une fille naturelle qui fut placée sous le poêle nuptial et légitimée par l'acte de mariage de ses père et mère auquel elle apposa sa signature. Drouart, par une très remarquable précaution de vieux procureur, avait requis M. Cressent d'insérer sur les registres de la paroisse d'Albert copie de cet acte, afin que personne, et surtout M. le curé, ne pût se permettre d'exprimer le moindre doute sur la régularisation d'une situation qui avait provoqué bien des commentaires dans la ville. Mais quoique dans les principes de l'Eglise la légitimation soit entourée d'une grande faveur, on conçoit que M. le curé ne pouvait pardonner aisément à Drouart le scandale d'une liaison qui avait duré pendant vingt-trois ans avant le mariage.

Quoiqu'il eût dépassé la soixantaine, M^e Gille Cressent avait encore toute la fougue d'un jeune homme. Chez lui il n'y avait pas loin de la pensée à l'exécution. Il arrêta donc de tenir pour non avenue la nomination de Drouart et de ne pas le reconnaître pour échevin.

Ainsi, pendant que Boulant était en liesse, que la ville était également en fête grâce aux largesses de Guillain Gelée, que les boutiques des cabaretiers, des marchands d'eau-de-vie et des merciers retentissaient de bruit et de chansons, que partout on célébrait l'installation du nouvel échevinage, M. le curé, aux prises avec ses réflexions solitaires, rou-

lait dans son esprit des desseins de révolte et se confirmait dans la résolution d'une lutte à outrance.

Les hostilités ne pouvaient tarder à s'engager.

Dès le 23 juin une assemblée générale fut convoquée « au sujet de ce qu'au préjudice de l'ancien
« usage et au mépris des sentences rendues par
« les officialités d'Amiens et de Reims, Nicolas
« Fournet le fils, carillonneur de cette paroisse,
« change tout l'usage de la sonnerie des cloches
« et le carillon, ce qui fait que les paroissiens, ne
« pouvant s'en assurer, ne peuvent se rendre à
« l'office. » Ainsi commence le procès-verbal de la délibération ; mais il s'arrête à cet exposé et n'est revêtu d'aucune signature. C'est un acte imparfait qui atteste seulement une tentative avortée. Il est plus que probable que l'assemblée aura refusé de suivre ceux qui voulaient, avec une étrange précipitation, entraîner la Ville dans cette nouvelle affaire. Quelques personnes sensées auront fait remarquer que l'affaire de la sonnerie était, comme celle du tarif, comprise dans l'arbitrage que Mgr le comte de Toulouse avait bien voulu accepter. Il était donc impossible d'en faire l'objet d'une instance nouvelle, sous le prétexte que le procès serait dirigé non plus contre le bedeau, mais contre le fils du bedeau, carillonneur et sonneur de la paroisse. Le bon sens voulait

-

qu'on attendit la sentence de S. A. S., et le bon sens l'aura emporté.

Le curé s'empessa de tirer parti de cette fausse manœuvre de ses adversaires et profita de l'espèce de désarroi dans lequel les jetait l'insuccès du 23 juin pour frapper immédiatement un grand coup.

La place de prêtre-clerc, nous dirions aujourd'hui de vicaire de la paroisse, était vacante. Les vicaires se succédaient assez rapidement à Albert depuis plusieurs années. Peut-être le caractère de M. Cressent n'était-il pas étranger à cette fréquence de mutations. M. Roussel, installé en 1720, n'était resté que trois ans ; son successeur, M. Soyeux, venait de quitter ses fonctions après moins d'un an d'exercice. Le jeune prêtre qui se présentait pour le remplacer, en juin 1724, se nommait M^e Pierre-Charles Fontaine. Il avait reçu l'approbation de Monseigneur l'évêque d'Amiens ; il était accueilli favorablement par M. Cressent ; le choix de sa personne n'avait rien qui déplut aux autorités civiles et notamment à l'Échevinage ; il semblerait donc qu'aucune difficulté ne pouvait s'élever au sujet de sa réception et de son installation.

Mais il y avait, relativement au vicaire de la paroisse, une question de principe que M. Cressent avait déjà soulevée et débattue ; il résolut de la trancher par un acte de vigueur. Ses opinions étaient très arrêtées sur ce point. La réception du vicaire était, suivant lui, une affaire essentielle-

ment ecclésiastique, de la compétence exclusive de l'autorité religieuse. Cette manière de voir était absolument contraire, il le savait parfaitement, aux usages reçus et pratiqués depuis quatre-vingts ans ; mais il tenait à sa manière de voir, et déjà l'année précédente avait failli rompre, à cause de cela, avec son ami M. Decalogne.

Quand on installa M. Soyeux, le 20 juillet 1723, M. Cressent refusa d'assister à sa réception, par cette raison qu'elle avait lieu à la mairie. Il prétendait qu'elle devait se faire dans la sacristie, comme affaire ecclésiastique. Celle de M. Roussel avait eu lieu en effet dans la sacristie ; M. Cressent s'était à cette époque fort habilement créé un précédent dont il ne voulait pas perdre le bénéfice. Il insista donc pour qu'on procédât, en 1723, comme on l'avait fait trois ans auparavant. Decalogne ne crut pas pouvoir lui céder sur ce point, et la réception eut lieu dans l'auditoire de l'Hôtel-de-Ville. M. Cressent n'y vint pas. On mentionna néanmoins au procès-verbal, et en première ligne, comme de coutume, la présence de « vénérable et discrète personne M^r Gille Cressent, prêtre curé d'Albert, » car on espérait que M. le curé finirait par consentir à y apposer sa signature ; on négocia, on attendit ; cela dura deux mois. Il fut impossible de vaincre l'obstination de M. Cressent. Enfin, de guerre lasse, il fallut rayer ce qui concernait la présence du curé et on ajouta au procès-verbal cette mention :

« Le présent acte n'a été signé que le Dimanche
« 19 septembre 1723 ; M. le curé, convoqué, n'a
« pas voulu se trouver dans ladite assemblée. »

Il est aisé de comprendre que sur une question où il avait montré, l'année précédente, une si inflexible raideur à l'égard de son ami Decalogne, M. Cressent, en présence de l'Echevinage nouveau dont Drouart était le véritable chef, devait persister avec plus d'obstination que jamais dans sa manière de voir, et pousser les choses à l'extrême.

Puisque la réception d'un vicaire était à ses yeux affaire ecclésiastique et non civile, non-seulement l'assemblée qui y devait procéder devait se tenir dans la sacristie, mais cette assemblée devait être celle de la fabrique et non de la commune. Le curé, le marguillier en charge, les anciens marguilliers, telles étaient suivant M. Cressent les seules personnes qui eussent qualité pour recevoir le prêtre-clerc. C'était un homme fort logique que M. Cressent.

Il décida donc que M^r Pierre-Charles Fontaine serait reçu dans ces conditions, et, de son autorité, fit convoquer par son dévoué Nicolas pour le jeudi 29 juin, jour de la fête de saint Pierre et de saint Paul, à l'issue de la messe paroissiale, et dans la sacristie, une assemblée composée comme nous venons de le dire. La seule concession qu'il fit aux anciens usages fut d'appeler l'Echevinage pour assister à cette réception.

Il est bien entendu que l'Echevinage, aux yeux de M. Cressent, ne comprenait pas Adrien Drouart qu'il avait résolu de ne pas reconnaître pour échevin. Aussi recommanda-t-il formellement à son bedeau de ne pas le convoquer, et il n'est pas besoin de dire que Fournet fut docile aux ordres de son curé.

C'était d'accord avec M. Decalogne, le procureur fiscal, l'ancien maire, qui était l'un des administrateurs de la fabrique, que M. Cressent avait pris ses dispositions pour ce coup d'état. Ne nous étonnons point de voir Decalogne renier sa conduite de l'année précédente et combattre comme fabricien ce qu'il avait fait prévaloir comme maire. Sans souci de la contradiction qu'il s'infligeait à lui-même, fort indifférent aux questions de principe, il n'écoutait que sa haine contre Guilain Gelée et cherchait à entraver, par tous les moyens possibles, l'administration nouvelle qui, il faut le dire, lui rendait en tracasseries de toute nature le mal qu'il lui faisait.

M^r Charles Fontaine, le nouveau vicaire, étranger aux affaires de la ville dans laquelle il arrivait, et se laissant naturellement guider par son curé, se prêta sans résistance à ce que voulait celui-ci, sans se douter du guépier dans lequel il allait tomber.

Sa réception eut donc lieu au jour indiqué et dans les conditions que M. Cressent avait déterminées.

Le Corps de ville, à l'exception de Drouart, y était présent. Le maire, fort inexpérimenté, avait cru devoir se rendre à la convocation, ce qui était une faute. Il demanda toutefois à M. Cressent en quelle qualité l'Échevinage avait été appelé et pour quelle raison Drouart avait été exclu de la liste de convocation. Le curé lui ferma la bouche par une réponse catégorique. « Vous n'êtes ici « que pour être témoins de ce que nous allons « faire. » Quant à Drouart, M. Cressent déclara sans hésiter que c'était lui « qui avait défendu à « Fournet, bedeau, d'y appeler ni convoquer ledit « Drouart, lequel il ne reconnaissait point pour « échevin pour n'être agréé de S. A. S. »

La vigueur du curé, la décision de son attitude, imposèrent à Guilain Gelée, qui ne sut que répondre et qui d'ailleurs se préoccupait probablement beaucoup moins des questions de compétence relatives à la réception du vicaire que des amusements de la fête de ce jour. Car on était au 29 juin, et ce jour-là c'était la fête de St-Pierre-Divion, qui était alors bien plus fréquentée qu'aujourd'hui.

A deux lieues au nord d'Albert, vers le bas du côteau qui descend en pentes rapides à la rive gauche de la vallée de l'Encre, s'étagent les maisons du hameau de St-Pierre, que domine la modeste église du lieu. Au pied de la côte, une source abondante et limpide sort en murmurant de la falaise crayeuse et court sous les saules, à travers

la prairie, mêler ses eaux à celles de la rivière. Le coteau est boisé presque jusqu'à sa crête que couronne le village de Thiepval, la fontaine est charmante, les maisons pittoresquement groupées, c'est un des plus jolis sites de la vallée. Une tradition qui, s'il en faut croire les savants, remonterait aux temps du paganisme, attribue à l'eau de la fontaine des propriétés merveilleuses. Ceux qui en boivent le jour de St-Pierre et St-Paul, et qui ensuite, tordant quelques brins d'herbes, les lient aux arbres qui ombragent la petite église, sont débarrassés de la fièvre. Ils ont « lié leurs fièvres. » Il en est qui, de plus, se font lire des évangiles moyennant une minime rétribution. Tout cela se voit de nos jours : mais au commencement du XVIII^e siècle, le pèlerinage de St-Pierre était encore plus suivi. Il attirait par suite un bien plus grand nombre de ces visiteurs qui n'éprouvaient nullement le besoin de lier leurs fièvres, mais qu'amenait le désir de prendre part aux danses et amusements auxquels la jeunesse était conviée par le charme du lieu, la verdure des pelouses, l'ombrage des bois voisins, et la beauté de la saison la plus agréable de l'année. Pour Guilain Gelée et ses compagnons de jeunesse la fête de St-Pierre-Divion devait être l'événement du jour, bien autrement intéressant que les querelles de sacristie à propos d'un vicaire que tout le monde en définitive était d'accord pour recevoir.

M. Cressent, qui n'était ni d'âge ni d'humeur à

faire la promenade de St-Pierre, dut inviter à sa table ce jour-là le nouveau vicaire qu'il était parvenu à installer suivant ses désirs, et savourer en sa compagnie la grande victoire qu'il venait de remporter. Le Corps de ville était battu, bien battu, et ne pouvait guère se relever d'une telle défaite. Il avait assisté comme simple témoin à un acte auquel jusque-là il avait toujours prétendu procéder comme partie ; il avait subi l'exclusion hautement proclamée d'Adrien Drouart. M. Cressent tenait la partie pour définitivement gagnée. Il ne se sentait pas de joie ; aussi lorsque, le soir, Nicolas Fournet le fils sonna l'*Angelus*, et que le carillon de l'église joua l'air de *Lauda Sion*, comme le règlement le prescrivait pour cette époque de l'année, M. Cressent dut être tenté, quoique le règlement fut l'œuvre du Corps de ville, d'accompagner cet air de triomphe, *in hymnis et canticis*.

Mais il semble que M. Cressent se soit laissé emporter par son succès et n'ait pas compris qu'en face d'un vieux routier comme Drouart il ne fallait point se permettre la moindre faute, car moins de huit jours après cette grande date du 29 juin, marquée par une réception de vicaire qui mettait à néant toutes les prétentions anciennes du Corps de ville, M. Cressent s'attirait de nouveaux embarras qui allaient compliquer la situation, en lui suscitant de nouveaux et redoutables adversaires.

M. d'Aigreville, comme gouverneur et capitaine

de la ville et du château, était à Albert le plus élevé en titre des représentants de S. A. S. ; l'épée de tout temps a donné la préséance. Il avait en conséquence place dans le chœur de l'église. Personne ne pouvait lui contester ce privilège et M. Cressent n'y avait jamais songé. La famille de M. d'Aigreville prenait place dans le chœur auprès de son chef, et sur ce point encore il ne pouvait y avoir grande difficulté, car ainsi le voulait une fort ancienne tradition. Seulement cette famille était nombreuse. M. d'Aigreville avait épousé M^{lle} Louise Linard, fille de M. Linard, seigneur d'Aveluy, et la vaillante dame lui avait donné, de 1700 à 1714, onze enfants dont dix étaient vivants en 1724. C'étaient quatre filles dont l'aînée avait vingt-trois ans et la dernière treize ans, six fils dont l'aîné était un grand jeune homme de vingt-et-un ans et le dernier un petit garçon de dix ans. Quand M. et M^{me} d'Aigreville entraient dans le chœur, suivis de toute leur lignée, le défilé de cette belle famille, qui donnait le plus édifiant exemple d'assiduité aux offices, était assurément bien fait pour donner satisfaction au cœur du prêtre. Mais chez M. Cressent à côté du prêtre touché de ce consolant spectacle, il y avait le curé que préoccupait et, il faut l'avouer, que contrariait la place qu'occupaient dans le chœur ces onze personnes accompagnant M. le Gouverneur. Elles avaient placé leurs chaises à peu près à la hauteur du lutrin, du côté de l'épi-

tre, c'est-à-dire à droite en regardant l'autel. L'espace laissé entre les chaises de la famille d'Aigreville et l'estrade du lutrin, sur laquelle étaient assis les chantres, se trouvait fort resserré. Lorsqu'à certains moments des offices, notamment aux vêpres, les chantres se promenaient gravement de chaque côté du lutrin, tenant à la main le bâton cantoral dont l'extrémité, en se relevant par derrière, déployait l'ampleur de la lourde chape qu'elle soulevait, il pouvait arriver que le chantre du côté de l'épître, en se prélassant, frôlât de sa chape quelque personne de la famille d'Aigreville. Cela inquiétait vivement et parfois très visiblement M. le curé. Lui-même, d'ailleurs, quand il faisait la cérémonie des encensements, n'était-il pas fort gêné pour encenser le chantre du côté de l'épître ? Car l'enfant de chœur qui portait sa chape touchait alors forcément aux chaises de MM. d'Aigreville. Fallait-il donc que, pour faire l'encensement, M. Cressent s'arrêtât au pied du lutrin, ou même quelques pas avant d'y arriver ? Maintes fois déjà cet état de choses, qu'il souffrait avec une impatience très-marquée, avait failli amener un éclat. De leur côté les d'Aigreville affectaient de maintenir avec un soin jaloux l'intégrité de leurs privilèges et la place de leurs chaises. Madame d'Aigreville, dans les moments critiques, quittait des yeux son livre d'heures pour surveiller son monde ; M. d'Aigreville, en bon militaire, avait eu

soin de renforcer l'aile gauche de sa ligne de bataille, celle qui était exposée à l'invasion, en y plaçant les deux plus grands de ses fils, Louis et Nicolas, qui déjà portaient l'épée. Les choses en étaient là, il y avait hostilité sourde entre M. le curé et la famille du Gouverneur.

Il est possible que les fils de M. d'Aigreville, avec la légèreté et l'outrecuidance de leur âge, aient avancé quelque peu leurs chaises pour mieux affirmer le droit qu'ils étaient chargés de maintenir, comme il est possible que le chantre ait voulu répondre à cette bravade, ou que tout simplement il se soit prélassé sans précaution ; ce qui est certain c'est que, le dimanche qui suivit l'installation du vicaire, le 2 juillet 1724, à vêpres, sa chape rencontra si malheureusement la poignée de l'épée d'un de ces jeunes gens qu'elle s'y trouva retenue pendant quelques instants. Ce petit incident fit éclater la querelle.

M. le curé ne sut pas contenir son irritation. Il se hâta de griffonner, de sa plume saccadée, une plainte en règle à S. A. S. contre le Gouverneur et sa famille. Assurément il ne demandait point qu'on exclût du chœur M. d'Aigreville ni même sa famille ; mais il prétendait leur faire assigner une autre place que celle qu'ils avaient toujours occupée. C'était s'attaquer à forte partie.

Messire Jacques-Louis d'Haudoire, Chevalier, Seigneur d'Aigreville, de la Pré et autres lieux,

Capitaine et Gouverneur pour S. A. S. Mgr le comte de Toulouse des ville et château d'Albert n'était pas arrivé à l'âge de 59 ans pour se voir impunément contester dans ses vieux jours les prérogatives dont il avait eu depuis bientôt trente ans la paisible possession et jouissance et que feu son père, Messire Jacques de Haudoire, avait exercées avant lui. Si les Odoyer ou Odoyre ou du Haudoire ou de Haudoire (car le digne gentilhomme employait indifféremment l'une ou l'autre de ces orthographes de son patronymique) si les d'Haudoire, pour prendre celle qui a fini par prévaloir, n'étaient pas de la première noblesse de France, au moins n'étaient-ils pas gens à se laisser malmener par le prêtre curé du lieu. Quant à Madame d'Aigreville, à qui sa cinquantaine bien sonnée interdisait de prétendre aux privilèges dont les femmes sont le plus naturellement glorieuses, elle était d'autant plus attachée à ceux de son rang ; en matière de droits honorifiques elle était intraitable ; digne fille de son père, M. Linard, qui autrefois, pour une question de préséance, avait menacé le maire d'Albert, M. Latiffy, de lui donner du bâton en pleine église. Il va de soi que les fils aînés de M. et de M^{me} d'Aigreville, dans l'ardeur de leurs vingt ans, prenaient vivement à cœur l'injurieuse prétention de M. le curé et que Mesdemoiselles d'Aigreville n'en étaient pas moins irritées.

Du reste, toute la parenté des d'Aigreville et des Linard épousait la querelle et prenait parti

contre le curé. M. le Gouverneur avait à Albert son frère M. Nicolas d'Haudoire, seigneur en partie de la Pré, qui habitait le chef-lieu de la Pré, contigu à celui de Boulant dont il n'était séparé que par la rivière. Madame d'Aigreville avait une sœur, Mademoiselle Michelle Linard, mariée à M. Philippe de Wasservas de Sapigny qui habitait à l'entrée de la rue des Vaches, dans la grande maison contigüe au Prieuré. Les familles d'Haudoire, Linard et de Wasservas étaient puissantes dans le pays. Elles étaient fort animées contre M. Cressent, et comme les femmes étaient mêlées à l'affaire on imagine aisément le bruit qui se fit dans Albert au sujet de cette malheureuse rencontre de la chape et de l'épée. Les caquets ne tarissaient point. Il y avait guerre déclarée entre la Noblesse et le Clergé.

Drouart, avec son coup d'œil d'homme d'affaires, saisit habilement ce moment favorable pour se relever du coup que le curé lui avait porté le 29 juin. Il requit le Corps de ville d'informer sur ce qui s'était passé aux vêpres le dimanche 2 juillet. Dans l'enquête, qui eut lieu le 5 juillet, il fit entendre comme témoin le magister, M. Joly, et profita de ce que Joly avait assisté le 29 juin à l'installation du vicaire pour le faire déposer également sur la prétention formellement manifestée par M. Cressent d'exclure l'Echevinage de toute

participation active à la réception du prêtre clerc comme sur le refus catégorique de reconnaître Adrien Drouart comme échevin. Le procès-verbal de cette enquête devait lui servir devant le Conseil de S. A. S., où les contestations relatives aux droits du curé étaient toujours pendantes, pour démontrer que M. Cressent, dont rien ne pouvait arrêter l'esprit d'empiètement, ne savait respecter les droits de personne, ni ceux de l'Echevinage régulièrement constitué, ni même ceux du Gouverneur de la ville.

Le fait est que M. Cressent était entré dans une voie de révolte ouverte contre le pouvoir civil. Nous avons parlé de l'intention qu'avait le menuisier Crépin de surélever son échoppe, située au-dessous de la fenêtre qui éclaire les fonts baptismaux, et de la difficulté que présentait son projet qui devait boucher cette fenêtre. M. Cressent avait résolu de donner satisfaction à Crépin. Celui-ci, en élevant un étage sur sa logette, le percerait d'une baie correspondante à la fenêtre de l'église, et le jour arriverait tout de même (par une double fenêtre) au-dessus des fonts baptismaux. Telle fut la manière dont M. Cressent trancha la difficulté, à lui tout seul et de sa propre autorité. Il s'agissait d'une affaire qui, suivant lui, ne concernait que l'église et la fabrique, pour laquelle il suffisait par conséquent que lui, curé, fût d'accord avec le marguillier en charge, Charles Pollet.

Fort de l'autorisation expresse du curé et du marguillier, Crépin se mit aussitôt à la besogne, perça le mur pignon de l'église, entailla les piliers de chaque côté pour y encastrer ses poutres, et prépara la charpente de son toit, dans lequel il ménageait une fenêtre en face de celle de l'église.

Tout cela se faisait pour ainsi dire sous les yeux d'Adrien Drouart, dont la maison, sise sur la place, avait un retour donnant sur la rue du Coubrehaut en face de la logette du menuisier. Emu d'une aussi audacieuse usurpation il fit mander Crépin à la maison de ville où, en présence de l'échevin Arrachart et du greffier Claude Debrye, il lui demanda de quel droit il se permettait de disposer ainsi des murs et des piliers de l'église. Crépin invoqua l'autorisation du curé et du marguillier : on lui répliqua que cela était évidemment insuffisant ; que pour toucher à l'église, édifice appartenant à la Communauté, il lui fallait d'abord le consentement de l'Echevinage, qui même ne pouvait donner un tel consentement que sous réserve de l'approbation seigneuriale : on lui rappela que c'était la Ville qui lui avait consenti l'adjudication de 1720, sous l'agrément de S. A. S. ; on lui expliqua qu'il ne pouvait s'arroger plus de droits qu'on ne lui en avait accordé. Tout fut inutile ; Crépin stylé par le curé, ne voulut rien entendre.

On peut s'en étonner quelque peu ; car ce menuisier devait avoir certaines notions de droit,

puisqu'il avait été en 1721 argentier de la ville et que d'ailleurs il était, en même temps que menuisier, huissier audiencier près le grenier à sel de Doullens. Enfin il résista obstinément. Ce que voyant, on lui fit signifier défense en règle de continuer les travaux, d'abord au nom de l'Echevinage par les sergents à verge de la Ville, Nicolas Picart et Nicolas Debécourt, puis au nom de S. A. S., par François Debrye et Jean Arrachart, sergents au Marquisat. Mais quatre huissiers ne lui faisaient pas peur, non plus qu'à sa femme; celle-ci, répondit aux deux exploits « qu'ils ne s'embarassaient point desdites défenses » et qu'ils continueraient toujours leur travail. » Madame Crépin tenait beaucoup, en femme de ménage, à deux paires d'armoires qu'on prenait bravement aux dépens du pignon de l'église entaillé à cet effet.

Alors Drouart et Arrachart se transportèrent à l'église et dressèrent procès-verbal des entreprises de Crépin, constatèrent que les fonts baptismaux étaient encombrés de briques, matériaux échelles et autres agrès et firent observer « qu'il « était scandaleux de profaner ainsi lesdits « fonts baptismaux et de faire de l'église une « grange, comme au sieur Cressent, curé, de « le souffrir, » Ils ordonnèrent à Crépin de débarrasser immédiatement l'église. Crépin refusa disant « qu'il avait des ordres » et qu'au surplus « il ne « connaissait lesdits Arrachart et Drouart pour

« l'empêcher de travailler. » Comme il y avait là refus d'obéissance caractérisé aux ordres des échevins, Crépin fut à l'instant cité devant l'Echevinage jugeant en matière de police et, séance tenante, condamné en 10 livres d'amende. Le procureur de la Ville, M^e Jean Debrye, toujours favorable au curé, n'avait conclu qu'à l'amende de 75 sols. L'Echevinage décida en outre que Crépin serait assigné en dommages-intérêts pour réparation du préjudice causé à un édifice appartenant à la Ville. C'était devant l'Echevinage lui-même, jugeant en matière civile, que le procès était porté. Le Corps de Ville était donc à la fois juge et partie.

Il faut convenir que, dans une telle organisation, le justiciable ne trouvait aucunes garanties. Nous venons de voir les mêmes personnes comme administrateurs donner des ordres, comme officiers de police judiciaire dresser procès-verbal du refus d'obéissance, comme juges de police réprimer cette contravention, le tout en quelques heures. Elles allaient de même, au civil, intenter l'action en réparation du dommage, et statuer ensuite comme juges sur leur propre demande.

Ceci se passait le jeudi 20 juillet. Le dimanche suivant, le curé, qui était l'instigateur de Crépin et l'avait poussé à cette résistance déraisonnable, entamait encore une nouvelle querelle. Il envoyait

dans la matinée son bedeau Fournet, convoquer une assemblée de la fabrique, se gardait bien d'en dire mot au prône, et le jour même, prenait avec ses amis Decalogne et Jean Debrye, avec Hazin l'ancien marguillier, une délibération qui continuait pour un an Charles Pollet dans les fonctions de marguillier. Cela était absolument contraire aux règlements qui prescrivaient d'annoncer au prône, à un jour de dimanche, les élections pour la nomination du marguillier et qui, d'autre part, statuaient que nul ne pourrait exercer cette charge plus d'une année. Mais des règlements M. Cressent n'en avait nul souci. Il s'était mis en rébellion contre toute autorité qui le gênait. Rien ne le pouvait arrêter.

Ses adversaires triomphaient. Plus il accumulait de griefs contre lui, plus il révélait l'âpreté de son caractère et plus il leur donnait beau jeu. Drouart se frottait les mains. Le moment était bon pour pousser vivement devant le Conseil de S. A. S. l'affaire de la Ville contre M. Cressent au sujet du tarif. Aussi, ce même jour 23 juillet, la cloche retentit pour convoquer, à l'issue des vêpres, en assemblée générale « la plus saine partie de la population ». On proposa à l'assemblée d'envoyer des députés à Paris à l'effet de poursuivre le règlement à faire par MM. du Conseil de S. A. S. des difficultés pendantes entre la Communauté et M^e Cressent. Il va de soi que Drouart fut confirmé dans les pouvoirs qu'il avait

reçus au mois de décembre 1723 ; on lui adjoignit M^e Arrachart qui avait également fait preuve de dévouement aux intérêts de la Ville.

A l'issue de l'assemblée ils firent seller leurs chevaux et se mirent immédiatement en route pour Paris. C'était un long et rude voyage, qui demandait plusieurs jours. Mais Drouart ne reculait point devant la fatigue, malgré sa soixantaine qui approchait. Ce n'était pas pour rien qu'il avait prêté à son entrée en charge le serment « de veiller à la conservation des droits de la Ville, même de quitter ses propres affaires. » Et la défense des intérêts de la Ville était trop liée à la poursuite de ses ressentiments personnels pour qu'il s'y épargnât. Nous devons faire remarquer, du reste, que les frais du voyage étaient supportés par la Communauté. C'est par cette raison qu'en pareil cas une assemblée générale était nécessaire afin de voter la dépense extraordinaire qui devait en résulter pour la Ville et qui s'élevait, comme on le voit à propos d'un autre voyage que fit le greffier, M^e Claude Debrye, à sept livres par jour tant pour le salaire du député, sa nourriture et son gîte, que pour la nourriture et le gîte de son cheval.

Le Conseil de S. A. S. était fort prévenu en faveur de M. Cressent. Decalogne qui était la forte tête du parti de M. le curé, n'avait cessé d'intriguer auprès de M. d'Héricourt. Lorsque les

deux échevins députés par la Ville arrivèrent à Paris ils s'aperçurent bien vite des difficultés considérables qu'ils auraient à vaincre.

Les chefs de contestations dont ils entretenirent le Conseil étaient nombreux. Ce qui regardait le tarif du curé et la sonnerie avait été suffisamment débattu par les procédures et les mémoires depuis longtemps échangés, mais les nouveaux litiges qui venaient de s'élever au sujet de la ruelle supprimée, des grès enlevés aux marches du portail de l'église, de la surélévation de Crépin, de la nomination du marguillier et de la réception du vicaire, étaient trop récents pour avoir fait l'objet d'une instruction. Le Conseil manifesta l'intention d'ajourner pour prendre des renseignements ; d'autant plus que, saisi également de la plainte du curé au sujet des places de la famille d'Aigreville, il avait besoin d'informer à ce sujet.

Drouart comprit le danger d'un retard qui laissait du champ aux menées de ses adversaires. Ne pouvant cependant empêcher l'ajournement, il prit sur le champ son parti. Il renvoya Arrachart à Albert pour surveiller ce qui se passerait, répondre à l'Enquête qui serait organisée par MM. du Conseil et déjouer les manœuvres des adversaires. Quant à lui il resta à Paris pour continuer ses démarches et obtenir, au besoin par son importunité, que l'instruction de l'affaire fût promptement menée. Dans les premiers jours d'août, Arrachart mettait pied à terre devant sa demeure, qui formait l'angle

saillant de la Grande rue et de la rue d'Aveluy, et retrouvait avec bonheur son bon lit, aux rideaux de serge d'Aumale verts, garnis de bords de soie aurore, bien préférable à tous égards aux lits d'auberge qu'il avait trouvés à Paris et sur toute la route.

Il revenait juste à temps.

Le Conseil de S. A. S., sur les instances de Drouart, avait fait commencer immédiatement l'information. Il ne pouvait la confier au Gouverneur, M. d'Aigreville, partie en cause dans l'affaire des chaises ; ni à M. Nicaise Jollyet, lieutenant du baillage, notoirement hostile à M. le curé qui venait de lui intenter un procès pour une affaire d'intérêt privé ; ni à Decalogne, le Procureur fiscal, directement mêlé à l'affaire concernant la ruelle qu'il avait aliénée irrégulièrement et qui d'ailleurs avait pris officiellement une part active à la réception du vicaire. Le Conseil s'adressa donc au Bailli du Marquisat, M. Vaillant de Bouent qui devait être, puisqu'il habitait Péronne, complètement étranger aux querelles de la localité, et lui confia le soin de visiter les lieux, d'entendre les parties intéressées, d'examiner leurs titres, enfin de lui donner un avis sur toutes les difficultés qui agitaient la ville d'Albert, y compris bien entendu la grosse question des chaises de M. le Gouverneur.

La célérité qui avait été recommandée pour cette instruction fut encore plus grande que ne le

désiraient ceux qui l'avaient le plus vivement réclamée. A peine Arrachart était-il de retour à Albert que certains bruits étranges couraient dans la Ville. On disait que, sans enquête, sans information, M. le Bailli avait déjà rédigé son mémoire. Il était bien certain que M. de Bouent n'avait pas mis le pied à Albert ; qu'il n'avait par conséquent visité ni l'emplacement de la ruelle supprimée, ni l'échoppe de Crépin ni la place des chaises du Gouverneur ; qu'il n'avait entendu ni le Corps de ville, ni les anciens maïeurs et échevins, ni les maires de métiers, ni les marguilliers ; qu'il n'avait examiné aucun titre, vérifié aucun document, en un mot qu'il n'avait rien fait de ce qui lui avait été prescrit. Et cependant on affirmait que le rapport était fait et envoyé ; qu'il était de tous points contraire aux droits de la Communauté.

Cela paraissait vraisemblable, à en juger par l'attitude des partisans du curé, de M^e Philippe Cinet, le notaire, de Charles Hazin, l'ancien marguillier, de Charles Pollet, le marguillier continué dans sa charge, des deux Debrye, l'un greffier et l'autre procureur d'office de la Ville. La joie se lisait sur le visage de M. le curé et se reflétait sur la figure de son bedeau. Il y avait des allées et venues chez M. Decalogne.

Le Corps de Ville s'émut ; Arrachart s'informa adroitement ; certains propos le mirent sur la voie ; des indiscretions furent obtenues : enfin la vérité

éclata. Le rapport, imprudemment communiqué à quelques amis du curé qui ne surent pas en garder le secret, avait été lu ; on l'avait tenu en mains ; on avait vu le plan figuré de l'église qui y était annexé au point de vue de la question des chaises. Ce rapport existait donc. Et c'était Decalogne, Decalogne lui-même, qui était l'auteur de cette œuvre toute hostile aux intérêts de la Communauté.

Il est à supposer qu'averti par M. d'Héricourt, Decalogne s'était empressé d'offrir ses services à M. le Bailli avec lequel il était fort bien comme nous l'avons dit ; Decalogne lui avait sans doute proposé de lui épargner la peine de faire le voyage d'Albert et l'ennui d'entendre des récriminations de petite ville, se chargeant de rédiger le mémoire pour le Conseil de S. A. S. ; M. de Bouent avait eu la faiblesse d'y consentir.

Voilà donc où aboutissait l'arbitrage confié par la Ville à la haute sagesse et à l'impartiale équité de Mgr le comte de Toulouse ! Le soin d'instruire l'affaire, délégué par S. A. S. à son Conseil privé, l'avait été par le Conseil à M. le Bailli et par celui-ci à Decalogne, qui se trouvait ainsi, en définitive, le juge effectif des différends où il avait un intérêt presque aussi direct que M. le curé lui-même. La Communauté était trahie, livrée, vendue, s'écriait-on de toutes parts. Les droits de la Ville, qui auraient dû trouver la protection de la justice, étaient sacrifiés aux combinaisons de l'intrigue ; on ne pouvait plus compter sur l'équité de Monseigneur.

qu'égarèrent de perfides conseillers, il fallait prendre immédiatement des mesures énergiques pour défendre les intérêts compromis de la Communauté.

C'est pour cela que, le dimanche 13 août, la cloche retentissait à l'issue des vêpres paroissiales, appelant à l'Hôtel-de-Ville les mayeurs et échevins tant en charge qu'anciens, les maires de métiers, les marguilliers en charge et anciens, les principaux habitants et paroissiens. Tous accouraient, à l'exception, bien entendu, des partisans du curé et de Decalogne qui n'osaient se montrer. Les deux Debrye, Claude, le greffier, et Jean, le procureur d'office, faisaient défaut. Comme ils n'étaient, ni l'un ni l'autre, soumis à la réélection annuelle, et ne pouvaient être révoqués sans l'assentiment de S. A. S., ils avaient à l'égard du Corps de Ville une indépendance qui se manifestait par leur opposition bien déclarée dans cette circonstance. Il n'y avait donc, à l'assemblée, ni procureur pour requérir dans l'intérêt de la Ville, ni greffier pour rédiger le procès-verbal. Mais au lieu et place du premier les maire et échevins exposèrent la situation et proposèrent les résolutions : la plume fut tenue par un greffier improvisé.

Malgré cette absence systématique du parti adverse l'assemblée était extrêmement nombreuse : les sergents à verge de la ville, qui, revêtus de la robe mi-partie rouge et mi-partie violette, faisaient

la police de la réunion, n'avaient jamais vu pareille foule se presser dans l'auditoire de la maison de ville. On en peut juger par la quantité de signatures qui vinrent couvrir le procès-verbal, 72 ; chiffre supérieur à celui des votants dans bon nombre des élections annuelles de l'Echevinage. On y rencontre les noms de personnes de toutes conditions : ceux de simples artisans tels que Ramond et Claude Lesueur, de modestes laboureurs tels que Morel et Lorient, à côté de ceux de riches propriétaires comme les Nicolas Beau fils et les Saguier, de gros marchands comme Firmin Laruelle, de gens de robe comme les Claude Drouart, les Latiffy, et de personnes de qualité comme M. de Wasservas de Sapigny. M. le Gouverneur, et son frère M. Nicolas d'Haudoire, s'étaient abstenus par scrupule, étant personnellement en querelle avec le curé. Le vieux M. Jolliet était sans doute absent, car certainement il eût bien volontiers donné sa signature en l'accompagnant, suivant son habitude, des cautèles ordinaires aux anciens procureurs : « sous la réserve du procès que ledit sieur curé m'a intenté. »

Dans les pages flétries du procès-verbal de la séance respire comme un souffle de la passion populaire qui animait les habitants rassemblés « pour raison des droits qui concernent le public et Communauté de la ville d'Albert. » A cette époque, où les esprits ardents ne pouvaient répandre au dehors, sur des objets d'intérêt général, le besoin

d'activité dont ils étaient tourmentés, où la vie municipale attirait seule toutes les forces, la discussion des petites affaires locales avait le privilège forcé d'enflammer les passions. C'est avec une indignation profonde que furent exposés les faits que nous avons racontés. Ce fut avec l'emportement de la colère que furent arrêtées les décisions de la Communauté. Et cependant, chose digne de remarque, on ne rencontre pas un mot qui ressemble à une récrimination contre l'autorité du seigneur. Cependant, l'année précédente elle s'était violemment opposée au libre exercice du droit électoral, et en ce moment même, elle avait failli se faire la complice de ceux qui trahissaient les droits de la Ville. Il n'y avait pour elle, malgré de si flagrants abus, qu'un profond respect dans le cœur des fidèles sujets du Marquisat. Mais avec une grande fermeté l'Assemblée répudie désormais toute intervention du Seigneur dans les litiges de la Communauté qui ne lui sont pas régulièrement déferés et elle décide que les tribunaux en seront saisis.

Ainsi procès contre le curé, qui s'est emparé de la ruelle, qui a enlevé les marches du portail, qui prétend recevoir et installer, seul avec son marguillier, le prêtre-clerc de la paroisse, qui s'est permis de continuer le marguillier Pollet dans ses fonctions, qui ose dénier au maieur le droit de nommer le quatrième échevin ou lieutenant.

Procès contre Crépin qui veut surélever son toit.

Et comme on est en veine de voter des procès, comme on est sous l'empire d'un vif ressentiment contre Decalogne, on décide de traduire aussi devant le tribunal cet ancien maire à raison de certaines opérations financières accomplies pendant son administration. Decalogne avait été, à propos d'un remboursement de rente à des héritiers Obry, reconnu plus ou moins régulièrement créancier de 1800 livres contre la ville. L'assemblée décide qu'on demandera la nullité du titre créé au profit de Decalogne. C'est le point de départ d'un procès qui, cinquante-cinq ans plus tard, en septembre 1779, attendait encore sa solution définitive.

Puisqu'on était résolu à faire le procès contre le curé pour avoir reçu et installé seul le prêtre-clerc « au préjudice des instituts, droits de S. A. S. et « ceux de la Ville et Communauté, » on devait tenir pour nulle et non avenue l'installation de M^e Charles Fontaine. L'assemblée n'hésite pas à tirer cette conséquence et très logiquement décide que la Ville ne fournira rien audit sieur Fontaine. Il a fait refus « de reconnaître aux maire et échevins tant en charge qu'anciens le droit de le « recevoir et installer dans ses fonctions ». Par une juste réciprocité la Communauté refuse de le reconnaître comme prêtre-clerc de la paroisse et arrête qu'elle se pourvoira à l'Evêché pour en demander un autre en son lieu et place.

Vraisemblablement cette question du vicaire avait été, entr'autres, le sujet des conversations

échangées entre Arrachart et Drouart dans le cours de leur longue chevauchée d'Albert à Paris. Il y avait, dans la situation du prêtre-clerc de la paroisse, des conditions particulières qui ne lui permettaient point de se tenir pour indépendant de la Communauté. Les deux échevins le comprenaient à merveille, et savaient qu'on aurait toujours, si les choses étaient poussées à l'extrême, le moyen de réduire le vicaire à l'obéissance envers le Corps de Ville.

C'est ce qu'il faut ici expliquer.

Ce qui avait rendu nécessaire l'institution d'un vicaire de la paroisse, c'était la désertion du Prieuré d'Albert par les Religieux de St-Martin-des-Champs, à la suite de la grande invasion de 1636.

Il avait fallu pourvoir à l'accomplissement des devoirs auxquels se refusaient désormais les Religieux, et à la satisfaction des besoins spirituels en vue desquels avait été fondé le Prieuré d'Encre. Le premier acte de réception d'un prêtre clerc de la paroisse remonte au 2 juillet 1660, c'est-à-dire à l'époque, où par diverses transactions, le Prieur régla avec le Corps de ville le nouvel état de choses résultant de la suppression du couvent qui pendant plus de cinq siècles avait occupé une place si considérable dans la vie des habitants d'Albert. Le Prieur cherchait par tous les moyens

à restreindre autant que possible l'étendue des sacrifices pécuniaires qu'il était obligé de faire ; c'est ainsi qu'on le voit laisser presque entièrement à la charge de la Ville la restauration de l'église deux fois incendiée en sept ans et presque complètement détruite. Il se montra tout aussi parcimonieux en ce qui concernait le vicaire qu'il fallait instituer ; une allocation de 84 livres par an fut tout ce qu'on put obtenir de lui.

Comme une aussi faible somme était tout-à-fait insuffisante, il fallut que la Ville assurât au moyen de divers expédients les ressources indispensables au prêtre clerc.

On ne s'étonnera point des charges que s'imposa alors la Communauté d'Albert, si on réfléchit que dans ce pays, profondément attaché à la religion catholique, la Communauté et la Paroisse étaient une seule et même personne. Nulle divergence dans les opinions en matière de religion. Cette unité de tous dans une même foi, que Louis XIV voulut réaliser par toute la France quarante ans plus tard en révoquant l'Edit de Nantes, existait naturellement à Albert. Les besoins religieux étaient des besoins communaux.

Tout d'abord la Ville se chargea de loger le vicaire. Elle lui fournit une chambre dans l'Hôtel-de-Ville même, seul bâtiment dont elle pût disposer.

De plus elle lui accorda une somme de 50 francs

par an, payable de quartier en quartier, par l'argentier de la Ville, sur les revenus communaux. La somme n'était pas bien forte, mais aussi les revenus étaient fort modiques.

Il existait à Albert, où le jeu de l'arc est encore en honneur, une compagnie d'archers qui, comme toutes les autres corporations, donnait aux liens de son association une consécration religieuse en se plaçant sous le patronage d'un saint. La confrérie de Saint-Sébastien témoignait de sa dévotion à son patron en faisant célébrer une messe basse le samedi de chaque semaine, et encore à diverses époques de solennité religieuse telles que les Quatre-Temps et le jour de saint Roch. Cette messe de la confrérie, annoncée par une sonnerie particulière, celle de la plus petite des trois grosses cloches, se célébrait à l'autel de saint Roch. Elle était payée 25 francs, plus tard même 28 francs par an. Ce fut encore un petit revenu que la Ville garantit au vicaire en le chargeant de dire la messe de saint Sébastien.

On lui accorda de plus 50 francs pour son assistance à tous les services et obits fondés en l'église ; et d'autre part 10 francs à prendre sur le platelet des trépassés, c'est-à-dire sur le produit de la quête qui se faisait à la grand-messe (on disait alors la haute messe) que tous les lundis on chantait au cimetière, dans l'église Saint-Barthélemy, pour le repos de l'âme des défunts.

Mais en résumé le vicaire n'avait ainsi qu'un

traitement fixe de 222 francs par an, outre le logement. En y ajoutant le casuel, c'est-à-dire la rétribution de son assistance aux baptêmes, mariages, enterrements et autres services, on ne pouvait arriver encore qu'à un chiffre bien modeste.

Un article du casuel attribué au prêtre-clerc indique mieux que tout le reste l'exiguïté de ses ressources. On lui accorde l'eau bénite le jour de saint Christophe, patron de la paroisse. L'eau bénite des autres jours de fête et des dimanches appartenait au maître d'école.

De mon temps, j'ai encore vu le magister, continuant ces traditions, venir tous les dimanches apporter l'eau bénite de maison en maison pour recevoir un liard ; ce n'était que chez les bourgeois aisés qu'on lui donnait un sou. M. Joly, qui m'a appris à lire, était entré en fonctions dès 1778, et avait conservé les vieilles coutumes d'avant la révolution. Il percevait très régulièrement la rétribution de son eau bénite du dimanche, comme il recevait la tourbe que je ne manquais point de lui apporter chaque matin ; ne voyant en tout cela rien qui fût de nature à compromettre sa dignité. Il faut reconnaître qu'en effet cet état de choses devait constituer à ses yeux un progrès, car au commencement du XVIII^e siècle, du temps de son grand-père, ce n'était pas même une pièce de monnaie qu'on donnait au porteur d'eau bénite, c'était un morceau de pain, l'aumône qu'on fait à un

mendiant. Et on voit dans une délibération de 1721 que le pauvre maître d'école d'alors se plaignait de ce que le pain était trop souvent gâté, ajoutant que d'ailleurs il était « de peu de profit » par ce qu'il n'en pouvait faire assez tôt la « sommation. » Voilà le genre de rétribution que le prêtre-clerc de la paroisse était exposé à recevoir au jour de saint Christophe, en supposant que la solennité de cette grande fête ne disposât point les bourgeoises de la ville à se montrer généreuses et à tirer de leur bourse quelques deniers pour payer l'eau bénite.

Afin d'améliorer le sort du prêtre-clerc, on lui confia des fonctions qui n'étaient point du ressort exclusif des ecclésiastiques. On en fit un maître d'école ; il fut chargé d'enseigner le latin, ou du moins « les premiers principes de la langue latine » à la jeunesse d'Albert. Il y a lieu de penser que les élèves n'étaient point très nombreux. Cependant, dans cette petite ville de judicature, il devait y avoir un certain nombre de familles pour lesquelles il n'était pas sans intérêt de pouvoir faire commencer le latin à leurs enfants, sans se séparer d'eux. Car, dans l'état où étaient alors les moyens de communication, c'était bien une séparation qu'il fallait subir lorsque venait le moment d'envoyer les enfants à Paris ou à Amiens pour y faire des études sérieuses.

La Ville eut ainsi, à côté de l'école du magister

chargé de ce que nous appellerions aujourd'hui l'instruction primaire, une sorte d'école d'un degré supérieur où on commençait l'enseignement secondaire. L'une et l'autre étaient des institutions communales. Car à l'époque dont nous parlons l'idée de la liberté de l'enseignement ne venait même point aux esprits, habitués à suivre en toutes choses les prescriptions de l'autorité. Il y avait d'ailleurs une raison capitale pour que l'Echevinage ne tolérât point d'instituteur libre ; c'est qu'il lui importait de maintenir le monopole des instituteurs créés par lui, afin de leur assurer les rétributions scolaires sur lesquelles ils comptaient pour vivre.

Ces rétributions étaient fixées par l'Echevinage : le taux en était des plus modiques ; les élèves auxquels le prêtre clerc enseignait un peu de latin payaient 20 sous par mois.

Dans de telles conditions le vicaire dépendait forcément de la Communauté, puisque ses moyens d'existence, sauf les 84 livres du Prieur, étaient fournis par la Ville toute seule. Lui supprimer les allocations communales c'était positivement lui couper les vivres.

Le pauvre prêtre clerc qui s'était laissé installer par M. Cressent, M^r Charles Fontaine, ne tarda pas à reconnaître la grosse faute qu'il avait commise en n'écoutant que son curé. La Ville lui

retirant le logement et lui refusant toute rétribution, qu'allait-il devenir ? Certainement M. le curé pouvait avoir de bien bonnes raisons pour soutenir, comme il le faisait avec sa véhémence passionnée, que l'installation d'un vicaire est affaire exclusivement ecclésiastique pour laquelle l'autorité civile est absolument incompétente. Mais M. le curé ne payait pas une obole, et le vicaire ne pouvait s'empêcher de trouver que ses grandes théories sonnaient creux. Pouvait-il cependant se tourner du côté de l'échevinage pour lui demander l'investiture après l'avoir formellement repoussée ? Indépendamment de l'humiliation qu'il eût fallu s'imposer, n'était-ce pas, en désertant ainsi honteusement la cause de M. Cressent, encourir le péril certain de se faire un ennemi irréconciliable de son curé ? Jamais il ne pardonnerait ce lâche abandon. M^r Fontaine, qui depuis deux mois avait pu apprécier cet intraitable caractère, ne pouvait avoir à cet égard aucun doute. Très-grande était donc la perplexité de l'infortuné vicaire.

Mais comme en ce monde, avant toutes choses, il faut vivre, le pauvre prêtre, contraint par la famine, dut se résigner, quoiqu'il en pût advenir, à s'incliner devant ceux qui, seuls, pouvaient lui donner de quoi subsister. Il fut avéré une fois de plus que la vraie puissance est toujours du côté de la bourse. Ce qu'avaient prévu Drouart et Arrachart se réalisa. Moins de dix jours après l'énergique délibération du 13 août, M^r Charles Fontaine

venait faire sa soumission au Corps de ville.

Quel triomphe pour l'Echevinage ! Quelle cruelle déconvenue pour M^e Gille Cressent abandonné par son propre vicaire !

Le jour de la réception de M^e Fontaine par l'Echevinage fut fixé au jeudi 24 août, jour et fête de St-Barthélemy, à l'issue de la messe paroissiale. M. le curé y fut convoqué ; ainsi le voulaient les règles et les convenances. On insista même auprès de lui ; on lui dépêcha plusieurs personnes et en dernier lieu le maire, M. Gelée, se rendit au presbytère pour le prier au nom de toute la Communauté d'assister à l'installation du vicaire. Il va de soi que M. Cressent refusa catégoriquement : c'eût été faire lui-même acte de soumission ; nulle puissance ne l'y pouvait contraindre. M^e Jean Debrye refusa pareillement, ainsi que M^e Claude Debrye le greffier, que l'on remplaça pour la rédaction du procès-verbal par M^e Adrien Arrachart, frère de l'échevin, et ancien échevin lui-même.

Au jour dit, M^e Fontaine comparut devant l'assemblée générale de la Communauté et Paroisse d'Albert, présidée par M. d'Aigreville ; et la requit « de le vouloir recevoir en qualité de « prêtre-clerc aux offres et soumissions qu'il fait « sait d'en acquitter les devoirs. « Il reconnut formellement » que l'acte fait par le curé, du 29 « juin, était nul attendu que ledit sieur curé ne

« contribuant à aucune rétribution sur lui n'avait
« aucun droit de l'avoir fait, et s'engagea à ne
« faire aucun autre acte. » L'assemblée « après
• l'avoir entendu chanter, » seul genre d'examen
que la plupart des assistants étaient en état de lui
faire subir, déclara qu'il était capable de remplir
lesdites fonctions et lui accorda toutes les allocations
d'usage.

La grande question de la réception du vicaire
se trouva ainsi tranchée; l'échec du curé était
aussi complet que possible. Ce n'était que le commencement
des défaites successives qui vinrent l'accabler.

Peu de temps après, on nomma en effet en
dehors de lui un nouveau marguillier, François
Lecomte, au lieu de Charles Pollet indûment pro-
rogé dans sa charge. Pollet, poussé et soutenu par
l'indemnable curé, refusa de remettre la clé du
 tiroir du banc de l'œuvre ; mandé à l'Hôtel-de-Ville,
ainsi que Nicolas Fournet le bedeau, ils s'obstinè-
rent tous deux à empêcher la prise de possession
du marguillier Lecomte. Mais, sur la menace d'un
procès en règle qu'une assemblée générale du 13
octobre décida de faire intenter au nom de la
Communauté, il fallut enfin céder, et Lecomte
parvint à exercer sa charge.

M. Cressent put trouver quelque consolation à
ses humiliations dans l'abandon du procès relatif
à la ruelle et à l'enlèvement de quelques grès. On

ne voit pas en effet que la Ville ait donné aucune suite à son projet d'introduire ces instances, et le fait est que la ruelle demeura supprimée. Était-ce bien par la Ville, du reste, qu'elle eût put être revendiquée ? La question était fort douteuse. Le Seigneur avait maintes fois manifesté la prétention d'être propriétaire des rues, ruelles et places publiques. Il est probable que la Communauté aura reculé devant la presque certitude d'un conflit avec l'autorité seigneuriale, qu'elle avait besoin de ménager à cause de la grande affaire du casuel de M. le curé. On sait d'ailleurs la puissance du fait accompli, surtout quand ce fait consiste dans une construction qu'il s'agirait de faire démolir. L'usurpation que M. Cressent s'était permise à l'extrémité de la rue du Coubrehaut demeura donc impunie.

Il en fut tout autrement de celle que Crépin avait tentée dans le bas de la même rue en voulant surélever son toit. Crépin, obligé de renoncer à cet agrandissement de son échoppe, finit par abandonner l'échoppe elle-même. En 1748 on le retrouve établi de l'autre côté de la rue, un peu plus haut, et le plan terrier fait à cette époque constate que sa logette entre les piliers de l'église avait cessé d'exister.

Nous n'avons rien pu découvrir de ce qui advint au sujet des chaises de la famille du gouverneur. M. d'Aigreville était assez bien appuyé auprès de monseigneur le comte de Toulouse pour qu'il soit

permis de croire que le digne gentilhomme eut définitivement raison des impertinentes prétentions de son curé.

Mais ce qui est certain c'est que sur la fameuse question du casuel, cette question capitale qui avait été l'origine de toutes les querelles, M. Cressent perdit son procès devant le Conseil de S. A. S. comme il l'avait perdu à Amiens et à Reims. Il fut débouté de ses prétentions, et condamné à payer les frais qui se montaient à la somme énorme de 628 livres. Drouart n'avait donc pas perdu son temps à Paris ; il avait fait mémoire sur mémoire à MM. du Conseil ; il les avait harcelés de ses visites, accablés de ses placets. Retenu d'ailleurs par une autre affaire, une demande en exemption d'impôts, il était resté à Paris jusqu'au mois de septembre.

Quant il revint, ce fut pour jouir de la victoire ; les deux grosses affaires de la réception du vicaire et du tarif étaient gagnées, l'une grâce à l'énergique délibération du 13 août, l'autre grâce aux persévérants efforts de Drouart. Le parti du curé, absolument défait, était contraint de courber la tête. Il en était réduit aux injures. C'est ainsi qu'un jour, au moment où le maire, assisté de J.-B. Arrachart, recevait le serment des experts chargés d'évaluer les dommages causés à l'église par Crépin, le fils de M^e Cinet, étant survenu dans l'auditoire de l'Hôtel-de-Ville, se permit d'apos-

tropher grossièrement J.-B. Arrachart. Séance tenante il fut condamné et immédiatement il fut mis en prison. Car c'est avec cette rapidité qu'on procédait en matière de police. Une telle vigueur fit taire les mécontents.

Tout était donc terminé. La lutte dont nous venons de raconter les péripéties, commencée au mois de juin, prenait fin cinq mois après, et dès le mois de novembre la ville rentrait dans le calme. Il ne restait plus qu'à faire exécuter par M. Cressent cette condamnation à 628 livres de frais et dépens si douloureuse pour son amour propre, si cruelle pour sa bourse. Ne pas obtenir l'augmentation de casuel qu'il poursuivait depuis près de huit années était déjà bien dur ; mais payer les frais de la guerre, prendre son propre argent pour le verser aux mains d'un Drouart ou d'un Arrachart, leur donner cette dernière satisfaction qui complétait et consacrait leur triomphe, cela paraissait à M. Cressent au-dessus de ses forces. Il ne pouvait s'y résigner, et opposait la force d'inertie, dernière ressource des vaincus.

Il faut dire à l'honneur de Drouart et d'Arrachart qu'ils montrèrent toute la longanimité possible ; bien résolus d'ailleurs à employer les voies de rigueur, s'il le fallait, pour contraindre M. Cressent à s'exécuter. Enfin, lorsque le moment du renouvellement de l'Echevinage approcha, ne voulant point laisser ce souci à l'administration qui les remplacerait, si toutefois ils n'étaient pas

réélus, ils exigèrent impérieusement le paiement. M^e Jean Debrye, le procureur de la Ville, qui allait être contraint, par le devoir de sa charge, à faire exécuter judiciairement son ami M. Cressent, obtint enfin que satisfaction fût donnée à la ville. Le 15 mars 1725, Arrachart apporta, à l'Hôtel-de-Ville, les 628 livres, sur lesquelles fut prélevée une somme de 56 livres qu'Adrien Drouart avait déboursée à Paris en achat de toiles pour rémunérer le copiste qui avait mis au net ses mémoires et placets.

Un mois après, le 15 avril, les élections maintenaient au pouvoir le Corps de Ville tout entier qui avait si vaillamment défendu les droits de la Communauté.

La paix régnait donc dans Albert ; rien ne faisait résistance à l'Echevinage triomphant ; les choses avaient repris leur cours ordinaire ; on n'avait plus que de petits incidents de vie privée pour défrayer les conversations et interrompre la monotonie d'une existence de petite ville.

Ce calme fut de courte durée.

M. Cressent nourrissait un profond ressentiment contre l'infortuné vicaire qui avait été contraint de désertier sa cause ; il ne pouvait lui pardonner ce qu'il appelait sa trahison. Aussi M^e Charles Fontaine ne put conserver longtemps des fonctions que son curé lui rendait extrêmement

pénibles. Moins d'un an après son installation il quittait Albert, et M^e Nicolas Leroux, détenteur de la cure de Posières, était envoyé pour le remplacer.

Les événements de l'année précédente, les défaites cruelles qu'il avait subies, les amertumes dont il avait été abreuvé, rien n'avait pu abattre M. Cressent. Une nouvelle occasion se présentait de soulever les prétentions qu'il avait toujours soutenues en matière de réception de vicaire : il la saisit avec bonheur. Après tout, rien n'avait été jugé à cet égard. M^e Fontaine l'avait lâchement abandonné et voilà tout. Cette fois M. Cressent comptait bien aller jusqu'au bout et faire décider judiciairement que l'Echevinage était sans qualité pour recevoir et installer le prêtre-clerc de la paroisse. Une nouvelle ardeur s'empara donc du curé. Il recevrait M^e Leroux comme il l'entendait, ou bien M^e Leroux ne serait pas vicaire. Voilà ce qu'il se promit et on sait qu'il était homme à se tenir parole.

L'opiniâtreté du caractère n'était point chez lui exclusive de toute habileté. Il s'était dit depuis longtemps qu'on pouvait assez aisément s'emparer de l'esprit très faible de Guilain Gelée, et n'avait rien négligé pour attirer le jeune maire et le mettre dans ses intérêts. La conquête avait été facile, mais il faut dire qu'elle était peu sûre. Guilain Gelée, quand il était avec M. le curé, trou-

vait que celui-ci avait raison, sauf à changer d'avis quand ensuite il était remontré par Adrien Drouart ou par Arrachart. Quoiqu'il en soit, détacher le maire du reste de l'Echevinage, ne fût-ce que momentanément, c'était jeter le trouble dans le camp des adversaires, les diviser et les affaiblir.

Le curé avait donc imaginé de faire de Guilain Gelée un marguillier, et celui-ci avait été heureux d'ajouter ce nouveau titre à ceux de maire de la ville et de seigneur de Boulant.

Dès que M^e Leroux se présenta, M. Cressent, profitant des dispositions dans lesquelles il trouvait alors Guilain Gelée, envoya chercher M^e Roussel, qui aux fonctions de notaire royal au Bailliage, Gouvernement et Prévosté de Péronne joignait celles de notaire apostolique du diocèse d'Amiens, et devant cet officier public, assisté du bedeau Fournet, l'installation eut lieu, le jeudi 8 novembre, par M. Cressent, prêtre-curé de la paroisse, M^e Guilain Gelée maieur et marguillier en charge, M^e Jean Debrye et M^e Cinet, anciens marguilliers. Cela fut fait avec une précipitation étrange, sans aucune convocation, sans que personne fût averti et pût s'opposer à cette combinaison nouvelle qui ne manquait certainement pas d'habileté.

L'intervention du notaire était une trouvaille. C'était comme un troisième larron qui venait s'emparer de la rédaction du procès-verbal, disputée l'année précédente entre le Conseil de fabrique et l'Echevinage. Que pouvait-on objecter à cet offi-

cier public, dont la compétence était incontestable en cette matière, et qui avait procédé absolument comme il l'avait fait quelques mois auparavant, le 24 juillet 1725, lorsqu'il avait dressé procès-verbal de la nomination de M. J.-B. Debrye, prêtre demeurant à Albert, en qualité de receveur des oblations de l'église de Notre-Dame de Brebières ? D'autre part, pouvait-on dire que les droits de la Ville étaient méconnus lorsqu'à côté du curé, représentant de la Paroisse, on voyait figurer comme partie active dans la réception du vicaire le maieur en charge, représentant de la Communauté ? La présence d'anciens marguilliers caractérisait la nature plus religieuse que civile d'un acte qui n'intéressait les habitants qu'en leur qualité de paroissiens.

Cette fois ce n'était point M^e Decalogne, avec qui M. Cressent s'était brouillé depuis quelque temps, qui l'avait aidé de ses conseils ; nous n'hésitons point à penser que c'était M^e Jean Debrye le Procureur de la ville. Il était l'ami dévoué du curé : au mois d'août 1724 il avait refusé son concours à la grande délibération du 13 août qui avait déterminé la défection de M^e Charles Fontaine. Bien autrement fidèle que Decalogne à la cause de son curé, il persistait avec fermeté dans sa ligne de conduite. Nous avons dit qu'il figurait comme partie, en sa qualité d'ancien marguillier, à l'acte de réception du nouveau prêtre-clerc, dressé le 8 novembre par M^e Roussel. Tout

porte à croire qu'il en avait été l'inspirateur.

C'était un personnage considérable que M^r Jean Debrye. Son âge, sa capacité, son expérience, ses relations de famille, lui donnaient dans la ville une grande situation, indépendante même des nombreuses et importantes fonctions dont il était revêtu. Procureur d'office auprès de l'Echevinage il était en même temps Greffier du bailliage du Marquisat, Contrôleur des actes des notaires, (nous dirions aujourd'hui receveur de l'Enregistrement) et Econome de l'hôpital. C'était un adversaire qui à tous égards était en mesure de tenir tête à Drouart.

La combinaison à laquelle il s'était arrêté et que M. Cressent s'était si fort empressé de réaliser n'était qu'un expédient habile, mais ce qui permettait d'en espérer le succès, c'est que le maire, adroitement attiré par le curé, était tombé dans le piège. Il avait donné sa signature ; on le tenait, et par lui on comptait tenir l'Echevinage tout entier. Adrien Drouart et Arrachart pouvaient-ils se mettre en lutte avec le maire, qui l'année précédente avait fait Drouart échevin en le prenant pour son lieutenant, que tous deux avaient constamment soutenu depuis dix-huit mois, avec lequel ils avaient été réélus au mois d'avril, dont ils étaient pour ainsi dire inséparables ? Et en supposant qu'ils ne reculassent point devant une rupture qui devait nécessairement diviser en deux camps les partisans de l'Echevinage, leur popularité

pourrait-elle contrebalancer celle de Guilain Gelée pour qui la faveur publique s'était manifestée depuis trois ans avec une énergie et une persistance qui ne s'étaient pas démenties un seul instant ?

Drouart et Arrachart apprirent presque immédiatement ce qui venait de se passer. Leur irritation fut grande contre ce maire étourdi qui, avec une incroyable légèreté, venait de détruire en un instant les résultats si laborieusement acquis dans la campagne que, l'année précédente, l'Echevinage avait suivie contre le curé. Mais ils n'hésitèrent pas un instant sur la conduite à tenir. C'était la lutte désormais, non plus seulement contre M. Cressent, mais contre Guilain Gelée : ils l'acceptèrent résolument et dès le lendemain, vendredi 9 novembre, la commencèrent en convoquant pour le jour suivant une assemblée générale de la Communauté.

Il était certain qu'en droit l'acte signé par le maire seul ne pouvait lier aucunement la Ville. Le maire n'était que le président de l'Echevinage. Ce Corps ne pouvait agir, en matière administrative comme en matière judiciaire, que collectivement, par voie de délibérations prises à la majorité. L'investiture donnée à M^r Nicolas Leroux par Guilain Gelée, en dehors de toute délibération de l'Echevinage, n'était donc pas une investiture donnée par le Corps de ville. L'acte était inopérant, nul et de nul effet en ce qui concernait la

Communauté. Mais il fallait faire prononcer cette nullité par les tribunaux. Or l'Echevinage n'avait pas le droit d'engager, à lui seul, la Communauté dans un procès. Aucune instance ne pouvait être introduite qu'en vertu d'une décision prise en assemblée générale.

En convoquant cette assemblée et lui demandant de voter le procès, les échevins posaient par le fait au Corps électoral, dont les maires de métiers étaient l'organe naturel, la question de savoir qui d'eux ou du maire avait démérité de la Ville. On allait voir si aux yeux des électeurs l'influence que Guilain Gelée devait à son caractère facile et libéral pouvait contrebalancer les services rendus par Drouart et Arrachart : l'assemblée déciderait à qui devrait rester en définitive la direction effective des intérêts de la Ville ; elle opterait entre des hommes fermes, capables, expérimentés, et un écervelé qui renversait étourdiment ce que lui-même avait contribué à édifier. Ce fut avec une pleine confiance qu'Arrachart et Drouart provoquèrent ce débat qui devait, si le succès répondait à leur attente, leur assurer la réalité du pouvoir en réduisant Guilain Gelée à un titre de maire purement honorifique.

Le samedi 10 novembre l'assemblée générale de la Communauté était donc réunie. Drouart exposa qu'il y avait lieu de délibérer sur la réception et admission par la Ville de M^e Nicolas Leroux envoyé par Monseigneur l'Evêque pour

faire les fonctions de prêtre-clerc. Guilain Gelée et M^e Jean Debrye répliquèrent qu'il avait été procédé à cette réception aux termes de l'acte qu'ils avaient signé l'avant-veille pardevant M^e Rousselle. Et ainsi se trouva posée la question de savoir quelle pouvait être la valeur de cet acte que Drouart soutint avoir été fait clandestinement et au mépris des droits de la Ville. La cause fut plaidée contradictoirement devant l'assemblée entre Drouart, d'un côté, et de l'autre, M^e Jean Debrye qui, non moins que son adversaire, était rompu aux luttes de la parole. Drouart développa les raisons qui avaient prévalu l'année précédente ; il démontra que l'acte de réception d'un vicaire était un contrat dans lequel la Communauté d'une part et le vicaire de l'autre prenaient des engagements réciproques ; que la Ville, qui seule logeait et salariait le vicaire, stipulait de lui l'accomplissement exact de ses fonctions ; que l'instrument d'un tel contrat devait donc être dressé par le Corps de Ville en vertu des principes du droit qui donnent à l'administration compétence pour passer les actes dans lesquelles elle stipule à son profit. Il rappela que de tout temps on avait ainsi procédé à Albert, et représenta les actes de réception du vicaire qui tous, sans en excepter un seul, avaient été consignés au registre de l'échevinage depuis le 2 juillet 1660, date de l'établissement d'un prêtre-clerc de la paroisse. Il conclut en demandant à l'assemblée de maintenir, conformé-

ment à ces anciens et invariables usages, fondés sur les vrais principes de la matière, conformément d'ailleurs à ses propres décisions de l'année précédente, les droits et privilèges de la Ville. Le procès-verbal de la délibération ne rapporte point l'argumentation de M^e Jean Debrye, mais il est aisé de comprendre qu'il ne manquait point de bonnes raisons pour soutenir sa cause. Quelle que fût en effet la part que prenait la Communauté au paiement des gages du vicaire, cela ne pouvait changer la nature essentiellement ecclésiastique de ses fonctions ; un prêtre-clerc était avant tout un prêtre ; l'investiture ne pouvait donc lui être donnée par l'autorité civile ; elle n'appartenait qu'au pouvoir religieux ; il était fonctionnaire ecclésiastique et non fonctionnaire communal. Cette distinction devait apparaître bien nettement à l'esprit de M^e Jean Debrye qui déjà en 1717, à propos de l'affaire du casuel, établissait si catégoriquement la différence qu'il y avait entre la Paroisse et la Commune.

En définitive la question qui s'agitait dans cette petite république communale, et qui se dégageait du milieu des passions locales auxquelles elle était mêlée, n'était autre que l'éternelle question des rapports de l'Eglise et de l'Etat. La querelle d'investiture qui se débattait à propos du vicaire procédait des mêmes causes que la fameuse querelle des investitures qui avait autrefois divisé les Papes et les Empereurs.

L'éloquence de M^r Jean Debrye n'eut pas plus de succès qu'en 1717. Il parlait à des gens qui, peu touchés des raisonnements produits de part et d'autre, étaient venus avec le parti pris d'en finir avec les prétentions que M. le curé avait eu l'audace de renouveler. Peu leur importait que Guilain Gelée eut commis l'étrange erreur de se ranger du côté du curé ; ils n'hésitèrent pas un instant à sacrifier ce jeune étourdi. Le triomphe de Drouart fut complet : sur les sept maires de métiers, six se déclarèrent pour lui ; la signature du septième manque au procès-verbal ; soit qu'il fût absent, ou qu'il fût favorable au curé. Le vote frappait de déchéance morale Guilain Gelée ; ses parents mêmes l'abandonnaient. Le vieux M^c Jol-lyet, qui était son oncle maternel, fut le premier à signer la délibération qui, condamnant la conduite de son neveu, portait que la Ville poursuivrait devant les Tribunaux la nullité de l'acte signé par lui. A compter de ce jour Guilain Gelée ne comptait plus. Drouart devenait le chef incontesté de l'Echevinage.

En exécution de la décision prise par l'assemblée, le Corps de Ville résolut le lendemain de députer à Péronne un de ses membres pour consulter un avocat sur la procédure à suivre. Ce fut naturellement Drouart qui fut désigné à cet effet.

Mais un événement fort inattendu rendit la consultation sans objet et le voyage inutile.

M^e Nicolas Leroux, quoique détenteur de la cure de Posièrès, habitait le village de Dernancourt, qui était son pays natal. Il avait eu parfaite connaissance de ce qui s'était passé l'année précédente au sujet de l'installation de son prédécesseur, car Dernancourt n'est séparé d'Albert que par une très-faible distance. Au reste, eût-il habité Posièrès qui n'est qu'à deux lieues d'Albert, les démêlés de la Ville et du curé avaient eu un tel retentissement que certainement le récit en fût parvenu jusqu'à lui.

Or M^e Leroux, homme avisé et positif, ne se souciait nullement, quant à lui, d'entrer en lutte avec l'autorité civile de qui dépendaient ses moyens d'existence. Il vint donc déclarer à l'Echevinage qu'il n'entendait aucunement suivre monsieur le curé dans la querelle que celui-ci persistait à soutenir; qu'il reconnaissait au contraire formellement la compétence du Corps de Ville et qu'il demandait en conséquence à être installé par lui dans ses fonctions de prêtre-clerc.

Tout en accueillant, avec une satisfaction bien naturelle, la déclaration de M^e Nicolas Leroux, ou lui demanda pourquoi, étant dans ces dispositions, il avait signé l'acte de réception du jeudi précédent dressé par le notaire apostolique; et ce ne fut pas sans quelque surprise qu'on reçut de lui l'assurance qu'il n'avait point donné sa signature à cet acte.

Les choses avaient été brusquées par M. le

curé avec une telle précipitation que ni lui ni personne n'avait remarqué que l'adroit vicaire s'était esquivé au moment de signer. Dès lors il n'y avait plus de procès. Il n'était pas besoin de poursuivre en justice la nullité d'un contrat auquel manquait la signature de l'une des parties contractantes. Il n'y avait plus qu'à procéder à l'installation de M^r Nicolas Leroux dans les conditions d'usage. Une assemblée générale fut convoquée à cet effet pour le samedi 17 novembre.

La soumission de M^r Leroux, qui changeait du tout au tout la face des choses, fut immédiatement connue dans tout Albert et y fit naturellement grand bruit.

Elle rendait la situation de Guilain Gelée absolument ridicule. Il avait rompu avec tous ses collègues de l'Echevinage et perdu sa popularité auprès des maires de métiers pour soutenir un acte contraire aux droits évidents de la Ville ; et cet acte était frappé d'une nullité si absolue qu'on n'avait même pas besoin de l'attaquer pour le faire tomber. Il était difficile de commettre plus lourde bétise. Le pauvre jeune homme dut regretter vivement de s'être laissé endoctriner par son curé ! Avec sa légèreté habituelle il tourna le dos à M. Cressent pour revenir à ses collègues du Corps de Ville. Il leur dit que, quant à lui, il n'avait signé l'acte du 8 novembre que « dans l'assurance » qu'on lui avait donnée que le reste du Corps de

« Ville, les officiers de S. A. S., les principaux et
« notables bourgeois et les maires de métiers
« l'auraient aussi signé et que la convocation en
« avait été faite. » Personne ne fut dupe de
pareilles excuses, trop manifestement démenties
par les faits et par l'attitude de Guilain Gelée lors
de la délibération du 10 novembre à laquelle il
avait, ainsi que M^e Jean Debrye, refusé sa signature.

Il est plus aisé d'imaginer que de peindre l'état
d'irritation dans lequel se trouvait le malheureux
M. Cressent. Il avait cru tenir le succès : il avait
reçu le vicaire comme il entendait qu'un vicaire
devait être reçu ; il avait eu la signature du
maire ; il avait compté que l'Echevinage n'oserait
pas renier son chef ; et voilà qu'au moment où le
triomphe semblait assuré, où tout paraissait gagné,
par un revirement soudain, tout lui manquait, tout
s'écroulait. Il était encore une fois battu par
Drouart, battu plus complètement que jamais, et
dans les conditions les plus cruelles pour son
amour-propre.

Que le Corps de Ville se fût mis en lutte contre
son maire ; que celui-ci, avec la désinvolture de
son étourderie, fût volte-face et reniât lui-même
sa signature ; que la Communauté intentât un procès
pour faire annuler l'acte passé par le maire ;
tout cela, en définitive, n'avait rien de bien extraordinaire : que le vicaire même, induit à mal par
la nécessité de vivre, s'inclinât devant l'autorité

usurpatrice de l'Echevinage, à la rigueur M. Cressent pouvait le comprendre puisque déjà l'année précédente M^e Charles Fontaine avait été contraint de subir la loi du Corps de Ville. Mais avoir été joué par son propre vicaire, qui, au moment où il paraissait se prêter à l'investiture donnée par l'autorité ecclésiastique toute seule, se préparait perfidement le moyen de faire tomber cet acte, en dérobant la signature qu'il aurait dû y apposer ! Avoir été ainsi berné et être condamné à avoir pour collaborateur un prêtre qui lui avait joué ce tour indigne ! Voilà ce que M. Cressent ne pouvait supporter, ce qui lui paraissait dépasser la mesure des humiliations, ce qui lui gonflait le cœur de la plus violente indignation contre M^e Nicolas Leroux, plus coupable à ses yeux que Drouart lui-même.

Aussi, ne pouvant contenir l'explosion de ses sentiments, annonçait-il bien haut qu'on aurait beau faire, mais que jamais M^e Leroux ne serait vicaire d'Albert.

Sans s'arrêter aux menaces de M. Cressent, on procéda à l'installation de M. Leroux le samedi 17 novembre en assemblée générale où se trouvaient M. le Gouverneur, MM. les les officiers du marquisat, c'est-à-dire M. le lieutenant Jollyet et M. le procureur Decalogne, les maires et échevins en charge et anciens et les maires de métiers. Devant eux Guilain Gelée renouvela les explications

inadmissibles que nous avons rapportées et qui furent consignées au procès-verbal. M^r Leroux attesta qu'il n'avait point signé l'acte du 8 novembre, et promit de n'en signer aucun autre que celui fait par le Corps de Ville, « à peine d'être remercié et privé de l'effet dudit acte ; » on le fit chanter, on le déclara capable et il fut reçu dans les termes et conditions d'usage.

M. le Curé, ainsi que M^r Jean Debrye, quoique dûment convoqués, avaient refusé de se rendre à l'Assemblée ; cela se comprend à merveille.

M^r Leroux était donc installé, mais par l'Echevinage seul : restait à savoir comment il s'y prendrait pour entrer en possession effective de ses fonctions, malgré la résistance hautement annoncée de M. Cressent. Le Corps de Ville, en procédant seul et sans aucun concours du pouvoir ecclésiastique à l'installation du vicaire, était tombé dans l'excès contraire à celui du curé qui avait voulu de son côté y procéder seul et à l'exclusion du pouvoir civil. L'Echevinage pouvait bien accorder au prêtre-clerc de la paroisse les rétributions diverses qui assuraient sa subsistance, mais le curé était le maître de la situation quand il s'agissait de l'exercice du culte ; il avait incontestablement la police de son église, et un prêtre n'y pouvait célébrer l'office divin que de son consentement.

Néanmoins le Corps de Ville, excité d'ailleurs par l'opinion publique qui était on ne peut plus animée contre M. Cressent, prétendit passer outre,

et emporter l'affaire de haute lutte. Dans l'état des esprits, il ne vint à personne la pensée de négocier avec le curé, de lui laisser le temps de se calmer. Le lendemain était un dimanche, il fallait que le lendemain les bravades de M. Cressent fussent mises à néant et que M^r Leroux dît sa messe de vicaire.

Le Corps de Ville invita donc le prêtre-clerc à se rendre immédiatement chez le curé afin de lui donner connaissance de l'installation à laquelle on venait de procéder et afin de s'entendre avec lui pour la messe du lendemain.

Il fallait à M. Leroux un certain courage pour oser affronter les regards de son curé. Mais c'était un homme ferme, qui avait pris son parti et acceptait les conséquences de la résolution à laquelle il s'était arrêté. Il lui avait été facile de prévoir les colères de M. Cressent; il savait d'ailleurs quelle existence lui était réservée par le curé, envers lequel il avait débuté par un procédé qui était fait pour irriter au suprême degré un homme moins irascible. Il devait donc s'attendre, en se présentant au presbytère, à une scène des plus violentes.

Son attente ne fut pas trompée. Il reçut l'accueil que méritait, aux yeux de M. Cressent, l'indignité de sa conduite. M. Cressent lui répéta en face ce qu'il avait déjà dit; que jamais il ne serait son vicaire. M. Leroux invoqua l'installation qui venait

d'être faite par le Corps de Ville. M. Cressent lui répliqua qu'il voulait en ignorer l'existence tant que cet acte ne lui aurait pas été notifié, se réservant d'ailleurs d'en demander la nullité puisqu'il était fait en dehors de l'autorité ecclésiastique qui seule pouvait donner l'investiture à un prêtre. M. Leroux objectant que déjà cette investiture lui avait été donnée huit jours auparavant par M. Cressent lui-même, on devine la réponse du curé. M^e Leroux devait être le dernier à qui il fût permis de se prévaloir d'un acte qu'il avait évité de signer. Il était même bien osé d'en rappeler le souvenir. M. Cressent lui déclara donc qu'il s'opposait absolument à ce qu'il exerçât ses fonctions de vicaire, et qu'il lui interdisait catégoriquement de dire la messe le lendemain. M^e Leroux insista en disant que comme prêtre il avait le droit et le devoir de célébrer la sainte messe. Comme prêtre étranger à la paroisse, c'est possible ; alors vous la direz après le prône, lui répliqua M. Cressent, mais quant à la messe du matin, la messe de vicaire de la paroisse, vous ne la direz pas. Je vous le défends.

M^e Leroux revint donc à l'Hôtel-de-Ville rendre compte de l'insuccès de sa démarche, et de la violente colère dont il avait subi l'explosion. La résistance opiniâtre de M. Cressent, bien que prévue, ne fit qu'exciter l'Echevinage à persister dans la voie où il était entré. Il résolut de pousser les choses jusqu'au bout. M^e Leroux dirait la messe

le lendemain matin, la messe de 7 heures, malgré le curé ; on lui prêterait main forte au besoin.

En conséquence, le dimanche 18 novembre à 6 heures du matin, l'Echevinage était réuni à l'Hôtel-de-Ville. Il y trouvait naturellement M^e Leroux qui avait pris possession de son logement dans la maison commune. On convint de faire une dernière tentative auprès de M. le Curé. M^e Leroux irait lui porter une copie en règle du procès-verbal de son installation pour écarter le prétexte d'ignorance que le curé avait mis en avant la veille au soir. A six heures et demie M^e Leroux frappait à la porte du presbytère. Il renouvela sa demande de la veille : le curé, que la nuit n'avait nullement calmé, répondit par un refus des plus catégoriques.

M^e Leroux retourna à l'Hôtel-de-Ville, traversant les groupes nombreux qui, malgré l'heure matinale dans cette saison de l'année, s'étaient rassemblés sur la place, les uns autour du Carcan, les autres auprès du Calvaire, dans l'attente des événements. L'émotion était des plus vives. Le refus définitif du curé, bientôt propagé de bouche en bouche, donnait lieu aux commentaires les plus animés. Cependant les instants s'écoulaient et sept heures approchaient sans que la cloche de l'église se fit entendre. Fournet avait reçu en effet l'ordre exprès du curé de ne pas faire sonner la messe de sept heures.

L'Echevinage délibérait avec M^e Leroux. Bientôt on le vit sortir de l'Hôtel-de-Ville avec le prêtre-clerc et se diriger vers l'église, suivi d'une foule nombreuse, plus avide peut être de voir comment M^e Leroux parviendrait à dire sa messe que d'assister à l'office divin. Decalogne, le Procureur fiscal, qui était devenu, comme nous l'avons dit, l'ennemi du curé, était à la tête de cette foule bruyante. On entra dans l'église ; le Corps de Ville fit sonner la messe ; et pendant que la cloche convoquait ceux des paroissiens que la curiosité n'avait pas rassemblés à l'église le Corps de Ville pénétrait avec son vicaire dans la sacristie.

Mais il y trouva l'intrépide curé, d'autant plus inébranlable en ses résolutions que dans la sacristie il était incontestablement chez lui et se sentait fort de son droit. Que venait y faire le Corps de Ville ? De quel droit se permettait-il de s'y introduire ? Quelle qualité avait-il pour réclamer les ornements et les vases sacrés qui étaient indispensables au vicaire pour célébrer la sainte messe ? Pouvait-il, sans une violation flagrante des droits du curé, sans une usurpation sacrilège, porter la main sur ces objets, dont il n'appartenait qu'à un prêtre de disposer ? L'altercation fut des plus vives. M. Cressent, pour y mettre fin, ferma la porte des armoires de la sacristie et, emportant les clés, se retira dans son presbytère.

Le Corps de Ville et M^e Leroux, déconcertés par

cette attitude, ne voulant pas d'ailleurs commettre un acte de violence, laissèrent M. Cressent effectuer sa retraite. Eux-mêmes quittèrent la sacristie et, quelque peu confus, annoncèrent aux paroissiens rassemblés en foule dans l'église qu'il n'y aurait point de messe de sept heures.

Il y eut grande rumeur ; plusieurs des habitants, que leurs occupations empêchaient de revenir plus tard à l'église, se plaignaient hautement de ce qu'ils étaient obligés par l'obstination du curé de perdre la sainte messe. Enfin l'église se vida, mais des groupes nombreux stationnèrent longtemps sur la place, commentant l'évènement du jour et montrant la plus vive animation contre un curé dont l'entêtement passait toutes les bornes.

Pendant ce temps, à l'Hôtel-de-Ville, l'Echevinage délibérait de nouveau avec M. Leroux. L'embarras était grand.

M. Cressent, en refusant au vicaire les objets indispensables à l'exercice du culte, faisait toucher du doigt la difficulté et donnait pour ainsi dire une forme matérielle à l'objection que M^r Jean Debrye avait fait valoir dans la délibération du 10 novembre. Le prêtre-clerc, bien que son traitement dépendît de la Communauté, était avant tout et essentiellement un prêtre. Il ne pouvait obtenir que de l'autorité ecclésiastique l'exercice réel de son ministère de prêtre. Le Corps

de Ville était impuissant à le mettre en possession de ses fonctions.

C'était donc au pouvoir ecclésiastique, à Monseigneur l'Evêque d'Amiens qu'il fallait avoir recours pour donner à M^r Leroux l'investiture effective qui lui était refusée par M. Cressent. On arrêta en conséquence que M. Danicourt, l'un des échevins, se rendrait à Amiens avec M^r Leroux pour exposer l'affaire à Monseigneur Sabatier et pour supplier Sa Grandeur « de statuer et de rendre justice. » On dressa le procès-verbal détaillé de ce qui s'était passé: MM. Danicourt et Leroux, munis d'une copie de cette pièce, partirent de suite pour Amiens.

Monseigneur l'Evêque ne pouvait approuver la conduite de M^r Gille Cressent ; mais d'un autre côté il ne pouvait manquer de faire observer l'irrégularité de la situation du prêtre-clerc qui n'avait été installé que par l'Echevinage, sans aucun concours de l'autorité ecclésiastique. Il ordonna de recommencer la cérémonie de la réception de M. Leroux en y appelant de nouveau M. Cressent, et pour le cas, trop vraisemblable, où celui-ci persisterait dans son refus d'y participer, en y faisant intervenir, pour le remplacer, M^r François Villeman prêtre-curé de Sailly-le-Sec, et doyen de chrestiennté d'Albert, qui fut délégué spécialement à cet effet.

Cette affaire avait été conduite avec une remarquable célérité, car dès le mercredi 21 novembre,

M^e Villeman arrivait à Albert pour remplir la mission qu'il avait reçue. Il était urgent en effet de mettre un terme à l'agitation que l'opiniâtreté de M. Cressent avait provoquée dans la ville.

M^e Villeman se rendit d'abord chez M. le curé, accompagné de Guilain Gelée, maire et marguillier en charge, et escorté des deux sergents à verge de la Ville. Le maire annonça à M. Cressent qu'il venait le convoquer officiellement à la réunion qui allait avoir lieu à l'Hôtel-de-Ville pour l'installation du vicaire. M^e Villeman, de son côté, l'exhorta à y participer, lui démontra l'inutilité d'une résistance que rien ne pouvait plus justifier, lui parla au nom de Monseigneur l'Evêque, lui exhiba les lettres qu'il avait reçues de Sa Grandeur et qui le chargeaient de suppléer M. Cressent s'il persistait dans son refus. Exhortations, prières, raisonnements, tout fut inutile : M. Cressent ne céda point.

Alors M^e Villeman se transporta à l'Hôtel-de-Ville où eut lieu la réception. L'autorité civile était représentée par M. le Gouverneur et MM. les officiers du marquisat, le Corps de Ville, les anciens maïeurs et échevins, les principaux habitants et paroissiens. M^e Villeman, expressément investi à cette fin des pouvoirs de monseigneur l'Evêque, et les anciens marguilliers représentaient le pouvoir ecclésiastique. C'était la troisième fois que M^e Leroux était installé. Mais cette fois rien ne manquait plus à sa réception. Le procès-verbal

qui constatait son contrat avec la Communauté constatait en même temps son investiture comme prêtre. Le concordat entre l'Eglise et l'Etat était rétabli.

Au point de vue des principes l'Echevinage avait satisfaction complète. La solution donnée par monseigneur l'Evêque d'Amiens était celle que le Corps de Ville avait toujours poursuivie, la seule qui fût conforme à l'usage constamment observé à Albert ; usage auquel, après cette décision de l'autorité épiscopale, personne n'essaya plus de déroger dans la suite.

Mais la décision de l'Evêque et l'exécution qui lui avait été donnée par le procès-verbal de réception du 21 novembre, n'avaient changé en rien les dispositions d'esprit de M. Cressent. Au point de vue pratique on n'avait absolument rien gagné. M^r Leroux, trois fois installé en quinze jours, ne parvenait pas à dire la messe. M. Cressent avait annoncé qu'on aurait beau faire, qu'il ne serait pas son vicaire, et, fidèle à sa parole, il persistait à lui refuser les objets sacrés indispensables à l'exercice du culte.

Que faire contre un pareil homme ? Le Corps de Ville n'avait aucun moyen d'action sur lui ; nous avons dit que le curé n'était nullement dans sa dépendance. Il n'était pas davantage dans celle

de Monseigneur l'Evêque ; car l'autorité épiscopale ne nommait pas à la cure d'Albert. Comme c'étaient les moines du Prieuré d'Encre qui avaient autrefois institué cette cure, le droit de collation appartenait au Prieur. L'Evêque n'avait d'action sur le curé qu'au point de vue de la discipline ecclésiastique ; mais à cet égard M. Cressent, qui remplissait parfaitement les devoirs de son ministère, n'avait rien à craindre. L'Evêque n'avait pas le droit de lui retirer une cure qu'il n'avait pas donnée. C'est pourquoi M. Cressent pouvait braver impunément son autorité aussi bien que celle de l'Echevinage.

Il était cependant impossible que la Communauté demeurât privée de prêtre-clerc. Il ne faut pas oublier que, malgré la vivacité des luttes provoquées par le caractère du curé, le sentiment religieux était profondément enraciné dans le cœur des habitants. Ils voulaient leur prêtre-clerc, ils tenaient essentiellement à leur culte. Ce même Echevinage, qui combattait si ardemment le curé, était non moins zélé contre les abus qui se commettaient pendant l'office divin, et qui consistaient, par exemple, de la part des cabaretiers et des merciers à vendre de l'eau-de-vie et de la part des perruquiers et chirurgiens à raser leurs pratiques pendant la messe. On défendait avec acharnement contre un curé usurpateur les prérogatives de l'Echevinage et les privilèges de la Communauté, mais on respectait sincèrement la

Religion. Elle était un besoin de premier ordre.

Puisque le vicaire n'arrivait pas à exercer son ministère il fallait trouver un autre moyen pour que la Communauté eût la messe du matin.

Les hommes qui gouvernaient la ville étaient surtout des hommes de loi. On a pu remarquer dans le cours de ce récit qu'ils n'étaient nullement enclins à user de violence, mais qu'ils étaient portés, par leurs habitudes d'esprit aussi bien que par les mœurs du temps, à recourir aux tribunaux. Dans cette petite ville de judicature on était naturellement processif.

On s'ingénia donc pour trouver un moyen juridique de remplacer le prêtre-clerc que le curé mettait par le fait en interdit. En remontant à l'origine même de l'institution du vicaire on se dit qu'en définitive, si les Religieux n'avaient pas déserté le couvent d'Albert, on n'aurait pas eu besoin de prêtre-clerc ; on n'aurait pas été obligé d'imposer à la Communauté toutes les charges qu'elle supportait pour lui assurer un traitement ; on n'aurait pas eu à supporter tous les ennuis de la longue lutte qu'il avait fallu soutenir contre M. Cressent, lutte qui se terminait par un succès éclatant, mais stérile.

C'était donc aux Religieux qu'il fallait imputer la cause du mal ; c'était au Prieur qu'il fallait faire le procès. Les Religieux, depuis 90 ans, avaient quitté la ville et déserté l'accomplissement de leurs

devoirs. Ils s'étaient affranchis des obligations sur la foi desquelles le Couvent avait été établi et des fondations faites pour assurer l'exercice du culte. Et cependant le Prieur continuait à percevoir très-régulièrement les produits de ces fondations et les revenus des biens attribués originairement au Couvent. Il levait la dîme sur les habitants. Il gardait les profits après s'être exonéré des charges. Il ne résidait point. Il n'accordait au vicaire qu'il avait fallu instituer pour suppléer à son absence qu'une allocation dérisoire de 84 livres par an. C'était lui qui était le grand coupable. Les édits royaux permettaient de lui intenter un procès pour le contraindre, en compensation des revenus qu'il percevait, à donner satisfaction aux besoins religieux de la Communauté.

Des hommes de loi comme les Drouart et les Arrachart n'ignoraient pas les dispositions de l'Edit de 1695. D'après l'art 23, les ecclésiastiques qui, possédant des bénéfices à charge d'âme, manquaient à y résider pendant un temps considérable ou ne faisaient pas acquitter le service et les aumônes dont ils étaient chargés, pouvaient être contraints par la justice. Il fallait, il est vrai, employer à leur égard toute sorte de ménagements, user de toute la retenue et de toute la circonspection convenables ; mais enfin , lorsqu'après avoir été dûment avertis ils se refusaient à remplir leurs devoirs, lorsque la nécessité de faire observer les saints décrets et de faire exécuter les charges des

fondations le commandaient impérieusement la justice pouvait faire saisir, jusqu'à concurrence du tiers, le revenu de leurs bénéfices et ordonner que ce tiers serait employé à l'acquit du service imposé aux bénéficiaires.

Il y avait des exemples d'arrêts qui avaient appliqué ces prescriptions rigoureuses.

En conséquence Drouart et Arrachart proposèrent à l'assemblée générale qui fut convoquée le 25 novembre 1725 de faire le procès au Prieur d'Albert afin de le forcer « à résider où à faire « résider un prêtre séculier ou régulier pour « l'acquit de son Prioré et comme gros décimateur « et ce en conformité des arrêts de la Cour rendus « en pareil cas. » On devait commencer par lui en faire d'abord la demande, afin de rester dans les termes de l'ordonnance qui prescrivait de se montrer très respectueux. Mais si le Prieur ne s'excusait point, M^e J. B. Arrachart, délégué à cet effet par la Communauté, poursuivrait le procès.

Cette délibération fut prise par une assemblée fort nombreuse ; 34 personnes la signèrent, en tête desquelles figurent M. le gouverneur d'Aigreville et les officiers du marquisat.

Le procès pouvait être fort long et très coûteux, car il fallait le porter directement au Grand Conseil, à cause du privilège d'évocation appartenant au Prieur du chef de l'abbaye de St-Martin des champs dont le prieuré d'Albert était une dépendance.

Mais si la nouvelle instance dans laquelle on allait entrer avait ses incontestables inconvénients, elle pouvait aussi présenter plus d'un avantage. Car le Prieur, ainsi attaqué judiciairement, voudrait peut-être, afin de se débarrasser d'un procès qui menaçait un tiers de ses revenus, user de ses moyens d'action contre M. Cressent pour le ramener à la raison. La cure était, comme nous l'avons dit, à sa nomination. Cette arrière-pensée devait exister dans l'esprit des hommes d'affaires qui avaient proposé à l'assemblée de faire le procès au Prieur.

Le procès n'eut pas lieu.

Treize mois après la délibération dans laquelle il avait été voté, le samedi 25 Janvier 1727 à 6 heures et demie du matin, décédait en son presbytère M^r Gille Cressent, âgé de 64 ans. Il fut enterré le lendemain dans le chœur de son église en présence de M. François Villeman, doyen de chrétienté d'Albert, et des curés de Mametz, Fricourt, Posières, Warloy et Capy. Jean Decalogne, le Procureur fiscal, J.-B. Arrachart, qui était alors maire, Adrien Drouart qui était échevin, d'anciens marguilliers assistaient à la cérémonie funèbre.

Parmi les signatures opposées au bas de l'acte

mortuaire on remarque celle de M^e Nicolas Leroux
prêtre-clerc de la paroisse.

C'est qu'en effet M^e Leroux exerçait ses fonc-
tions de Vicaire.

M^e Gille Cressent avait fini par céder.



LES PREMIÈRES ANNÉES

DE

PHILIPPE DE GIRARD

DISCOURS DE RÉCEPTION

DE M. A. DEBAUGE.

(Séance du 27 Juin 1879.)

MESSIEURS,

Lorsque de bienveillants amis m'ont présenté à vos suffrages, j'ai ressenti une vive anxiété, car il me paraissait bien difficile que vous pussiez accueillir favorablement cette candidature.

Quels titres en effet pouvais-je faire valoir à vos yeux? Quelle raison pour moi d'occuper une place auprès des hommes éminents qui, dans des sphères différentes, sont à bon droit l'orgueil et la gloire de notre chère cité !

En m'examinant bien, je ne trouvais qu'une seule excuse qui pût faire taire une modestie trop justifiée, et cette excuse, vous l'avouerais-je, Messieurs, c'était le très grand désir que j'avais, bien au fond de moi-même, d'être admis un jour à devenir membre de votre Compagnie.

J'aspirais au moment où plus de loisirs me permettraient de me livrer à ces études de questions générales qui sont le délassement et le charme d'une vie intelligente ; études auxquelles il ne m'est pas possible de me livrer quant à présent. Car, appelé très-jeune à la tête d'un des principaux établissements industriels de notre ville. au moment où sévit une crise économique d'une durée et d'une intensité sans précédents, c'est un devoir pour moi, de consacrer tous mes instants à la défense des intérêts qui me sont confiés.

Je n'ai donc pu produire aucun de ces travaux dont la meilleure récompense eût été d'être appréciés par vous.

Vous me faites largement crédit, Messieurs, et je tâcherai de répondre de mon mieux à l'engagement que votre bienveillance me fait souscrire. Mais vous seriez surpris à bon droit, si mes premières paroles au milieu de vous n'étaient pas l'expression de mes vifs remerciements pour ceux qui m'ont patronné auprès de vous et ont remplacé par un appui chaleureux les titres qui manquaient à leur candidat.

Je ne me dissimule pas, Messieurs, que la situa-

tion de la Société anonyme, filature de lin d'Amiens, pouvait vous engager à vous attacher son Directeur pour lui faire prendre place auprès des hommes distingués qui, déjà parmi vous, représentent l'Industrie et le Commerce.

Mon regretté prédécesseur, M. Martelet, avait eu, lui aussi, l'honneur d'être l'objet de vos suffrages. Mais d'autres titres encore vous le recommandaient. Vous aviez su apprécier en même temps que ses rares aptitudes scientifiques les dons naturels si remarquables qui faisaient de lui un homme d'une érudition aussi vaste que charmante, un causeur d'un agrément toujours nouveau et bien souvent un orateur d'une éloquence entraînante.

De douloureuses épreuves, les souffrances d'une maladie qui ne laissait aucun répit l'ont empêché de venir siéger parmi vous. Mais plus que tout autre, je sais, Messieurs, quel prix il attachait à son titre d'Académicien. -- Parmi toutes les distinctions dont Amiens, sa patrie d'adoption, l'avait honoré, c'était une de celles qui le flattaient le plus, et je suis sûr d'être aujourd'hui, après plusieurs années écoulées depuis qu'il n'est plus, le fidèle interprète des sentiments qui l'animaient, en vous rapportant ici l'expression de ses remerciements et de ses vifs regrets de n'avoir pu assister à vos séances.

Messieurs, le choix du sujet dont j'avais à vous entretenir, pour la première fois que j'avais l'hon-

neur de parler devant vous, m'était facile. — Vous m'accueillez comme industriel, filateur de lin et, à ce titre, j'étais tout naturellement amené à prendre comme sujet de ce discours, l'étude de la vie ou tout au moins d'une partie de la vie de l'illustre compatriote auquel nous devons l'admirable invention de la filature du lin, Philippe de Girard.

Mais un autre motif me poussait aussi à l'accomplissement de ce devoir. J'ai été assez heureux pour apprendre bien des détails de la vie de Philippe de Girard par les récits du dernier membre de sa famille, sa petite-nièce, M^{me} la baronne de Pages, qui s'est dévouée avec un zèle, je dirai presque avec une opiniâtreté de tous les instants, à la réhabilitation de la mémoire d'un oncle vénéré et à la revendication des nombreuses inventions, si variées, si méconnues, de ce génie universel.

Dans ces entretiens, auprès de l'inventeur à l'esprit aussi vaste que profond, j'ai appris à admirer les vertus de l'homme privé, et je me suis demandé souvent si ce n'était pas là le plus beau sujet d'étude qu'on pût tirer d'une si belle vie.

Pardonnez-moi donc si j'entre dans quelques détails au sujet des premières années de Philippe de Girard. Nous nous arrêterons, d'ailleurs, dans cette étude, au moment où notre illustre compatriote parvenant à l'apogée de sa gloire, résolut, en 1810, le problème offert par Napoléon aux

recherches des ingénieurs du monde entier : la filature mécanique du lin.

Philippe de Girard, le plus jeune des quatre fils de M. Henri de Girard, naquit, en 1775, à Lourmarin, petit village de la Vaucluse situé près des bords de la Durance et au pied des dernières ramifications des Alpes.

Ses parents appartenaient à une ancienne et influente famille Vaudoise restée en Provence malgré les incessantes persécutions qui sévissaient encore contre cette malheureuse secte, presque à la veille de la Révolution.

Ces persécutions, peu de temps avant la naissance de Philippe, faillirent même coûter la vie à Mme de Girard, surprise par une dragonnade au moment où, avec ses coreligionnaires, elle assistait au prêche qui se faisait secrètement dans un des replis de la montagne.

Mais heureusement, Louis XVI montait sur le trône et la bienfaisante influence de Turgot se faisait bientôt sentir.

En 1775, au retour du sacre, où le roi avait dû prêter le serment, imposé par l'usage, d'exterminer les hérétiques, le premier ministre lui adressa un remarquable rapport sur la Tolérance. Il affirmait que c'était un devoir de ne pas tenir des engagements criminels et réclamait la liberté des cultes, au nom de la raison d'Etat, du droit naturel et des vrais principes religieux.

Les dragonnades cessèrent et on rendit aux

protestants leurs droits à l'état civil et le libre exercice de leur culte.

Mais ce souvenir des persécutions religieuses, en même temps qu'il avait laissé aux protestants l'habitude d'une vie de retraite et d'étude, avait investi le chef de famille d'une sorte d'autorité religieuse qui rendait l'autorité paternelle plus facile et plus respectée.

Entre toutes, la famille de Girard méritait d'être citée comme offrant l'exemple le plus parfait des beautés de la vie domestique : Un père consacrant tous ses soins à l'éducation de ses fils, dont il voulait faire des hommes énergiques et instruits, au-dessus de toutes les fluctuations de la fortune ;

Une mère, aussi distinguée par l'esprit que par le cœur, qui savait leur inspirer les sentiments les plus délicats de dévouement filial et d'affection paternelle, et des enfants dont le plus bel éloge est de dire qu'ils savaient dignement répondre à tant de sollicitude et d'amour.

Aucune partie de leur instruction ne fut négligée. A de sérieuses études scientifiques, on sut associer l'éclat des lettres et l'agrément des arts.

Dès sa première jeunesse, Philippe de Girard répondait par une assiduité et par des progrès remarquables aux soins de son père et de ses professeurs. Son esprit, aussi varié que solide, se portait avec ardeur vers trois genres d'étude qui, cependant, paraissent exiger des aptitudes bien différentes : il était poète, il était peintre, mais,

par-dessus tout, il était déjà chercheur et inventeur.

Les applications de la mécanique l'attiraient sans cesse et, tout jeune encore, après avoir écrit une poésie ou moulé des médailles, il s'ingéniait à construire de petits moulins sur le ruisseau qui serpentait dans le jardin paternel.

Le moment étant venu pour lui de choisir une profession, c'est tout d'abord vers la médecine qu'il se tourna et il se rendit à Montpellier pour y commencer des études préparatoires. Il allait se promener jusque sur les bords de la mer et ce spectacle grandiose, après avoir ému le poète, fit réfléchir le jeune ingénieur. Il se dit qu'il y avait dans le mouvement des vagues une force immense qu'on devait pouvoir utiliser et il eut bientôt inventé une curieuse machine qui permettait de résoudre ce problème déjà poursuivi, dès l'an 1500, par l'illustre Léonard de Vinci.

Un grand malheur lui fit abandonner l'étude de la médecine.

Sa mère fut atteinte, à 48 ans, d'une maladie contre laquelle les efforts de la science furent impuissants, et il éprouva un tel chagrin de la perte de celle qui résumait pour ainsi dire toutes les affections de sa vie, qu'il se détourna d'une science qui n'avait pu la sauver.

Il séjourna pendant quelque temps à Lourmarin, vivant au milieu du petit cercle d'hommes distingués qui entourait son père. La poésie, ce grand

consolateur, venait adoucir l'amertume de ses regrets. Ses essais furent lus devant un homme qui jouissait alors d'une grande célébrité, l'abbé Raynal, qui admirant les dispositions du jeune Philippe, lui prédisait comme poète un brillant avenir.

Cependant les événements politiques se précipitaient. M. de Girard avait pleinement adopté les généreux principes de la Révolution française. Mais il était trop l'homme du devoir, de la tolérance, de la justice, pour ne pas déplorer des excès que ses liens avec le parti monarchique lui rendaient plus détestables encore.

Un soulèvement royaliste éclata en Provence. Philippe, bien jeune encore, (il avait 17 à 18 ans) y prit part avec ses frères. La répression ne se fit pas attendre et les fils de M. de Girard, proscrits, ne durent leur salut qu'à la fuite. Sur le point d'être arrêtés à Toulon, ils furent recueillis sur une des chaloupes de l'amiral anglais Hood et cherchèrent un refuge dans l'île Mahon, qui appartenait alors aux Espagnols.

Ces jeunes gens, qui s'étaient sauvés à grand-peine au milieu de mille dangers, étaient sans ressource. Il fallait gagner sa vie, et c'est alors qu'ils purent véritablement apprécier les bienfaits de l'instruction variée qu'ils avaient reçue par les soins d'un père intelligent.

C'est la peinture qui fournit à Philippe ses moyens d'existence. Il fit des vues des plus beaux

paysage de l'île, il peignit quelques portraits et atteignit une certaine réputation dans le petit monde où il vivait. Ses frères, Frédéric et Joseph, mettant à profit leurs connaissances en botanique, établirent un modeste commerce d'herboristerie. Bientôt ils furent à même de rendre un grand service aux habitants qui les avaient généreusement accueillis. Une fièvre désolait l'île : nos deux jeunes savants furent assez heureux pour découvrir dans la Flore de Mahon une plante douée d'énergiques propriétés fébrifuges, et l'épidémie, combattue par eux, fut rapidement arrêtée.

Les mauvais jours se succédaient en France, on ne pouvait prévoir quand ils prendraient fin. L'île de Mahon n'offrait que des ressources bien limitées : les amateurs de peinture devenaient rares et la vente des plantes ne donnait que de faibles bénéfices

Les trois frères résolurent de quitter Mahon et de chercher sur un théâtre plus vaste un meilleur emploi de leur activité et de leur intelligence.

Ils se rendirent en Italie, débarquèrent à Livourne et, après avoir étudié les besoins du pays, ils se décidèrent à monter une fabrique de savon.

Philippe en fut l'ingénieur, ou pour mieux dire l'inventeur, car avec son admirable organisation, il ne pouvait toucher à rien qu'il ne transformât. Il créa donc de nouveaux procédés pour la fabrication du savon et le principal progrès qu'il fit accomplir à cette industrie fut l'application de

la vapeur. Il prit là son premier brevet ; il n'avait pas encore dix-neuf ans.

Il paraissait avoir renoncé à ses pinceaux et à ses médailles ; l'industrie seule l'occupait ; il avait trouvé sa voie et l'invention lui offrait une sorte de poésie qui pouvait largement satisfaire aux besoins d'une imagination ardente. Mais par une association naturelle des facultés si variées de son esprit, il appliquait encore l'invention mécanique aux arts, qu'il avait quittés à regret, et il faisait de l'industrie dans l'art.

Vous connaissez tous, Messieurs, les statuettes connues sous le nom de réductions Collas, et qui donnent des reproductions, aussi parfaites que possible, des chefs-d'œuvre de la sculpture. Le procédé Collas devrait s'appeler procédé Girard, car c'est à Livourne, en 1794, que Philippe de Girard en fit la découverte.

Presque à la même époque il inventait un appareil à graver les pierres dures.

C'est au milieu de ces travaux que les événements du 9 thermidor vinrent surprendre MM. de Girard et leur permirent de rentrer dans leur patrie.

Après un séjour à Lourmarin, Philippe se rendit à Marseille et y établit une fabrique de produits chimiques, non loin d'une importante saline qui appartenait à ses parents.

Il semble, Messieurs, que là devaient se circonscrire la vie et les études de Philippe de Girard. Quel champ plus vaste, pour un génie comme le

sien, que cette admirable science de la chimie, où tout était à faire au point de vue de la fabrication industrielle, lorsque Lavoisier venait de la tirer des doctrines du Phlogistique.

Fourcroy et Berthollet, continuant les études d'un maître si malheureusement enlevé à la science, allaient sur ses traces acquérir une gloire immortelle. Quels services Philippe de Girard n'aurait-il pas rendus, lui dont la connaissance approfondie des sciences naturelles était accompagnée d'une entente aussi remarquable des applications de la mécanique ?

Mais il semble que la Providence ne veut pas que les travaux d'un tel homme soient concentrés sur un seul point ; il faut que les inventions d'un d'un aussi rare génie puissent profiter à toutes les branches de l'industrie humaine.

Le 13 vendémiaire doit être parmi les populations si ardentes du Midi, le signal d'une nouvelle réaction contre les royalistes. Philippe de Girard est contraint d'abandonner sa fabrique de produits chimiques et de quitter Marseille. Il souffre tant de ce nouvel exil qu'il s'efforce de rester le plus près possible du pays natal, et il obtient, par une insigne faveur et grâce à sa grande jeunesse, de rester à Nice qui, depuis trois ans, appartient à la France.

Sa présence y est à peine tolérée ; il devrait se faire oublier, se cacher ; mais une circonstance se présente, où les plus sages conseils de la prudence

sont impuissants à modérer les élans d'un cœur aussi généreux que le sien.

Trois jeunes Français, réfugiés comme lui, sont accusés d'avoir entretenu des intelligences avec les sections de Paris, coupables de l'insurrection royaliste du 13 vendémiaire ; on les traduit devant une commission militaire. Au milieu du déchaînement des passions, en présence de la sévérité impitoyable de la répression, l'issue du procès n'est pas douteuse : c'est la mort qui attend les accusés, et personne n'ose se compromettre en les défendant.

Philippe sera leur avocat ; il puise dans le péril qu'il court lui-même une éloquence entraînante ; il parvient à émouvoir les juges, et les trois Français sont sauvés.

Quelques jours après, il est insulté par un dueliste de profession ; il relève le défi, essuie le feu de son adversaire et lui adressant quelques paroles destinées à le faire rougir de son odieuse agression, il indique une petite branche d'arbre, la coupe de la balle de son pistolet, lui prouvant ainsi qu'il lui faisait grâce de la vie.

Un autre triomphe lui était réservé dans des luttes qui lui étaient plus familières.

Un concours venait de s'ouvrir à Nice pour nommer un professeur de chimie et d'histoire naturelle. Philippe de Girard s'y présente, l'emporte sur tous ses concurrents. Mais il n'est pas du pays, il est presque sous le coup de la pros-

cription, c'est à peine s'il aurait l'âge de ses élèves.

On veut l'écarter, et pour que l'injustice soit moins visible, on recommence ce concours.

On multiplie les difficultés : elles ne servent qu'à faire ressortir davantage l'éclatant triomphe du jeune candidat. Il est nommé professeur aux acclamations de ses juges et de ses concurrents eux-mêmes.

Il ne lui fat pas donné d'occuper longtemps une chaire si glorieusement conquise. Le Consulat venait de donner quelque repos à la France, les tristes jours d'exil prenaient fin.

Philippe revient à Marseille et y fonde un cours de chimie qui bientôt attire de nombreux auditeurs.

Quelques années se passent ainsi au milieu de l'étude. Souvent un voyage le ramène à Lourmarin ; il est heureux de se retrouver au foyer paternel, de s'y reposer de ses travaux, en même temps qu'il y trouve de sages conseils dont il sait comprendre tout le prix.

Pendant ce temps la vie politique de la France s'est profondément modifiée.

Le Consulat à vie est devenu l'empire, et avec l'Empire se développe ce mouvement de centralisation qui fait refluer vers Paris toutes les forces vives du pays, comme par l'attraction d'un enthousiasme alors aussi sincère que violent, autour de la toute-puissance de Napoléon.

C'est à Paris que sont tous les grands penseurs, tous ces savants, qui, déjà, ont acquis une gloire impérissable.

Les noms de Monge, Berthollet, Chaptal, Prony, Delambre exercèrent une véritable fascination sur Philippe de Girard ; quelles leçons ne doit-on pas recueillir auprès de tels maîtres ?

Il faut qu'il aille vivre auprès d'eux, ce n'est que là que ses facultés pourront trouver leur entier développement.

Il quitte donc Marseille et vient s'installer à Paris, accompagné d'un de ses frères, Frédéric de Girard, dont le nom mérite de nous arrêter un instant.

Messieurs, dans toute famille où se trouve un homme aussi remarquable que celui qui nous occupe, il répand autour de lui un éclat qui rejailit sur tous, mais dont l'intensité est telle, qu'elle efface en même temps le reflet propre des autres.

Moins illustrés par un des leurs, ils auraient eu par eux-mêmes une gloire réelle qui se trouve éclipsée. Il en est ainsi pour Frédéric de Girard. Il avait une grande valeur personnelle, et quelques inventions, qui sont de lui seul, auraient suffi pour conserver son nom à la postérité.

Mais n'est-il pas plus glorieux pour lui que son nom soit parvenu jusqu'à nous avec ce double prestige d'un véritable mérite et d'un dévouement fraternel inépuisable ? Jusqu'à son dernier jour, Frédéric, oublieux de lui-même, s'absorbera tout

entier dans la lutte de son frère contre la destinée et, sans hésiter, il lui sacrifiera son temps, sa fortune et sa santé.

On fut bientôt à même de juger ce que pouvait produire l'association de tels hommes.

En 1806, à une exposition des produits de l'industrie, on vit figurer, parmi les inventions des deux frères, une lunette achromatique où la lentille de flint-glass était remplacée par un liquide ; des tôles qu'ils avaient trouvés, les premiers, les moyens de vernir et de décorer, et enfin les lampes hyarostatiques.

Cette dernière invention, en dehors des progrès marqués qu'elle faisait subir à des appareils jusqu'alors bien imparfaits, nous montre une fois de plus quels étaient les sentiments d'affection filiale de Philippe de Girard.

Son père avait la vue fatiguée et il souffrait vivement de ne pouvoir se livrer aux charmes de la lecture pendant les longues soirées d'hiver ; mais les procédés d'éclairage étaient alors si imparfaits que force lui était de renoncer à son occupation favorite. Il fit part de ses ennuis à son fils et celui-ci, abordant aussitôt la recherche de problèmes compliqués se rattachant aux machines à vapeur, entreprit la réalisation d'un mode d'éclairage qui put fournir une lumière vive et fixe.

Philippe sut obvier aux inconvénients des lampes jusqu'alors en usage. Un système ingénieux fondé sur le principe des vases communicants et de

l'appareil connu, dans les cours de physique, sous le nom de fontaine de Héron, permit à l'huile de partir d'un réservoir inférieur pour venir mouiller la mèche dans les proportions voulues, et un courant d'air convenable fournit la quantité d'oxygène nécessaire à la combustion complète des carbures d'hydrogène qui constituent le pouvoir éclairant de l'huile.

Le mécanisme de cette lampe fut si apprécié des savants de l'époque que l'un des plus estimés d'entre eux, M. Hachette, en fit l'objet d'une leçon spéciale à son cours de l'école polytechnique.

Toutefois, les applications ingénieuses de mécanique qui rendaient la lampe hydrostatique si chère aux savants, furent peut-être la cause qui l'empêcha de se vulgariser. Une lampe doit pouvoir être maniée par d'autres que des savants ou des apprentis ingénieurs, et l'appareil de Philippe de Girard avait le tort d'être compliqué, comme d'ailleurs il arrive presque toujours au début d'une invention.

Les lampes de Girard furent donc abandonnées, mais elles avaient conduit l'inventeur à une heureuse création.

Voulant adoucir ce que l'éclat de ses lampes hydrostatiques avait de fatigant pour les yeux, Philippe de Girard avait imaginé l'emploi des verres dépolis, de ces globes dont nous nous servons tous aujourd'hui.

Cette partie de l'invention fut bien vite appréciée

de tous ; les demandes se multiplièrent et le succès fut si vif qu'il amena presque aussitôt la contrefaçon.

C'est la première épreuve de ce genre que Girard eut à subir ; et elle se produisit dans des circonstances qui lui furent tout particulièrement pénibles.

Bon et serviable comme toutes les natures vraiment supérieures, Philippe de Girard avait accueilli chez lui, comme employé un malheureux commissionnaire auvergnat, qui avait réussi à l'apitoyer sur son sort et sur les misères de sa nombreuse famille. Lors de l'invention des verres dépolis, il l'avait mis à la tête de ses ateliers de fabrication, lui permettant ainsi de subvenir largement aux besoins des siens. Bientôt les contrefaçons commencèrent ; leur perfection surprit tout le monde, et la police, moins confiante que l'inventeur, fit des perquisitions et on découvrit que le vertueux et reconnaissant contre-maître avait installé tout un atelier de fabrication dans le grenier de la maison qu'il habitait ; et là, ses enfants formés et dirigés par lui, fabriquaient en grand le globe en verre dépoli. Dupieu, c'était le nom du contre-maître, fut poursuivi, condamné ; mais il s'en inquiéta peu ; il se rendit en Belgique, l'argent que lui avaient rapporté ses contrefaçons lui permit de monter une usine importante pour cette même fabrication, et en quelques années il amassait une fortune de plusieurs millions ; ce qui

prouve une fois de plus, Messieurs, que la vertu peut bien parfois n'être pas récompensée, mais que, plus rarement encore, l'ingratitude est punie.

Un dernier détail concernant ces fameuses lampes hydrostatiques ne laisse pas que d'être assez curieux. La première paire de lampes devait être offerte à l'Impératrice Joséphine : c'est vous dire avec quel soin Philippe de Girard s'occupa de les construire et avec quel art il voulut qu'elles fussent décorées ; pour cela, il s'adressa entre tous, à un jeune artiste dont la célébrité naissante allait briller bientôt du plus vif éclat, M. Ingres.

Cependant, toujours infatigable, Philippe de Girard poursuivait, sur les machines à vapeur, des recherches un instant interrompues par la découverte de la lampe hydrostatique, et la même année (1806) une invention des plus importantes venait récompenser ses énergiques efforts.

Il construisit une machine sur laquelle deux innovations principales attirèrent l'attention du monde savant. L'expansion de la vapeur se faisait dans un seul cylindre et le mouvement de rotation était produit sans l'intermédiaire d'un balancier.

Cette mémorable invention valut à Philippe de Girard une médaille d'or qui lui fut décernée par la Société d'encouragement, à la suite d'un rapport très élogieux du célèbre mathématicien Prony.

En même temps, il donnait les plans d'une autre disposition de machine à rotation immédiate.

Des brevets furent pris pour ces trois inventions.

Il semble, Messieurs, que proclamées avec tant d'éclat, affirmées par de si hautes récompenses, protégées par des lois qui sont la sauvegarde de la propriété industrielle, ces trois découvertes seront à tout jamais, et sans contestation, le glorieux apanage de Philippe de Girard.

Il n'en devait pas être ainsi et, fait douloureux à constater, ces injustes spoliations, ces plagiat ont été consacrés par des Français, qui ont attribué à des étrangers tout l'honneur d'inventions depuis longtemps réalisées par un de leurs plus illustres compatriotes.

En 1819, en Amérique, Olivier Evans appliquait à ses machines l'expansion de la vapeur, et un Français, chargé par le gouvernement d'une mission scientifique aux Etats-Unis, attribuait à Evans une invention pour laquelle Girard avait été récompensé dès 1806.

Déjà, en 1815, le mouvement rotatoire sans l'intermédiaire d'un balancier était imité par Maudsley qui lui a donné son nom.

Enfin, en 1818, l'ingénieur anglais Mastermann prenait une patente pour une machine à rotation immédiate, qui n'était qu'une reproduction de celle brevetée en 1806.

Un instant on put croire qu'après de si longues années, justice allait être rendue au véritable inventeur. Un directeur du conservatoire des Arts-et-Métiers, dépositaire, à ce titre, des archives,

des brevets, publia un travail comprenant les trois inventions.

Un tel auteur avait en main toutes les pièces qui établissaient, d'une manière irréfutable les titres et la gloire de Philippe de Girard ; il l'ignora sans doute, car il attribua aux ingénieurs étrangers les découvertes d'un Français.

Heureusement, pour le consoler de telles injustices, Philippe de Girard avait pour amis les hommes les plus éminents de cette époque où les sciences brillèrent d'un si vif éclat ; et l'un des plus illustres, Monge, lui disait avec tristesse : « Mon ami, sachons nous résigner au jugement incomplet de nos œuvres. »

La France se trouvait en 1810 , époque à laquelle viennent de nous amener les dernières inventions de Philippe, dans une situation politique qui rendait indispensable la création d'une industrie textile indigène.

Le désastre de Trafalgar, en ruinant notre marine, avait rendu l'Angleterre maîtresse absolue des mers et, en cas de lutte avec cette puissance, il devenait impossible à nos navires d'aller chercher en Amérique les produits destinés à faire vivre notre industrie cotonnière, dont le développement était alors considérable.

Après la courte période de paix qui avait signalé les premiers mois de l'année 1806, la plus brillante du règne impérial, Napoléon voit tout à coup se

dresser devant lui la quatrième coalition formée par la Prusse, la Russie, l'Angleterre.

C'est contre cette dernière puissance que Napoléon sait qu'il doit diriger tous ses efforts. Il n'a plus de flotte à lui opposer, il ne peut tenter une nouvelle invasion ; mais il sent que toute la force de l'Angleterre réside dans la richesse que lui ont donnée son commerce et son industrie ; c'est par là qu'il faut l'atteindre : il ne peut la vaincre qu'en la ruinant. Et c'est alors que paraît à Berlin, le 21 novembre 1806, le fameux décret du blocus continental qui ferme à l'Angleterre tous les ports de terre ferme.

Malgré les plus brillantes victoires, la lutte se prolonge ; l'Angleterre trouve des alliés dans tous les peuples qui ont à souffrir de l'effroyable oppression, conséquence du blocus continental ; en France même, cette mesure est l'objet des plus vives récriminations de la part des industriels dont elle compromet la fortune.

Napoléon comprend qu'il faut fournir un nouvel élément au travail national. Il faut que la filature et le tissage d'un *produit indigène* vienne remplacer la filature et le tissage du coton. Le lin est tout naturellement indiqué. Le seul obstacle à son emploi vient de l'impossibilité où l'on s'est trouvé jusqu'alors d'arriver à un travail mécanique satisfaisant.

En effet, que de difficultés à vaincre pour transformer mécaniquement en fils dont la finesse n'a

pour ainsi dire pas de limite, une plante qui, au premier abord, paraît aussi peu propre à ce travail !

Le coton et la laine révèlent déjà, à l'état brut, les caractères qui les rendent si précieux à l'industrie.

Le coton offre un duvet végétal à filaments courts qu'on peut considérer comme la matière la plus parfaite à laquelle la filature mécanique puisse s'appliquer.

La laine se compose de brins ondulés, frisés, doués d'une élasticité considérable, et lorsqu'on la divise dans ce qu'on peut appeler ses filaments élémentaires, on voit que ceux-ci se terminent par une série de crochets invitant, en quelque sorte, à étirer et à souder des fibres qui d'elles-mêmes paraissent chercher à s'associer.

Tout au contraire le lin, après les longues opérations préliminaires du rouissage et du teillage, dont le but est de faire apparaître la partie textile proprement dite dégagée de la chènevotte qui l'enveloppe, le lin présente des fibres longues, droites, résistances, mais inégales, presque dénuées d'élasticité et collées entre elles par une matière gomme-résineuse que le rouissage n'a pu faire entièrement disparaître.

Il fallait, par des procédés mécaniques, diviser, tout d'abord, cette matière sans la briser, pour séparer les fibres élémentaires et développer à leur extrémité ces filaments courts et feutrés qui

permettront aux brins successifs de se souder les uns aux autres lorsqu'ils devront être étirés pour se transformer en fils.

Quelles précautions à prendre dans la disposition des pièces de machine pour que cet étirage de brins longs et inégaux, dépourvus d'élasticité, puisse se faire sans rompre, en conservant ainsi au fil toute sa force, qualité essentielle qui constitue la grande supériorité du fil de lin pour certains usages !

Comment aussi arriver à débarrasser la matière textile de cet enduit gommorésineux qui s'oppose à un glissement facile des fibres élémentaires les unes sur les autres et forme obstacle à la production des fils d'une certaine finesse ?

La solution de problèmes aussi délicats avait souvent provoqué les recherches des inventeurs, depuis surtout que les progrès des sciences avaient permis d'appliquer les procédés mécaniques à la filature de la laine et du coton.

Mais tous avaient échoué : ceux qui avaient abordé directement la difficulté, en essayant de filer le lin tel que la nature nous le donne, et ceux qui avaient cherché à tourner la difficulté, en brisant les fibres élémentaires pour appliquer aux filaments courts ainsi obtenus les procédés de filature du coton.

Donc aucun résultat sérieux n'avait été atteint quoiqu'il eût été pris à Paris plus de douze brevets

entre 1797 et 1808 ; on en était encore à peu près réduit aux procédés légués par l'antiquité.

Il faut que d'autres procédés soient découverts et, pour exciter l'émulation des inventeurs, il faut ouvrir un concours et garantir à celui qui saura le mieux résoudre le problème, un prix dont l'importance réponde à la grandeur des difficultés à vaincre, un prix qui enrichisse à tout jamais l'inventeur et ses descendants.

Sous la pression de ces idées, Napoléon dicte le décret de Bois-le-Duc, du 7 mai 1810, dont voici les principaux passages : « Napoléon, etc.,
« portant un intérêt spécial au progrès des manufactures de notre empire dont le lin est la
« matière première.

« Considérant que le seul obstacle qui s'oppose
« à ce qu'elles réunissent la modicité des prix à la
« perfection de leurs produits résulte de ce qu'on
« n'est point encore parvenu à appliquer des
« machines à la filature du lin comme à celle du
« coton.

« Avons décrété et décrétons ce qui suit :

« Art. I. — Il sera accordé un prix de un
« million de francs à l'inventeur, de quelque nation
« qu'il puisse être, de la meilleure machine à
« peigner le lin.

« Art. II. — A cet effet, la somme de un million
« de francs est mise à la disposition de notre
« ministre de l'intérieur. »

Que faisait alors Philippe de Girard ? Une fois encore il était venu à Lourmarin retremper son courage auprès d'un père vénéré.

Deux décrets de Napoléon viennent de porter une atteinte sensible à la fortune de la famille ; l'un d'eux, en rétablissant l'impôt sur le sel, ruine une grande saline que la famille de Girard possédait dans les Bouches-du-Rhône ; l'autre, en permettant l'introduction imprévue des soudes naturelles d'Espagne, oblige à fermer une importante fabrique de soude factice établie dans les environs de Paris.

Philippe, préoccupé de tous ces revers, ne songeant qu'à tirer parti, en faveur des siens, des facultés que l'éducation et les soins éclairés de son père avaient développées en lui, était absorbé dans ces pensées, lorsqu'un jour, à déjeuner, on apporte les journaux et les lettres de Paris, M. de Girard lit le journal et, le tendant à son fils : « Tiens, Philippe, voilà qui te regarde. » C'était le *Moniteur* du 12 mai 1810, il contenait le décret que nous avons cité plus haut et qui promettait un million à l'inventeur de la filature de lin.

Philippe de Girard cherchait vers quel but il devait tourner ses efforts ; voilà le but indiqué. En un instant, il entrevoit les conséquences du succès, sa gloire rejaillissant sur les derniers jours de son père adoré, gloire tellement indiscutable, cette fois, qu'elle assurera l'avenir des inventions antérieures qui lui sont contestées. Il voit enfin la

fortune vaillamment acquise de haute lutte, assurant à tout jamais aux siens une heureuse existence. La solution du problème ne l'inquiète pas, il la trouvera. Il s'enferme, médite, examine, compare du lin brut et du fil ; avec ceci, il faut que je fasse cela, se dit-il » ; il concentre les prodigieuses facultés de son intelligence et, le lendemain descendant déjeuner à la table de sa famille, il dit à son père avec un légitime orgueil « j'ai trouvé, le million est à nous. »

En un mot, à 31 ans, Philippe de Girard venait de créer les procédés si complexes de la filature du lin, avec une telle sûreté de vue que ces procédés, sauf de très-légères modifications de détail, sont ceux dont nous nous servons encore aujourd'hui.

Ses premiers brevets portent la date du 18 juillet 1810 et, en 1811, alors qu'il était sorti du domaine de la théorie pour entrer dans la pratique. Philippe de Girard avait l'orgueil bien légitime de dire à l'empereur, dans une lettre, restée célèbre : « Quand Votre Majesté proposait un prix à l'Euro-pe, elle ordonnait à un Français de le mériter. »

Nous sommes arrivés au terme de cette étude. Vous pensez sans doute, Messieurs, que la vie de Philippe de Girard ne sera plus, après un si beau triomphe, après de si grands services rendus à son pays, qu'une longue suite de jours heureux et paisibles ; qu'il va jouir d'une gloire si légitimement acquise et de cette riche récompense si labo-

rieusement gagnée. Hélas ! il n'en est rien. Les malheurs de la patrie, les désastres de 1813 et 1815 pesèrent lourdement sur lui. Les préoccupations si graves de cette époque, la rançon de l'étranger, ne permirent pas de songer à l'inventeur de la filature du lin. Les dessins, volés par des contre-mâîtres infidèles, furent vendus à l'Angleterre et firent gagner des millions aux filatures de Dundee et de Belfast, tandis que Philippe de Girard se voyait forcé de fermer ses usines et de se sauver à l'étranger pour échapper à la prison pour dettes.

Longtemps il erra d'Autriche en Bohême et en Prusse, partout créant des usines, inventant les machines les plus diverses. Enfin, les démarches de ses amis, des princes de la science d'alors, les Ampère, les Arago, lui ouvrirent les portes de la France, mais ne furent pas assez puissantes pour lui faire rendre justice. Le million qu'on lui devait fut refusé à celui qui s'était ruiné pour enrichir son pays. Tout au moins, ses amis avaient bien le droit de compter lui faire décerner la croix d'honneur, personne n'en était digne plus que lui, mais un ministre, dont j'ai grand'peine à ne pas vous dire le nom, et de qui dépendait cette nomination, était circonvenu par les détracteurs de Philippe de Girard ; lui-même s'était trouvé froissé par certains procédés de l'inventeur qui n'était pas un courtisan ; et alors qu'il ne s'agissait plus que d'adoucir les derniers moments de ce grand génie, il refusa

cette croix, disant que M. de Girard n'avait pas fait assez pour la mériter !

Philippe de Girard mourut l'année suivante, en août 1845, pardonnant à tous ses ennemis, sans aucune parole d'amertume contre ceux qui lui avaient fait tant de mal ; ayant le ferme espoir de trouver par-delà ce monde la récompense de toute une vie d'abnégation et de travail, faisant l'admiration de tous par ses sentiments chrétiens et montrant, jusqu'à son dernier soupir, l'admirable exemple des plus hautes vertus alliées au plus éclatant génie.

RÉPONSE

AU DISCOURS DE RÉCEPTION DE M. A. DEBAUGE

PAR M. LENOEL.

(Séance du 27 Juin 1879.)

MONSIEUR,

Tous les hommes qui font progresser l'industrie sont des bienfaiteurs de l'humanité, et celui dont vous venez de nous faire connaître la vie n'a pas fait faire un simple progrès, il a créé une industrie nouvelle, une grande industrie, et une industrie essentiellement populaire et d'un usage universel.

Quelle immense révolution économique il amena par l'invention de la machine à filer le lin ? je n'ai pas votre compétence pour en parler, mais il me suffit de comparer les fils faits au fuseau et au rouet, avec ceux qui sortent actuellement de votre belle usine de la Société anonyme d'Amiens ; et je

ne parle pas de la rapidité et de l'économie de la production de ces fils dont sont tissées les plus fines batistes, les plus riches dentelles, comme les toiles les plus grossières.

Mais ce qui frappe d'abord le moraliste et le philosophe, après avoir entendu l'exposé des péripéties souvent douloureuses de la vie si bien remplie et en même temps si utile de Philippe de Girard, c'est la réunion chez cet homme de génie du don de l'imagination et de la bonté du cœur. Par sollicitude pour sa famille il fait cette admirable découverte du métier à filer le lin. Pour soulager la vue d'un père aimé il invente ces globes en verre dépoli qui entourent maintenant toutes nos lumières, qu'elles soient produites par l'huile, le gaz ou par l'électricité, et il construit la lampe hydrostatique qui n'a été remplacée que par celles de Thilorier et de Carcel.

Mais pour faire en si peu d'heures de pareilles découvertes, combien il faut être doué de la faculté de l'imagination ! Par une vue fausse et mal justifiée, on a cru souvent devoir resserrer le rôle de l'imagination dans le domaine des beaux-arts et des lettres : cette faculté préside aux créations scientifiques et industrielles : Ne peut être inventeur celui qui n'a pas le don de l'imagination.

Pour se lancer dans les hautes régions de la science à la recherche de l'inconnu, ou pour construire une machine qui révolutionnera l'in-

dustrie, enfin pour marcher par des sentiers nouveaux, il faut avoir l'inspiration du poète ou de l'artiste : c'est en s'écartant des règles établies, en s'élançant par une vue quelquefois subite hors du cercle des opinions communes qu'un homme supérieur s'élève aux grandes conceptions qui immortalisent son nom.

Vous avez rappelé, Monsieur, dans votre discours, les principales conceptions de l'imagination si vive et si prompte de Philippe de Girard : toutes les sciences physiques lui doivent quelque'amélioration. Il était bien doué aussi de cette belle faculté créatrice, un enfant de notre ville, contemporain de Philippe de Girard, inventeur comme lui, inventeur plus malheureux encore, car sa découverte fut attribuée à un autre bien longtemps même après sa mort : Dallery serait resté ignoré, s'il n'avait trouvé un gendre qui s'est dévoué à sa gloire, si notre académie n'avait pris à honneur de réclamer ses droits et de les faire consacrer par l'Académie des sciences. La création des demi-tons sur la harpe, un système de soufflerie pour les orgues encore partout appliqués, les moulins à ailes horizontales, l'application de la vapeur à la minoterie, le moleté d'or, le grené et le découpé dans l'orfèvrerie, et un nombre considérable d'autres inventions sortirent de l'imagination jamais satisfaite de l'inventeur de l'hélice navale.

Un inventeur de nos jours, possède au plus haut

degré cette puissance d'imagination ; les productions de cet américain qui paraissent successivement et à peu d'intervalle, sont attendues par le monde civilisé avec autant d'impatience, qu'il y a 40 ans nous attendions les livres sortant de la plume du plus fécond de nos romanciers.

Mais combien parmi les inventeurs sont morts, ayant sans doute, comme Dallery et Philippe de Girard, la conviction d'avoir créé des machines utiles, mais n'ayant pu obtenir les récompenses justement méritées ! Ils sont rares, en effet, ceux qui meurent dans le triomphe comme un autre contemporain de Philippe de Girard, inventeur comme lui d'un métier, Jacquart. Si cet autre homme de génie vit longtemps sa découverte restée sans être appréciée, s'il fut sur le point, à cause d'elle, de périr massacré dans une émeute, le moment arriva où elle fut acceptée de tous et son mérite acclamé. Jacquart reçut une pension minime, il est vrai, mais il porta la décoration de la Légion d'honneur : il ne pouvait sans doute espérer que sa statue ornerait un jour une des places de sa ville natale, mais il savait que son nom attaché à ses métiers ne serait jamais oublié.

Pour Philippe de Girard, que de déboires, que de chagrins ! Sa machine remplissait les usines d'Angleterre, d'Allemagne et de France, et son nom était ignoré ! Visitait-il une exposition, il retrouvait dans chaque salle quelques-unes de ses inventions, modifiées, perfectionnées et c'est à peine si

une médaille le signalait comme l'inventeur. Les dettes qu'il avait contractées pour le perfectionnement de sa machine n'étaient pas payées ; sa fortune, celle de sa famille étaient englouties ; ce million si bien gagné, il ne le toucha jamais. L'invasion de 1813, la ruine de l'empire, les embarras financiers de la restauration furent-ils les seules causes de ce déni de justice ? L'envie ne joua-t-elle pas là encore son triste rôle ? Et de plus la Chambre des députés, sous le règne de Louis-Philippe qui avait voté un don national à Daguerre, lui refusa la même récompense (1) et Philippe de Girard mourut sans que sur sa modeste bière brillât une de ces croix de la Légion d'honneur que l'on a pourtant si souvent prodiguées.

Vous, Monsieur, qui avez connu sa famille, vous avez pu voir si cet oubli des contemporains lui fut pénible : il avait, il est vrai, la conscience d'avoir fondé une industrie florissante ; et, grande consolation pour ce noble cœur, il prévoyait qu'un jour viendrait où la postérité lui rendrait une justice éclatante et que lui aussi, comme Jacquart, aurait sa statue de bronze, car ce jour commençait à luire, quand il mourut. Et, rapprochement curieux, que vous ne pouviez faire, Monsieur, vous qui êtes nouveau dans notre Académie, c'est que l'homme illustre qui, en 1844, constatait la gloire de Dallery,

(1) Après la mort de Philippe de Girard, la chambre, saisie de nouveau de la question, vota une pension viagère de 12,000 francs à ses enfants.

Arago, s'occupait aussi à la même heure de venger Philippe de Girard de l'oubli inmérité du gouvernement. Quand Arago apprit sa mort, il écrivit :
« La France vient de faire une perte immense :
« c'est un maréchal de l'industrie mort sur la
« brèche. »

Directeur d'une des plus importantes usines dont la machine inventée par Philippe de Girard est le principal organe, vous avez voulu, Monsieur, inaugurer votre entrée au milieu de nous par l'histoire de ce bienfaiteur de l'humanité ; c'est un hommage que vous avez voulu lui rendre ; c'est un titre d'honneur pour vous d'y avoir pensé et de l'avoir ensuite si bien rendu.

Quand huit de nos collègues présentèrent votre candidature aux suffrages de l'Académie, nous connaissions votre valeur personnelle, votre aptitude industrielle et votre talent d'écrivain. Plusieurs d'entre nous avaient connu votre père, éminent élève de l'école centrale, qui, sous la direction de M. Mary avait fait les premiers travaux de canàlisation de nos fontaines et construit notre premier réservoir d'eau. Pendant que votre père remplissait en province les honorables et utiles fonctions d'ingénieur de l'Etat, brillant élève du collège Rollin, puis de l'école impériale des mines, vous vous prépariez à la carrière si bien parcourue par votre père ; mais vous nous étiez destiné, vous deviez venir parmi nous pour exercer la noble profession de grand industriel. Appelé par

votre beau-frère M. Fabre, qui avait apprécié votre mérite, vous devîntes son secrétaire, puis celui de M. Martelet, notre ancien collègue ; vous lui avez succédé dans la direction de la plus importante usine de nos contrées.

Vous saviez qu'en ce moment sévissait la plus grande crise industrielle qui ait régné depuis longtemps ; vous n'avez pas hésité, malgré votre jeunesse, à accepter cette lourde responsabilité. Vous aviez foi en vous, vous comptiez sur votre ardeur au travail, sur vos études antérieures, sur l'expérience que vous avait donnée le temps pendant lequel vous secondiez MM. Fabre et Martelet, et permettez-moi de vous dire ce que votre modestie vous empêchait de penser, vous pouviez avoir confiance aussi en votre intelligence et en votre capacité.

Vous avez, en effet, tout de suite compris la nécessité, pour lutter contre la crise industrielle, de renouveler votre matériel. Dans la discussion que vous avez soutenue, pour obtenir les sommes d'argent nécessaires à cette amélioration de la part d'actionnaires toujours disposés à refuser tout ce qui augmente les charges d'une entreprise, votre facile élocution, votre savoir économique, votre clarté d'exposition ont fait entrer la conviction dans leurs esprits et leur ont communiqué votre foi dans le succès.

Au milieu de ces préoccupations, votre amour de l'étude a su vous faire trouver quelques instants

pour vous livrer à des travaux qui se rapportent par certains côtés à votre industrie. C'est ainsi que nous avons de vous des publications qui témoignent de la solidité de votre jugement et de vos connaissances étendues. Les bulletins de la Société industrielle d'Amiens contiennent un excellent rapport sur la manufacture de linge de table de M. Deneux : l'histoire de ce genre de tissage a été surtout le sujet de vos recherches. Dans une autre étude, adressée à la Chambre de commerce d'Amiens, sur un nouveau projet de loi des patentes, vous avez indiqué des modifications à cet impôt qui, sans diminuer les ressources de l'Etat n'amèneraient pas une réduction sur les salaires des ouvriers. Enfin, le discours que vous venez de prononcer achève de nous faire voir combien l'Académie doit se féliciter de son choix.

Et moi, ami depuis de nombreuses années de la famille à laquelle vous vous êtes allié, je suis heureux d'être actuellement le directeur de cette Académie pour vous souhaiter la bienvenue dans notre compagnie.

SUR LE QUAI VOLTAIRE

PAR M. G. LE YAVASSEUR.

(Séance du 28 Février 1879).

OLLI RESPONDIT REX ALBAÏ LONGAÏ.

O papillon taquin, mon esprit envahi
En croyant te chasser s'obstine à te poursuivre !
Tu t'es furtivement échappé d'un vieux livre
Feuilleté par le vent caressant du matin,
A travers le parfum rance et doux du latin.
En fermant le volume, insecte centenaire,
Je crus t'avoir remis dans ta cage ordinaire,
Mais tu volais au gré du souffle printanier
Dans ma tête et c'est moi qui suis ton prisonnier.
Lutiné de façon tenace et singulière
Par le vers de tournure épique et familière,
Je marmotte sans cesse et d'un air ébahi :

OLLI RESPONDIT REX ALBAÏ LONGAÏ.

« Ainsi lui répondit le roi d'Albe-la-Longue. »

C'est un vers d'Ennius. Divisant la diphthongue
Et, dédaignant des Grecs le dactyle enfantin
Qui sur le fil du vers danse comme un pantin,
Par l'oreille latine aux mâles chants guidée,
Sa Muse se plaisait au rythme du spondée
Qui, comme un vétéran des troupes d'Apollon,
Marche au pas militaire en frappant du talon.
Certes, ce n'était pas impuissance ou faiblesse,
Ta rudesse, Ennius, affirmait ta noblesse (1)
Et, plus prêt à mourir qu'à te mésallier,
Tu fus sur le Parnasse un hardi cavalier.
Entre tes forts genoux frémissant et superbe,
Pégase se cabrait et bondissait dans l'herbe ;
Fils de Messape, (2) habile à dompter les chevaux,
Dans son art comme lui tu n'eus point de rivaux,
Tu saisis à plein poing la sauvage crinière
D'un coursier qu'enivrait la sève printanière
Et tu fis résonner les cailloux des ravins
Sous le quadruple choc de ces sabots divins
Qui si correctement devaient pétrir l'argile
Sous ce charmeur sans pair qui s'appela Virgile.

Virgile, comme on sait, était un fin voleur
Qui ne se gênait pas pour cueillir une fleur
En plein jour, — ce larron n'était pas hypocrite, —
Dans les jardins d'Homère ou ceux de Théocrite ;
Chez Ennius cherchant perles et grains de mil
Il rôdait et grattait de son ongle subtil.
C'était un lapidaire aux mains presque divines
Qui savait juste à point tailler les pierres fines,
Comment n'a-t-il pas vu resplendir le premier
De nos Alexandrins caché dans le fumier ?

(1) *Ennius antiqui Messapi ab origine regis.*

(*Sil. Italicus*).

(2) *Messapus equum domitor.*

(Virg. En. lib. VII.)

Mieux qu'au phaléuce et mieux qu'au vers choriambique (1)
Au mètre d'Ennius notre mètre s'applique :

OLLI RESPONDIT REX ALBAI LONGAI.

Virgile, en dédaignant la perle, a-t-il trahi
Sen vieux maître ? Qui sait ? Pouvait-on, sous Auguste
Laisser le vers latin sur le lit de Procuste
Où, tout en gémissant, il louait Fabius ? (2)
César eût-il souffert la rouille d'Ennius ?
Les vieux héros, hélas ! étaient passés de mode,
Il fallait, sur un rythme élégant et commode
Chanter avec mesure en des vers opportuns
Les doux tyrans après les farouches tribuns.
Alors la prosodie, indulgente au dactyle,
Sacrifia la forme à la grâce futile
Et dans son zèle étroit de régularité
Baillonna le spondée avec la liberté ;
L'élégante, nouvelle et fausse pastorale
Aux fleurs de la césure oublia la morale ;
Dans les grands bois ombreux des ancêtres grognons,
On tailla des bosquets et des jardins mignons.
Qui donc eût pu d'ailleurs vanter comme naguère ?
Les Romains « illettrés, mais puissants à la guerre » (3)
Horace en ce temps là jetait son bouclier,
Prenait gaiement sa lyre et faisait oublier
Aux Romains amollis de la nouvelle race
Les exploits accomplis par les anciens Horace.
Pour séduire Lesbie ou pour désennuyer
Mécène que la paix retient à son foyer,

(1) Au commencement de l'Épître dédicatoire à Henri IV qui précède sa traduction en vers de l'Odyssée, Salomon Certon, conseiller du Roi, avertit que cette épître est écrite en *Asclépiades*, *Choriambiques* ou *Alexandrins*, mesure semblable à celle des vers latins de la première Ode d'Horace.

(2) *Unus qui nobis cunctando restituit rem.*

(3) *Bellipotentés sunt magi' quàm sapientipotentés.*
(Ennius).

Erotiques parfois et parfois anedines,
Les strophes sautillaient comme des baladines.
Les madrigaux d'amour défilaient deux à deux
Tout le long du poème en distiques boiteux,
L'hexamètre à son bras traînant le pentamètre
Ainsi qu'une maîtresse enlacée à son maître.
Dans cette musicale et mollette saison
L'impeccable Virgile eut peut-être raison
Devant la prosodie et devant la grammaire
D'ajuster au latin l'hexamètre d'Homère.
Poète sans faiblesse, écrivain sans péché,
Virgile est élégant sans être relâché
Et, classique avant tout, sa Muse enchantresse
Sut châtier Catulle et corriger Lucrèce.
Et pourtant... pour un vrai croyant rien n'est plus dur
Que de voir recrépir ou refaire un vieux mur.
Fût il fruste, fût-il tout dentelé de brèches,
Vêtu de limon vert ou couvert d'herbes sèches,
Il a, sous ses haillons et sous sa crasse, un air
Que ne saurait avoir un mur bâti d'hier.
Un vieil auteur est comme une vieille muraille,
Il faut y respecter la patine et l'entaille.
Qui fourbit un sou d'or ne le rend pas meilleur
Et Virgile parfois semble un faux monnoyeur ;
La main droite n'a pas à corriger la gauche
Et l'on gâte un chef-d'œuvre en vernissant l'ébauche.

Cette nuit, j'ai rêvé que j'étais transporté
Aux jardins réservés de l'immortalité.
L'esprit s'y dépensait en d'éternelles fêtes
Et les héros donnaient la réplique aux poètes.
Je vis, d'un pas divin, subtil et mesuré,
Trois ombres s'en aller vers un bosquet sacré
Où dormaient à l'abri des épaisses tonnelles
La fraîcheur et la paix des forêts éternelles.

Ces ombres en marchant ne laissaient même pas
Sur le duvet des fleurs l'empreinte de leurs pas

Et, bien que tout d'abord elles fussent muettes,
Je reconnus un Roi flanqué de deux poètes :
Virgile à droite, à gauche Ennius, au milieu,
Frais comme un immortel, beau comme un demi-dieu,
Vêtu de pourpre, et d'or la tête couronnée,
Le roi fondateur d'Albe, Ascagne, fils d'Enée.

Ennius regardait en dessous le Troyen
Comme un héros douteux pour un historien ;
Près de son fils chéri le cygne de Mantoue
Renflait le col, scandait des vers, faisait la roue.

Or, je prêtai l'oreille et j'entendis ceci :
» Seigneurs, » disait Virgile » entrons tous trois ici,
Nous pourrons y goûter dans sa douceur extrême
Le *frigus opacum* que j'ai dépeint moi-même. »

OLLI RESPONDIT REX ALBAÏ LONGAÏ :
« *Sylvæ dulces sunt umbræ frondosæ.* »

Le Roi vers Ennius avait tourné la tête
Et je crus voir descendre au front du vieux poète
Qui devint tout-à-coup radieux et vermeil
De la lèvre d'Ascagne un rayon de soleil,
Tandis que malgré lui le cygne de Mantoue,
En entrant dans le bois faisait un peu la moue.



SÉANCE PUBLIQUE

DU 28 DÉCEMBRE 1879

I.

SYLVIUS

PAR M. J. LENOEL, DIRECTEUR.

MESSIEURS,

Le règlement de l'Académie m'oblige à prendre la parole dans cette solennité : c'est un devoir inséparable des fonctions de Directeur. Si je n'ai pas décliné, Messieurs, l'honneur que m'ont fait mes collègues en me confiant la direction de l'Académie pendant l'année qui finit, c'est par déférence pour un témoignage d'estime, et, je puis dire d'affection, que j'ai vivement apprécié. Mes collègues, en m'honorant ainsi de leurs suffrages, m'ont donné le droit de compter sur

leur indulgence, mais quel est mon titre à la bienveillance de l'assemblée d'élite qui veut bien m'écouter ? Pour obtenir de vous, Messieurs, cette bienveillance qui m'est nécessaire, je vais parler d'un de nos compatriotes ; votre patriotisme soutiendra votre attention, et fera oublier mon insuffisance.

La Picardie a donné le jour à de nombreux médecins et naturalistes célèbres. Parmi ces Picards, quelques-uns furent des hommes de génie : Fernel qui mérita le nom d'Hippocrate français, Bauhin, le père d'une famille de naturalistes ; Parmentier, le propagateur de la pomme de terre ; Barbier, le rénovateur de la thérapeutique ; enfin, Lamarck, le plus illustre de tous.

D'autres ont fait avancer les sciences naturelles d'un pas assuré dans la voie du progrès : Tagault, le chirurgien-littérateur ; Hecquet, le détracteur des drogues ; Lecat, si souvent lauréat de l'Académie royale de chirurgie ; Bocquillon, l'helléniste ; Lapostolle, le physicien ; Deneux et les deux Baudelocque, les accoucheurs ; Lerminier, le médecin de l'hôpital La Charité ; Duméril, le zoologiste ; Pauquy, le botaniste ; Rigollot, l'anthropologiste ; Dubois, d'Amiens, le secrétaire perpétuel de l'Académie de médecine.

Denx autres, Sylvius et Riolan, en même temps qu'ils faisaient en anatomie de nombreuses et importantes découvertes, étaient si attachés aux théories anciennes, qu'ils combattirent Vésale et

Harvey, dont les travaux allaient fonder la science moderne ; mais l'énergie qu'ils dépensèrent en vain dans cette lutte contre deux hommes de génie, ne doit pas faire oublier à la postérité ce qu'elle leur doit.

Nous devons faire remarquer, Messieurs, que si la Picardie a donné le jour au quinzième et au seizième siècles à Sylvius et à Riolan, les deux plus ardents adversaires d'idées et de découvertes qui, comme celle de la circulation du sang, renouvelèrent la physiologie et l'anatomie, notre province avait quatre siècles plus tard la gloire de donner naissance à Lamarck dont les doctrines sur l'unité de la biologie et la transmutation des espèces animales, devaient constituer, avec la théorie de l'équivalence des forces physiques, la nouvelle philosophie naturelle.

Jacques Dubois qui, latinisant son nom comme tous les savants d'alors, est connu de la postérité sous le nom de Sylvius, naquit dans notre Picardie en 1478, vers l'époque où l'invention de la boussole allait faire découvrir l'Amérique par Christophe Colomb et agrandir ainsi le champ de l'activité humaine, et au moment où l'invention de l'imprimerie, se répandant par toute l'Europe, armait la pensée d'instruments puissants de propagation. Né sous le règne de Louis XI, Sylvius vécut sous les règnes de Charles VIII, de Louis XII, de François I^{er} et d'Henri II : c'est le siècle de Charles-Quint, de Léon X, où d'immenses

événements changeaient l'aspect politique de l'Europe et surtout modifiaient l'état des esprits en imprimant aux arts, aux lettres et aux sciences une impulsion qui s'accroît encore de nos jours. L'ère moderne s'ouvrait, cette grande époque de transition entre le monde du moyen-âge et le monde inconnu qui se cache encore dans les nuages de l'avenir.

L'étude de la vie de Sylvius la fait facilement diviser en deux périodes : dans la première, Sylvius travaille à l'avancement de la science, il fait de nombreuses découvertes, il est homme de progrès ; dans la seconde, il est homme de résistance, il veut arrêter le coche qu'il a mis en marche, il combat par ses écrits les médecins qui ont appris à son école à aller en avant.

Dans l'histoire, combien de fois ne rencontre-t-on pas, Messieurs, ces changements de conduite ? Ils sont aussi fréquents dans les sciences que dans la politique, mais dans la politique ils paraissent plus éclatants : Mirabeau voulant arrêter la Révolution française dont il a d'abord précipité la marche, frappe plus les esprits que Sylvius essayant d'empêcher ses disciples de tirer les conséquences de ses découvertes. Ce changement, quelquefois complet et subit, dans les idées et dans les actes des hommes, s'explique souvent par l'influence des événements extérieurs sur leur esprit : chez Sylvius, il correspond à une évolution de la France : notre nation, qui était entraînée par les

tendances générales du siècle, réagit tout à coup contre elles ; et cette réaction contre les idées nouvelles dépasse le but et arrête un instant le progrès des sciences.

Nicolas Dubois, père de Sylvius, s'était marié quatre fois : de ces mariages étaient nés quinze enfants dont trois moururent dans le premier âge ; sur les douze qui survécurent, neuf étaient des fils, deux d'entre eux François et Jacques, devinrent célèbres : *Ille oratorum suæ ætatis, hic medicorum facile princeps*, l'un le prince des orateurs de son temps, l'autre le prince des médecins, dit René Moreau. Nicolas Dubois était pauvre : néanmoins François, le troisième de ses fils, doué d'une grande intelligence, trouva les ressources nécessaires pour faire son instruction ; ensuite un travail assidu et des succès littéraires et d'éloquence le firent arriver aux éminentes fonctions de principal du collège de Tournai dans l'Université de Paris. François fit alors venir auprès de lui à Paris ses deux plus jeunes frères, Jacques et Jean. Jean Dubois devint plus tard chanoine d'Amiens et curé de Monchy. Jacques Dubois, Sylvius, s'adonna d'abord à l'étude des belles-lettres, et chargé d'une classe dans le collège que dirigeait son frère, il prit l'habitude de l'enseignement. Mais bientôt sa rare facilité d'exposition et sa méthode scientifique le firent apprécier de son compatriote picard, le savant médecin Tagault, qui fut plus tard doyen de la Faculté. Les conseils de cet homme, aussi

distingué par ses talents littéraires qu'habile chirurgien, déterminèrent Jacques Dubois à abandonner la littérature pour étudier et surtout professer la science médicale.

Il commença par expliquer les ouvrages des médecins de l'antiquité, rétablir leurs textes qui souvent avaient été altérés, et surtout les commenter. Et bientôt poussé par l'insatiable besoin de savoir, il comprit que les anciens n'avaient pas tout vu, qu'il fallait observer la maladie chez le malade, et étudier l'homme sur l'homme lui-même. C'est là la gloire de Sylvius. Aussi la plupart des sciences médicales lui doivent quelques découvertes; mais l'anatomie fut sa science de prédilection et fit sa renommée.

Sylvius ne prit d'abord aucun grade à la Faculté de médecine, il professa et se livra aux recherches scientifiques en dehors de cette Faculté.

Pour se rendre compte de l'œuvre de notre compatriote, il est nécessaire de rappeler ce qu'était l'anatomie au moment où il en fit le champ de ses recherches.

Hippocrate qui vivait, comme vous le savez, Messieurs, à la fin du cinquième siècle et au commencement du quatrième avant Jésus-Christ, n'avait jamais ouvert de cadavre humain : ses connaissances en anatomie étaient presque nulles ; il n'a jamais, du reste, rien écrit sur ce sujet. Après lui quelques médecins disséquèrent des animaux, mais ils ne pouvaient surmonter l'hor-

reur qu'inspirait la pensée de chercher dans le corps de l'homme des connaissances utiles à la vie : c'est ce qu'assure Aristote qui vivait un siècle après Hippocrate : les organes de l'homme, dit-il, sont inconnus, ou du moins on n'en peut juger que par la ressemblance qu'ils doivent avoir avec les organes des animaux.

Mais avant la fin de la vie de ce plus grand des philosophes, en 323 avant J.-C., la science de l'anatomie humaine fait un premier pas. L'Ecole d'Alexandrie, cette admirable école du monde ancien, créée par les Ptolémée, compte parmi ses membres Erasistrate et Hérophile qui les premiers dissèquent ; ils font d'utiles découvertes, mais cette ère de découvertes anatomiques ne dure malheureusement que 40 ans. Erasistrate et Hérophile devaient à l'amour de la science des deux Ptolémée de pouvoir s'instruire en anatomie. La mort de ces deux rois fit rentrer l'étude de cette science dans le néant ; les médecins qui vinrent après, ne trouvant plus ce puissant patronage, et, forcés de compter avec les scrupules des peuples qui avaient en horreur toute mutilation des corps morts, cessèrent de disséquer.

Près de cinq siècles s'écoulaient alors sans que les médecins fassent une découverte dans la structure de l'homme. Quel long temps, Messieurs, cinq siècles ! quand, de nos jours, où toutes les parties de notre corps ont été étudiées, examinées,

fouillées, il ne se passe pas d'année où une découverte importante ne soit faite !

Alors parut Galien (131-201), le plus grand des médecins anciens après Hippocrate; cet homme de génie qui devait être pendant tant de siècles l'oracle de la science, qui devait être en médecine ce qu'Aristote fut en philosophie, le maître; ce qu'il avait dit était sacré, il n'avait pu se tromper: *magister dixit* ! Pourtant Galien n'avait peut-être ouvert que des animaux; mais tel fut son génie qu'il devina la structure de l'homme dans celle des êtres inférieurs, et cela avec une telle justesse que les hommes les plus éminents de la science s'y sont trompés et ont cru à tort que des corps humains avaient servi de type à ses démonstrations; les singes étaient principalement les sujets qu'il choisissait pour en examiner la conformation.

Après Galien, par suite de la chute de l'empire romain et de l'invasion des barbares, qui amenèrent une perturbation complète dans les mœurs, dans les usages, dans les religions, l'anatomie tomba dans une véritable décadence.

Tout à l'heure, Messieurs, je déplorais cinq siècles sans découverte: alors c'est un plus long temps encore ! Ce sont douze siècles, pendant lesquels l'anatomie ne fait aucun progrès; douze siècles qui forment une période bien attristante pour l'humanité; douze siècles non pas seulement de léthargie, mais d'un état pire que la léthargie, dit un historien contemporain, M. Chereau; car

des découvertes se perdirent et des erreurs se développèrent ; et ces erreurs, il fallut de longues luttes pour les détruire avant de pouvoir marcher d'un pas sûr dans le progrès. Pendant ces douze siècles, les médecins tombent dans de vaines discussions qui absorbent toutes leurs facultés et les détournent de toute espèce de recherches utiles : ils se bornent à commenter les ouvrages de leurs prédécesseurs ; ils étudient l'anatomie seulement dans les livres : Galien est l'oracle , tout ce qu'il a dit est vrai ; on admet ses erreurs même comme des vérités incontestables : c'est une éclipse totale de la science.

A la fin du treizième siècle, apparaît une lueur dans cette obscurité : dans le royaume des Deux Siciles, sous l'impulsion de l'empereur Frédéric II, se montrent des hommes qui reprennent la belle étude de notre corps ; à leur tête, Mundi de Luizi, Mundinus, comme il s'appelle lui-même. Mais pour voir toutes ces ténèbres dissipées, il faut arriver à l'époque de Sylvius, à ce beau siècle de la Renaissance. Tout se tient dans le monde, Messieurs ; ce n'est pas seulement l'anatomie et la médecine qui reçoivent alors une puissante impulsion, les autres sciences, les belles-lettres, les arts surtout, sortent de l'état de torpeur où ils languissaient depuis tant de siècles ; Constantinople est tombée au pouvoir des Turcs, et cette chute marque pour les historiens la fin du Moyen-Age : une civilisation nouvelle succède à une autre.

Les médecins se livrent alors à l'étude de l'anatomie, non plus seulement sur les animaux, mais aussi sur l'homme lui-même. Parmi eux, Sylvius est celui qui suit cette voie féconde en découvertes, avec le plus d'ardeur et de génie ; il est le plus grand anatomiste de l'époque.

Il est difficile, dans une séance comme celle-ci, devant cet auditoire bienveillant, il est vrai, mais dont je craindrais de fatiguer l'attention par des détails techniques, d'énumérer toutes les découvertes de Sylvius. Il suffira, pour faire comprendre son œuvre, de rappeler que les muscles si nombreux de notre corps ont encore les noms qu'il leur donna ; que les artères, les veines, le cerveau, les organes des sens furent l'objet de ses investigations. Le premier il eut l'idée d'introduire dans les vaisseaux du corps un liquide coagulable qui, en se refroidissant, les colore et les durcit, et en permet facilement la recherche. Quant à ses œuvres littéraires, qui sont nombreuses, M. Michel Vion, notre sympathique collègue, s'est engagé à nous en parler prochainement ; il nous dira aussi comment Sylvius prit l'initiative de la réforme de l'orthographe, qui aujourd'hui, après cinq siècles, n'est pas encore faite. (1)

Professant avec éloquence et méthode, disséquant avec soin, et démontrant ses découvertes sur les

(1) Sylvius, parmi d'autres réformes de l'orthographe, fit celle-ci : il mit un accent aigü sur l'é pour le distinguer de l'e muet. (Fournier).

pièces même, Sylvius attire et maintient autour de sa chaire un nombre considérable d'élèves : toutes les nations de l'Europe sont représentées dans son auditoire et parmi eux que d'inconnus alors auront plus tard des noms illustres :

André Vésale, de Belgique, dont nous dirons le rôle important dans l'histoire de l'anatomie ; Ambroise Paré qui fera de la chirurgie l'art français par excellence ; Fernel et Bauhin, nos compatriotes picards ; Michel Servet, qui publiera le premier la découverte de la circulation pulmonaire trouvée par Colombo, mais que conduiront sur le bûcher de Genève des discussions religieuses avec Calvin, un enfant de Noyon ; Valériola qui, le premier, osera fouiller dans les entrailles des morts pour y chercher les causes des maladies et observer les ravages qui en sont les effets ; Paracelse, l'inventeur de l'eau-de-vie, mais qui osera proférer une parole que le monde savant regardera comme un blasphème : les anciens ne vont pas à la hauteur des cordons de mes souliers.

C'est la phrase brillante de la vie de Sylvius : son nom retentit dans les universités de France et d'Italie ; en même temps, s'il n'a pas la richesse qu'il ne conquiert jamais, ses moyens d'existence sont assurés.

Mais ces succès attirèrent l'envie. Comment ! un homme qui n'avait aucun grade universitaire se permettait d'enseigner l'anatomie et la thérapeutique, et cet homme, qui faisait payer ses leçons,

avait plus d'élèves que l'enseignement public et gratuit de la Faculté ! Les démarches que firent les docteurs de Paris pour arrêter la continuation de ses leçons obligèrent Sylvius à prendre des degrés en médecine.

La Faculté de Paris demandait, pour accorder le bonnet de docteur, six années d'études et une somme énorme pour l'époque, en frais d'inscriptions, d'examens et de diplômes, deux mille livres, tandis qu'à Montpellier le temps d'études n'était que de trois ans et les frais ne s'élevaient qu'à trois ou quatre cents livres. Cette considération, pourtant bien importante pour Sylvius qui n'était pas riche, ne fut pas la principale qui lui fit choisir la Faculté de Montpellier. Ce fut surtout la renommée qu'elle s'était acquise ; elle comptait en effet une multitude d'étudiants français, italiens, anglais, allemands, espagnols.

Sylvius passa près de deux années dans cette Faculté ; il y rencontra deux hommes qui plus tard devaient avoir une influence considérable sur le développement de l'esprit humain : l'imagination vive, l'esprit railleur et facétieux, mais fin et observateur de l'un ; le génie profond et vaste, uni à l'amour ardent du travail du second, ne pouvaient faire soupçonner à Sylvius qui avait pourtant la perspicacité du génie, quels hommes il avait à côté de lui sur les bancs de l'école ; c'étaient Rabelais qui écraserait de ses sarcasmes la brutale pédanterie de la scholastique et cache-

rait sous des plaisanteries les idées de bienveillance universelle et de respect de la pensée ; et Copernic, qui révélerait les véritables lois du mouvement de la terre, le vrai système du monde, et contribuerait ainsi au redressement et à l'affermissement de la raison humaine. Quel prodigieux siècle, Messieurs, où se coudoyaient tant d'hommes qui alors ignoraient leur valeur, mais dont la postérité proclame la grandeur !

Sylvius avait 51 ans, quand il fut immatriculé le 21 novembre 1529 à la Faculté de Montpellier. Cet âge et la réputation qu'il s'était acquise déterminèrent la Faculté à lui abréger le temps ordinaire d'études ; il fut reçu bachelier à la fin du même mois ; et l'année suivante il fut promu au doctorat.

De retour à Paris, il reprit ses cours et vit les élèves se presser de nouveau à ses leçons. René Moreau nous le dépeint tel qu'il était à cette époque : de petite taille, les épaules carrées, le visage austère, la barbe épaisse, la chevelure blanche et longue, la voix claire, quoique rauque, vêtu d'une longue robe grise avec ceinture noire, coiffé d'un chapeau noir, entouré de nombreux élèves, dont les noms sont cités dans l'ouvrage de cet admirateur de Sylvius, et qui presque tous devinrent célèbres. Mais Sylvius n'était pas gradué de la Faculté de Paris, il fut inquiété de nouveau. Il se résolut alors à prendre le premier degré dans cette Faculté : il obtint le titre de bachelier

en médecine le 28 juin 1581, sous le docteur d'Hubert Cocquiel. Il n'alla pas plus loin ainsi que le prouve le registre de la Faculté de Paris.

La considération que cette Faculté avait pour lui la porta, quatre ans plus tard, à lui témoigner toute l'estime qu'elle avait de sa science et de ses talents : un décret lui accorda le droit de professer la médecine, même dans les écoles de l'Université. Ce décret fut rendu en faveur de Sylvius et de son élève Fernel ; en voici le texte, qui est intéressant pour nous, car il contient trois noms picards :

« Le 27 janvier 1585, sous la présidence de
« Tagault, doyen de la Faculté, il fut statué, les
« docteurs étant rassemblés, que ceux qui profes-
« saient en dehors des écoles pourraient désor-
« mais enseigner dans ces écoles et recevoir des
« honoraires de leurs leçons, et cela est statué en
« faveur de Jean Fernel, qui professe au collège
« de Cornouailles, et de Jacques Sylvius, bachelier
« de la Faculté de Paris et docteur de Montpel-
« lier, qui enseigne la médecine au collège de
« Ticquet. »

Il est probable, Messieurs, que l'influence de Jean Tagault, le doyen, avait été toute puissante, pour obtenir à ses deux compatriotes l'autorisation qui faisait ainsi cesser les réclamations contre leurs leçons.

Jacques Sylvius est arrivé au sommet de sa renommée : il recueille les fruits de son travail

opiniâtre, de ses découvertes scientifiques, son nom est européen ; il est en relations d'amitié avec des hommes tels que les médecins Cor, Rondelet, Goupil, Hollier, le savant Amyot, le jurisconsulte Cujas, le poète Marot, et le philosophe Ramus, son compatriote. Les honoraires de ses leçons lui permettent de se livrer presque exclusivement à l'étude de la science. Pourtant sans être comme ses élèves Fernel et Ambroise Paré, médecin ou chirurgien du roi, il est appelé à donner ses soins dans des familles de la plus haute noblesse.

Alors commence la seconde période de son existence : après la période des découvertes vient celle de la lutte. Sylvius n'était pas assez hardi, assez illuminé par le génie pour rompre de lui-même les liens qui l'enchaînaient aux opinions de Galien, pour entrer dans la voie qu'allait ouvrir son ami Ramus. L'homme ondoyant et divers, selon Montaigne, acquiert pourtant par son éducation des instincts personnels dont il ne perd jamais le germe, et des traditions dont la trace se retrouve toujours. Littérateur avant d'être anatomiste, Sylvius était enclin à rester fidèle aux anciens. Tant qu'il était au-dehors de la Faculté de médecine, professeur libre comme nous dirions aujourd'hui, vivant au milieu des écoliers, il suivait la voie où le portait l'amour de la science et où le poussait cette ardente jeunesse des écoles qui l'écoutait et réagissait vers lui. Mais le milieu

social, où l'avait fait arriver la puissance de son génie, ne le portait plus à accepter facilement les nouveautés : c'était d'abord la Faculté de médecine de Paris qui tenait aux traditions et maintenait le corps médical dans une dépendance étroite ; c'était ensuite le monde de la Cour, du Parlement et de la Sorbonne, que sa position de professeur lui faisait voir. N'oubliez pas, Messieurs, qu'à ce

moment, l'Allemagne et l'Angleterre venaient de se séparer de Rome ; une crise morale et politique bouleversait l'Europe ; de grands esprits essayaient d'entraîner la France à s'affranchir de tous les liens qui gênaient son expansion, mais la royauté ne pouvait favoriser l'esprit de liberté, et la liberté dans la science ne mène-t-elle pas à la liberté politique ? François I^{er}, qui avait d'abord encouragé les novateurs et les savants, les laissa ensuite poursuivre. Le parlement était antipathique à tout ce qui était nouveau ; Paris venait d'être témoin d'un supplice qui consterna la Renaissance : Etienne Dolet, l'ami de Rabelais, l'ami de Clément Marot, était monté sur le bûcher en place de Grève. La réaction contre les idées nouvelles l'emportait donc et entravait un instant le développement de la science.

Telles étaient les circonstances qui agissaient sur l'esprit de Sylvins, quand (permettez-moi, Messieurs, de reproduire la phrase entière de M. Chereau, racontant ce fait considérable de l'histoire de la médecine) « Tel qu'un lion cou-

« rageux, s'élança dans l'arène un jeune homme
« qui osa tout au profit de la vérité, de la science
« et de la raison, et qui, sans prendre souci
« des dangers dont sa carrière allait être environ-
« née, brisa tout sur son passage et renversa
« les barrières qui avaient arrêté l'essor de ses
« prédécesseurs. »

Et ce jeune homme, Messieurs, était André Vésale, l'élève le plus brillant, le plus aimé peut-être de Sylvius. Parce que son maître l'avait habitué à voir par lui-même, il se dégagea de la plupart des erreurs anciennes : Vesale fit pour Galien ce que devait faire pour Aristote le philosophe picard Ramus : Il examina ses doctrines, les étudia, et en rejeta la plus grande partie. *Le magister dixit, le maître l'a dit*, ne fut plus un argument : ce fut une révolution dans la science.

Vous raconterai-je, Messieurs, la lutte que soutint Sylvius pour défendre les idées de Galien ? Elle fut aussi vive que celle qui surgit un siècle plus tard entre Riolan, doyen de la Faculté de Paris, et Harvey, l'auteur de la découverte de la circulation du sang. De nos jours, nous assistons aux débats scientifiques soulevés par les doctrines de Lamarck et de Darwin : nous pouvons donc nous représenter l'ardeur et la vivacité des combattants ; mais il est difficile de justifier Sylvius de l'emportement qu'il apporta dans cette lutte, et des injures qu'il prodigua à son adversaire. Pourtant, pour expliquer des violences qui semblent

passer la mesure, il faut tenir compte, Messieurs, de ce que Vesale était son ancien élève, qu'il renversait la science que lui, Sylvius, lui avait apprise ; qu'il osait critiquer Galien, toucher à ce palladium sous lequel s'étaient abritées tant de générations médicales, et qu'enfin à cette époque la liberté d'invectiver allait à un point que nos mœurs actuelles ne laissent plus comprendre.

Fernel et Bauhin, ses compatriotes, et Ambroise Paré abandonnèrent Sylvius pour accepter les idées de Vesale. Ce qui montre bien que c'était surtout des influences extérieures qui entraînaient Sylvius, inconsciemment comme cela arrive souvent, aux théories de sa jeunesse, de sa première éducation, c'est qu'il se délivra de la croyance en l'astrologie, dont on était si infatué de son temps, et dont ne put jamais se débarrasser Fernel, lui-même, le grand Fernel, comme l'appelle Guy-Patin. Bientôt un autre de ses élèves, mais non plus un homme de génie, comme Fernel, comme Ambroise Paré, mais un de ces hommes qui s'emparent des nouveautés, les exagèrent et s'en font un piédestal, Paracelse, blasphémant, nous l'avons déjà dit, contre les anciens, brûlant les livres de de Galien et d'Avicenne devant sa chaire, dans son amphithéâtre, se déclarait contre Sylvius. Mais à celui-là du moins, Sylvius dédaigna de répondre ; il l'estimait à sa juste valeur : c'était un énergumène, mais dont les invectives et les railleries, qui portaient quelquefois juste, contri-

buèrent à la chute de l'ancienne croyance en Galien.

N'est-ce pas là, Messieurs, l'histoire de tous les progrès ? Le novateur Vésale rencontre comme adversaire son prédécesseur Sylvius, il est soutenu par les esprits sages tels que Fernel et Ambroise Paré, et poussé en avant par des Paracelse qui exagèrent la portée de son idée.

Le parti que Sylvius prit dans cette lutte lui attira la faveur du roi François I^{er}, et il fut nommé en 1550, au Collège de France, à la chaire de chirurgie devenue vacante par le départ de Vidus-Vidius qui retournait à Florence, son pays. Mais alors se levèrent contre lui de nombreux adversaires, surtout chez les écoliers de l'Université et dans la jeune génération des docteurs de la Faculté, toujours plus disposée que l'ancienne à accepter les découvertes dans les sciences.

De tous temps, Messieurs, les jeunes gens sont les partisans des hommes qui conduisent l'humanité dans la voie du progrès ; à cette époque surtout, la jeunesse avait le sentiment instinctif que le monde, immobile en apparence pendant le Moyen-Age, reprenait sa marche, et elle employait toute son ardeur, toute son énergie à seconder ce réveil. En ce moment, un jeune homme de dix-sept ans, La Boétie, écrivait cet admirable traité de *la Servitude volontaire* que nous a conservé Montaigne. Aussi, cette jeunesse ne pouvant comprendre la foi tenace de ses prédécesseurs dans leurs œuvres,

y cherchait des motifs d'intérêt personnel ; pour elle, l'immobilité, quand la science avançait, surtout chez un homme qui avait fait preuve de génie, était une trahison. Sylvius eut à se défendre contre de violentes attaques ; et les injures que lui-même prodiguait à Vésale, ne lui furent pas épargnées. Sur un point, d'ailleurs, il prêtait à la raillerie : la pauvreté dans laquelle il avait été élevé, l'avait accoutumé à une grande économie ; et, quoiqu'il fût payer ses leçons, il était obligé de restreindre ses dépenses ; l'étude de la science ne donnait pas la fortune au seizième siècle, pas plus qu'au dix-neuvième ; aussi fut-il accusé d'avarice, et sa mort, arrivée en 1555, à l'âge de 76 ans, n'arrêta pas les sarcasmes des écoliers de l'Université.

Voici un distique qu'ils répandirent le jour de son deuil :

Sylvius hic situs est, gratis qui nil dedit unquam,
Mortuus et gratis quod legis ista dolet.

qu'ils traduisaient ainsi :

Ici gît Sylvius, auquel onc en sa vie
De donner rien gratis ne prit aucune envie,
Et, ores qu'il est mort, et tout rongé de vers,
Encores a dépit qu'on lit gratis ces vers.

Henri Estienne dont les ouvrages devaient puissamment aider à la propagation de l'étude des belles-lettres, très-jeune à cette époque, composa un poème satirique intitulé : « *Sylvius ocreatus, Sylvius botté* ». Dans les dernières heures de la

maladie qui causa sa mort, Sylvius s'était fait mettre ses plus grandes bottes, croyant dans son délire pouvoir aller visiter ses malades. Henri Etienne suppose qu'il s'est fait botter en mourant afin de passer à gué le Styx et ne pas payer ainsi le tribut qu'il aurait dû à Caron, s'il était entré dans sa barque.

Dans cette lutte, les adversaires de Sylvius avaient certainement de leur côté l'intelligence et l'esprit, et la postérité connaît tous leurs traits satiriques, parce que leurs doctrines ont triomphé ; mais, au seizième siècle, les admirateurs de Sylvius étaient les plus nombreux ; les partisans des théories anciennes occupaient les positions officielles, et composaient la tête, l'élite de la société. Jean Mélet répondit au poème d'Henri Estienne par un écrit apologétique. La Faculté voulut donner à Sylvius un dernier témoignage d'estime : quoiqu'il ne fût ni professeur, ni docteur de Paris, elle, si jalouse de ses prérogatives, accompagna, tout entière et en robes rouges, son corps au cimetière des écoliers pauvres, où il avait voulu être inhumé. René Moreau publia une magnifique édition de ses œuvres littéraires et médicales, et nous conserva son portrait.

Pour nous, Messieurs, nous n'oublierons pas que si Sylvius a voulu résister au torrent qui emportait l'humanité vers le progrès, il avait contribué à renverser les obstacles qui la retenaient ; il a produit tout ce que son génie comportait ; ce

qu'il a fait de découvertes en anatomie est incalculable. Des découvertes ont succédé aux autres, des sciences nouvelles ont été créées, et l'immense essor a son point de départ dans le travail des hommes de génie comme Sylvius, et la postérité doit leur en être reconnaissante.

La Picardie s'honore donc d'être le pays natal de Sylvius. Amiens, pour conserver sa mémoire, a donné son nom à une de ses rues ; et c'est parce qu'il est bon de rappeler aux générations les grands hommes qui sont nés parmi elles, qu'aujourd'hui, dans cette solennité, j'ai pris pour sujet de ce discours l'histoire de sa vie.

II.

RAPPORT

SUR LES

TRAVAUX DE L'ACADEMIE EN 1879

PAR M. J. GARNIER.

Ce n'est pas sans un double sentiment de regret que j'ai entrepris ce compte-rendu dont on a bien voulu me confier la rédaction. Regret pour moi de remplacer un excellent collègue que la maladie retient éloigné de nous depuis plusieurs mois, regret pour vous qui, au lieu d'un discours finement écrit et savamment étudié, n'aurez à entendre qu'une froide analyse.

J'ai toujours pensé et je l'ai nettement professé dans une autre société dont j'ai aussi l'honneur de faire partie, qu'un secrétaire ne devait être qu'un auditeur impartial, un narrateur scrupuleusement fidèle de tout ce qui se lit et se dit dans

les réunions ; que ce n'est point à lui de faire l'éloge où la critique des œuvres de ses collègues ; qu'il doit se borner à les faire connaître aussi exactement qu'il lui est possible, sans y ajouter ses réflexions particulières. Est-ce à dire qu'il doit omettre les applaudissements qui ont suivi les lectures, les observations auxquelles elles ont donné lieu, les discussions qu'elles ont fait naître. Assurément non. L'exposé de ces controverses, de ces débats, lui appartient. Je ne dirai donc point qu'il peut, mais qu'il doit en rendre compte. Autrement le procès-verbal serait incomplet et ne rendrait qu'imparfaitement la physionomie de la séance.

C'est dans cet ordre d'idées que j'ai conçu le travail dont je vais vous donner lecture, et pour lequel je sollicite votre bienveillante attention.

Permettez-moi de vous transporter d'abord au loin, nous reviendrons ensuite plus près de nous et enfin chez nous.

Les récits de voyages, les descriptions des pays étrangers ne font-ils point, d'ailleurs, aujourd'hui, une des branches les plus florissantes de notre littérature ?

Dans une lecture sous le titre de : *Une relâche à Manille*, M. de Puyraimond, qui a beaucoup voyagé, beaucoup vu et beaucoup appris, nous a fait connaître cette ville qu'il visita en 1861. Après nous avoir montré les mœurs, les usages, les croyances des anciens habitants des Philippines,

notamment des Tagals, avant la prise de possession de ces îles par les Espagnols, il nous décrit Manille, son théâtre, ses fêtes, ses cérémonies religieuses, entr'autres la procession de Saint-Sébastien à laquelle il assista. C'est qu'en effet, comme il le dit, les fêtes religieuses se mêlent à tous les actes de la vie des indigènes, que le lien religieux est encore le seul lien social et politique des Philippines, et que c'est la communauté de croyances qui attache les Tagals aux Espagnols et fait d'eux des sujets fidèles de la couronne d'Espagne. « A Manille, dit M. l'amiral Jurien de la Gravière, chacun, la bouche béante, jouit en silence de son bonheur ; on rêve, on s'égare au-delà des mers, on respire. » Le drame dans la vie cependant ne manque point, et j'en trouve un exemple dans l'histoire de Lorenzo, un riche Tagal, et de Juana, sa femme, que nous a donnée notre collègue comme étude des mœurs de ce pays. Je craindrais d'en diminuer l'intérêt en vous la racontant, j'aime mieux vous la laisser lire ; vous apprendrez en même temps le charme et la facilité de l'écrivain.

En face de l'île Luçon, à l'ouest, est l'empire d'Annam où nous transporte ensuite M. de Puyraimond. Faire connaître les institutions et les principes qui règlent la société annamite, tel est le but qu'il se propose. Il étudiera donc les articles du code qui peuvent faire la lumière sur les idées et les coutumes des peuples de l'extrême Orient ; il les expliquera et fera remarquer les points de

contact et les différences qui existent entre la législation et les coutumes de la race chinoise et celles des anciens peuples de race aryenne.

Le code annamite, dit-il, est calqué sur celui du Céleste Empire et reproduit presque textuellement les lois séculaires de la Chine. Il se divise en deux parties, l'une qui se compose de règlements variables et sujets à révision, l'autre qui est la représentation de la loi fondamentale. M. de Puyraimond cite ensuite des fragments de la préface dont l'empereur Gia-long fit précéder la publication de ce code et dans laquelle il recommande de lui donner la plus grande publicité, prescription que les fonctionnaires n'ont pas suivie. Après avoir rappelé quelques passages du rapport fait à l'empereur par le haut mandarin général en chef de l'armée du centre, il donne des maximes du grand philosophe Confucius indiquant les principes fondamentaux qui servent de base à l'organisation de la société chinoise. Il termine cette lecture en disant qu'avant de passer à l'étude des premiers articles du code, il fera connaître l'organisation judiciaire de l'Empire d'Annam. L'intérêt de ce travail ne saurait donc échapper à ceux qui n'ont point oublié que six provinces de la Basse-Cochinchine sont aujourd'hui occupées par la France.

M. Verne n'a point voyagé comme M. de Puyraimond ; il n'a pas vu toutes les contrées qu'il décrit. Quelle compétence cependant comme géographe, quelle connaissance des pays qu'il fait

parcourir à ses héros, comme il sait établir pour base de ses fictions les données les plus sûres de la science !

Les deux chapitres qu'il nous a lus des 500 millions de la Begum et des Tribulations d'un Chinois, non point dans une Chine de fantaisie, mais dans la vraie Chine, n'en sont-ils point la preuve ? Mais vous avez tous lu ces deux nouvelles productions du célèbre conteur et vous avez admiré, comme nous, l'incroyable fécondité et l'étonnante variété de cet esprit original qui sait tenir constamment sous le charme le lecteur avide des gaités de la comédie, des émotions du drame, de l'art à la fois et de la vérité.

Si le goût des voyages s'est répandu, les chemins de fer ont assurément une grande part dans ce développement. Les trains à l'origine étaient peu nombreux, les charges faibles, les vitesses modérées, les grandes lignes d'un seul jet. Depuis lors les voies avec leurs embranchements et les trains se sont multipliés, les vitesses et les charges ont augmenté, de là des causes de rencontres et de dangers que les anciennes prescriptions réglementaires rendaient presque impossibles. Aussi sont elles devenues insuffisantes, et les moyens d'arrêt ont été un sujet constant d'étude pour les ingénieurs. M. Guérard a fait à l'Académie une très-intéressante communication sur les perfectionnements réalisés dans cette partie du matériel. Laissant de côté les inventions ridicules et dange-

reuses, il décrit succinctement les systèmes sérieux et sanctionnés par la pratique, qui se peuvent classer en freins mécaniques, hydrauliques, électriques, freins à air comprimé et freins par le vide. Il expose les avantages et les inconvénients de ces divers systèmes. En résumé, dit-il, il résulte de tous les essais qui se poursuivent depuis une dizaine d'années que les freins continus à air sont les seuls qui donnent toute satisfaction ; ils permettent, en effet, de réaliser l'arrêt complet d'un express sur un parcours de 3 à 400 mètres au plus dans les circonstances les plus défavorables, 200 mètres pouvant suffire dans les conditions ordinaires.

On peut donc arrêter un train en marche. Peut-on éviter les débordements d'un fleuve ? M. Mancel s'est occupé de cette question en ce qui concerne la Selle. Cette rivière, lors de l'inondation de 1843 dont il nous fait le tableau, n'était plus une rivière, mais un véritable bras de mer. M. Mancel en explique les causes, rappelle l'état ancien des lieux qui suffisait à la vidange des eaux, et propose de le rétablir en partie, pour éviter ainsi les débordements à venir. A cet effet, il place une vanne de fond à l'entrée d'un canal qui contournerait les moulins de la Hotoie, pour tomber au-dessous dans la Basse-Selle, et se répandre au besoin dans le canal Chauvelin et dans ses dérivations des Prés-Forêts.

Je passe à une autre question d'envahissement

dont les conséquences étaient loin d'être aussi graves.

Dans la séance publique de l'année dernière, M. Daussy, vous vous le rappelez, vous a entretenus d'un procès qui, à la fin du siècle dernier, avait agité la petite ville d'Albert. A ce sujet il vous a présenté le tableau des diverses juridictions qui existaient alors à Albert. Poursuivant ses recherches sur le fonctionnement de ces juridictions, M. Daussy nous a, cette année, exposé les contestations qui, au commencement du XVIII^e siècle, ont existé entre le curé de la paroisse et les diverses autorités civiles du pays.

M. le curé Cressent avait la prétention de régler à peu près seul tout ce qui concernait son église. S'agissait-il du tarif, de son casuel, de travaux à faire, d'améliorations au presbytère, de la sonnerie des cloches, s'agissait-il surtout de la réception d'un vicaire, M. Cressent n'admettait point que l'intervention du pouvoir civil pût entraver ce qu'il lui paraissait bon de décider. Or, à cette époque, la paroisse n'avait point, pour ainsi dire, une existence distincte de la communauté. De là, pendant 10 ans, de 1717 à 1727, une lutte très-vive entre le curé et les représentants du corps de ville et ceux du seigneur, qui tous résistent, au nom des anciens usages et des règlements en vigueur, aux innovations de M. Cressent. Le tableau minutieusement exact que M. Daussy a tracé de cette lutte, est une étude d'organisation

administrative et judiciaire dans ses détails. C'est en même temps une peinture de mœurs et de caractères. Le Gouverneur, le Bailli, le Maire et les Echevins sont, après le curé Cressent, les principaux personnages mis en action. Autour d'eux se groupent des personnalités accessoires. Grâce à des recherches patientes, M. Daussy a su donner à chacun sa physionomie particulière et animer son récit par le mouvement de ces individualités réelles mais fortement caractérisées.

Remontant un peu plus haut, M. de Croos, un des correspondants de l'Académie, nous a adressé une note ayant pour titre : Un épisode de la vie rurale en Picardie au xvii^e et au xviii^e siècle. Il s'agit du droit de marché ou de mauvais gré. L'auteur nous montre ce qu'il était, et analyse les arrêts de 1707 et de 1714 rendus par le Roi en son Conseil pour mettre fin à ce détestable abus.

Un de nos anciens collègues qui n'a point oublié l'Académie, M. l'abbé Corblet, nous a fait part d'un point de ses recherches sur le baptême. On sait que la plupart des liturgistes et des théologiens admettent d'une manière générale, 1^o qu'il y eut immersion totale depuis les temps évangéliques jusqu'au xiv^e siècle environ ; 2^o que du xiii^e au xv^e on employa l'immersion partielle du corps avec infusion sur la tête ; 3^o qu'à partir du xv^e siècle l'infusion seule fut en usage. L'étude attentive des textes et des monuments ne permet point à M. Corblet d'adopter cette classification chro-

nologique. Les théologiens et les liturgistes n'ont guère tenu compte, en effet, des monuments et de l'iconographie ; ils se sont attachés surtout à l'interprétation littérale des textes. Nous ne suivrons point l'auteur dans tous les détails de cette difficile question. Il nous suffira de vous dire qu'il a essayé de concilier les données de l'archéologie et de l'histoire et que s'il rencontre des adversaires, ils trouveront dans son travail l'indication des documents à consulter qu'il a loyalement fait connaître et mis à leur disposition.

Les questions d'archéologie et d'art se touchent par plus d'un point. Je suis donc tout naturellement conduit à la lecture de M. de Jancigny.

Dans une étude sur la peinture de portrait, M. de Jancigny s'attache à démontrer que ce genre n'est pas une production subalterne de l'art de peindre ; et que, pour bien peindre le portrait, rendre l'expression de la physionomie, pénétrer l'âme du modèle et le faire vivre sur la toile, il faut que l'artiste possède des qualités et un talent exceptionnels. Aussi, dans tous les temps, comme dans toutes les écoles, a-t-on toujours facilement trouvé de belles compositions et très rarement de beaux portraits. Pour justifier sa thèse, l'auteur passe une revue rapide des principaux portraits des grands maîtres des diverses écoles que possèdent nos musées. Il s'attache plus volontiers aux œuvres de Van Dyck, de Velasquez, de Titien, de Rembrandt et de Rigault, conclut en rappe-

lant que, selon les vrais principes qui ont inspiré les artistes dont il nous fait admirer les productions, le sentiment du peintre ne saurait être son seul guide, mais que l'art lui-même dont les règles sont immuables, doit aussi conduire son pinceau.

M. Lanier a pensé qu'à des académiciens il n'était pas hors de propos de parler d'une académie, et il a pris pour sujet de son discours de réception le Club de l'entresol, inconnu probablement à beaucoup d'entre vous. C'est qu'aussi cette académie ne fit que passer. M. Lanier raconte, d'après les mémoires du marquis d'Argenson, l'emploi des séances et la nature des travaux de cette société fondée en 1723 par l'abbé Alary, instituteur de Louis XV, et composée de gens qui aimaient à *raisonner sur ce qui se passait*.

C'est dans l'entresol qu'habitait Alary, place Vendôme, que se tenait le club ; de là son nom. On s'y occupait peu de théorie, mais surtout des questions du jour, questions morales, philosophiques, politiques, et les sujets ne manquaient point. La plupart des entresolistes avaient été recrutés par Alary dans les salons du temps où la littérature gardait de sérieux adeptes, notamment chez la marquise de Lambert. Il nous suffira de citer, parmi les principaux, l'abbé de St-Pierre, Montesquieu, d'Argenson, Bolingbroke, l'ancien ministre de la reine Anne, le négociateur de la paix d'Utrecht. M. Lanier analyse les travaux qui furent communiqués à ce club dont le caractère frondeur

et l'attitude peu discrète firent bientôt ombrage au cardinal de Fleury, qui, en 1731, lui ordonna de se dissoudre. L'idée d'Alary, dit avec justesse l'auteur de ce travail, est l'éveil de l'opinion politique et de son intervention dans les choses du gouvernement. Plus discret, moins militant, le Club de l'entresol eût duré, mais nul doute qu'il peut être considéré comme le berceau de notre académie des sciences morales et politiques.

Rien de plus piquant que de voir les hardiesses qui avaient choqué dans un temps, acceptées sans difficulté dans un autre. Les questions de grammaire ressemblent sous ce rapport aux conventions sociales et politiques.

Dans un mémoire sur le fait historiquement établi de l'universalité de la langue française, fait constaté par l'Académie royale de Berlin en 1784 et qui se perpétue par un acquiescement unanime dans les congrès et les expositions universelles, M. Vion pense que la conservation de ce privilège au milieu du progrès général et de l'épanouissement de diverses nationalités jalouses, entraîne, de la part des maîtres de la langue française, une responsabilité, une perfectibilité nécessaires. En conséquence il appartient à la langue française de fournir les bases, de donner l'exemple d'une réforme orthographique universelle.

Aussi M. Vion s'est-il empressé de nous donner lecture d'un article du journal américain *l'Écho*, du 21 novembre dernier, dans lequel l'auteur anonyme

signale l'urgence de cette réforme dans un grand nombre de mots anglais dont l'existence est un obstacle pour l'instruction. Système asystématique, dit Muller, qui condamne tout enfant anglais à perdre deux ou trois années de sa vie scolaire à connaître imparfaitement une orthographe barbare, quand une année suffirait, si la plupart des mots s'écrivaient simplement, comme ils se prononcent.

Notre collègue qui depuis 15 ans s'occupe de cette réforme, ne doute pas que l'article qui frappe l'orthographe anglaise ne vise en même temps toutes les langues européennes, et sa communication a semblé trahir le regret de se voir avancé dans l'application de ce système. L'Académie ne partage point ces craintes. Elle connaît les travaux de M. Vion, qui l'a initiée à toutes ses recherches ; elle a suivi ses essais de phonographie française et plus tard de phonographie universelle. Elle saurait donc témoigner au besoin de la priorité qui appartient à M. Vion, priorité dont on trouverait également les preuves irrécusables dans les comptes-rendus des congrès d'Anvers et de Paris qui ont entendu l'exposé de ses projets, projets qui ont pu rencontrer des objections, mais dont on ne saurait nier l'intérêt et l'originalité, et que les philologues les plus autorisés se sont plu maintes fois à encourager.

J'aurais aimé, dit M. Goblet, en prenant place parmi nous, à m'acquitter de mes obligations en

étudiant, si j'avais eu le temps, pour les faire revivre devant vous, quelques pages ou quelque physionomie de notre histoire locale. Cette pensée, ce désir, M. Goblet l'a rempli, en retraçant les traits de la vie civile de Charles-Florimond Le Roux, maire d'Amiens de 1779 à 1782, député du tiers-état aux États généraux de 1789 par les bailliages d'Amiens et de Ham. Le Roux avait présidé, comme doyen d'âge, la première séance des communes, le 6 mai 1789, et avait repris les fonctions de maire en 1792. En cette qualité il prend une part active aux événements. Le registre de correspondance de la municipalité pour les années 1792 et 1793 fournit à M. Goblet les documents les plus intéressants et montre le double caractère de modération et de fermeté dont alors l'administration fit preuve. Là, elle repousse les dénonciations dont est l'objet le clergé et les réduit à leur juste valeur. Là, elle prend les mesures nécessaires pour empêcher la mutilation de nos monuments. Elle s'élève de l'événement du 20 juin et proteste en adressant au Roi et à l'Assemblée nationale l'expression des sentiments qu'ont excités en elle la fermeté du roi juste et honnête homme et la sollicitude des représentants de la nation. Le 11 juillet, quand l'Assemblée déclara la Patrie en danger, le Conseil réclame des armes pour la garde nationale. Les cœurs sont à la hauteur de la situation. Et cependant, si préparés que soient les esprits, quand on apprend la suspension du roi,

L'émotion est profonde. Néanmoins quelques semaines plus tard, quand la Convention abolit la royauté, le Conseil répond par le cri : La Royauté n'est plus ; vive la République. La loi ayant confié les biens des communautés religieuses et prescrit l'évacuation pour la mise en vente, la municipalité sait allier à la fermeté nécessaire tous les égards dus aux personnes. Les mêmes tempéraments ont lieu en ce qui regarde les émigrés. Et cependant cette modération ne l'empêche pas de veiller à la stricte exécution des lois, d'armer les volontaires, de les faire marcher et de protester quand on veut les dépouiller de leurs armes pour armer des citoyens étrangers à la commune. M. Goblet que je ne saurais suivre dans tous les détails de ce remarquable chapitre de l'histoire d'Amiens, n'hésite point à attribuer cette fermeté, cette dignité de conduite à Florimond Le Roux, qui épargnait à ceux qu'il frappait les inutiles rigueurs d'une brutale exécution. Florimond Le Roux, remplacé le 28 décembre par le citoyen Lecouvé, mourait le 16 décembre suivant à l'âge de 75 ans. Il avait été un administrateur honnête, désintéressé, patriote ; il avait su concilier, comme il l'avait dit lui-même, la subordination légale avec la liberté du citoyen, belle définition de ses devoirs qu'il appartenait de donner à celui qui savait si noblement les remplir.

M. Gustave Dubois, chargé de répondre au récipiendaire, n'avait, dit-il, pour justifier le choix

de l'Académie, qu'à rappeler la correction de langage, l'élégance et la finesse des plaidoiries de l'avocat. L'Académie ouvre ses rangs à toutes les opinions. Toutes d'ailleurs n'ont-elles point droit aux mêmes égards, quand elles s'appuient sur la liberté fondamentale, celle des consciences. Les feuilles que M. Goblet a détachées du registre de correspondance de 1792 appartiennent à l'histoire du pays. Qui n'accueillerait avec une fière reconnaissance, dit M. Dubois, ces expressions de l'amour de la patrie et de la haine de l'étranger? Comment demeurer indifférent à la participation de notre cité aux péripéties à jamais mémorables de l'année 1792? Il félicite donc M. Goblet d'avoir placé sous nos yeux ces précieux documents qui élèvent dans nos cœurs la mémoire de nos anciens magistrats.

La nature de ses fonctions fournissait à M. Debauge la matière de son discours. Directeur de la Société anonyme de la filature de lin d'Amiens, il a choisi l'histoire des premières années du créateur de l'industrie linière, Philippe de Girard, né à Lourmarin, département de Vaucluse, en 1775. Il s'est attaché à montrer ce qu'avait d'admirable le génie de cet illustre inventeur qui fut tout d'abord poète, peintre, avocat, avant de s'occuper de l'étude de la chimie comme professeur ou comme industriel, et de se préparer par quelques inventions remarquables telles que celle de la lampe hydrostatique, d'une lunette achroma-

tique et de diverses modifications apportées aux machines à vapeur, à la grande découverte qui devait illustrer son nom, celle de la filature du lin, poursuivie sans succès en France depuis les premières applications de la mécanique à l'industrie. Philippe de Girard, en 1810, quelques jours après avoir connu le décret de Bois-le-duc par lequel l'Empereur promettait un prix d'un million à l'inventeur de la machine la plus parfaite pour filer le lin, créait un ensemble de machines si complet que peu de changements durent y être apportés dans la suite, malgré tous les progrès réalisés depuis par la mécanique industrielle. M. Debauge termine ici l'étude qu'il s'était proposée. La vie de Philippe de Girard depuis la merveilleuse invention qui devait lui donner fortune et honneurs, n'est plus qu'une longue suite de misères. Il perd sa fortune et celle des siens, et meurt ruiné. Les services nombreux qu'il avait rendus à l'industrie sont méconnus, contestés même ; d'autres s'approprient ses inventions, et la France lui refuse les récompenses auxquelles il avait des droits incontestables.

Suivant l'exemple de quelques-uns de ses prédécesseurs, M. Lecomte a choisi la biographie d'un homme du pays. Il essayera, dit-il, de retracer la vie de M. Caumartin, même après M. Creton qui a rendu dans la séance publique de 1844, au nom de l'Académie, un si solennel hommage au magistrat intègre, au député libéral dont

la carrière trop courte avait été si bien remplie. M. Lecomte a fait mieux qu'essayer, il a tracé de main de maître le portrait du magistrat avec ses qualités d'esprit et de cœur, sa science du droit et l'indépendance qui le distinguaient. Il a suivi ensuite le député dans toutes les phases difficiles et périlleuses de la mission que lui avaient confiée ses concitoyens et qu'il a remplie avec une loyauté, une intelligence et un dévouement aux intérêts du pays qui firent de sa mort un véritable deuil public.

M. Lenoël, appelé comme Directeur de l'Académie à répondre aux récipiendaires, a félicité M. Lanier de son étude sur les Clubistes de l'entresol qui avaient entrevu les voies de liberté dans lesquelles la Providence nous dirige, et qui furent les précurseurs des hommes de notre temps. Il rappelle ensuite les titres qui désignaient M. Lanier aux suffrages de l'Académie, son discours sur la condition des écoliers au moyen-âge, ses cours, si remarquables par la forme et par le fond, qui le placent dans cette phalange de travailleurs qui renouvellent si heureusement l'histoire, parce qu'ils l'étudient sans préjugés comme sans parti pris.

Répondant à M. Debauge, M. Lenoël compare le sort de Philippe de Girard à celui de notre compatriote Dallery. Tous deux doués de cette faculté créatrice qui modifie et transforme l'industrie, tous deux méconnus pendant leur vie et ne

recevant que des hommages posthumes pour prix de leurs travaux. Votre qualité d'élève des mines, vos rapports à la Société industrielle et à la Chambre de commerce vous assuraient, dit en terminant M. le Directeur, une place parmi nous ; votre nouvelle étude est venue confirmer nos suffrages.

Dans sa réponse à M. Lecomte, M. Lenoël s'inspire de cette pensée d'un ancien membre de l'Académie, M. Machart, que le récit des vertus et des talents des picards célèbres nous émeut plus profondément que la vie des grands hommes nés sur une terre étrangère ; il jette donc un coup d'œil en arrière sur la liste des membres de l'Académie qui siégeaient avec M. Caumartin. Il y trouve Barbier, Rigollot, Routier, Le Merchier, Creton, Machart, Anselin, Obry, Boullet, Decaïeu, Marotte ; il montre la part active qu'ils ont prise à nos travaux et qui leur ont valu dans les sciences et dans les lettres une place qui n'est point sans distinction. Il remercie M. Lecomte de son étude impartiale sur M. Caumartin laquelle ajoute un nouveau titre à ceux que lui donnaient son Manuel des commerçants et son Étude comparée des législations européennes en matière de faillite.

Il y a peu d'hommes dont on parle plus que de Pestalozzi et de son système d'éducation, peu aussi dont on connaisse si peu la vie, et j'ajouterai si peu la méthode dont on parle tant.

M. l'abbé Crampon a commencé sur ce pédagogue ou, comme on dit aujourd'hui, cet éduca-

teur, un travail dont il nous a lu la première partie comprenant la vie de cet homme célèbre, né à Zurich en 1746, mort à Brugg en 1827. Henri Pestalozzi, après avoir étudié les langues, la théologie, la jurisprudence, après avoir été pasteur et homme de loi sans succès, se fit agriculteur aussi sans succès. Il essaya alors de créer pour les enfants pauvres et abandonnés un institut pédagogique qui avait pour base l'éducation et les travaux agricoles et manufacturiers. Cet essai ne fut pas plus heureux que les premiers. Il se fit écrivain, et composa des récits dont la lecture n'eut point pour le public l'attrait qu'il espérait. Enfin le gouvernement lui confia en 1798 une sorte d'orphelinat qu'il établit à Stanz, puis à Berthoud, puis à Yverdun. Une idée généreuse domine tout dans Pestalozzi, la régénération du peuple par l'éducation élémentaire et par une méthode qu'il avait trouvée. Le défaut d'ordre, l'abandon, la confiance absolue, la naïveté inhabile, les maladresses et les excentricités, la guerre et des rivalités jalouses ruinèrent encore ces entreprises et firent tomber ces écoles. Le rêve de sa vie s'était évanoui. Mais il laisse dans ses livres, tout incomplets qu'ils soient, dans son enseignement tout désordonné qu'il ait été, une méthode nouvelle, originale, puissante qu'il faut en déduire et dont l'examen doit compléter la communication de notre collègue.

Le sujet traité par M. Janvier est moins sérieux.

Il s'agit d'histoire locale et d'un seul point, de notre histoire culinaire. Déjà au xvi^e siècle Amiens passait pour une ville de bonne chère, et Rabelais vantait ses *quatorze routisseries antiques et aromatisantes*. M. Janvier se demande à quelle époque remontent les Pâtés de canards qui partagent avec la Cathédrale la renommée d'Amiens. Il a consulté, à cet effet, nos archives municipales et n'a point trouvé que ce produit fût connu avant le xvii^e siècle. La première mention en est faite en 1081. La ville paie cette année à Antoine Degand 42 livres pour un pâté dont il a été fait présent à Paris. La tradition de la famille Degand ne s'éloigne pas trop de ce document. Elle fixe en effet à l'année 1643 la fondation de son établissement qui passa sans interruption de père en fils jusqu'au dernier de la dynastie qui céda, il y a une vingtaine d'années, une maison qui avait duré plus de deux siècles. Si madame de Sévigné vante les pâtés d'Amiens, les poètes qui ont des vers pour toutes les gloires, n'ont point manqué de les célébrer aussi, et M. Janvier en cite un grand nombre. Dans les chansons qu'il a données, je choisis ce couplet :

On cite pour trait de génie
L'ouverture du jeune Henry,
De Démophon, d'Iphigénie
Et de la bataille d'Ivry ;
Mais des goûts comme l'on diffère,
Et que chaque humain a les siens,
L'ouverture que je préfère,
Est celle d'un pâté d'Amiens.

Ces vers ne sont-ils pas digne d'un temps où l'on disait :

Aujourd'hui la fourchette est le sceptre du monde.

L'Académie n'eût point été fidèle à ses traditions, si quelque poésie n'eût été lue dans nos séances. La tradition s'est conservée.

M. Le Vavas seur nous a lu deux pièces ayant pour titre, l'une : *Sur le quai Voltaire* ; l'autre : *Une Préface*. Dans une course sur le quai Voltaire, l'auteur a rencontré les œuvres d'Ennius ; il en prend texte pour comparer la mâle poésie du vieux romain à celle de Virgile. La seconde est une préface pour un volume publié par un poète qu'il appelle son disciple, qu'il conseille et qu'il encourage. Je ne saurais résister à citer de cette pièce un vers, une heureuse pensée dont vous applaudirez comme nous la finesse et la vérité. Ce vers ou plutôt cette maxime, le voici :

Un sot est incomplet quand il n'est point jaloux.

J'ai fait connaître les nouveaux membres titulaires de l'Académie. J'ajouterai qu'elle a nommé membre honoraire M. Machart, inspecteur général des ponts-et-chaussées, qui avait été un titulaire très actif. Elle a élu deux correspondants, M. Cahon, docteur en médecine à Paris, auteur d'un recueil de poésies ou plutôt d'un poème, *Les Vaincus*, dans lequel on rencontre de beaux sentiments et de belles pages, et M. Jouancoux dont

vous connaissez les essais d'un glossaire picard aussi remarquable par les recherches dont il abonde, que par les déductions originales et ingénieuses, mais souvent très discutables de l'auteur.

Je ne saurais, sans manquer à un devoir de bonne confraternité, oublier ceux que nous avons perdus.

M. Dusevel s'est retiré à la campagne, cherchant dans sa famille les soins assidus dont a besoin son grand âge.

M. Magne nous a quittés pour Paris où l'appelaient ses nouvelles fonctions dans l'administration des postes et des télégraphes.

La mort a frappé aussi dans nos rangs. M. Hyppolite Henriot est mort au mois de juin. Entré à l'Académie en 1845, il avait obtenu l'honorariat en 1872. Nous lui devons divers mémoires sur le commerce et l'industrie, des fables en vers et d'autres poésies qui témoignent d'un goût exercé et d'un style facile.

Le 30 octobre dernier mourait à Paris M. Frédéric Duparcque, né à Amiens le 28 décembre 1788. M. Duparcque est un exemple de la puissance de la volonté unie à l'intelligence. Après une jeunesse de labeur et de privations, il obtint brillamment le titre de docteur en médecine et s'établit à Paris. Praticien laborieux, écrivain érudit, observateur sagace, il a publié sur les maladies des femmes un ouvrage qui a été traduit dans toutes les langues ; on lui doit aussi de nombreu-

ses observations fort estimées du monde médical. Il était depuis 1860 correspondant de notre compagnie.

J'ai enfin terminé ce trop long compte-rendu et vous remercie de votre patiente attention.

Si le rapporteur n'a point suffisamment rempli sa tâche, il espère du moins avoir montré, et c'est son plus ardent désir, que l'Académie a dignement rempli la sienne.

1. The first part of the document is a list of names and addresses of the members of the committee.

III.

PHILIPPE DE GIRARD

PAR M. A. DEBAUGE.

*Voir page 305 et suivantes ; cette notice ayant été lue à
l'Académie le 27 Juin comme discours de réception.*



IV.

RAPPORT SUR LE CONCOUS DE 1879

PAR M. PEULEVÉ.

L'an dernier à pareille époque, l'Académie mettait au concours : *Une étude sur la Vie et les Travaux de de Lamark.*

C'est s'occuper de la science, et de la meilleure façon, que d'étudier la vie des savants. En suivant leurs travaux pas à pas, en recherchant les conditions d'existence scientifique dans lesquelles ils ont évolué, en mettant en relief leurs qualités et leurs défauts (car ces demi-dieux sont des hommes), on assiste avec un immense intérêt à l'enfantement des grandes idées, à la naissance des grandes découvertes dont on peut suivre à travers le temps, les progrès ou la déchéance.

C'est une des raisons pour lesquelles la biogra-

phie de de Lamarck devait offrir un intérêt tout particulier. Il y a une autre raison qui devait rendre cette étude particulièrement chère à l'Académie et avant elle chère à la Picardie toute entière, c'est que de Lamarck a vu le jour en Picardie, tout près d'Amiens.

C'est, en effet, au château de Bazentin, à deux lieues d'Albert, que naquit (étant le onzième de sa famille), Jean-Baptiste-Pierre de Monet, chevalier de Lamarck. C'est donc une gloire locale que l'Académie d'Amiens a entendu revendiquer, et c'est un hommage qu'elle a voulu rendre à l'un des plus illustres enfants de la Picardie.

Parmi ceux qui nous entendent, il en est peut-être qui se rattachent directement à lui, car sa mort ne remonte qu'à 1830. Ils peuvent s'enorgueillir d'un ancêtre dont la souple intelligence a eu des conceptions d'une élévation prodigieuse (quel que soit le jugement que l'on porte sur elles) pour l'époque où il les a émises ; dont l'âme fortement trempée a souvent lutté avec une fière dignité contre les revers de la fortune, et dont les patients travaux ont plus que contribué à créer la science zoologique.

C'était là, vous en conviendrez, une biographie bien faite pour tenter la curiosité des travailleurs. Malgré cela, ce n'est pas par le nombre qu'ont brillé les concurrents, car il ne s'en est présenté qu'un seul. Toutefois pouvons-nous ajouter qu'à défaut de la quantité nous avons la qualité.

Il n'a été publié sur Lamarck que peu d'études. Ce savant, dont les travaux avaient eu pendant sa vie un grand retentissement, s'était éteint dans le silence et au sein de la pauvreté. L'horizon de sa renommée se bornait au monde scientifique. Cuvier, son collègue à l'Institut, en avait en séance publique fait l'éloge traditionnel, émaillé de quelques critiques un peu vives (car il fut souvent son ironique adversaire); la chaire du Muséum qu'il avait occupée depuis sa fondation, trouvée trop lourde pour un seul, fut partagée entre deux (de Blainville et Latreille); son siège à l'Institut fut donné à Auguste Saint-Hilaire; puis tout fut dit et son souvenir sommeilla quelque temps.

L'auteur du manuscrit qui a bien plutôt analysé qu'étudié Lamarck, le prend à sa naissance et le conduit chronologiquement jusqu'à sa mort, en exposant avec détails ses ouvrages et les incidents de son existence. Il ne se cache pas de faire beaucoup d'emprunts à Cuvier, et nous avons pu apprécier la largeur de sa sincérité. Ces emprunts lui sont d'ailleurs communs avec ceux des revues philosophiques. Nous le constatons sans le critiquer autrement; car comment faire en biographie, sinon recourir à la tradition, pour ce qui concerne les faits? Le meilleur biographe sur ce point, c'est celui qui sait joindre à la vérité les deux qualités de la méthode et de l'élégante clarté. Or, l'auteur ne mérite que des éloges de ce côté.

Je ne puis résister au plaisir d'y relever comment de Lamarck fut étrangement amené à cultiver une science qu'il illustra. On en ferait aisément un récit intéressant auquel on pourrait donner pour titre : *où le lecteur apprendra comment de Lamarck devint naturaliste.*

C'est qu'en effet, tout dans ses goûts, dans ses traditions de famille, le poussaient vers un idéal bien différent, c'était la carrière militaire. Ce penchant irrésistible fut d'abord combattu par son père. Ce dernier, qui avait onze enfants, et un patrimoine mal proportionné à cette richesse dispendieuse, laissait nécessairement à l'aîné, la meilleure portion. Quant aux nombreux cadets ils devaient trouver place dans l'armée ou dans l'église. Mais notre héros était le dernier des onze ; ses frères avaient tous opté pour la carrière des armes, et c'était bien le moins qu'il y eût un abbé dans la famille. Ainsi le pensait le gentilhomme son père, qui, de sa propre autorité, l'envoya aux Jésuites d'Amiens pour avoir à y faire ses humanités et se préparer à recevoir les ordres.

Ainsi fut fait, par obéissance filiale, jusqu'au jour où Lamarck se trouvant orphelin, sentit revivre impérieusement en lui sa passion pour les armes. — Il avait 17 ans, une mine chétive, une frêle apparence et les armées françaises étaient alors en Westphalie où elles achevaient la guerre de sept ans. — Il s'achemina vers l'armée d'Allemagne, sur un mauvais cheval, suivi d'un pauvre

garçon de son village, et muni, pour tout passeport, d'une lettre au colonel de Lastic. Pressé de prendre part à l'action qui se préparait, il prit le front de sa compagnie, vit tomber autour de lui officiers, sous-officiers, soldats et n'hésita pas à prendre le commandement des 14 hommes qui restaient. Le malheur voulut que dans la retraite précipitée de l'armée en défaite, sa compagnie fut oubliée, et à un vieux grenadier qui proposait de rejoindre, il répondit : « Nous sommes ici à notre poste, nous ne le quitterons que si l'on nous relève. » Il y resta jusqu'au moment où le colonel, inquiet de l'absence de la compagnie, envoya un officier d'ordonnance qui, après mille détours et sous le feu de l'ennemi, parvint à le rejoindre. Le maréchal de Broglie, qui apprit le fait, le fit officier et bientôt après lieutenant.

C'était brillamment inaugurer une carrière si longtemps désirée.

Sept ans après, étrange destinée ! on le retrouve suivant assidûment les cours de Bernard de Jussieu, alors professeur de botanique au Jardin du Roi. Bientôt l'élève publiait sa fameuse *Flore française*, ouvrage si apprécié, que Buffon en obtint l'impression à l'imprimerie royale, et fit peu après nommer l'auteur membre de l'Académie des sciences (section de botanique). De Lamarck avait 35 ans.

Quel revirement rapide s'était-il opéré en lui ? Par quelle destinée ce soldat de race, si ardent à

la guerre, si promptement remarqué sur les champs de bataille, se trouvait-il, à quinze ans de distance, un botaniste de premier ordre, faisant preuve d'un véritable génie d'observation, au point de captiver la plus vive sollicitude de Buffon ?

C'est le malheur qui l'avait conduit là ! Le soldat était vaillant, mais son organisation physique n'était pas taillée à la mesure de ses aspirations belliqueuses. Il tomba malade dans une garnison du Midi et revint à Paris se confier aux soins de l'illustre Tenon.

La maladie dura des années ; il dut abandonner l'épée, et, riche de ses 400 livres, essayer de s'ouvrir un nouvel horizon.

Dans les loisirs de la vie de garnison, il avait quelque peu herborisé. Pendant la maladie, logé au cinquième étage, il étudia les sciences d'observation : la physique, la chimie, la météorologie (il était si près des astres), la médecine aussi à laquelle il songea pour un moment à demander asile ; mais ce fut surtout la botanique qui le captiva et qui devait en effet lui donner, en même temps que son premier gage de célébrité, une place légitime parmi les savants.

L'auteur du manuscrit nous le montre parcourant avec le jeune fils de Buffon, l'Allemagne, la Hollande, la Hongrie, et observant en pays étranger une science moins cultivée chez nous.

En peu de temps, grâce à son indomptable énergie, il produisit des ouvrages tels que son

Dictionnaire de Botanique, son Illustration des genres. On trouve dans ces œuvres remarquables, indépendamment des éminentes qualités d'observation, un esprit essentiellement méditatif qui, souvent impatient du joug, s'élance dans les inductions et dans les théories spéculatives.

De Lamarck a eu en effet ces deux qualités qui sont rares chez le même homme :

L'esprit d'observation,
Et l'imagination.

Ces qualités maîtresses, de Lamarck devait avoir à les exercer sur une autre branche de l'histoire naturelle autrement importante et fertile en déductions, sur la zoologie.

C'était, nous dit l'auteur du manuscrit, en 1793; la Convention régnait. Cette terrible, mais puissante Assemblée, au milieu de ses luttes gigantesques savait, par un contraste surprenant, faire surgir tout à coup des institutions, qui nous sembleraient, à raison de leur durée et de leur essence, ne devoir leur éclosion qu'à une époque de paix et de méditation. Le 10 juin 93, presque au lendemain de la proscription des Girondins, au moment où la moitié de la France se soulevait contre elle, la Convention organisait les douze chaires du Muséum d'histoire naturelle.

La chaire qui échet à Lamarck, par moitié avec Geoffroy Saint-Hilaire, ce fut la zoologie. — Ironie du sort ! Geoffroy avait 21 ans et s'occupait de minéralogie et Lamarck avait déjà 50 ans,

botaniste consommé. — Ils devaient créer l'enseignement d'une science qu'ils connaissaient à peine, et cela dans un muséum où la botanique et les herbiers brillaient bien d'un éclat déjà considérable, mais où les cabinets de zoologie existaient à peine. Tout était à faire. — Lamarck n'hésita pas et en moins d'un an il avait non-seulement préparé son cours, mais créé des divisions nouvelles et si inattaquables qu'elles sont restées dans la science comme un témoignage impérissable de son génie d'observation. Telle, pour ne citer qu'un exemple, sa grande division des animaux, en vertébrés et invertébrés.

Ses écrits, grâce à son indomptable volonté, se succédèrent rapidement : *Histoire naturelle des animaux sans vertèbres*, *Recherches sur l'organisation des corps vivants*, et par-dessus tout, sa *Philosophie zoologique*.

C'est là surtout l'écrit qui lui a valu des critiques passionnées, des jugements sévères, de la part de contradicteurs qui n'ont pas toujours observé la mesure. Comment d'ailleurs eût-il pu en être autrement ? Cet esprit hardi venait de poser de grandes questions jusqu'alors inabordées, peut-être inaperçues jusqu'à lui. Il arrivait, par l'analogie et les déductions, à des convictions sur la mutabilité des espèces, sur les séries animales, sur la génération spontanée, questions d'une redoutable importance, en effet, appliquées au genre humain, et qui de nos jours ont séduit de grands noms

scientifiques ; les uns partisans, les autres adversaires, tous acharnés à cette grande doctrine de la génération spontanée aujourd'hui bien près d'être ruinée après avoir eu ses jours de triomphe.

Les idées de de Lamarck sur le développement successif des animaux, sur la mutabilité des espèces, ne pouvaient guère s'appuyer sur les faits, car la paléontologie était encore au berceau ; mais elles ont été reprises de nos jours par l'éminent naturaliste anglais Darwin, qui a attaché son nom à ses doctrines nouvelles.

Ainsi se trouvent associés, quoique séparés par un demi-siècle, ces deux grands noms de l'histoire naturelle.

Aussi en parlant de de Lamarck zoologiste et philosophe, nous semble-t-il impossible de ne pas parler de Darwin, qui a soumis à la méthode expérimentale des idées que le premier avait entrevues : c'est pourquoi nous aurions voulu trouver dans le manuscrit envoyé, une étude comparative de ces deux grands naturalistes. Ce parallèle nous apparaît comme un chapitre de grande utilité dans une étude sur les œuvres de de Lamarck, car en raison du grand retentissement qu'ont eu les écrits de Darwin, en raison des grandes questions qu'elles évoquent et qui passionnent actuellement le monde scientifique, nous aurions été heureux de voir l'auteur mettre en regard, apprécier les travaux de ces deux philosophes de la nature, et nous montrer de Lamarck,

enfantant par la puissance de ses déductions, l'ébauche de ce grand système remanié et élevé à la hauteur d'une doctrine par l'éminent naturaliste anglais.

Si nous insistons, c'est que là se trouve aujourd'hui l'intérêt d'actualité du nom de de Lamarck. C'est à propos de ces grandes questions que sa personnalité a été ressuscitée et mise en avant.

Ses idées, qui lui ont valu de son vivant, de l'ironie plutôt que de la discussion, lui ont fait des adversaires et des partisans qui, pour être posthumes, n'en sont pas moins ardents.

C'est le sort des grandes théories de soulever ainsi des tempêtes. Celles de de Lamarck ont eu cet honneur.

On ne saurait dire, d'ailleurs, en étudiant cette lutte ardente, qui des deux, des amis ou des ennemis portent les plus coups funestes à la doctrine. — Car des deux côtés souvent on trouve des exagérations qui dénaturent les questions et font remonter jusqu'à l'auteur qui n'en peut mais, des déductions à outrance auxquelles il n'a jamais songé.

C'est ainsi qu'on a attribué à de Lamarck des idées d'athéisme ; on en a fait l'apologiste du plus pur matérialisme, enfermant l'Univers dans des lois étrangères à une puissance supérieure. — Allégation mal fondée — reproche qu'une seule citation suffira pour réduire à néant :

« La nature, dit de Lamarck, est une chose
« bien distincte, qu'il ne faut pas confondre avec

« Dieu. — Dieu, c'est la puissance sans borne
« qui a créé les lois qui régissent la matière.

« En regardant la nature comme étant Dieu
« lui-même, chose étrange, on a confondu la
« montre avec l'horloger. »

Voilà une profession de foi nette et précise.

C'est par elle que nous terminerons.

Malgré le *desideratum* signalé et qui n'enlève pas à l'ouvrage son mérite réel, la Commission est d'avis que ce mémoire donne une peinture exacte de la vie privée et scientifique de de Lamarck. — Les analyses détaillées de ses plus importants ouvrages y sont faites très-explicitement et très-clairement.

L'auteur fait suivre son écrit d'une bibliographie complète des œuvres de de Lamarck, tant sur la botanique que sur la zoologie.

Nous ajouterons que le style en est très-correct et qu'on trouve en le lisant plaisir et profit.

Aussi la Commission est-elle d'avis de décerner la médaille d'or à l'auteur de ce mémoire, qui porte pour épigraphe cette phrase de Bacon :

« Toutes nos sciences ne sont que des faits généralisés. »

1. The first step in the process of identifying a problem is to recognize that a problem exists. This is often done by comparing current performance with a desired state or goal. If there is a significant difference, a problem is identified.

V.

NATURE MORTE

PAR M. G. LE YAVASSEUR.

A PAUL HAREL

Voici la saison des frimas ;
Cette fois-ci l'hiver n'est pas
Un Minotaure de la fable ;
C'est bien un moustre véritable.

Fringale aux dents, l'Ogre du Nord
Emporte le morceau qu'il mord,
Avale vite et mâche à peine ;
Il aime bien la chair humaine.

Plus de soleil, plus d'horizons !
Sur le cadavre des maisons
La brume file un froid suaire.
La neige est un drap mortuaire.

La plaine est sous un linceul blanc ;
Mornes sous leur faix accablant,
Les bois semblent sur leurs épaules
Porter la glace des deux pôles.

La ville est sous un linceul gris ;
La bise atteint dans leurs abris
Les citadins à la peau tendre.
Muse, sortons sans plus attendre.

Sortons, ô fille du printemps ;
On peut chanter par tous les temps
Sur la glace et sous la verdure,
Lorsque l'on peint d'après nature.

La nature est l'œuvre de Dieu,
Il a fait la glace et le feu,
Il a fait l'ombre et la lumière,
Il a fait le ciel et la terre.

Il a fait l'hiver et l'été ;
Partout il a mis la beauté
Et de sa puissance infinie

Partout a coulé l'harmonie ;

Mais il faut la voir avec l'œil
Et ce n'est point dans son fauteuil
Que travaille un peintre fidèle ;
Il va voir de près son modèle.

Muse, qu'importe la rigueur
Du froid, s'il fait chaud dans ton cœur ?
Qu'importe la brume glacée
S'il fait beau temps dans ma pensée ?

Muse, tu souffles sur tes doigts ?
Tu n'as plus le sang d'autrefois
Dans tes veines sexagénaires ;
Pauvre vieille, tu dégénères.

Tu ne peux plus rien admirer,
Tant la bise te fait pleurer ;
L'Âpre caresse de la brume,
Au lieu de te charmer, t'enrhume.

Allons, ma vieille Cendrillon,
Ecouter le chant du grillon
Près du foyer de la cuisine,
C'est notre place, j'imagine.

Et, puisque nous ne pouvons plus
Louer Dieu parmi les élus,
Rêvons, vieux enfants que nous sommes,
Au bruit des choses et des hommes.

Je vois, en dépit des hivers,
Briller flamme et joie à travers
Les vitres de l'hôtellerie.

Muse, entrons ici, je t'en prie.

Ne bayons point aux horizons,
Mais, les deux pieds vers les tisons
Allongés sans cérémonie,
Écoutons bien la symphonie.

Comme un gros chat qui fait ron-ron,
Le pot-au-feu dans son giron
Sent bouillir sourdement la soupe
Pendant qu'il se chauffe la croupe.

Sur la crête d'un petit flot
Je vois le légume au galop
Chevaucher après le légume
Dans un gros tourbillon d'écume.

Aux flancs du pot-au-feu qui bout
Le fagot crache à chaque bout,
Le bois fume, siffle et se gonfle ;
Le feu pétille, éclate et ronfle.

Le vieux tournebroche est couvert
D'un respectable fourreau vert,
Antique chemise de serge
Presque aussi vieille que l'auberge.

On le garde pour le décor ;
Parfois, on le découvre encor
Quand viennent les jours d'allégresse
Et les repas de haute graisse.

Sur le Midi, dans ces jours-là,
Souriant aux rôts de gala,
La ménagère, alerte et prompte,
En un tour de main le remonte.

Les vis ont-elles un gosier ?
L'acier babille avec l'acier
Et la ferraille qui s'éveille
Bavarde et geint comme une vieille.

Avec le petit cri railleur
D'un moineau frisque et batailleur,
Narguant le montant qui séjourne,

Le volant tourne, tourne, tourne.

Tous les ressorts, grands et petits,
Font entendre un gai cliquetis,
Et la rouille, mordant la rouille,

Coasse comme une grenouille.

Le poids de pierre, en gémissant,
Tout doucement descend, descend,
Tandis que la corde polie
S'amenuise dans la poulie.

Cependant, devant le brasier,
Comme roses sur un rosier,
Sont trois broches superposées

D'où tombent de grasses rosées.

Jadis le coq de son troupeau,
Le dindon crève dans sa peau,
Fait la roue et verse sur l'oie

Des larmes de graisse et de joie.

L'oie, en recevant sur son flanc
Les caresses de l'or brûlant,
Comme Danaë se renverse

Et semble pâmer sous l'averse

Qui, goutte à goutte et par filets,
En retombant sur les poulets
Arrose une famille entière

Qui tend le bec sous la gouttière.

Et tous ces jus qui sentent bon,
Irisés au feu du charbon.
Gazouillent dans la lèche-frite
Pour le plaisir du sybarite.

Autre musique au potager.
Fanchette vient d'aménager
Sur les grilles des alvéoles
Cinq ou six rouges casseroles.

Fanchon gronde entre haut et bas
En choquant couvercles et plats ;
La voix de Fanchon se marie
Au bruit de la dinanderie.

On entend un petit chant doux
Quand le beurre blond devient roux
Et quand dans les os fend la moëlle.
Mais quel orchestre que la poêle !

La côtelette sur le grill
Chante comme merle en avril,
Mais moins long-temps que l'omelette ;
L'omelette est une opérette.

Cocorico ! — L'écho répond :
Cocorico ! — La poule pond.
La poule a pondu. Cotcelète !
C'est le prélude à l'omelette.

La poule retourne à son coq.
Toc, toc, — un. Toc-toc, — deux. Toc-toc,
— Trois coups. Va-t-on lever la toile ?
On casse les œufs pour la poêle.

Par sa queue où l'on voit un trou
La poêle est suspendue au cleu.
Cling, cling ! Clung, clung ! on la décroche

Et l'on croit entendre une cloche.

On bat les œufs ! on bat les œufs !
Dans un prestissimo fameux
Berlioz n'a pas, la chose est sûre,
Pressé plus vite la mesure.

Quand le beurre fond, tout d'abord
Il se tient éloigné du bord ;
Sous les caresses de la flamme

Il file une petite gamme.

Mais bientôt notre chanteur court
Sur son théâtre qu'il parcourt ;
Il prend plaisir à sa romance,
Chante un couplet et recommence ;

Et puis un tutti merveilleux
Eclate quand on met les œufs
Sur leur lit de beurre qui tremble ;

Les instruments partent ensemble.

Flûtes, clarinettes, hautbois,
Tambourins lancent à la fois
Leurs notes grêles et gentilles

Et les violons font des trilles.

Tout ce vacarme original
S'éteint en un couplet final,
Lorsque l'omelette en rouëlle

Se pelotonne dans la poêle.

C'est là l'orchestre des grands jours,
Mais on ne l'entend pas toujours
Et ce n'est pas tous les jours fête ;

Souvent la musique est discrète,

Et, dans l'après-midi, parfois
On entend ici comme au bois
Silencieux et solitaire

Quelque doux bruit plein de mystère.

Au fond du cellier, tout auprès
De la cuisine, dort au frais
Le cidre, liqueur d'or et d'ambre,

Fille du soleil de septembre.

Il coule de la tonne au pot
Et le filet dans le goulot,
En tombant de la chantepleure

Pleure en chantant, en chantant pleure.

Et puis quelque bon vieux Normand,
Dans son verre tout doucement
Verse le fin jus de la pomme.

On voit sourire le bonhomme,

Et le ben cidre fait glou-glou,
Tout le long, tout le long du cou,
Du cou de la dive bouteille.

Les glouglous sont doux à l'oreille.

Voici le soir, voici la nuit ;
Avec le jour s'éteint le bruit
Et dans l'ombre silencieuse

Un reste de flamme joyeuse

Vacille aux angles du foyer ;
Les meubles semblent tournoyer,
Des éclairs jaillissent du cuivre
Et des carreaux couverts de givre.

Muse, il fait bon dormir ici...
Il y fait bon songer aussi...
Je sens que mon rêve se loge
Dans le balancier de l'horloge.

Tic,... tac... te crois-tu donc bercé
Comme un enfant, vieil insensé,
Rêve moribond et crédule ?
Ecoute le bruit du pendule.

Tic... tac... ah ! j'entends bien... Tic... tic...
Le Temps, à petits coups de pic
Démolit, seconde à seconde,
Le mur de ma vie en ce monde.

Crrrr.... le quart d'heure va sonner ;
Quel coup de pioche il va donner !
J'entends une pierre qui tombe.
C'est une pierre de ma tombe.

Le coucou va chanter... J'attends...
Il chante galement, mais j'entends
Derrière l'oiseau qui roucoule
Tout un pan de mur qui s'écroule.

Et quand je ne l'entendrais pas,
En irais-je moins au trépas,
Comme y va toute créature ?
C'est la loi, bien qu'elle soit dure.

Acceptons-la sans murmurer
Et laissons, sans trop nous pleurer
Charmer notre oreille ravie

Par la musique de la vie.

Chaque fleurette a sa saison,
Sous les cieux et dans la maison
Tout bruit a sa propre harmonie

Ou concourt à la symphonie,

Et chaque chose à son moment
Donne ensemble ou séparément
Sa note folle, triste ou tendre.

Le tout est de savoir l'entendre.

OBSÈQUES DE M. H. HENRIOT

23 JUILLET 1879.

L'Académie s'est réunie le 23 Juillet à 11 heures pour assister aux obsèques de M. Hippolyte Henriot, l'un de ses membres honoraires, décédé le 21 à l'âge de 76 ans.

Le deuil était conduit par M. Henriot, son fils, contrôleur à l'Administration des Postes, M. d'Herville, négociant, et M. Bourgeois, avocat général à la Cour de cassation, ses gendres.

Les coins du poêle étaient tenus par MM. Joly-Monmert et Faton de Favernay, membres du Bureau de bienfaisance dont M. Henriot était le Président, et par MM. Lenoël et de Beaussire, l'un directeur et l'autre secrétaire perpétuel de l'Académie.

Après le service qui eut lieu à l'église Saint-Martin, le corps fut porté au cimetière de la Madeleine, où M. de Favernay, au nom du

Bureau de bienfaisance, et M. Lenoël, au nom de l'Académie, adressèrent à leur collègue un dernier adieu.

Voici les paroles prononcées par M. Lenoël :

Messieurs, Directeur de l'Académie d'Amiens, je viens m'acquitter du triste devoir de dire adieu au nom de mes collègues à M. Hippolyte Henriot.

Entré à l'Académie en 1845, M. Henriot se distingua parmi nous comme littérateur ; il aimait la poésie, bien plus, il était poète. C'est dans le genre où le genre où il est si difficile d'exceller depuis La Fontaine, dans la fable, que brillait M. Henriot. C'était une bonne fortune pour l'Académie d'Amiens quand cette compagnie pouvait, dans sa séance publique faire entendre une des fables dues à son imagination si vive et à sa plume si expressive. Je laisse à M. de Beaussire, notre secrétaire perpétuel, la tâche que son talent d'écrivain et de critique lui fera si bien remplir, de faire ressortir la beauté des fables de M. H. Henriot ; pourtant il m'est difficile de ne pas rappeler ici même à ceux qui les ont entendues et si vivement applaudies, *les deux Frères ennemis*, *le Superstitieux*, *les Deux Extrêmes*, *Simplicité* et *Folie et Sagesse*.

D'autres travaux occupèrent encore M. Henriot, nos bulletins les contiennent tous. Ancien négociant, membre du Bureau de bienfaisance, musicien et poète, les sujets les plus divers étaient de sa compétence ; ainsi il choisit pour son dis-

cours de réception : *De l'éducation du négociant*. Dans une autre étude, aussi remarquable par la sûreté du jugement et l'élégance du style, il traite *du goût dans l'industrie* ; souvent il fut le rapporteur de nos commissions chargées de décerner les prix de poésie. La dernière fois qu'il prit la parole à l'Académie, c'est de *l'influence de la musique sur la civilisation* qu'il nous entretint.

Ma mission est de vous parler, Messieurs, de l'Académie seulement ; les belles qualités de son cœur, de son âme, il les apportait dans ses relations avec ses collègues qui l'estimaient et le recherchaient.

En 1872, il cessa de prendre une part active à nos travaux ; de membre titulaire, il devint membre honoraire ; alors fut rompu le premier lien qui l'attachait à nous ; il assistait encore quelquefois à nos séances ; jamais il ne manquait à nos solennités, les discours de réception, les séances publiques. Hélas ! la mort vient de nous l'enlever ; pas entièrement pourtant ; car ses œuvres restent à l'Académie.



RÉSUMÉS DES PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES.

Année 1879.

10 JANVIER.

Présidence de M. Dubois, Directeur. — Lecture par M. J. Verne, du premier chapitre d'un roman intitulé : *Les cinq cents millions de la Begum*. Renouvellement partiel du Bureau. Sont élus : Directeur, M. Lenoel ; chancelier, M. Obry ; secrétaire-adjoint, M. de Puyraimond.

24 JANVIER.

Présidence de M. Lenoel, Directeur. — Le tableau de tour des lectures pour 1879 est approuvé. Rapport du trésorier sur les dépenses et recettes de 1878. Sont nommés membres de la commission de comptabilité MM. Roger, de Jancigny et Magne. — Un prix de 200 fr. est voté pour le concours de 1879 ; le sujet est *La vie et les travaux du grand naturaliste de Lamarck*. — Lecture par M. de Puyraimond d'un récit intitulé : *Une relâche à Manille*.

21 FÉVRIER.

Présidence de M. Lenoel, Directeur. — Réception de M. Lanier. Le récipiendaire lit une notice historique sur *Le Club de l'entresol*. — Réponse du Directeur.

18 FÉVRIER.

Présidence de M. Lenoel, Directeur. — Rapport par M. Roger, au nom de la commission de comptabilité. — Les conclusions de ce rapport sont approuvées. — Lecture par M. Le Vasseur de deux pièces de vers l'une intitulée : *Sur le quai Voltaire*, l'autre : *Préface pour un recueil de poésies*.

14 MARS.

Présidence de M. Lenoel, Directeur. — Sur la proposition du trésorier, l'Académie décide que les candidats élus seront convoqués aux séances à partir du jour où ils auront remis leur discours au Président. — Lecture par M. de Puyraimond de la suite de son récit : *Une relâche à Manille*.

28 MARS.

Présidence de M. Lenoel, Directeur. — Lecture par M. de Jancigny d'une Etude sur *la Peinture de portrait*. — Lecture par M. Viñon d'une notice sur l'*Organe international*.

11 AVRIL.

Présidence de M. Lenoel. — Réception de M. Goblet, discours du récipiendaire sur *M. Leroux, maire d'Amiens en 1792*. M. G. Dubois répond au récipiendaire.

25 AVRIL.

Présidence de M. Lenoel. — Démission de M. de Puy-

raimond, secrétaire-adjoint, obligé de faire une absence de plusieurs mois. — Lecture par M. Mancel d'une note sur *la Selle et ses débordements*.

9 Mai.

Présidence de M. Lenoel, Directeur. — Election comme secrétaire-adjoint, de M. Lanier, qui ne peut accepter. — Lecture par M. Guérard sur *les moyens d'arrêt des trains de chemins de fer*. — M. de Forceville annonce à l'Académie le très prochain achèvement du monument des Illustrations Picardes. — Présentation de MM. Pascaut, Le Comte et de Calonne comme candidats au titre de membres titulaires.

23 Mai.

Présidence de M. Lenoel, Directeur. — Le Président expose les titres des candidats présentés dans la précédente séance. — Sur la proposition de M. de Jancigny, l'Académie décide que des remerciements seront adressés aux personnes qui envoient leurs travaux à l'Académie. — Lecture par M. de Puyraimond d'un travail sur *le code et les institutions Annamites*. — Lecture par M. J. Verne des premiers chapitres d'un roman chinois.

13 JUIN.

Présidence de M. Lenoel, Directeur. — M. Garnier, à la demande de ses collègues se charge de l'intérim de M. de Beaussire, absent pour raison de santé. — Election comme titulaires de MM. Pascaut, Le Comte et de Calonne. — Présentation de M. Alcide Cahon, comme correspondant. — Lecture par le Président de morceaux du volume de l'Académie des Jeux Floraux.

27 JUIN.

Présidence de M. Lenoel, directeur. — M. le Général

Carteret, commandant le 2^e Corps d'armée. M. le premier Président Saudbreuil et M. le Maire d'Amiens assistent à la séance. — Réception de M. Debauge. — Lecture par le récipiendaire d'une notice sur *Philippe de Girard*. — Réponse du Directeur.

11 JUILLET.

Présidence de M. Lenoel, Directeur. — Lecture par M. Daussy d'un récit intitulé : *M. Gilles Cressent, curé d'Albert, au XVIII^e siècle*. — Election de M. Cahon comme membre correspondant.

25 JUILLET.

Présidence de M. Obry, Chancelier. — L'Académie est informée qu'il lui est accordé par le Ministre une allocation de 300 fr. — Les prix Delambre et Gresset, fondés par l'Académie pour les élèves du Lycée ont été mérités par les élèves Boidart et Hatté. — Lecture par M. Garnier pour M. de Croos, correspondant, d'une note sur *le droit de marché au XII^e et XIII^e siècle*. — Lecture par M. Daussy de la suite de son travail sur *le curé Gilles Cressent*.

8 AOÛT.

Présidence de M. Lenoel, Directeur. — Lecture par M. l'abbé Corblet, membre honoraire, d'un travail intitulé : *L'immersion dans les baptistères*.

22 AOÛT.

Présidence de M. Lenoel, Directeur. — Lecture par M. Vion pour M. Mancel d'une note relative au *déplacement du marché au blé de la ville d'Amiens*.

14 NOVEMBRE.

Présidence de M. Lenoel, Directeur. — Présentation de M. Ch. Dubois, professeur de physique et de M. Desboves, docteur ès-sciences, ancien professeur au Lycée Fontanes, comme candidats titulaires. — Réception de M. Le Comte, dont le discours est *une étude sur M. Caumartin*. — Réponse du Directeur. — L'Académie décide que M. Decaïeu (Auguste), qui, comme habitant Albert, avait obtenu l'honorariat, et M. Leleu qui avait momentanément quitté Amiens, reprennent leur place sur la liste des titulaires. — Commission d'examen du concours de 1879 : MM. Garnier, Moullart, Peulevé, Herbet. — Un seul mémoire.

28 NOVEMBRE.

Présidence de M. Lenoel. — L'Académie règle l'ordre du jour de la séance publique fixée au 28 décembre. — La proposition de nommer un secrétaire-adjoint est approuvée. — Lecture par M. Janvier d'une notice archéologique sur *les pâtés de Canards d'Amiens*. — Communication par M. Michel Vion, d'un article du Journal Américain l'*Echo* sur *la réforme de l'orthographe*.

12 DÉCEMBRE.

Présidence de M. Lenoel, Directeur. — Lecture par M. l'abbé Crampon d'une notice sur *Pestalozzi*. — MM. Dubois et Desboves sont élus titulaires, et M. Machart honoraire. — M. Decaïeu est élu secrétaire-adjoint. — Lecture par le Directeur du discours qu'il doit prononcer en séance publique et dont le sujet est *Jacques Sylvius*

26 DÉCEMBRE.

Présidence de M. Lenoel, Directeur. — Lecture par M. Garnier du rapport annuel sur les travaux de l'Aca-

démie, à prononcer en séance publique, et par M. Peulevé du rapport sur le concours relatif à de Lamarck. — Le prix de 200 fr. est décerné à M. Morel Domon, auteur du seul rapport adressé à l'Académie. — Lecture par M. G. Le Vasseur d'une pièce de vers intitulée : *Nature morte* qui sera lue en séance publique. — L'Académie décide qu'elle décernera en 1880 un prix de poésie, dont le sujet est un bouquet de six à douze sonnets en l'honneur de célébrités picardes, au choix des concurrents.

28 DÉCEMBRE. (SÉANCE PUBLIQUE):

Présidence de M. Lenoel. — Lecture par le Directeur d'une étude sur *Jacques Sylvius*; par M. Garnier, du rapport sur les travaux de l'Académie; par M. Debauge de son discours sur *Philippe de Girard*; par M. Peulevé du rapport sur le concours de 1879. M. Morel Domon proclamé lauréat reçoit des mains du Directeur la médaille qui lui est décernée. — M. Le Vasseur lit sa pièce de vers intitulée : *Nature morte* — Le Directeur annonce le prix proposé pour 1880.

OUVRAGES REÇUES PAR L'ACADÉMIE.

Pendant l'année 1879.

I. Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

- Journal des Savants. 1879.
- Revue des Sociétés savantes. Tome VII et VIII. 1878.
- Rapport à M. le Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts, sur les Archives nationales, pour les années 1876 et 1877, par Alfred Maury. Paris. 1878. — 1 vol. in-8°.

II. Sociétés françaises.

- Société linnéenne du Nord de la France. Bulletin mensuel, n° 76 à 84.
- Bulletin du Comice d'Abbeville. 1879.
- Bulletin du Comice agricole de l'arrondissement d'Amiens, n° 166 à 185.
- Mémoires de la Société académique des Sciences, Arts, Belles-Lettres et Agriculture de Saint-Quentin. 4^e série. Tome 1^{er}.
- La Thiérache, Bulletin de la Société archéologique de Vervins (Aisne). Tome v.
- Extraits des Travaux de la Société centrale d'agriculture du département de la Seine-Inférieure. 1877.

— Journal d'agriculture de la Côte-d'Or, publié par la Société d'Agriculture et d'Industrie agricole du département. Année 1877. 39^e volume.

— Bulletin de la Société d'agriculture de l'arrondissement de Boulogne-sur-Mer. Juillet à décembre 1877.

— Bulletin de la Société industrielle d'Amiens. Tome xvi. 1879.

— Bulletin de la Société d'Histoire naturelle de Toulouse. Tome xi, fascicule 4^e. Tome xii, fasc. 2. 3. Tome xiii, fasc. 1.

— Bulletin trimestriel du Comice agricole, horticole et forestier de l'arrondissement de Toulon. 1878, n^o 4. 1879, n^{os} 1, 2.

— Mémoires de la Société académique de l'arrondissement de Boulogne-sur-Mer. Tome ix. 2^e fascicule.

— Bulletin de la Société académique de Boulogne-sur-Mer. Tome ii, liv. 6, 7.

— Comité archéologique et historique de Noyon. Comptes-rendus et Mémoires lus en séance. Tome v.

— Publications du Comité archéologique et historique de Noyon. Inscriptions tumulaires de l'Église Notre-Dame de Noyon, par M. A. Boulogne. Noyon 1876. 1 vol. in-4^o.

— Mémoires de la Société d'agriculture, sciences, belles-lettres, et arts d'Orléans. Tome xx, n^{os} 1, 2, 3, 4. Tome xxi, n^o 1.

Mémoires de la Société littéraire, historique et archéologique de Lyon. Année 1876.

— Maître Jacques, journal de la Société d'agriculture du département des Deux-Sèvres, n^{os} 1, 2, 3, 4.

— L'Agronome praticien, journal de la Société d'agriculture de Compiègne.

— Conférence littéraire et scientifique de Picardie. Tome 1^{er}.

— Précis analytique des travaux de l'Académie des

sciences, belles-lettres et arts de Rouen pendant l'année 1877-78.

— Bulletin de la Société d'émulation du département de l'Allier. Tome xv. Liv. 3, 4.

— Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie. 1879, n° 1, 2, 3.

— Bulletin de la Société historique de Compiègne. Tome iv.

— Bulletin de la Société d'études scientifiques et archéologiques de la ville de Draguignan. Tome xi.

— Mémoires de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Clermont-Ferrand. Tome xix-xx.

— Mémoires de la Société nationale des Antiquaires de France. 4^e série. Tome viii.

— Mémoires de la Société d'agriculture et des arts du département de Seine-et-Oise. 2^e série. Tome xi-xii,

— Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin. Tome xxvi.

— Annales de la Société linnéenne de Lyon.

— Annales de la Société d'agriculture, d'histoire naturelle et des arts utiles de Lyon. 4^e série. Tome ix.

— Mémoires de la Société des sciences de l'agriculture et des arts de Lille. 4^e série. Tome vi.

— Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe. 3^e et 4^e trimestre de 1878. Année 1879-80, n° 1.

— Société d'agriculture, de commerce et d'industrie du département du Var. Tome iii, liv. 6. Tome iv, liv. 1.

— Bulletin de la Société industrielle et agricole d'Angers. 2^e semestre de 1878. 1^{er} semestre 1879.

— Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts du département de la Haute-Saône. 3^e série, n° 9.

— Bulletin de la Société linnéenne de la Charente-Inférieure. 3^e et 4^e trimestre de 1878.

— Société d'agriculture, sciences et arts de la Haute-

Saône. Annexe au bulletin de l'année 1878. — Travaux de la section d'archéologie. Annexe n° 1. — Catalogue du Musée. — Annexe n° 2. — Esquisse préhistorique sur le département de la Haute-Saône.

— Bulletin de la Société d'agriculture et de commerce de Caen. 15^e année. Nouv. série, 1876.

— Mémoires de la Société académique d'archéologie, sciences et arts du département de l'Oise. Tome x. 2^e partie.

— Annales de Société académique de Nantes 1878.

— Bulletin de la Société académique de Brest. 2^e série. Tome v.

— Société de médecine légale de France. Tome v. 2^e fascicule.

— Société des sciences et arts agricoles et horticoles du Havre. Bulletin 13-14.

— Recueil de l'Académie des Jeux floraux. 1879.

— Répertoire des travaux de la Société de statistique de Marseille. Tome xxxviii. 2^e partie.

— Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne. 2^e semestre 1878.

— Mémoires de l'Académie des sciences, lettres et arts d'Arras. 2^e série. Tome x.

— Mémoires de la Société académique d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres du département de l'Aube. 3^e série. Tome xv.

— Mémoires de la Société des sciences morales, des lettres et des arts de Seine-et-Oise. Tome xi.

— Bulletin de la Société archéologique du Midi de la France. Séance du 26 nov. 1878 au 18 mars 1879 inclus.

— Compte-rendu de la Société française de numismatique et d'archéologie. 2^e série. Tome i^{er}. 2^e partie.

— Société d'agriculture, des belles-lettres, sciences et arts de Rochefort. Travaux. Années 1877-78.

— Mémoires de l'Académie nationale des sciences , arts et belles-lettres de Caen. 1879.

— Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Châlon-sur-Saône. Tome vi. 3^e partie.

— Bulletin de la Société d'agriculture de l'arrondissement de Mayenne. 1878. 19^e année.

— Mémoires de la Société d'agriculture , commerce, sciences et arts du département de la Marne. Année 1877 et 1878.

— Mémoires de l'Académie du Gard. Année 1877. 2 vol.

— Recueil des Publications de la Société nationale Havraise d'études diverses 43^e année. 1876.

— Archives de l'agriculture du Nord de la France, publiées par le Comice agricole de Lille, n^o 9.

— Bulletin de la Société des sciences, lettres et arts de Pau. 2^e série. Tome vii.

— Bulletin de la Société philomatique de Bordeaux. 3^e série. 1875, 1876, 1877 et 1878. 4 vol.

— Société industrielle d'Elbeuf. Bulletin des travaux. Année 1879, n^o 1.

— Mémoire de la Société d'émulation de Cambrai. Tome xxxv.

— Annuaire de la Société philotechnique. Année 1878.

— Mémoires de l'Académie des sciences , arts et belles-lettres de Dijon. 3^e série. Tome v.

— Bulletin de la Société libre d'émulation du commerce et de l'industrie de la Seine-Inférieure. Exercice 1878-1879.

III. Sociétés étrangères.

— Mémoires de l'Académie de Metz. 3^e série. Tome vi.

— Forhanlinger i Videnskabs-Selskabet i Christiania. Aar 1876, 1877, 1878.

— Fortegnelse over Separat-Aftryk of Christiania. Videnskabs-Selskabs Forhandling. 1878.

— Bidrag til Kundskaben om Norges Arktiske Fauna. 1. Mollusca regionis Arcticæ Norwegiæ. Oversigt over de i Norges arktiske regio forekommende Bløddyr af Dr. G. O. Sars. Christiania 1878. 1 vol. in-8°.

— Om Poncelet betydning for geometrien. Et Bidrag til de modern geometriske ideers udviklings historie af Elling Holst. Christiania. 1878. 1 vol. in-8°.

— Om Stratifikationen spor af Dr. Theodor Kjerulf. Christiania. 1877. 1 vol. in-4°.

— Annual report of the Board of Regents of the Smithsonian Institution showing the operations, expenditure and condition of the Institution for the year 1877.

IV. Les Arts et Lettres.

— Ernest Prarond. Abbeville à table. Etudes gourmandes et morales. Amiens. 1878. Delattre-Lenoel. 1 vol. in-8°.

— Justin Bellanger. Entre deux Spectacles. Esquisses théâtrales. (Art, types et anecdotes de théâtre). Paris. 1879. Dentu. Pièce in-8°.

— Société générale des Prisons. Séance du 4 décembre 1878. Rapport présenté par M. Henri Hardouin sur la seconde session du Congrès pénitentiaire international tenu à Stockholm du 20 au 27 août 1878. Paris. 1879. Chaix. Pièce in-8°.

— Ernest Prarond. Le Grenier à sel d'Abbeville. Quelques noms des Conseillers grenetiers en Ponthieu depuis 1427. Amiens. 1879. Delattre-Lenoel. Pièce in-8°.

— Les Troglodytes de la vallée de l'Erve ou Station préhistorique de Thorigné-en-Chamie (Mayenne), par M. l'abbé Joseph Maillart. Tours. 1878. P. Bouserez. Pièce in-8°.

— Renseignements photographiques par M. Ch. Fabre. Paris. 1877. Reinwald. Pièce in-18.

— Leçons de clinique chirurgicale professées à l'hô-

pital Sainte-Eugénie de Lille, par le D^r A. Faucon. Paris. 1879. Asselin. 1 vol. in-8°.

— L'abbé A. Houllier. Gervais-Protais, tragédie en trois actes, en vers français. Amiens. 1878. Delattre-Lenoel. 1 vol. in-16.

— Saint-Firmin, martyr, drame chrétien en cinq actes, en vers français, par l'abbé Houllier et Albert Cahon. Paris. 1819. Mendel. 1 vol. in-16.

— Notice sur les émaux peints, anciens et modernes. L'atelier d'émaillerie de M. Bourdery, à Limoges. Par M. Camille Jouhanneau. Limoges 1879. Chatras et C^o. Pièce in-8°.

— De la médication sulfuro-balsamique (sirop minéral sulfureux de Crosnier) dans les traitements des maladies des voies respiratoires et des affections cutanées. Paris. 1879. Goupy. Pièce in-12.

— La Peinture de portrait, par M. du Bois de Jancigny. Étude lue à l'Académie d'Amiens le 28 mars 1879. Lille. 1879. Danel. Pièce in-8°.

— Anseré Lage. Aus dem Russischen des A. Koschelef. Berlin. 1875. Dumeler. 1 vol. in-8°.

— Monographie du rossignol. Nouvelles recherches sur les mœurs de cet oiseau principalement en ce qui concerne la nidification, par Xavier Raspail. Paris. 1879. 1 vol. in-8°.

— Sulla non esistenza dell' idrogeno nascente. Parte quinta. — Riduzione del chlorato potacico nota del dottor Donato Tommasi. Firenze. 1879. Pièce in-8°.

— Viage a la Patagonia Austral, 1876-1877, por Francisco Moreno. Tomo 1. Buenos-Aires. 1879. 1 vol. in-8°.

— Le Mont Ventoux. Notice par MM. Bouvier, Giraud et Pamart. Avignon. 1879. 1 vol. in-8°.

— De l'épiploïte herniaire et spécialement de l'épiploïte phlegmoneuse, par le D^r Faucon. Bruxelles. 1879. Pièce in-8°.

— Biographie de Mgr Bataille, évêque d'Amiens, par l'abbé A. Houllier. Amiens. 1879. Delattre-Lenoël. 1 vol. in-18°. Port.

— Etude comparée des principales législations européennes en matière de faillite, par Maxime Lecomte. Paris. 1879. Pedone-Lauriel. 1 vol. in-8°.

— Iconographie de baptême, par l'abbé J. Corblat. Paris. 1879. 1 vol. in-8°.

— Notice sur quelques restes d'édifices romains trouvés dans le rempart vitrifié du puits de Gaudy, par J. B. Thuot. Guéret 1879. Pièce in-8°.

— Notice sur la création et le développement des classes d'apprentis et d'adultes de la Société philomathique de Bordeaux, par C. C. Vergez. Bordeaux. 1878. 1 vol. in-8°.

— Carte du bassin Houiller du Nord, par Jules Canelle. Paris. 1876-77. in-fol.

— Congrès international des sciences anthropologiques. 1878. Rapport sur la paléoethnologie. II. Période néolithique ou de la pierre polie, par Emile Cartailhac. Toulouse. 1878. Pièce in-8°.

V. Par Divers.

— Bulletin scientifique du département du Nord. 1879.

— Le Livre d'or. N^{os} 6, 10, 12.

— Le Sauveteur. N^{os} 1 à 12. 1879.

— Exposition Universelle de Paris. 1878. — Section belge. — Catalogue officiel des œuvres d'art, des produits de l'industrie et de l'agriculture. 2^e édition. Bruxelles. 1878. 1 vol. in-8°.



TABLEAU

DES

MEMBRES DE L'ACADÉMIE

BUREAU DE L'ACADÉMIE

PENDANT L'ANNÉE 1879.

MM. LENOEL, *, *Directeur.*
OBRY, *Chancelier.*
DE BEAUSSIRE, *, *Secrétaire-perpétuel.*
GARNIER *, *Archiviste-Trésorier.*
DE PUYRAIMOND, *, *Secrétaire-adjoint.*

BUREAU POUR L'ANNÉE 1880.

MM. PEULEVÉ, *, *Directeur.*
DE JANCIGNY, * *Chancelier.*
DE BEAUSSIRE, *, *Secrétaire-perpétuel.*
GARNIER, * *Archiviste-Trésorier.*
DECAIEU, *Secrétaire-Adjoint.*

MEMBRES HONORAIRES

DE DROIT.

MM.

Le GÉNÉRAL, commandant en chef le 2^e corps d'armée.

Le Premier PRÉSIDENT de la Cour d'appel.

Le PRÉFET de la Somme.

M^r l'ÉVÊQUE d'Amiens.

Le PROCUREUR-GÉNÉRAL près la Cour d'appel.

Le MAIRE d'Amiens.

L'INSPECTEUR de l'Académie universitaire.

MEMBRES TITULAIRES

DANS L'ORDRE DE RÉCEPTION

MM.

21 Juin 1837. GARNIER *, Conservateur de la Bibliothèque communale.

25 Juin 1842. DAUPHIN *, Conseiller honoraire à la Cour d'appel.

13 Févr. 1847. G. DE FORCEVILLE, ancien Banquier, Statuaire.

24 Janv. 1851. DAUSSY *, Conseiller à la Cour d'appel.

11 Févr. 1854. DENEUX (Jules), *, Président de la Société philharmonique.

12 Janv. 1856. MANOEL, *, propriétaire.

10 Mai 1859. VION, ancien Chef d'Institution.

13 Juin 1862. MOLLET (Vulfran), *, Manufacturier, Président de la Chambre de Commerce d'Amiens.

25 Juillet 1863. LENOEL, *, Docteur en Médecine.

26 Juillet 1863. HERBET, *, Docteur en Médecine.

14 Mai 1864. PONCHE, *, Négociant, ex-Président de la Société industrielle.

MM.

- 31 Déc. 1864. DAUPHIN (Albert), O. ✱, Avocat, ancien Maire d'Amiens,
Sénateur, Président du Conseil général.
- 30 Nov. 1866. MOULLART, Docteur en Droit, Conseiller à la Cour
d'appel.
- 18 Juillet 1869. DE BEAUSSIRE, ✱, ancien Conservateur des forêts.
- 23 Juillet 1869. LELEU, Proviseur du Lycée.
- 14 Juillet 1871. DECAIEU, Juge de Paix à Amiens.
- 26 Avril 1873. DUPONT (Edouard), ancien Pharmacien.
- 26 Avril 1873. DE PUYRAIMOND (Alfred) ✱, ancien Officier de marine.
- 28 Juin 1873. VERNE (Jules) ✱, Homme de lettres.
- 14 Févr. 1873. ROGER, Membre de la Chambre de commerce d'Amiens.
- 23 Mai 1873. PEULEVÉ, ✱, Docteur en Médecine.
- 8 Janvier 1875. DUBOIS (Gustave), Avocat.
- 12 Févr. 1875. OBRY (Ernest), Avocat.
- 25 Juin 1875. BARIL (Gédéon), Homme de lettres.
- 14 Janv. 1876. CRAMPON (l'abbé), Chanoine titulaire.
- 26 Janv. 1876. GUÉRARD, Inspecteur au chemin de fer du Nord.
- 21 Déc. 1877. DU BOIS DE JANCIGNY, ✱, Directeur des Contributions
indirectes.
- 14 Juin. 1878. JANVIER, Vice-Président de la Commission du Musée.
- 24 Nov. 1876. GOBLET, Membre de la Chambre des députés.
- 14 Juin. 1878. LANIER, Professeur d'histoire au Lycée.
- 8 Nov. 1878. DEBAUGE, Directeur de la filature de Lin.
- 13 Juin. 1879. LECOMTE, avocat.
- 13 Juin. 1879. DE CALONNE, Vice-Président de la Société des Antiquaires
de Picardie.

MEMBRES HONORAIRES

ELUS.

MM.

DUBOYER, *, ancien Maire d'Amiens, ancien titulaire,
à Amiens.

ALEXANDRE, O. *, Docteur en Médecine, ancien titulaire,
à Amiens.

GAND (Edouard), Dessinateur industriel, ancien titulaire,
à Amiens.

FUSTEL DE COULANGES, *, Directeur de l'Ecole nor-
male supérieure, ancien titulaire, à Paris.

GUILLON, *, Ingénieur, ancien titulaire, à Montmorency.

BOHN, Professeur de philosophie, ancien titulaire, à Paris.

KOLB, Directeur de l'Usine des produits chimiques de
Lille, ancien titulaire, à Lille.

HARDOUIN, *, Conseiller à la Cour d'appel, ancien titu-
laire, à Douai.

POIRÉ, Professeur de Physique et de Chimie au Lycée
Fontanes, ancien titulaire, à Paris.

CORBLET (l'Abbé), *, Chanoine honoraire d'Amiens,
ancien titulaire, à Versailles.

DUVAL (Raoul), *, Premier Président honoraire à la Cour
d'appel de Bordeaux, sénateur, ancien titulaire,
à Paris.

DE QUATREFAGES DE BRÉANT, *, Membre de l'Institut
à Paris

DE MARSILLY *, Ingénieur des Mines, Directeur des
Mines d'Anzin, ancien titulaire, à Anzin.

FLEURY, *, Recteur honoraire, à Douai.

TIVIER, Doyen de la Faculté des lettres, ancien titulaire,
à Dijon.

MM.

WATEAU *, ancien avocat général, ancien titulaire.
à Paris.

HENNEBERT, O. *, Lieutenant-Colonel du Génie, professeur à l'Ecole de Saint-Cyr, ancien titulaire.

MACHART, O. *, Inspecteur général honoraire des Ponts-et-Chaussées, ancien titulaire, à Paris.

RICHER, Docteur en médecine, ancien titulaire, à Amiens.

DUSEVEL (Hyacinthe), Membre de la Société des Antiquaires de Picardie.

ASSOCIÉS CORRESPONDANTS

MM.

HEQUET, Docteur en médecine, à Abbeville.

MARCOTTE, ancien Bibliothécaire, à Abbeville.

DU SOUCH, *, Inspecteur général des Mines, à Paris.

VERET, Docteur en médecine, à Doullens.

COET, Pharmacien, à Roye.

FERRAND, O. *, ancien Préfet, à Amiens.

SERRE, Docteur en Médecine, à Uzès.

V. DE BRAUVILLÉ, *, ancien magistrat, à Montdidier.

J. LEFEBVRE, Archiviste de la Société d'Emulation, à Abbeville.

HUARD (Adolphe), Homme de lettres, à Paris.

COURBET-POULARD, *, ancien Membre du Conseil général, ancien Maire d'Abbeville, ancien Député à l'Assemblée nationale, à Abbeville.

BERNARD, Conseiller à la Cour d'appel de Dijon, ancien titulaire.

MILLIEN (Achille), à Beaumont la Ferrière (Nièvre).

MM.

DE VROIL, homme de lettres, à Paris.

DE GUERLE, *, Trésorier-payeur-général, à Nancy.

LE PELLETIER, *, Conseiller, à la Cour de cassation,
à Paris.

EGGER, C. *, Membre de l'Institut, à Paris.

PIEDAGNEL, *, Homme de lettres, à Paris.

DE VALOIS, *, Consul de France à Buénos-Ayres.

DE RAINNEVILLE, (Vicomte), *, Sénateur, à Paris.

DE LONGPERRIER, *, Membre de l'Institut, à Paris.

LE VAVASSEUR (Gustave), à la Lande-de-Lougé, canton
de Briouze (Orne).

LARTIEUR, Ingénieur au chemin de fer du Nord, à Paris.

PRAROND, Membre du Conseil général, à Abbeville.

DEGROOS, Avocat, à Béthune.

FAUCON, Docteur en médecine, professeur à la Faculté
libre, à Lille.

CARTAULT, professeur, ancien titulaire, à Paris.

DOMET DE VORÈS, O. *, Ministre plénipotentiaire à Lima
(Pérou).

LE TELLIER, Professeur de rhétorique à Lisieux.

JOUANCOUX, Homme de Lettres, à Cachy (Somme).

CAHON, Docteur en médecine, à Paris.

LAMEY, J. *, Colonel Directeur du génie, à Bordeaux.

TABLE DES MATIÈRES

SÉANCES ORDINAIRES

	Pages.
1. (21 Février 1879). LE CLUB DE L'ENTRESOL (1728-1731). discours de réception de M. LANIER.	1
2. Réponse de M. LENOEL.	57
3. (8 Novembre 1878). L'HISTOIRE MODERNE ET LOCALE, discours de réception de M. JANVIER .	63
4. Réponse de M. G. DUBOIS	61
5. (11 Avril 1879). LA MUNICIPALITÉ D'AMIENS EN 1792, discours de réception de M. R. GOBLET.	95
6. Réponse de M. G. DUBOIS.	147
7. (24 Janvier et 14 Mars 1879). UNE RELACHE A MANILLE, par M. de PUYRAIMOND	171
8. (11 et 25 Juillet 1879). M. GILLES CRESSANT, prêtre curé de la paroisse d'Albert (1717-1727), par M. H. DAUSSY	215
9. (27 Juin 1879). LES PREMIÈRES ANNÉES DE PHILIPPE DE GIRARD, discours de réception de M. DEBAUGE	305
10. Réponse de M. LENOEL	333
11. (28 Février 1879). SUR LE QUAI VOLTAIRE, poésie, par M. LE VAVASSEUR	341

SÉANCE PUBLIQUE.

(28 Décembre 1879).

	Pages.
12. JACQUES SYLVIUS, par M. LENOEL, Directeur .	347
13. LES TRAVAUX DE L'ACADÉMIE en 1879, par M. GARNIER	369
14. CONCOURS DE 1879, rapport par M. PEULEVÉ .	395
15. NATURE MORTE, poésie par M. LE VASSEUR.	407
16. OBSÈQUES de M. H. HENRIOT, discours de M. LENOEL.	417
RÉSUMÉ DES PROCÈS-VERBAUX	421
OUVRAGES REÇUS	435
TABLEAU DES MEMBRES DE L'ACADÉMIE . .	435
Table des Matières.	441







Filed by Preservation CIC 700 10 4 11